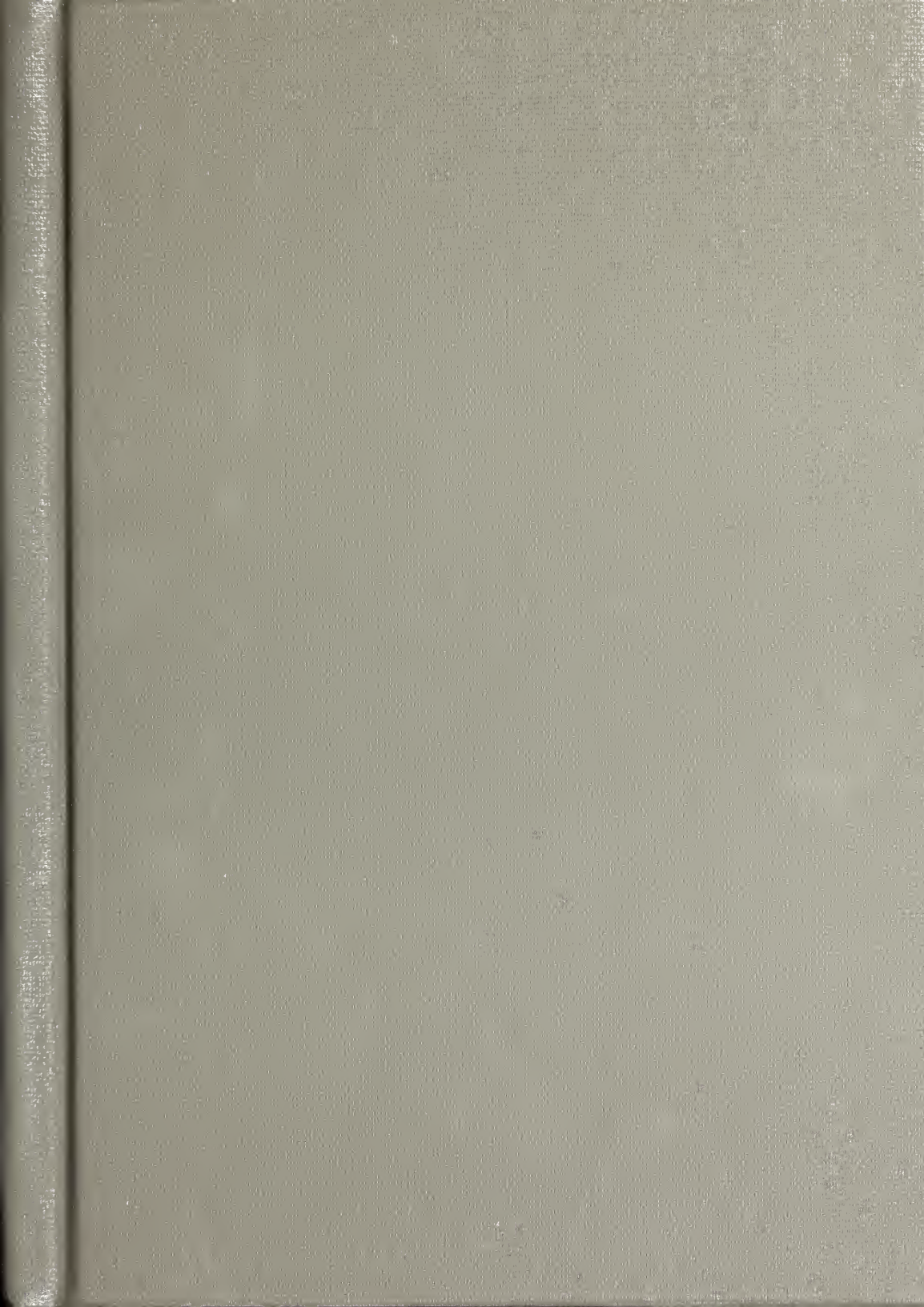






Digitized by the Internet Archive
in 2014

<https://archive.org/details/bulletin70soci>

GEN

The HF Group

Indiana Plant

054752 2 14 00



6/20/2006

✓





3 1833 01815 4176

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

du

Protestantisme Français

Reconnue d'utilité publique par Décret du 13 juillet 1870

GENEALOGY

944

B873Z2

1921

Bulletin

PARAISANT TOUS LES TROIS MOIS

Etudes, Documents, Chronique littéraire

LXX^e ANNÉE

neuvième
DIX-HUITIÈME DE LA 5^e SÉRIE

1. Janvier-Mars 1921



PARIS

Au Siège de la Société, 54, rue des Saints-Pères

LIBRAIRIE FISCHBACHER (Société anonyme)

33, rue de Seine, 33

SOMMAIRE

N. B. Les tables du *Bulletin* de 1920 ne seront prêtes que pour la deuxième livraison de 1921

N. WEISS. — A nos lecteurs 6

ÉTUDES HISTORIQUES.

H. PATRY. — **La captivité de Bernard Palissy pendant la première guerre de religion (1562-1563)**, d'après un opuscule de lui récemment découvert et deux arrêts inédits du Parlement de Bordeaux 6

DOCUMENTS.

H. PATRY. — **Arrêt du parlement de Bordeaux ordonnant la mise en liberté provisoire de Palissy et Extrait des faits justificatifs et objectifs du même.** 21

E. LE PARQUIER. — **Les sources de l'histoire du parlement de Normandie de Floquet, de 1560-1562**, deuxième et dernier article 26

N. WEISS. — **Les aventures de Guillaume Chenu de Chalezac, seigneur de Laujardière, au pays des Cafres, 1636-1639**, premier article 40

SÉANCES DU COMITÉ. — 26 octobre 1920 54

CHRONIQUE LITTÉRAIRE ET COMPTES RENDUS CRITIQUES.

H. CELLIER. — **La cantilène huguenote**, par M. Ver 55

TH. SCHOELL. — **Sébastien Castellion et la Réforme calviniste. Les deux Réformes**, par E. Giran 56

CH. BOST. — **Camille Rabaud : Paul Rabaud, apôtre du Désert.** 60

N. WEISS. — **Les réfugiés huguenots du Cap**, par G. Botha 63

TH. SCHOELL. — **Histoire de la négociation du Concordat de 1801**, par le C^{te} Boulay de la Meurthe 65

CORRESPONDANCE

A propos du 3^e centenaire des Pères pèlerins (Lettre de M. Hugh Wallace) 67

N. W. — **Lieux d'assemblées huguenotes en Bourgogne en 1566.** Notes complémentaires 69

— **Dons de Nîmes et Tunis.** 69

— **Noyon.** Ce qui restait de la maison de Calvin en mars 1920. 70

NÉCROLOGIE

N. WEISS. — **M. Ernest Denis** 70

ILLUSTRATIONS

L'emplacement de la maison de Calvin, d'après G. Compiègne, photographie à Noyon. 71

RÉDACTION ET ABONNEMENTS

Tout ce qui concerne la rédaction du *Bulletin* doit être adressé à M. N. WEISS, secrétaire de la Société, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), qui rendra compte de tout ouvrage intéressant notre histoire, dont deux exemplaires seront déposés à cette adresse. Un seul exemplaire donne droit à une annonce sur cette couverture.

Le *Bulletin* paraît tous les trois mois, en cahiers in-8° de 64 à 80 pages avec illustrations. On ne s'abonne pas pour moins d'une année. Tous les abonnements datent du 1^{er} janvier et doivent être soldés à cette époque.

Prix de l'abonnement : 15 fr. pour la France, l'Alsace et la Lorraine ; — 16 fr. pour l'étranger ; — 10 fr. pour les pasteurs, instituteurs, etc., de France et des colonies françaises ; 12 fr. pour les pasteurs de l'étranger. — Prix d'un numéro isolé de l'année courante et de

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

Bulletin — LXX^e année. — 1921

A nos lecteurs.

L'imprimerie fut le grand levier de la Réforme. On se rend compte de l'influence énorme qu'elle exerça sur l'opinion publique, lorsque, dans certaines bibliothèques, on considère la quantité prodigieuse de brochures sur la question religieuse répandues par la presse, dans le nord de l'Europe au temps de Luther¹. Et l'on comprend qu'un des principaux obstacles à ce qu'en France cette opinion fût éclairée, ce fut l'interdiction dès 1521, de rien imprimer touchant la question religieuse, sans l'autorisation de la Faculté de théologie de l'Université de Paris. On sait que deux des plus savants imprimeurs, dont les livres sont des chefs-d'œuvre de typographie *Robert Estienne* et *Etienne Dolet* payèrent, l'un de l'exil et l'autre, de sa tête, l'audace d'avoir essayé de se passer de cette autorisation.

Si la lettre moulée qui naguère était à la portée des bourses les plus modestes, est aujourd'hui presque un objet de luxe, ce n'est pas une raison pour renoncer au devoir de l'employer au service de la vérité. Nous remercions donc nos amis d'avoir accepté de bon cœur le léger effort que nous leur avons demandé de faire, il y a un an, en vue d'atténuer le sacrifice que notre Société devra s'imposer pour faire paraître ce *Bulletin*, en attendant des jours moins difficiles. La meilleure manière d'honorer ceux dont nous défendons la mémoire n'est-elle pas de consentir des sacrifices dont si souvent ils nous ont donné l'exemple ?

N. W.

1. Un catalogue de 1870 en renferme près de 3 700. Dans la Bibliothèque de notre Société il y a plus de 300 de ces plaquettes ou brochures in-4°.

Études Historiques

LA CAPTIVITÉ DE BERNARD PALISSY PENDANT LA PREMIÈRE GUERRE DE RELIGION (1562-1563)

**D'après un opuscule de lui récemment découvert
et deux arrêts inédits du Parlement de Bordeaux**

Après les importants ouvrages de Louis Audiat¹ et du regretté Ernest Dupuy², il semblait que tout devait être dit sur Bernard Palissy. Depuis, cependant, des travaux intéressants, quoique fragmentaires, ont été publiés et des documents ont été mis au jour qui ont permis, les uns, de préciser des faits mal connus encore de son existence, les autres, de confirmer et d'éclairer, véritables pièces justificatives, l'histoire des débuts de la Réforme protestante à Saintes que le potier a placée à la fin de sa *Recepte véritable*. Parmi ces publications, je ne veux rappeler que celle faite ici même par M. Weiss des deux mentions extraites des anciens registres d'écrou de la conciergerie de Paris qui démontrent, à n'en plus douter, l'origine agenaise du potier³ et celle de M. G. Musset,

1. *Les Oubliés. Bernard Palissy*, 1864 et 2^e éd. *Bernard Palissy. Étude sur sa vie et ses travaux*. Paris, Didier, 1868, in-12 ; — Et encore, outre de très nombreux articles, *Notice* de L. Audiat en tête des *Œuvres de maître Bernard Palissy*, éd. Benj. Fillon. Niort. Clouzot, 1888, 2 vol. in-8°.

2. Ernest Dupuy. *Bernard Palissy*. Paris, 1894, in-18 ; 2^e éd., 1902.

3. N. Weiss. *L'origine et les derniers jours de Bernard Palissy, d'après deux textes inédits* (*Bull.*, 1912, p. 389-407).

Voici encore une fois ces mentions :

Du maridy XXX^e jour de (Décembre) mil V^e IIII XXVI

.....

bibliothécaire de la ville de La Rochelle, qui a découvert dans les minutes du notaire Naudin, le contrat passé le 3 septembre 1563 avec l'imprimeur Barthélemy Berton, pour l'impression de la *Recepte véritable*¹.

Tout dernièrement, enfin, le libraire Édouard Rahir trouvait au milieu d'un lot d'opuscules provenant de la bibliothèque de la marquise d'Ailesbury un ouvrage entier de Bernard Palissy intitulé : ARCHITECTURE, et ordonnance de la grotte rustique de Monseigneur le duc de Montmorency, pair, et connestable de France. [A LA ROCHELLE]. De l'imprimerie de Barthélemy Berton.] MDLXIII.

En tête de l'ouvrage une préface, adressée au connétable de Montmorency, est signée de Bernard Palissy et datée de « la conciergerie de Bourdeaulx, ce 24 ; jour de février, 1562² ».

C'était là ce troisième ouvrage de Bernard Palissy, disparu aussitôt après sa publication, dont quelques critiques, à la vérité, d'après deux passages de la *Recepte véritable*³ avaient soupçonné l'existence, mais pour le confondre, comme Gobet, dans une édition de 1777, avec certaine *Déclaration des abus et ignorances des médecins*

Bernard Palissy, architecte en œuvre de terre, natif de Agen en Agenoys, dem(eurant) es faulxbourgs Saint-Germain-Desprez.

et

Du lundy III^e jour de juillet mil V^e IIIIXXVIII

Bernard Palissy, soy disant inventeur des rustiques de la Royné mère du Roy, natif du pays d'Agenetz, de(meurant) faulxbourgs Saint-Germain des prez, rue de Vaugirard.

1. G. Musset. *La recelte véritable de Bernard Palissy*. La Rochelle, 1906 in-8°, pièce (*Recueil de la Commission des Arts de la Charente-Inférieure*, t. XVII, p. 316-321.) D'autres documents relatifs aux personnages mentionnés dans l'« Histoire de l'Eglise de Xaintes » ont été publiés dans ce *Bulletin*, à diverses reprises, et dans la conférence de M. Weiss éditée dans la brochure : *L'Eglise Réformée de Saintes, Son nouveau temple. Ses origines. Son passé*, Saintes, 1907, in-8°. Quelques arrêts relatifs au martyr Philbert Hamelin ont été publiés dans les *Archives Historiques de la Gironde*, t. XLVII, p. 32, 35, 44, 61, 66.

2. C'est-à-dire 1563, n. st.

3. « Si je voy qu'on ne mesprise point mes escrits et qu'ils soyent mis en exécution, je prendray peine de chercher de ladite merle en ce pays de Xaintonge et feray un troisième livre... » dit Palissy, dans la préface au lecteur : mise en tête de sa *Recepte véritable* (*OEuvres*, éd. B. Fillon, t. I, p. 20.) et « Quant au reste, si je cognois que ce mien second livre est approuvé par gens à ce coignoissans, je mettray en lumière le troisième livre.... », dit-il à la fin du même ouvrage, *ibid.*, p. 111.

composée par *Pierre Brailhier, marchand apothicaire de Lyon*¹.

M. Édouard Rahir s'est empressé de faire réimprimer sa trouvaille² en faisant précéder sa réimpression d'une courte introduction où il étudie, en se plaçant surtout au point de vue bibliographique, l'opuscule de Bernard Palissy, le sujet qu'il traite, enfin les circonstances qui ont amené sa composition.

La préface, mise par Palissy en tête de son ouvrage, est destinée non seulement à présenter « son petit dialogue » au tout puissant connétable, mais aussi à demander à celui-ci d'intervenir auprès du parlement de Bordeaux, qui le tenait alors enfermé pour cause de religion dans les prisons de la conciergerie, pour que l'œuvre qui lui avait été commandée sept ans auparavant et qui consistait en une « grotte de rustique figuline », de « telle grandeur et monstruosité », qu'il semblait en la voyant que ce fût « songe ou vision », fût sauvegardée au milieu des troubles qui agitaient alors la ville de Saintes. Ce bâtiment de quarante pieds de long, de vingt pieds de large, de dix-sept de haut, « enrichi de plusieurs figures, de termes, si près approchans de la forme humaine qu'il n'y a personne qui ne fust estonné de les veoir », ce pignon placé à l'opposite de la grotte « viz-à-viz du portal et enrichi indiciblement », ces rochers « tout faits par bosses et concavités..., enrichis et ornés de plusieurs cailloux et pierres estranges de diverses couleurs..., d'un nombre infini d'espèces d'herbes qui coustumièremment croissent èz lieux aquatiques et rochers maritimes..., de plusieurs et diverses espèces de mousses, sur les-

1. Cet ouvrage a reparu dans l'édition Paul-Antoine Cap (1844). Anatole France, dans la sienne, après l'érudit Eug. Piot, a rejeté décidément l'attribution à Palissy et l'a remplacé par le *Devis d'une grotte pour la royne mère* trouvé par Benj. Fillon chez un marchand de ferrailles de La Rochelle et publié par lui dans ses *Lettres écrites de la Vendée à M. Anatole de Montaiglon* (1861).

2. Bernard Palissy. *Architecture et ordonnance de la grotte rustique de Monseigneur le duc de Montmorency, connestable de France...* réimprimé d'après l'édition de La Rochelle, 1563. Paris, Librairie Damascene Morgand, Édouard Rahir successeur, 55, passage des Panoramas.

quelles herbes et rocher y a un nombre infini d'animaux et reptilles », tout cela « esmaillé de couleurs d'esmails convenable à ce » ; ces niches, ces colonnes, ces corniches où étaient placés « plusieurs grosles, corbeaux, pigeons, chats-fouins et chats-huans et autres telles espèces qui communément hantent ès rochers et ruines antiques », enfin, toutes ces décorations nées dans l'imagination d'un artisan si pauvre « qu'il n'en était peut-être pas un plus pauvre entre tous les artisans de Xaintonge, voyre de la France », et qui faisaient de son œuvre un travail d'une « étrangeté » telle que pour la décrire, il aurait fallu « plus d'une rame de papier..., voire sans escrire autre chose que la vérité », allaient-elles donc disparaître pendant que leur auteur, en captivité, ne pouvait intervenir pour défendre son ouvrage ?

On savait déjà par les préfaces de la *Recepte véritable*, préfaces adressées à François de Montmorency, fils du connétable, au connétable lui-même, à la reine mère, enfin à l'« ami lecteur », que Palissy avait été l'objet de poursuites du parlement de Guyenne, vers la fin de la première guerre de religion et envoyé « de nuit » dans la conciergerie de Bordeaux, et aussi qu'il avait dû sa délivrance à l'intervention du connétable et de Catherine de Médicis elle-même. Mais à quelle date avait eu lieu exactement cet emprisonnement ? Quels en avaient été les motifs immédiats ?

M^e Bernard, dans ses préfaces, nous parle de ses attaques contre les ecclésiastiques romains, attaques qui lui avaient valu la haine de ceux-ci. Ils ont voulu le faire pendre, dit-il, « pour leur avoir pourchassé le plus grand bien que jamais leur pourroit advenir, qui est pour les avoir voulu inciter à paistre leurs troupeaux selon le commandement de Dieu », et leur avoir montré souvent « une autorité escrite au prophète Jérémie, où il dict : « Malédiction sur vous, Pasteurs, qui mangez le laict et « vestissez la laine et laissez mes brebis esparses par les « montagnes ! Je les redemanderai de vostre main. »

Mais n'y avait-il pas d'arrêts du parlement de Bor-

deaux qui auraient pu nous renseigner sur la cause précise de son arrestation? C'est en vain qu'il y a une vingtaine d'années, nous en avons cherché dans les archives du parlement de Guyenne conservées aux archives Départementales de la Gironde. Nos investigations poussées jusqu'à la fin de l'année 1562 n'avaient alors donné aucun résultat. Les détails contenus dans l'opuscule si heureusement mis au jour par M. Rahir et la date précise de l'épître liminaire de Palissy nous ont encouragé à reprendre nos recherches.

Grâce à l'obligeance de M. J.-A. Brutails, archiviste de la Gironde, qui a bien voulu autoriser l'envoi à Paris d'un certain nombre des portefeuilles contenant les précieuses minutes du parlement de Guyenne, nous avons trouvé deux documents qui peuvent être publiés en quelque sorte comme pièces justificatives de l'épître mise en tête de l'*Architecture et ordonnance de la grotte rustique*.

Poursuivi dès l'année 1558 pour fait de religion, Palissy avait été à cette date l'objet d'un mandat d'amener, en même temps que les premiers fidèles de l'Eglise réformée de Saintes. C'est qu'il était depuis longtemps suspect pour ses tendances nettement hérétiques. Il avait été l'ami du martyr Philbert Hamelin avec qui, dès l'année 1555, il avait « besoigné cinq jours durant » dans un différend qui, à propos d'un partage de terres, menaçait de tourner en procès entre le seigneur de Soubise, Jean Parthenay l'Archevêque et ses vassaux¹, et quand ce premier évangéliste de la Saintonge, envoyé par Calvin lui-même, fut arrêté puis emprisonné à Saintes en janvier 1557, Palissy ne craignit pas de se mettre en avant pour essayer de le sauver, « prenant la hardiesse (combien que les jours fussent périlleux en ce temps-là)

1. 1555, 22 décembre, Saint Marsault. Jean d'Aubeterre à sa sœur Antoinette d'Aubeterre, femme du seigneur de Soubise, Jean Parthenay l'Archevêque. Ed. Fillon. *Lettres écrites de la Vendée à M. Anatole de Montaignon*. Paris, 1861, in-8°, p. 46-47. Qu'est devenu l'original de cette lettre?

d'aller remonter à six des principaux juges et magistrats de cette ville de Saintes qu'ils avaient emprisonné un Prophète ou ange de Dieu, envoyé pour annoncer sa parole et jugement de condamnation aux hommes sur le dernier temps ». Chacun des juges en sa maison écouta le potier « bénignement ». Cela n'empêcha pas qu'Hamelin, comme ancien prêtre, fut envoyé à Bordeaux « avec bonne et sûre garde », puis jugé et exécuté « comme un larron », le 12 avril 1557¹.

Hamelin mort, Palissy prit sa place. C'est lui, sans nul doute, ce simple artisan « pauvre et indigent à merveilles » qui, « par le bon exemple, conseil et doctrine de maistre Philebert Hamelin », avec l'aide d'un autre artisan, tout aussi pauvre que lui, et « d'aussi peu de savoir », assembla « un dimanche, au matin, neuf ou dix personnes », auxquelles il fit la lecture de « quelques passages du vieux et nouveau Testament », leur disant, suivant l'Écriture, « qu'un chacun, suivant ce qu'il a reçu de dons, qu'il faut qu'il les distribue aux autres et que tout arbre qui ne fera point de fruit sera coupé et jeté au feu..., leur proposant aussi la similitude des talents et un grand nombre de telles autorités² ». C'est ainsi qu'un culte put être régulièrement organisé et avoir lieu chaque semaine dans des maisons particulières, surtout sans doute dans cette hôtellerie tenue par Guillemette Patronne, veuve d'un certain Leconseil, où « pendait pour enseigne le Verd Galant »³.

Ces réunions, comme on sait, ne tardèrent pas à être

1. *Recepte véritable*, éd. cit., t. I, p. 121-122. Cf. *Bull.*, 1893, p. 374.

2. *Ibid.*

3. Un acte du 3 janvier 1571, conservé dans les Archives de la Fabrique de Saint Pierre, cote ERR, et publié par M. Dangibeaud : *Saintes ancienne* (*Revue de Saintonge-Aunis*, a. 1906, p. 240) nous apprend que, la maison de Guillemette Patron et de Mathurin Baudet, son mari, où se firent les premières réunions décrites par B. Palissy, était à Saintes la voisine de celle de Mathurin Tranchant, « joignant, ... d'autre part à la rue publique qui va de la Porte Evesque au temple de Saint-Pierre de Xaintes » (auj. rue de l'Hôtel-de-Ville ou rue Saint-Maur qui lui fait suite).

Cette maison fut adjugée à M^e Michel Meschinot, avocat au siège présidial de Saintes, 840 l. par acte du 23 février 1566, qui la laissa à André Baudet, fils de Mathurin, auquel appartenait le huitième de la maison.

dénoncées. Le parlement de Bordeaux fut informé; une enquête fut ordonnée et un arrêt rendu le 15 août 1558, enjoignit aux officiers du siège de Saintes, à peine de dix mille francs d'amende,

de faire mener et conduire sûrement es prisons de la Conciergerie Colette Maudot, femme de Mathurin Seurin, bouchier de Saintes..., et pareillement faire diligence de faire prendre au corps et constituer prisonniers Nicolas Veyrel, apptocqaire, Bernard Palissis, dict le potier, Guillemette Patronne, vefve de feu Leconseil, hostesse du logeis où pend par enseigne le Verd Galant, André Bodet, son fils, Mathurin Seurin, bouchier, Nicolas Le Brodeur, Joseph Le Masson fils et M^e Legier Le Masson, Guillaume Girault et iceulx menner et conduire soubz bonne et seüre garde es prisons de la Conciergerie. »¹

Il ne semble pas qu'à cette époque les poursuites décrétées contre Palissy aient pu recevoir aucun commencement d'exécution. Du moins n'en avons nous trouvé nulle trace dans les arrêts du parlement de Bordeaux que nous avons dépouillés.

C'est que dès cette époque l'humble potier de Saintonge avait pour lui de puissants protecteurs dans sa province et à la Cour. Depuis l'année 1539 environ il était en relation avec Antoine, sire de Pons, qui lui avait montré à cette date, à son retour d'Italie, « une coupe de terre, (sans doute quelque majolique italienne), tournée et esmaillée d'une telle beauté que, dès lors il entra en dispute avec sa propre pensée », ² et qu'il commençait ses célèbres recherches sur l'émail. Cette protection lui resta fidèle toute sa vie, car c'est à « Antoine de Pons, chevalier des ordres du roy, capitaine des cent gentilshommes et conseiller très fidèle de Sa Majesté » qu'en 1580, alors que « considérant la couleur de sa barbe » et pensant « au peu de jours qui lui restaient pour finir sa course », il dédiait son troisième et dernier ouvrage : les *Discours admirables de la nature des eaux et fontaines*.

1. Bull., février 1902, p. 77.

2. *Œuvres*, éd. B. Fillon, t. II, p. 206 et Préface des *Œuvres complètes*, t. I, p. XXV.

Après 1539, peut-être comme le suppose Louis Audiat, au moment de la révolte de la Gabelle, en 1548, Bernard Palissy devint le fournisseur du connétable de France, Anne de Montmorency. Celui-ci, grand amateur d'art, lui fit d'importantes commandes de faïences émaillées. On peut penser qu'un grand nombre de ces faïences étaient de celles dont la liste a été publiée récemment et qui, sous le nom d'« émaux et faïences de Saintonge », décoraient l'hôtel parisien du connétable, rue Saint-Avoye ¹.

Vers l'année 1557 (c'est encore la préface de l'opuscule récemment découvert qui nous l'apprend) ce fut à Henri II lui-même et au cardinal de Lorraine que le potier fut présenté par Montmorency. Un bassin émaillé lui fut demandé pour lequel il reçut, de la libéralité royale, une somme de cinquante écus. Au même moment le connétable, à l'imitation de ce qui se faisait alors en Italie, lui commanda, peut-être pour les jardins d'Écouen ², la « grotte de rustique figuline » qui fait l'objet de la description découverte par M. Rahir.

A Saintes, les protestants dont l'influence n'avait cessé de grandir durant les années 1558 à 1562, mirent la

1. Léon Mirot. *L'hôtel et les collections du connétable de Montmorency*. Bibliothèque de l'École des Chartes, année 1919, t. LXXX, p. 203 et s.

Émaux et faïences de Saintonge :

Ung arbre en façon de rocher, de terre esmaillée, façon de Xaintes, semée de cocquilles et plusieurs animaux de diverses sortes; une aiguière « façon de Xaintes »; deux bassins de terre en forme ovalle, esmaillés, avec plusieurs figures de toutes bestes reptiles; deux grosses bassines de terre cuycte esmaillée, façon de Xaintes; ung bassin en ovalle de deux piedz de long et de pyed et demy de large, de terre de Xaintes esmaillée, avecques divers animaux dans icelluy; une forme de rocher de terre esmaillée où il y a plusieurs bestes reptiles; une buye, façon de Xaintes; ung grand chandelier de terre cuicte esmaillée, façon de Xaintes; ung vase de terre cuicte esmaillée, ouvrage de Xaintes en ovalle, forme de fantaisie; une aiguière; un vase façon drageoir; un vase façon de fontayne, le bassin de verre esmaillé blanc et le haut du couvercle orné de trois croissants.

2. Sur l'exécution de la grotte, cf. un article d'Anatole de Montaiglon. Jean Bullant, architecte du connétable de Montmorency. Actes extraits de la mairie d'Écouen, dans les Archives de l'Art français, t. VI, a. 1860, p. 333 et s.

main sur les églises, dès le début des troubles (16 mai 1562) pour les approprier aux besoins de leur culte. D'inévitables excès furent alors commis : des statues furent brisées ; le grand autel de la cathédrale fut démoli, et, bien qu'un chanoine, enfant de chœur à Saint-Pierre peu d'années après la première guerre de religion, ait reconnu lui-même que « les protestants n'avaient pas fait grand dommage en ce temps-là », on ne peut que regretter des actes de cette nature, même en face d'excès pires commis par le parti adverse ¹.

De mai à octobre toute la Saintonge, sauf Taillebourg et Pons, demeura au pouvoir des protestants. Au mois d'octobre le parti catholique reprit le dessus à la suite de l'arrivée dans le pays de Louis II de Bourbon, duc de Montpensier envoyé par la Cour pour « brider » la Saintonge ².

La défaite de Duras à Vergt (9 octobre), la levée du siège de Saint-Jean d'Angely par François de la Rochefoucauld, lieutenant du prince de Condé (14 octobre)

et le soudain despartement de La Rochefoucauld estonnèrent merveilleusement tout le pays, nous dit Théodore de Bèze, et notamment la ville de Xaintes, de laquelle estans sortis ceux de la Religion et s'estans escoulés çà et là, ung nommé Nogeret, tenant auparavant garnison à Taillebourg, homme très détestable portant à sa devise : *Double Mort Dieu A Vaincu Certes*, entendant par ce dernier mot ceux de la Religion qui condamnent ces juremens et blasphèmes, y entra aisément, où il exerça toutes les inhumanités les plus barbares qu'on puisse commettre sur les corps et sur les biens de ceux de la Religion que mesmes par arrest de la Cour de Parlement de Bordeaux la puissance de juger sans appel fut attribuée à un seul juge ce qui fut cause de la mort de plusieurs, s'y employant entre autres le lieutenant particulier, nommé Blanchard ³.

1. Sur l'occupation de Saintes par les protestants au mois de mai 1562, voir *Bulletin*, t. XLII (a. 1893), p. 378, 505, 615 ; t. XLIX (a. 1900), p. 151 et la thèse contraire soutenue dans la *Revue de Saintonge*, a. 1893, p. 235 et a. 1900, p. 199.

2. Mémoire du roi de Navarre à la reine, s. d. (juin 1562), copie du temps. Au dos : « Responce au mémoire apporté par le S. d'Escars ». Bibl. Nat. fds. fr. 15877, f° 84.

3. Théodore de Bèze, *histoire ecclésiastique*, Ed. Baum, Cunitz et Reuss, t. II, 983-984.

Quand donc Montpensier, venant de Barbezieux, où il était le 19 octobre, arriva à Saintes après être allé jusqu'à Marennes et dans l'île d'Oleron ¹, la ville était déjà au pouvoir du particalholique « ceux de l'Eglise réformée s'estans tous absentez ² ».

Montpensier demeura trois jours dans la ville ³ : il y rétablit le culte catholique et interdit aux calvinistes l'exercice public de leur religion ⁴. Un mois auparavant un arrêt du parlement de Guienne, en date du 10 septembre, avait ordonné à « toute manière de gens » de venir faire profession de leurs croyances catholiques dans les églises des paroisses où ils faisaient résidence entre les mains de l'évêque ou de son vicaire. Tous devaient jurer qu'ils observeraient à l'avenir bien fidèlement les commandements de « Sainte Eglise » fréquenteraient les grandes messes, se confesseraient au moins trois fois l'an. Tous ceux qui refuseraient de faire telles déclarations seraient chassés de leurs maisons ⁵.

De Saintes, Montpensier gagna Saint-Jean d'Angely : Antoine de Richelieu avait ordonné aux sergents de « battre le tambourin » et de « jouher du phifre » pour assembler les habitants sur le passage du généralissime. La municipalité lui offrit une barrique de vin ⁶. Il arriva enfin à La Rochelle où, après quelques négociations, il fit son entrée le 26 octobre. Malgré le désir du roi qui aurait voulu qu'on ne fit aux Rochelais « reproche aulcunement de leur conscience », une ordonnance fut publiée qui enjoignait de « punir aigrement » tous ceux des habi-

1. 1562. Extrait de diverses lettres. Bib. Nat., fds fr. 2062, f° 161 v°, orig. et 1562, 16 novembre, La Tricherie. Sansac à la reine. Bibl. Nat., fds fr. 15877, f° 396, orig.

2. Palissy. *Recepte. Œuvres*, éd. cit., t. I, p. 128.

3. Archives de Saint-Jean d'Angely, E suppl¹ 1271 (anc. CC. 7).

4. De Thou. *Histoire universelle*, éd de Londres, 1734, t. IV, p. 448 : « La haute Guyenne étant tranquille (Montpensier) descendit dans la Saintonge et prit possession de la ville de Saintes que les Protestans avaient abandonnée. Il y abolit l'exercice de la nouvelle religion et y rétablit celui de l'ancienne ; il ôta aux Protestans la liberté de s'assembler, et mit garnison dans diverses places.

5. Arch. dép. de la Gironde. Parlement de Guyenne. B. 166 (Minutes des Arrêts), 1 pièce à la date.

6. Archives de la Ville de Saint-Jean-d'Angély.

tants qui ne se soumettraient pas à l'observation des pratiques catholiques et ne feraient pas baptiser leurs enfants selon le rite romain. On peut lire cette ordonnance tout au long dans l'historien rochelais Amos Barbot qui nous l'a conservée¹. Il serait surprenant que celle qui dut être publiée par Montpensier, à Saintes, plus compromise que La Rochelle, ne contînt pas les mêmes prescriptions.

Le général catholique était de nouveau dans la capitale de la Saintonge après avoir passé un mois environ à la Rochelle (du 26 octobre au 15 novembre).

Partant de La Rochelle, nous dit encore Théodore de Bèze, il s'en vint à Xainctes auquel lieu, ayant trouvé que quelques uns des officiers du Roy s'estoient absentez il donna leurs estaz et offices à qui bon luy sembla. Et quant à la Religion, sollicité par un Cordelier qu'il avoit toujours en son train, nommé Babelot, il en fit défendre tout exercice sous peine d'estre pendu sans figure de procès voire jusques à prohiber de prier Dieu en françois publiquement ni particulièrement ; enjoignant aussi à tous de faire publiquement profession de leur foy selon les articles déterminez en Sorbonne, où autrement de vuidier le Royaume : lesquelles défenses furent puis après confirmées et publiées par arrest du Parlement de Bordeaux².

Sans doute, dans ce passage, Théodore de Bèze fait-il allusion à un arrêt du parlement de Guyenne en date du 26 novembre qui ordonnait à tous les officiers du diocèse de Saintes « qui ont esté de la nouvelle religion et qui ont faict cène, baptistaires et autres actes et exercices d'icelle », de ne point recommencer à exercer leurs charges avant d'être venus se purger devant la Cour de la contravention dont ils se sont rendus coupables envers les édits royaux et les arrêts du parlement³.

1. *Histoire de La Rochelle*, t. II, p. 181.

2. Bèze, *Hist. ecclésiastique*, éd. cit. t. II, p. 987.

3. Archives de la Gironde, B. 167, min., à la date. En réalité il semble que Bèze ait fait une confusion entre l'arrêt du 10 septembre ordonnant à « toutes manières de gens » de venir faire profession de leurs croyances catholiques, dans les églises des paroisses où ils faisaient résidence, entre les mains de l'évêque et de son vicaire et celui du 26 novembre.

La question serait à étudier de plus près que nous ne pouvons le faire ici. Bèze commet souvent de ces erreurs de dates.

Montpensier ne passa que très peu de temps à Saintes : il y reçut la nouvelle de quelques désordres en Poitou. Aussitôt il rebroussa chemin vers le nord et repassant par Saint-Jean d'Angely, il était dès le 23 novembre de retour à Poitiers.

Au milieu de tous ces événements que devenait Bernard Palissy ? Lui-même nous a laissé, à la fin de sa *Recepte véritable* le tableau de l'occupation de Saintes par les troupes catholiques du capitaine Nogaret, alors que dès l'arrivée des « diabletons » sortis du château de Taillebourg, « s'étant retiré secrettement en sa maison pour ne voir les meurtres, reniements et destroussemens qui se faisoient es lieux champestres », pendant deux mois, il « s'y exerçait à faire quelque œuvre de son art », c'est-à-dire sans nul doute à édifier la grotte que lui avait commandée le connétable de Montmorency :

... Et m'estoit avis que l'Enfer avoit esté desfonsé et que tous les esprits diaboliques estoient entrez en la ville de Xaintes ; car au lieu que j'entendois un peu auparavant pseumes, cantiques et toutes paroles honnestes d'édification et bon exemple, je n'entendois que blasphèmes, bateries, menaces, tumultes, toutes paroles misérables, dissolution, chansons lubriques et détestables, en telle sorte qu'il me sembloit que toute la vertu et sainteté de la terre estoit estouffée et esteinte.

Tant que Montpensier demeura en Saintonge, Palissy, à la condition de rester caché, ne fut pas inquiété. Le généralissime catholique qui avait visité ses travaux au moment de son passage à Saintes lui avait donné une sauvegarde pour lui et tous ceux de sa maison, « interdisant au seneschal de Xaintonge et aultres officiers royaulx de non le perturber ne toucher à son œuvre » et se réservant la connaissance exclusive des accusations qui pouvaient être portées contre l'artiste.

Mais le sénéchal de Saintonge, Charles Guitard des Brousses, était le frère du doyen du chapitre de Saintes¹.

1. Louis Guitard, chanoine de Saint-Pierre, doyen depuis 1553, mort le 24 avril 1584 (Eschasseriaux, *Études, Documents et extraits relatifs à la ville de Saintes*, Saintes, 1876, p. 227, n.).

Et le chapitre de Saintes en voulait à mort au potier pour son action dans le développement de la Réforme à Saintes. Les excès commis le 16 mai dans certaines églises de la ville et en particulier dans la cathédrale Saint-Pierre furent, semble-t-il, d'après les deux documents que nous avons trouvés dans les archives du parlement et que nous publions ci-après, le prétexte de l'arrestation de Palissy. N'avait-il pas participé à la destruction du grand autel de la cathédrale? D'autre part, la préface de l'*Architecture* dit expressément que les doyen et chapitre l'avaient fait constituer prisonnier « pour tirer de luy témoignage contre certains riches citoyens de la ville de Xaintes, lesquels ils accusent d'avoir rompu leurs images en espérance d'avoir de l'argent pour la réparation d'icelles ».

On verra plus loin que Palissy se défendait du premier grief en disant que le jour de l'occupation des églises de Saintes par les protestants, il s'en était allé, « les portes ouvrans, au lieu appelé la Chapelle (c'est-à-dire la Chapelle des Pots) où l'on prend communément la terre de glaize, pour besogner et travailler de son mestier », et qu'il se défendait encore d'une autre accusation portée contre lui qui consistait sans doute à dire qu'il avait participé aux assemblées en armes qui avaient eu lieu à Saintes au moment de l'occupation protestante, en invoquant le fait qu'en réalité à ce moment il n'était point sorti de sa maison « parce qu'aucuns de la popullasse crioient après luy pour luy faire prendre les armes ».

Quoi qu'il en soit, sans doute après le départ de Montpensier et malgré l'intervention du seigneur de Jarnac, d'Antoine de Pons et de sa femme, de Charles de Coucis enfin, qui écrivit trois lettres au sénéchal de Saintonge, Palissy fut constitué prisonnier sur l'ordre de celui-ci, à la requête des doyen et syndic de la cathédrale et « comme un malfaiteur » envoyé, de nuit, dans les prisons de la conciergerie, à Bordeaux.

C'est de là, le 24 février 1563, qu'il adressa sa requête au connétable de Montmorency, le priant de faire demander par un de ses secrétaires à MM. du parlement

que ceux-ci voulussent bien contraindre le chapitre et doyen de Saintes de « prendre par inventaire » la grotte commencée depuis sept années déjà, « pour *icelle* garder durant son emprisonnement ». L'œuvre était, en effet, journellement exposée aux excès de la soldatesque et les argolets de la garnison catholique avaient déjà fait des brèches dans l'atelier où elle était enfermée. Dans cet atelier des soldats avaient été logés et il avait même été question en la maison de la Ville de le faire jeter à bas. La menace aurait été exécutée si le seigneur et la dame de Pons n'étaient intervenus.

Le connétable de Montmorency ne se contenta pas d'agir seulement en faveur de l'œuvre entreprise pour lui : il obtint également pour son protégé l'appui de la reine Mère.

Sous quelle forme se produisit cette intervention ? C'est là ce que les documents ne nous permettent pas de dire encore exactement. Peut-être faut-il penser avec certains éditeurs des Œuvres de Palissy, et en particulier Paul-Antoine Cap, que le brevet d' « inventeur des rustiques figulines du Roy » donné à cette époque au potier suffit pour l'arracher à la juridiction du parlement de Bordeaux et le placer sous celle du Grand Conseil. Mais nous n'avons rien trouvé dans les registres d'arrêts de cette juridiction.

Il est plus légitime de supposer que l'enregistrement de l'édit d'Amboise, enregistrement qui dut avoir lieu au début du mois d'avril au parlement de Guienne, suffit à amener la délivrance de Palissy. Les articles 8 et 12 de cet édit (19 mars 1563) portent en effet que tous les prisonniers pour le fait de la religion devront être mis en liberté sans payer aucune rançon « nonobstant, tous décrets, saisies, procédures, jugemens, sentences, arrestz, contre eux donnés depuis le trespas du feu Roy nostre très honoré seigneur et père ».

Cette hypothèse est confirmée par le fait qu'on ne trouve aucunement dans les archives du parlement de Guyenne l'arrêt qui aurait dû être rendu contre Palissy pour le mettre hors de cause et de procès. La minute de

l'arrêt du 24 mars 1563 que nous publions ci-après qui ordonne son élargissement provisoire en attendant que le procureur général ait fait venir les témoins du procès et l'oblige à consigner au greffe la somme de dix livres tournois, porte la mention suivante :

Et advenant le XXIII^e jour dud. mois d'avril mil cinq cens soixante-trois après Pasques, lad. somme de dix livres t. consignée au greffe a esté recouverte par Boysonné, procureur dud. defendeur, et icelle délivrée par ordonnance de la Court à Monsieur de Saint-Angel, rapporteur du procès.

Cette mention, écrite à la date du 23 avril sur la minute de l'arrêt rendu le 24 mars précédent, a dû suffire pour terminer le procès intenté à Palissy et assurer sa libération définitive.

Ce qui nous confirme dans cette hypothèse c'est le fait qu'aucun autre arrêt n'a pu être découvert dans les minutes des mois d'avril et de mai, ni par M. Brutails ni par M. Alfred Leroux qui ont bien voulu se charger pour nous de cette recherche. Je leur adresse ici l'expression de ma reconnaissance.

H. PATRY.

Documents

I

Arrêt du Parlement de Bordeaux ordonnant la mise en liberté provisoire de Bernard Palissy.

24 mars 1563 (n. st.).

(Archives départementales de la Gironde, B. 171. (minute), à la date).

Entre le scyndic des doyen, chanoynes et chappitre de l'esglise cathedrale Saint Pierre de Xainctes, le procureur général du Roy joinct à luy, demandeurs en excès, crimes et delictz d'une part ;

Et maistre Bernard Palissier (*sic*)¹, pothier, prisonnier détenu en la conciergerie de la court, défendeur, d'autre ;

Veu les charges et informations, audition dud. détenu, recollemens et affrontemens et autres pièces et procédure desd. parties ;

Il sera dict, avant procéder au jugement du procès, que ledict détenu nommera dans troys jours au greffe les tesmoins par lesquelz il entend prouver les faictz justificatifz et obgectifz extraictz du procès, lesquelz le procureur général du Roy fera venir dans ung moys prochainement venant² ; et pour ce faire consignera au greffe la somme de dix livres t. ; et la nomination et consignation faictes, la Court l'eslargit partout en faisant les soubzmissions, despens reservés en fin de cause.

[autogr. :] DE FAUGUEROLLES,
SAINCT-ANGEL.

Quatre ∇.

XXIII^e mars MV^eLXII.

Et led. jour led. défendeur a nommé au greffe ses tesmoins et consigné dix livres t.

1. Il faut remarquer que le scribe a légèrement défiguré le nom de Palissy et écrit *Palissier*, de même que dans la pièce suivante.

2. On avait d'abord écrit dans « huitaine ».

Et advenant le XXIII^e jour dud. mois [v^e] d'avril mil cinq cens soixante-trois après Pasques, lad. somme de dix livres t. consignée au greffe a esté recouverte par Boysonné, procureur dud. défendeur, et icelle délivrée par ordonnance de la Court à monsieur de Saint-Angel, rapporteur du procès.

Messieurs les presidents,
DE FAUGUEROLLES et
DE BERAULT.

[autogr. :] SAINT-ANGEL
pour avoir reçu lad.
somme de livres t.

M^{rs} ARNAL, BARBARIN, DUPLESSY,
SAINT-ANGEL, R^r.

II

Extrait des faits justificatifs et objectifs de Bernard Palissy.

24 mars 1563 (n. st.).

(Archives départementales de la Gironde, B 171 (minute), à la date).

Extraict des faictz justifficatifz et obgetifz de maistre Bernard Palissier (*sic*), pothier, prisonnier detenu en la conciergerie de la Court.

Contre le scyndic des doyen, chanoynes et chappitre de Xainctes et procureur général du Roy.

Faictz justifficatifz.

Que au temps des excès pretenduz, auparavant ny après, il ne sortist de sa maison.

Que le jour que les pilhiers d'arain qui estoient au grand autel de l'esglise dud. Xainctes ensemble les boys et paremens d'icelluy furent rompuz et desmolys (qu'estoitsur la fin du moys de may dernier), il s'en alla, les portes ouvrans, ou lieu appellé la Chappelle¹ où l'on prend communément la terre de glaize, pour besogner et travailler de son mestier.

1. « Dès le milieu du xiv^e siècle le village de La Chapelle, à 7 kilomètres de Saintes, fabriquait des carreaux émaillés dont on a conservé de nombreux spécimens. La terre est rouge pâle; les figures et dessins divers incrustés sont de terre blanche que recouvre une couche d'enduit vitreux jaunâtre semblable à celui des carreaux de Maillezais dont les procédés de fabrication sont identiques. On y voit la tour de Castille et le lys de France. » (L. Audiat. Notice en tête de l'édition complète des *Œuvres*, t. I, p. XXXIII.)

Dans la première moitié du xix^e siècle on continuait à fabriquer à La

Que l'hors que les assemblées vindrent aud. Xainctes, il ne vouloit sortir et ne sortist hors sad. maison parce que aucuns de la poppullasse crioient après luy pour luy faire prendre les armes.

Faictz obgetifz.

Contre François Arnauldeau.

Qu'il est son ennemy mortel et capital.

Qu'il est solliciteur et partie au présent procès.

Qu'il a dict par plusieurs et diversses foyz qu'il se vangeroit de luy.

[V^o :]

Qu'il a dict qu'il se vangeroit de luy et en fairoit telle punition qu'il en seroit perpétuelle mémoire et luy bailleroit ung coup de dague à travers du seing et si lad. dague ne vouloit entrer, il bailleroit des coups de puint sur le pommeau jusques à ce qu'elle seroit entrée jusques aux gardes.

Contre maistre Pierre Girault, prebstre.

Qu'il est une desd. parties.

Qu'il a dict que où il trouveroit led. detenu il le mettroit en pièces.

Qu'il est masquereau de tous les chanoynes dud. Xainctes, en fait proffit et ne veist d'autre chose.

Qu'il c'est jacté et vanté qu'il le trouveroit bien quelque jour et luy nuyroit par tous les moyens qu'il luy seroit possible.

Contre messire Magon Collardeau, prebstre.

Qu'il est son ennemy mortel et capital.

Qu'il a dict que s'il le trouvoit jamais, il luy passeroit l'espée au travers du corps quoyqu'il tardast et s'en vangeroit.

[F^o 2 :]

Qu'il est une de ses parties.

Qu'il est masquereau ordinaire desd. chanoynes et chappitre et sans cela ne scauroit vivre.

Chapelle-des-Pots une sorte de poterie, grossière mais solide, dont l'usage était très répandu dans le département. On y faisait aussi une sorte de sorte de faïence brune, résistant bien à l'action du feu (*Statistique du département de la Charente-Inférieure*, a. 1839, p. 120.). En 1864, il n'y avait plus que deux faïenceries fabriquant ces faïences émaillées (L. Audiat *Bernard Palissy*, 1864).

M. le Docteur Martial Mailhetard, de Saintes, veut bien m'écrire que depuis une dizaine d'années les faïenceries de La Chapelle-des-Pots ont complètement disparu. Dans des villages voisins et notamment à Saint-Vénérand, deux sont encore en activité.

Qu'il est ordinairement en la cuysine desd. chanoynes à disner et à soupper, tesmoing forcé et apposté par eux.

Contre maistre Mathurin Herpin, choriste.

Qu'il est serviteur ordinaire, familhier et domestique de maistre Hervé, chanoyne de lad. esglise, l'une de ses parties et son ennemy mortel.

Qu'il luy veult mal mortel.

Qu'il l'a menassé de se venger de luy.

Qu'il est son ennemy.

Qu'il c'est jaicté et vanté qu'il falloit faire mourir tous ceux de la nouvelle Religion par glaive, par pendaison ou par feu, et singulièrement led. detenu.

Qu'il veid en partie du revenu qu'il prend de lad. esglize et des masquerellages qu'il faict pour lesd. chanoynes.

Contre Symon Acturel.

Qu'il est son ennemy mortel et cappital

[V°].

aultant qu'il est possible et de longue main il porte ung meurtre en sa poitrine contre luy.

Qu'il l'a menassé de le faire brusler.

Qu'il a dict qu'il le trouveroit bien et luy fairoit du pis qu'il pourroit.

Qu'il c'est jacté et vanté de luy nuyre.

Qu'il est serviteur ordinaire, familhier et domestique la plus-part du temps desd. chanoynes et chappitre.

Qu'il est estaphier et conducteur des pallardes desd. chanoynes et quand ne seroit cela et autres masquerellages qu'il leur faict, il mourroit de faim.

Qu'il a dict que s'il avait jamais eu anvy de luy faire perdre la vie, qu'il le fairoit.

Qu'il estoit en la compagnie de ceux qui l'amenarent prisonnier par commandement du doyen de Xainctes, l'une de ses parties.

Contre François Perrineau.

Qu'il est le plus grand ennemy qu'il ayt en ce monde.

Qu'il a dict qu'il se vangeroit de luy si bien qu'il en seroit mémoire.

[F° 3:]

Qu'il est masquereau desd. chanoynes, garde, conducteur et estaphier de leurs paillardes quand elles vont aux champs, dont en faict profit.

Qu'il a dict qu'il ne seroit jamais ayse qu'il n'eust veu exterminer led. detenu.

Qu'il veist ordinairement en la cuysine desd. chanoynes et sans eulx ses gaiges ne le pourroient nourrir et son principal et plus grand mestier est de leur servir de masquereau au moyen duquel masquerellage le nourrissoit.

Qu'il a dict qu'il le fairoit pendre.

Contre messire Guillaume Marion, prebstre.

Qu'il est une de ses parties.

Qu'il luy veult mal mortel.

Qu'il a dict qu'il se payeroit et vangeroit de luy.

Qu'il est ung masquereau qui ne veist d'autre chose.

[V^o.].

Contre Laurens Veau.

Qu'il est serviteur, famillier et domesticque des chanoynes dud. Xainctes.

Qu'il est masquereau desd. chanoynes, ne vivant d'autre chose.

Qu'il luy veult mal mortel.

Qu'il c'est jacté et vanté de le faire mourir.

Contre maistre Sébastien du Rouzières, prebstre.

Qu'il est une de ses parties.

Qu'il luy veult mal mortel.

Qu'il a dict qu'il l'en fairoit repentir et se vangeroit de luy.

Qu'il est famillier et domesticque, boyt et mange le plus souvent avecques lesd. chanoynes, ne servant que de leur bailher passetemps.

[sign. autogr.] de FAUGUEROLLES
SAINCT-ANGEL

XXIII^a Martii MV^c LXII

LES SOURCES DE L'HISTOIRE DU PARLEMENT DE NORMANDIE DE FLOQUET DE 1560 A 1562 ⁽¹⁾

Le Parlement et la municipalité : l'affaire du guet. Les troubles de décembre 1560. — Le registre secret nous fournit des renseignements précis et complets sur les troubles de Rouen en décembre 1560. Les manifestations qui se produisirent étaient dirigées contre les présidents du Parlement et surtout contre Pétremol. Il était particulièrement désigné à la colère des deux partis. Au mois d'octobre, il avait reçu, avec Dracqueville, la commission d'assister le duc de Bouillon dans la recherche et la punition des « désobéissans et perturbateurs du repos public » avec ordre de procéder contre eux sommairement et sans déport ². Un peu plus tard, le 18 novembre, on le voit chargé par lettres closes du roi de faire le procès d'un imprimeur et d'un libraire accusés d'avoir imprimé et exposé quelque libelle fameux contre M. de Guise ³.

Floquet a raconté en détail les *émotions* de décembre 1560 pour faire ressortir les dangers que courait le

1. Voy. *Bull.*, 1920, p. 209-226.

2. Reg. secret, 313-315. Ch. des vacations, 29 oct. 1560. Mention de la commission de Pétremol et Dracqueville « pour l'un en l'absence de l'autre demeurer auprès du gouverneur de Normandie étant envoyé pour s'opposer et tenir la main forte contre ceux qui se trouvent rebelles, désobéissans et perturbateurs du repos public et en faire faire la punition telle qu'il adviserait ». Pétremol consultait la chambre sur les difficultés qui pouvaient entraver l'exercice de sa commission : récusation, défaut, etc. Mais la Chambre ne répondit pas, sous prétexte que le duc de Bouillon allait venir à Rouen. Il est aussi question de cette commission dans l'histoire manuscrite de Pavyot, p. 150.

3. Il s'agit du célèbre pamphlet protestant contre le cardinal de Lorraine : *l'Épître au Tigre de la France*. Le 7 décembre le Parlement décidait que le procès serait fait par la Tournelle et non par la Grand'Chambre. Reg. secret, p. 448. Il n'est pas question d'une députation qui aurait été envoyée porter le libelle au roi comme le dit de Thou et Floquet après lui. Floquet, ouv. cité, p. 291.

Parlement et exalter le courage de ses membres. Mais il paraît avoir quelque peu exagéré et dramatisé des faits forts intéressants du reste. Son récit est confus parce qu'il ne suit pas l'ordre chronologique, et partial parce qu'il laisse croire que ces désordres sont *dûs au protestants*. Enfin il en rejette à tort la responsabilité, au moins partielle, sur la municipalité. Il accuse quelques-uns des conseillers échevins, et surtout Gruchet de Soquence, un des chefs des protestants rouennais en 1562 « de connivence criminelle avec les rebelles ¹ ». Le prétexte de cette accusation, que rien ne justifie, est l'opposition de la municipalité et surtout de Gruchet à l'institution d'un guet et d'un capitaine de guet que les Guises voulaient imposer à la ville.

Floquet a mêlé deux questions distinctes : celle du guet (22 novembre) et celle des manifestations contre le Parlement (3 décembre et jours suivants). La première, comme on voit, précède la seconde et ne s'y rattache en rien. Elle est cependant intéressante parce qu'elle nous montre les rapports du Parlement et de la municipalité en ce qui concerne la police de la ville, question délicate qui se posait dans toutes les villes de Parlement et qui, à Rouen tout au moins, ne sera tranchée qu'en juillet 1789. D'autre part, à défaut du registre des XXIV, le registre secret nous donne ici des renseignements précieux sur les affaires de la ville.

La question du guet, 22 novembre 1560. — Le 22 novembre 1560, treize jours avant la mort de François II (5 décembre), une députation de la municipalité se présentait au Parlement : elle comprenait le lieutenant général du baillage, Brévedent, qui était le chef officiel de la municipalité, le lieutenant criminel Le Tellier, qui avait été mêlé à l'affaire des listes de communion pascalle et qui avait poursuivi et condamné les émeutiers du mois d'août, le procureur du roi au bailliage, Mustel de Boscroger, qui sera massacré par les soldats et la populace le

1. Floquet, ouv. cité, II, 343-352.

2. Floquet, ouv. cité, II, p. 349 et 350.

20 janvier 1563, les conseillers échevins Gruchet et Nicolas Du Four et le procureur de la ville Gosselin. Ils venaient avertir la cour que, sur l'ordre de Guise, le duc de Bouillon leur avait écrit que le roi voulait établir à Rouen un guet de nuit et un capitaine de guet et qu'ils eussent à aviser à l'état, c'est-à-dire au traitement, à lui bailler à lui et à ses gens.

Gruchet, au nom de ses collègues, et sans être désavoué par les fonctionnaires royaux, combat très vivement cette création dans l'intérêt de la paix publique. « Ce serait une grande playe pour la ville qui, grâce à Dieu, est assez paisible et seroit le repos des bourgeois, manans et habitans d'icelle troublé s'il s'y érigeoit un guet ainsi que l'on prétend et a-t-on vu par expérience que par cy-devant que l'on a fait courir un guet, pour quelque temps ceux qui étaient commis pour le guet, faisaient le trouble et le tumulte ». Les scènes sanglantes dont Rouen fut si souvent le théâtre jusqu'à la Saint-Barthélemy, ces pogroms, comme nous dirions aujourd'hui, dont les soldats et les pires éléments des compagnies bourgeoises prirent trop souvent l'initiative, autant peut-être par goût du meurtre et du pillage que par fanatisme, justifient les craintes de Gruchet.

La municipalité avait été froissée aussi de l'insolence du capitaine nommé par le roi, un certain La Trye, qui avait osé dire en plein hôtel de ville que le duc de Bouillon voulait qu'on lui envoyât les noms de ceux qui refuseraient de signer sa commission. Elle demandait donc au Parlement de lui donner des lettres pour le roi afin de lui faire entendre l'inutilité et les inconvénients du guet. Mais l'avocat général Bigot, qui avait assisté la veille à la

1. Reg. secret, 22 nov. 1560, p. 236-237 et Floquet, II, 337-338. Le récit de Floquet est incomplet; il ne dit rien de l'attitude insolente du capitaine envoyé pour écomander le guet, attitude qui a justement froissé les conseillers échevins. De plus il contient une grave erreur. Le 22 novembre le Parlement n'a pas ordonné l'établissement d'un guet qui, comme on le fera remarquer le 5 décembre, ne pouvait être autorisé que par une assemblée générale de la ville. Et même, dans cette séance du 5 décembre, le Parlement n'impose pas le service de guet à tous les habitants, mais seulement aux 400 hommes que la ville a décidé de lever

délibération de la municipalité, s'opposa à l'adjonction du Parlement sous prétexte que c'étaient les juges ordinaires qui devaient le mieux connaître l'état de la ville et le Parlement refusa d'écrire la lettre demandée.

Floquet attribue l'opposition de Gruchet à son désir de favoriser sous main les protestants. Mais cette accusation ne s'appuie sur aucune preuve. Il n'est pas sûr que Gruchet fût déjà protestant. D'autre part Floquet oublie que Brévedent et Le Tellier, tous les deux, le premier surtout, très hostiles aux Réformés, se sont associés à la démarche des conseillers échevins. L'institution du guet, contraire aux privilèges de la ville, était une lourde charge pour les bourgeois, qu'ils servissent en personne ou qu'ils se fissent remplacer, ce qui était le cas le plus fréquent, et surtout il était dangereux d'armer une population déjà surexcitée.

La rescousse de Le Berseur et les troubles de décembre 1560. — Dix jours après la démarche de la municipalité, les « émotions et tumultes » recommençaient. La rescousse de Le Berseur en donna le signal. Nous avons vu l'attitude hésitante et embarrassée du Parlement dans cette affaire. Cette attitude encouragea peut-être les parents et amis du condamné à soulever le peuple et à faire exécuter la rescousse. Le 2 décembre, comme on le menait de la Conciergerie à la Croix de Pierre, où il devait être pendu, il fut rescous « par aucuns du menu peuple » porté dans une maison voisine de la Croix de Par Dieu et défermé par un serrurier. Il ne fut jamais repris. Cette rescousse, la seconde de l'année, causa comme on pense, un vif émoi au Parlement. Pétremol qui remplaçait le premier président malade, prit aussitôt des mesures extraordinaires : il fit fermer les portes de la ville ; elles ne furent rouvertes que le lendemain midi. Les courriers, même ceux du gouverneur durent obtenir du Parlement l'autorisation de traverser Rouen¹.

1. Reg. secret, p. 441. C'est ainsi qu'on voit un courrier de Bouillon au duc de Guise arrêté à la Porte du Pont ; le Parlement l'autorise à traverser la ville et charge le portier du château un certain Belys ou Belyn à lui ouvrir

Le 3 décembre, les officiers du bailliage comparurent toutes chambres réunies. Après avoir entendu le procès-verbal du lieutenant criminel et la requête de Bigot, qui réclamait le même arrêt que pour la rescousse de Lemonnier, la cour ordonna d'arrêter la femme et la sœur du condamné, le serrurier qui l'avait défermé et tous les gens de sa maison, un certain Ternent et toute sa maison. Ces mesures n'eurent du reste aucun résultat. Elle ordonna aussi de faire exécuter l'autre condamné Michel Heudier à l'intérieur du bailliage¹. Cette exécution clandestine acheva probablement de surexciter la foule.

Le même jour, et peu après la fin de l'assemblée générale du Parlement, un nouvel incident se produisait. Pétremol présidait l'audience de la Grand Chambre lorsque le premier huissier vint le prévenir, de la part du conseiller Raoullin, qu'il y avait des gens qui menaçaient de le tuer. Il était accompagné d'un gentilhomme, nommé Dubuisson d'Yquelon, celui-là même qui avait dénoncé le complot à Raoullin. Bigot signale de son côté une assemblée « qui doit se faire sur le rempart... pour aller saccager le président Pétremol et autres de la ville » et il ajoute que « par les rues le peuple est ému et en grand nombre ». Des témoignages postérieurs parlent aussi de rassemblements au cimetière de Saint-Ouen et au Parvis Notre-Dame².

Grand émoi au Parlement. Bigot, qui, comme à l'ordinaire, affiche un grand zèle, veut que l'on condamne au besoin Pétremol à se mettre en sûreté et qu'on le fasse accompagner par la cinquantaine. Il propose aussi de prévenir les conseillers échevins et de les charger de donner des ordres pour le maintien de la tranquillité. La cour adopte ces conclusions. Pétremol sera invité à se

la porte de Martainville dont il avait les clefs. Même cérémonial un peu plus tard pour un courrier de Montmorency.

1. Sur cette rescousse, voir Reg. secret, 3 déc., 441-446 et Floquet, ouv. cité, 340-342. Le Parlement écrivit au roi, à la reine mère, « aux M^{rs} étant près de sa personne » et au duc de Bouillon pour qu'il envoyât des troupes.

2. Pour toute cette affaire c. f. le Reg. secret, 238-264. Extraict des délibérations de la Grand Chambre, 3, 4, 5 déc. 1560 et Floquet, ouv. cité, 343-351. Son récit est confus parce qu'il ne suit pas l'ordre des faits.

retirer chez lui ou au château avec une escorte de cinq à six huissiers. Bigot réunira les conseillers échevins et le lieutenant criminel fera crier à son de trompe par les carrefours que l'on rentre chez soi avant neuf heures et qu'on mette des lanternes aux maisons. Les cinquanteniers, sergents et enquêteurs feront des rondes dans la ville. C'étaient là les mesures ordinaires, très anodines et très insuffisantes, en cas de troubles.

Le soir même Bigot convoquait les conseillers échevins et il leur transmettait les décisions de la cour. Il les trouva « de bonne volonté » et ils lui promirent de faire tout leur possible pour tenir la ville en paix et obvier aux tumultes et séditions. Le lieutenant criminel assistait à cette réunion de l'Hôtel-de-ville. Il y réclama une garde de 400 hommes « pour faire son devoir ». Le capitaine La Trye de son côté reparut pour offrir ses services et ceux de quelques gentilhommes de sa connaissance. Cette fois on accepta son concours et on le fit souper à l'Hôtel de Ville.

Il y eut encore quelques manifestations dans la soirée et dans la nuit. Le président Daniel raconta le lendemain qu'en quittant le Palais il avait trouvé beaucoup de monde dans les rues et qu'il y avait des gens qui disaient en le montrant : ce n'est pas le président Pétremol. Cette nuit-là Pétremol coucha au château ; il s'y était rendu à pied pour tromper ses ennemis qui l'attendaient monté sur sa mule sur le chemin de son logis. Chez lui, jusqu'à trois heures du matin, on vit des gens passer et repasser devant la maison en faisant des gestes et des menaces. Il n'y eut cependant cette nuit-là aucun incident grave, « aucune émotion, » comme Bigot le constatait lui-même le lendemain.

Le 4 décembre le Parlement continue son enquête. Il entend le rapport de Bigot sur ce qui s'est passé la veille à l'Hôtel de Ville. Il fait comparaître Dubuisson d'Yquelon. Ce personnage, dont Floquet n'a pas cité le nom, paraît avoir joué un rôle assez singulier dans cette affaire. Un an plus tard il sera mêlé à une histoire plus louche

encore : c'est lui qui fera auprès des pasteurs de l'Eglise de Rouen, au nom de la reine mère, la démarche, que nous a racontée Théodore de Bèze, pour s'enquérir des forces que les Réformés pouvaient armer en Normandie¹. Dubuisson déclara qu'il était homme d'armes à la compagnie de M^{sr} d'Orléans [?] et qu'il avait averti Pétremol « de bon zèle et de bonne foi et par le serment qu'il a fait au roi et désir qu'il a de faire service audit seigneur et à sa justice ». Il dit qu'il tenait le renseignement d'un ami de Pétremol ; mais il se refusait absolument à le nommer. Malgré ce refus et, sur l'affirmation de Bigot que Dubuisson est un gentilhomme de bonne qualité et modestie, la cour lui décerne des félicitations pour avoir agi « comme un bon et vertueux gentilhomme » tout en chargeant les gens du roi de faire une enquête sur sa personne. Il semble bien que pour le Parlement, malgré les affirmations réitérées de Bigot, il reste un doute, non pas sur les manifestations, qui n'étaient que trop réelles, mais sur le prétendu complot contre Pétremol et sur la sincérité du dénonciateur.

A la suite de la comparution de Dubuisson et de celle de Raoulin, qui ne put donner non plus aucun renseignement, le Parlement reprit l'examen des mesures nécessitées par les circonstances. — Bigot rapporta que les conseillers échevins voyaient en cette ville plus d'étrangers que de coutume « des matelots et autres gens qui ne trafiquaient point » et il demanda, comme il l'avait déjà fait précédemment « la description des habitants par ordres, métiers et états ». Bientôt, disait-il aussi « la lune défaillera et sera la nuit obscure et fera fort dangereux par les rues, où les tumultes et séditions ne cessent » et il proposait que les membres du Parlement fussent dispensés de venir le matin avant le jour et autorisés à s'en retourner le soir avant la nuit. Il faut avouer que Bigot n'avait pas tort de se plaindre du danger des rues et de l'absence de police. La veille le lieutenant criminel n'avait pu réunir

1. Théod. de Bèze, ouv. cité, édit. de Lille, II, 610. La réponse aurait été qu'ils pourraient fournir 6 000 hommes de pied et 600 cavaliers.

que cinq ou six sergents qu'il avait envoyés garder la prison du roi « afin qu'il ne s'y fit quelque effort ¹ ».

Le lieutenant criminel, de son côté, vint rendre compte à la cour de l'exécution des mesures dont elle l'avait chargé. Mais il demandait aussi l'autorisation de différer le jugement des procès criminels « les juges faisant quelque difficulté de les juger à raison du temps qui court et des tumultes, émotions et escousses. » La cour lui répondit « qu'ils savent l'état de la ville et leur charge et qu'ils aient à y faire leur devoir ».

Le 5 décembre la Cour continue son enquête. Bigot veut que les hôteliers et cabaretiers donnent par écrit les noms et surnoms des personnes qu'ils logent et il insiste pour que les présidents soient reconduits par la cinquantaine. Il s'oppose aux prétentions du lieutenant criminel qui demandait l'autorisation de porter la cape et l'épée au lieu de la robe et du chaperon et qui menaçait en cas de refus de quitter ses fonctions « autrement déclarait dès à présent qu'il remettait son office aux mains du roi ² ».

Mais l'épisode le plus intéressant est la comparution d'une délégation de la municipalité. Elle comprenait les officiers du bailliage Brévedent, Le Tellier, Mustel et les conseillers échevins conduits par Gruchet. Le lieutenant civil Brévedent expose que la veille (4 décembre) il y a eu une assemblée de la ville, c'est-à-dire une assemblée des XXIV, « pour aviser aux moyens de tenir le peuple en paix et concorde et le garder de s'émouvoir eu égard aux émotions qui se sont faites par le passé, mesmement aux derniers jours ». L'assemblée a conclu, sous le bon plaisir de la Cour, d'avertir le roi et de prier le duc de Bouillon d'envoyer à Rouen les compagnies désignées pour y tenir garnison et avec elles bon nombre de gens armés et de qualité pour défendre la ville contre les mutins et séditieux. Mais cette fois encore elle s'est refusée à établir

1. Reg. secret, 252-253.

2. Reg. secret, p. 255, 5 déc. 1560. Floquet a raconté en détail cet épisode, mais il le place, ainsi que les réclamations de Brévedent, avant l'affaire Pétremol. De plus il se trompe en croyant que le Parlement a cédé sur la question du costume et du port des armes. Floquet, ouv. cité, p. 345.

un guet « qui a semblé et semble de grande conséquence et importance pour la liberté de la ville » sans consulter la population ¹.

Le lieutenant criminel et le lieutenant civil présentèrent ensuite leurs réclamations personnelles. Le premier demandait que la ville lui fournit une garde de dix hommes armés pour sa sûreté « soudoyés aux dépens de la ville ». Il se plaignait que « les cinquanteniers et sergens en la plus grande partie sont gens de néant et d'aucune défense » et il demandait que ce fût désormais le lieutenant civil qui procédât à leur réception. Mais Bigot, dans un long et curieux discours, où il fait ressortir la double fonction des sergens qui portent « l'écritoire et la masse » qui doivent être forts et vigoureux mais aussi savoir lire et écrire, reproche aux juges du bailliage de n'avoir point fait leur devoir à la réception des sergens. « Car ils ont reçu de petits hommes et enfants qui n'ont force corporelle et vigueur et qui sont pusillanimes... lesquels sergens ont bien montré leur pusillanimité à la rescousse du prisonnier advenue ces jours passez. ² »

Le lieutenant civil, Brévedent, de son côté, réclamait une garde de dix hommes et, comme Bigot s'y opposait, il demandait à être dispensé un mois ou deux de tenir la juridiction et à se retirer à la campagne « pour éviter au péril et danger », ce que la cour lui refusa du reste. Ces réclamations, appuyées de la menace d'abandonner leurs fonctions, ne font pas honneur au courage et au zèle de ces fonctionnaires.

La séance se termina par l'adoption d'un certain nombre de mesures de police. Les gens du roi et de la ville sont invités à bien employer les 400 hommes qu'ils ont décidé de lever « pour faire le guet ». Brévedent peut

1. « Ils ont advisé assembler le peuple sans la délibération duquel assemble que l'on n'y pouvait ni devait passer. » Reg. secret, 257, 5 déc. 1560. Gruchet, à cette même séance, protestait encore contre le guet qu'il jugeait une innovation dangereuse « et que ledit seigneur veut ériger en cette ville un guet où il y en a jamais eu ». Id., p. 260.

2. Reg. secret, 258-259, 5 décembre 1560. Floquet a donné des extraits de ce discours et cité le vers latin dont Bigot l'avait agrémenté. Mais il ne dit pas où et à quelle date il fut prononcé. Floquet II, 349.

se faire escorter par des sergents et des gens de la cinquantaine; mais la cour lui refuse la dispense de service qu'il sollicitait. Le lieutenant criminel aura une garde de dix hommes armés, autres que des sergents; ils seront payés par la ville; mais celle-ci pourra se récupérer sur les sergents en exercice. Les hôteliers fourniront les noms et qualités de leurs hôtes et les maîtres des métiers les noms de leurs ouvriers. On demandera au roi de nommer deux nouveaux enquêteurs « outre les deux qui y sont de présent ». Les présidents, conseillers et autres officiers sont dispensés de venir le matin et pourront se retirer le soir à quatre heures¹.

Les troubles, qui avaient peut-être été grossis par les intrigues des partis et la rumeur publique, s'apaisèrent assez vite. Le Parlement avait recouvré son sang-froid et repris le cours de ses occupations. Le 7 décembre il renvoyait à la Tournelle, au lieu de la Grand Chambre, le procès instruit par Pétrezol contre les deux libraires prisonniers « pour raison de certains libelles fameux imprimés contre aucuns princes du conseil du roi ». Le même jour il s'occupait de la réponse à faire aux juges de Falaise qui lui demandaient comment se conduire dans un procès fait à un sergent qui avait été aux assemblées des prédicants de Guibray². Cependant, le 10 décembre, Pétrezol s'excusait encore de ne point venir au Palais; il se disait menacé de nouveau par les mêmes personnes. La cour lui ayant envoyé Bigot et Péricart pour instruire cette affaire, il les informa qu'il venait d'apprendre la mort du roi « par un sien homme » qui était parti d'Orléans le 6 et qui avait vu « le corps du roy François dernier mort³ ».

Les « émotions » de Rouen coïncidaient en effet avec un changement de règne; mais ce n'est, semble-t-il qu'une simple coïncidence. François II était mort le 5 décembre. La nouvelle officielle n'en parvint au Parlement que le 13

1. Reg. secret, 262-264, 5 déc. 1560.

2. Reg. secret, 448. Parlement, 7 déc. 1560.

3. Id. 265-267. Grand Chambre 10 décembre.

par des lettres royales datées d'Orléans le 8 décembre : le nouveau roi l'informait au décès de son frère et lui notifiait son avènement. Le lendemain 14 il recevait de nouvelles lettres du roi et de la reine mère, écrites le 10. Elles avaient trait cette fois à la rescousse du 2 décembre. Le Parlement, qui n'était peut-être pas exempt de tout reproche, se voyait complètement justifié et même félicité pour « avoir montré telle prudence et diligence que nous avons grande occasion de nous en contenter et de vous en savoir fort bon gré ». La lettre du roi lui recommandait de maintenir ses sujets dans l'obéissance « et en union, repos et tranquillité » et de punir sévèrement les auteurs de la rescousse. La lettre de la reine mère contenait de plus l'offre de leur faire envoyer des troupes par le duc de Bouillon¹.

Le Parlement fut enchanté de ces lettres : il les communiqua au lieutenant civil en l'invitant à faire son devoir et à Villebon pour l'informer de l'offre de la reine mère. Le 20 décembre il faisait venir le lieutenant criminel et il lui ordonnait de procéder au jugement des coupables de la rescousse « et... de continuer de bien en mieux² ».

L'application de l'édit de Saint-Germain en Normandie, 1561. — Le registre secret ne contient pour 1561 qu'un extrait de la Chambre des vacations. On y trouve deux documents intéressants. Le premier du 1^{er} octobre 1561 concerne l'application de l'édit de Saint-Germain, 28 juillet 1561. Cet édit, comme on sait, interdisait les assemblées et les prêches. Mais le duc de Bouillon, gouverneur de Normandie, partisan, comme Lhopital et la reine mère elle-même à cette époque, d'une politique d'apaisement et de tolérance, et du reste protestant, avait décerné un mandement « en termes généraux » pour interdire les offenses et injures réciproques et défendre « d'aller aux églises et

1. Reg. secret, 449-454. On y trouve la copie de ces lettres. Pendant toute la première partie du règne il y a presque toujours deux lettres, l'une écrite au nom du roi, l'autre au nom de la reine mère. Elles ne sont jamais complètement identiques et la seconde contient souvent quelque détail intéressant.

2. Id. p. 454-457. On remarquera la curieuse formule que le Parlement emploie à l'égard du lieutenant criminel. C'est un blâme déguisé.

assemblées les uns des autres sur peine de la hart » avec ordre de l'afficher par les carrefours et de le publier de mois en mois. Le bailli d'Évreux, le sire d'Orbec ayant reçu ce mandement à son château de Bienfaite, l'avait envoyé à son lieutenant à Orbec qui l'avait fait publier aux assises du lieu ; mais, après réflexion, les juges défendirent au greffier d'en délivrer des copies « parce qu'il sembleroit par le dit mandement que le dit seigneur gouverneur voudroit tacitement autoriser les presches ».

Les substituts du procureur général dans le bailliage d'Évreux lui avaient renvoyé le mandement pour consulter la cour. Bigot se plaignit de la publication aux assises d'Orbec comme faite « assez légèrement ». Mais un membre de la chambre, que le registre ne nomme pas, ayant déclaré qu'il savait de certain que le gouverneur « avait à part des mémoires et instructions du roi, voire et bien amples, pour faire tenir le peuple en paix et éviter à sédition », la chambre arrêta « qu'elle ne s'entremettrait de connaître de chose qui touche ou concerne l'autorité et gouvernement dudit sieur de Bouillon ». Les gens du roi écriront à leurs substituts que le gouverneur va bientôt venir à Rouen et qu'on lui parlera de l'affaire¹.

L'autre document est très curieux aussi, bien qu'il ne se rattache pas directement à notre sujet. Il y avait dans le port de Rouen deux galères, celles-là même, paraît-il qui avaient conduit Marie Stuart en Écosse au mois d'août précédent. Le Parlement avait décidé d'envoyer des commissaires vérifier la date de la condamnation des forçats qui servaient sur ces galères pour faire mettre en liberté ceux qui avaient accompli leur peine. Mais une lettre du roi et une autre du roi de Navarre, en date du 18 octobre, interdirent au Parlement de s'occuper de cette affaire dans l'intérêt du service. Le Parlement les

1. Reg. secret, 318-320. Chambre des vacations. Vendredi 1^{er} oct. 1561 et Floquet, ouv. cité, II, 362-364. Ce curieux épisode nous montre les hésitations et les contradictions du gouvernement et de ses représentants en ce qui concerne le culte protestant. Mais il nous montre aussi, ce que Floquet n'a pas souligné, le changement d'attitude du Parlement en moins d'une année.

enregistra sans délibérer¹. Ces galères devaient jouer un rôle dans les événements de 1562. Les protestants s'en saisirent le 9 mai et les utilisèrent pour dominer la Basse-Seine, maintenir les communications avec Le Havre et ravitailler la ville. C'est sur l'une d'elles que Montgomery s'échappa le jour de la prise de Rouen le 26 octobre 1562.

L'absence d'autres extraits au registre secret pour 1561 est particulièrement regrettable puisque c'est l'année qui vit les progrès décisifs des protestants et leurs tentatives pour obtenir de gré ou de force la liberté du culte. Privé de sa principale source, Floquet ne lui a consacré qu'une dizaine de pages² : il n'a utilisé que l'arrêt du 26 août 1562, l'histoire de Théodore de Bèze et la chronique de Nagerel ou Discours abrégé qu'il cite sous le nom de Chronique manuscrite de la Bibliothèque du roi. L'arrêt du 26 août énumère, mais sans donner de détails, un certain nombre de faits précis et intéressants : le « forcement » des prisons de Montivilliers et de Caudebec, les incidents de Neufchâtel et de Dieppe, des pillages d'églises dans le bailliage de Caux, l'arrestation en juin et en juillet de vendeurs de libelles et placards contre la religion, le mandement de prise de corps contre les prédicants de Rouen, la formation d'attroupements de plusieurs milliers de personnes pour l'empêcher et l'ordre du roi de surseoir à son exécution. Au mois d'août ce sont de nouveaux attroupements « en très grand nombre » pour empêcher la publication de l'édit de Saint-Germain, la continuation des prêches malgré l'édit « en plus grande assemblée que auparavant », l'envoi du duc de Bouillon à Rouen sur la demande de la cour et, après son départ, au mois de novembre, l'installation des prêches dans les Halles,

1. Reg. secret, 320-322. 1^{er} oct. 1561. Il donne seulement le texte de la lettre du roi. Ces lettres sont écrites de St-Germain le 18 octobre. La date du 1^{er} oct. pour la délibération de la Grand Chambre est donc erronée. Le maintien des forçats aux galères après l'expiration de leur peine était une tradition de l'ancien régime qui dura au moins jusqu'à la mort de Louis XIV. Il est probable que, parmi ces galériens, il y avait un certain nombre de protestants.

2. Floquet, ouv. cité, 359-370.

enfin la rescousse de Pasquier Quibout, condamné à mort « pour abatement d'images ».

La chronique de Nagerel lui a fourni des renseignements sur la publication de l'édit de Saint-Germain le 22 août 1561 et sur les cérémonies religieuses qui eurent lieu à cette occasion dans les églises catholiques. Elle lui a donné aussi des indications précises, mais sèches, sur un certain Quitard pendu comme espion le 29 septembre. Cette affaire est longuement racontée par Théodore de Bèze qui en fait un espion de Catherine et des Guises et qui cite même d'assez longs fragments de ses lettres. C'est le récit de Bèze que Floquet a suivi en le résumant¹.

Pour le dernier des incidents mentionnés par l'arrêt du 26 août : la rescousse de Quibout, les archives municipales contiennent deux documents intéressants que Floquet n'a pas connus : l'arrêt du Parlement du 15 décembre qui suspend de leur office les cinquanteniers et arquebusiers, qui ont laissé faire la rescousse, et la notification, le 29 décembre, à la municipalité d'un autre arrêt du 23 décembre sur cette affaire². La rescousse eut lieu le 10 décembre; le condamné, que l'arrêt appelle Pasquier Guibourg, devait être pendu au Neufmarché. Les principaux auteurs de la rescousse sont un certain Richard Mauger et un cordonnier qui demeurait près du Neufmarché « et que l'on dit être gendre d'un appelé Broudequin ». La cour condamne les compagnons de la cinquantaine, les arquebusiers et leur capitaine à constituer dans les quinze jours Guibourg mort ou vif, prisonnier à la Conciergerie et à se saisir de Mauger et du gendre de

1. De Bèze, ouv. cité, 487-489. Ce Quitard, ou Guitard comme l'appelle de Bèze, s'autorisait du nom de Catherine et du cardinal de Lorraine pour faire une enquête secrète sur la situation et la fortune des principaux protestants de la ville. Dans le récit même de l'historien protestant il nous apparaît comme un aventurier besogneux et peut-être déséquilibré; ses lettres sont un peu incohérentes. De Bèze insiste sur ses relations et ses intrigues avec les catholiques exaltés : le grand vicaire Sécart, les gens du roi au Parlement : Bigot, Damours, Péricart, le conseiller de ville Richard Papillon. La chronique de Nagerel n'en dit rien; mais il est possible qu'ils aient été les dupes de cet aventurier.

2. Arch. mun. liasse 121. Arbalétriers et arquebusiers. Les deux pièces sont en mauvais état.

Broudequin et, en attendant qu'ils aient satisfait à cet arrêt, elle les suspend de leur état et leur interdit de jouir des profits et privilèges qui y sont attachés. Un autre arrêt du 23 décembre, notifié le 29 à Nicolas Dufour et Nicolas Bauquemare, conseillers échevins et au procureur de la ville, Nicolas Gosselin, leur commande très expressément à eux et aux autres conseillers de faire exécuter l'arrêt précédent et de « donner si bon ordre et pollice et fournir de telle force requise et nécessaire... à ce que le roi soit obéi et les arrêts de lad-court et sentence de justice ne soient et demeurent illusoires et inexécutés sur peine de répondre en leurs propres et privés noms ». Ces deux arrêts n'en devaient pas moins rester sans effet. Le condamné, ni ses complices, ne furent repris et les sergents compromis dans l'affaire finirent par obtenir le 6 janvier 1562 des lettres patentes qui les rétablissaient dans l'exercice de leur état et le Parlement, après quelque hésitation et avec quelques réserves, les enregistra le 16 février.

E. LE PARQUIER.

LES AVENTURES DE GUILLAUME CHENU DE CHALEZAC

seigneur de Laujardière, au pays des Cafres,

1686-1689

La *France protestante* (2^e éd. III, 1007) ne consacre que quelques lignes à ce personnage et à sa famille. Elles résument cette notice d'Erman (*Mémoires pour servir à l'histoire des réfugiés françois dans les Etats du Roi*, IX, 65).

CHALEZAC (Guillaume Chenu de) seigneur de Laujardière, mort en 1731, commanda sous Frédéric Guillaume I^{er} le régiment ensuite Graevenitz. Cette famille était originaire de Guyenne. Mademoiselle de Chalezac suivit à Berlin la princesse d'Anhalt-

Dessau, épouse du Margrave Philippe¹. Elle était probablement sœur de ce monsieur de Chalezac² qui remplit le poste de gouverneur du célèbre prince Léopold d'Anhalt-Dessau... L'épithaphe de M. de Laujardière se trouve dans le caveau de l'église Française de Magdebourg : Ici repose en Dieu Guillaume Chenu de Chalezac, seigneur de Laujardière, colonel d'un régiment d'infanterie, Drossart des bailliages de Stolpe, Wollin, Uckermunde et Pudagla, né le 1^{er} novembre 1672, décédé le 30 décembre 1731³.

Ce que cette notice ne dit pas, c'est qu'à l'âge de 14 ans, pour ne pas se convertir, le jeune de Chalezac tenta de s'expatrier pour rejoindre en Allemagne son frère, finit par échouer au sud de l'Afrique, ne regagna l'Europe qu'en 1689 et y rédigea une relation de son *Voyage à la coste des Caffres*, 1686-1689. Cette relation a été retrouvée dans un volume de *Mélanges de la Bibliothèque de Magdebourg* (III, fol. 288). Un directeur d'école, M. R. Setzepfand la traduisit et publia cette traduction dans le journal *Die französische Colonie* (Berlin, Mittler, 1900, n° 8 et ss.). J'ai pu, avant la guerre, me procurer une copie exacte de l'original qui contribuera à nous édifier sur les périls que durent affronter les huguenots qui voulaient rester fidèles à leur foi et ceux qui, vers la même époque, entreprirent de fonder la colonie du Cap de Bonne Espérance.

D'après un extrait des Archives d'État de Berlin, où se trouve une copie du commencement de cette relation l'auteur l'avait dédiée, en ces termes, à :

Son Altesse Sérénissime Madame la Princesse douairière de Nassau, née princesse souveraine d'Orange, comtesse de Dietz, etc.

Madame,

Permettez-moy de renouveler une coutume religieusement observée par les anciens; ceux qui estoient heureusement res-

1. D'après la notice qui précède la traduction allemande de la relation, il y eut en Allemagne, notamment, dans le « v. Jena Adelstift » à Halle, d'autres sœurs ou tantes de l'auteur.

2. Baron Jacques de Chalezac, anobli en 1695 par l'empereur et nommé en 1699, par Frédéric III, chambellan de la cour électorale de Brandebourg, frère de l'auteur de la relation.

3. Les archives d'État de Berlin renferment quelques lettres de l'auteur relatives à ses services militaires.

chappés de quelque naufrage, en faisoient peindre l'histoire et en attachoient le tableau aux murailles du temple de Neptune pour le remercier, par cette marque de dévotion, de leur salut. Je rends aujourd'hui, Madame, à Vostre Altesse sérénissime les mesmes témoignages de ma respectueuse reconnaissance. Elle m'a retiré du malheureux état dans lequel mon naufrage m'avoit précipité. Je viens lui en offrir la peinture dans ce fidèle récit de ce qui m'est arrivé. Pour suivre l'usage ordinaire d'une dédicace, il faudroit joindre à ce tableau, celui des vertus de V. A. S., elles me fourniroient, Madame, le sujet d'un grand et magnifique éloge. Mais les vœux que je fais pour elle et les bénédictions que lui donne tous les jours un peuple qu'elle a si sagement gouverné, le font bien mieux que ne pourroit faire le meilleur panégyriste, et pour moi, Madame, loin d'oser l'entreprendre, je ne trouve pas assez de force pour exprimer tous les respects et tout le zèle avec lequel je suis, Madame, de Vostre Altesse Sérénissime, le très humble et très obéissant serviteur.

Nous donnons ici, telle qu'il l'a rédigée :

L'Histoire de M. Guillaume Chenu de Chalezac, Seigneur de Laujardière, colonel d'un régiment d'infanterie au service du Roy, décédé à Magdebourg¹.

Ceci n'est que pour obéir à des ordre[s] auxquels il ne m'est pas permis de rien refuser, que j'entreprends d'écrire ce voyage².

Avant que d'en venir au détail de mes aventures, j'ai cru qu'il étoit à propos d'avertir le lecteur, que celui qui lui donne cette relation n'a pas encore atteint la 18^e année de son âge, et que lors qu'il commença son voyage, à peine avoit-il achevé la 14^e année. Après j'ai laissé échapper plusieurs choses, qu'un homme plus expérimenté que moi, aurait pu recueillir, et si mon récit est dénué des ornemens dont les voyageurs ont accoutumé d'embellir les leurs... (*sic*)

Mais, en revange, on y verra une narration, courte, simple, exacte et fidelle, de ce qui m'est arrivé, ou de ce que j'ai vu. Peut-être y trouvera-t-on même des choses qui paroîtront impossibles ou fabuleuses.

Pour peu que j'eusse eû des talens, j'aurai[s] pu les tourner plus agréablement, et, en y ajoutant quelques beaux tours, qu'ils pouroient égayer quelques incidens qui paroissent être

1. Nous avons cru devoir supprimer les majuscules inutiles, et suppléer la ponctuation.

2. Il semble, d'après cette phrase, que c'est à la requête de la princesse à laquelle il la dédia, que l'auteur rédigea sa relation.

susceptibles d'intrigue. Mais je n'ai pas voulu défigurer la vérité, mon dessein n'est pas de faire un roman.

Je l'expose donc toute nue et sans fard, il me semble même que sans avoir recours aux fictions, ceux qui aiment les aventures surprenantes, trouveront ici de quoi contenter leur curiosité. Ils peuvent être persuadés, que je ne leur débiterai rien que de très véritable; je n'ai point encore eû un assez long commerce avec le monde, pour avoir appris l'art de déguiser, sous l'apparence de la vérité. Après ce petit avertissement qui servira comme de préface à mon ouvrage, j'entrerai en matière.

Je partis de Bordeaux le 22^e de Mars 1686 dans un vaisseau nommé le Saint-Joseph, pour aller à l'île de Madère; la persécution que l'on faisoit en France aux réformés fut le sujet de mon départ. Dans la difficulté qu'il y avoit à sortir du royaume chacun employoit toutes sortes de moyen pour y parvenir. Mes parens qui avoient dessein de m'envoier auprès d'un frère que j'avois en Allemagne, et qui y tenoit un rang honorable dans une cour distinguée, crurent d'en avoir trouvé un assuré, en me faisant embarquer dans le navire, que je viens de nommer, dont le capitaine s'engagea qu'après notre arrivée à Madère, il m'envoieroit en Hollande par la première occasion, d'où je pourrois aller facilement joindre mon frère. Il ne me fut pas difficile déviter d'être connu de ceux qui vinrent pour visiter notre vaisseau, pour savoir s'il n'y avoit point de réformés, le capitaine m'ayant fait passer pour un jeune garçon qui alloit à Madère pour y apprendre à faire des confitures. A peine fûmes-nous sortis de la rivière de Bourdeaux que nous trouvâmes en mer une escadre françoise commandée par M. de Villette, qui alloit à Cadix; nous fûmes pendant trois jours en sa compagnie, et n'en fûmes séparés que par une grande tempête qui nous démata de notre grand mast de hune. Ces accidens sont trop communs à ceux qui voïagent sur mer, pour m'arrêter à faire la description de l'embaras dans lequel nous [nous] trouvâmes pendant quelques heures; l'adresse et la diligence de nos matelots nous tirèrent d'affaire et nous vîmes, le 5 Avril au matin l'île de Porto Sancto. Nous nous y arrêtâmes pendant tout le jour; le 6^e nous en partîmes et vinrent mouiller l'ancre dans la rade de Sainte-Croix. C'est une ville considérable et des plus marchandes de l'île de Madère. Ce seroit ici assés le lieu de faire la description de cette ile; mais beaucoup s'en sont mêlés avant moi; et que je ne pourois rien dire de nouveau; il suffira, pour la suite de mon histoire, de savoir que j'y demeurai près de six mois en attendant qu'un vaisseau partit pour la Hollande. Pendant le séjour que je fis à Sainte-Croix, j'étois logé chès deux

marchands françois réformés, à qui j'avois été recommandé. Ils étoient frères et faisoient un des plus considérable[s] négoce[s] dè l'île. Je n'avois plus que 15 jour ou 3 semaines à attendre, pour prendre la commodité d'un vaisseau qui devoit partir pour Amsterdam, lorsqu'il arriva une petite barque de Lisbonne, qui apporta un ordre de l'ambassadeur de France, pour *Jean et Benjamin Phillipe*, — c'étoit les noms de mes hôtes — par lequel il leur étoit ordonné de se faire catholique ou de sortir de l'île dans 8 jours¹. Cet ordre fut mis entre les mains du gouverneur; il fit appeler les deux marchands. Je ne sai ce qu'il conclut avec eux, mais le lendemain il m'envoia chercher seul; il commença par m'interroger sur ma religion. Je lui en rendit raisons, suivant les instructions qui m'en avoient été données; mes réponses ne le satisfirent pas apparemment, il me dit que comme j'étois encore trop jeune pour savoir bien ce que je faisois, il vouloit avoir soin de moy, et qu'il me mettroit entre les mains de deux bons Pères Jésuites, qui prendroient la peine de m'instruire; je le remerciai de ses bontés et lui dit assès fièrement, que j'étois assès savant en ce qui concernoit mon salut, pour n'avoir pas besoin des instructions de ces Jésuites; que je ne prétendoit avoir aucun commerce avec eux, que ce seroit inutilement qu'il m'enveroit chès eux, ou qu'il en fit venir, que je ne leur repondroit point. Je ne sai si mes réponses l'aigriront, mais il ne put s'empêcher de me dire que j'étois damné, et qui[l] vouloit que je m'en retournasse en France en une barque qui partoît dans deux jours, et que, si après ce tems là, il me trouvoit en l'île, il me feroit metre en prison, d'où je ne sortirois pas quand je voudrois. Je sortis de chès lui tout intimidé de ses menaces, et, dans un désespoir qu'il est assès aisé de comprendre; mais avec la résolutions néantmoins de souffrir plutôt toutes choses que de changer de religions.

Mon chagrin me conduisit jusque dans le port. J'y vis les apareils d'un vaisseau prêt à metre à la voile. Cete vue me donna la curiosité de m'informer de la route et de la station du capitaine qui le montoit; j'appris que c'étoit un vaisseau armé moitié en guerre, et moitié en marchandise, qu'un capitaine anglois conduisoit aux grandes Indes. En même tems, sans faire une plus longue réflexion, je crus c'étoit un moyen, que Dieu m'envoioit, pour me tirer de la paine dans laquelle j'étois; et, ne balançant plus entre le voïage des Inde[s] et celui de France, j'abordai le capitaine qui étoit encore sur le rivage. Je lui dis naïvement l'embaras où je me trouvais, je le conjurai de souffrir que je l'accompagnasse dans son voïage, et de se servir de moi

1. On voit, par ce détail, qu'on traquait les huguenots jusque dans les pays les plus éloignés.

à quel usage il lui plairoit. Cet homme fut touché de mes prières, il me donna le tems d'aller chercher mes hardes chès mes hôtes qui ne demeuroient pas loin de là; à quoi je dis un fort court adieu et après cela je m'embarquai, le même jour 4 8^{bre} 1686, avec mon libérateur. Je le suivis d'un très bon cœur en qualité de garçon de sa chambre, trop heureux de me voir échapé à la colère du gouverneur, et délivré des mains des Jésuites pour lesquels j'ai toujours eû une particulière haine.

Après que nous eûmes mis à la voile, je commençai à faire les fonctions de mon nouvel employ, je m'en acquitay avec tant de diligence, que je m'acquis bientôt les bonnes grâces de mon maître qui me distingua avantageusement des autres garçons, mais je ne le servis pas longtems. Car, après 26 jours de route, ayant découvert l'île de Saint-Jacques, nous fûmes obligé d'y aborder et pour y faire racommoder quelques cordages qui étoi[en]t rompus. A peine avions nous mouillé l'ancre, que nous vîmes passer un vaisseau sans pavillon, qui fut s'arrêter à 3 lieues de nous. Le lendemain il vient deux Recolets à notre bord, sous prétexte de nous demander la charité; ils s'adressèrent ensuite à moy qu'ils reconnurent françois aussi bien qu'eux, et s'informèrent de combien de canons et d'hommes notre navire étoit monté. Je leur dit que nous avions 24 pièces de canons et que nous étions 120 hommes. Je remarquai cependant, qu'il regardoient le vaisseau de tout côtés, et qu'ils examinoit la contenance de nos gens. Je leur demandai à mon tour, s'ils ne connoissoient pas ce vaisseau qui avoit passé près de nous, ils me dirent que c'étoit un françois qui avoit passeport portugais pour aller au Brésil. Après cela les bons Pères prirent congé de nous. Le lendemain nous le vîmes venir vers la rade où nous étions; mais il ne peut gagner jusqu'à nous à cause du vent contraire. Cependant 4 de nos soldats désertèrent, nous les attendîmes vainement pendant quelques jours, enfin nous mîmes à la voile le 8 9^{bre} et continuâmes notre route. Le 16, nous fîmes rencontre d'un vaisseau que nous (?) et qu'il en faisoit même fort peu, il envoya sa chaloupe avec 6 hommes, qui s'approcha à la portée du pistolet pour s'informer d'où étoit notre navire, et quelle route nous ténions. Nous leurs répondions que notre navire étoit de Londres et que nous allions aux Indes. Et leurs aiant demandé à notre tour où ils alloient et d'où ils étoient, ils nous répliquèrent, qu'ils étoient françois, et qu'ils alloient au Brésil; après cela ils s'en retournèrent à leur vaisseau. Et nous ne doutâmes plus que ce ne fût des corsaires, et les mêmes que nous avions vu à la rade de Saint-Jacques. Voyant qu'ils faisoient ce qu'il pouvoient pour nous joindre, et qu'ils navigeoient après nous avec 24 rames, notre capitaine, pour ne

se pas laisser surprendre, fit sonner la cloche, afin que tout le monde montât en haut.

Il fit faire la prière par le ministre, nous exhorta à nous bien défendre avec une éloquence plus guerrière qu'une police. Chacun lui fit connoître qu'il étoit prêt à faire son devoir, il promit de nous récompenser suivant notre mérite. Après cela nous commençâmes par serer nos deux basses voiles, par enchaîner nos verges, et ensuite couler des coffres à feu, un sur la dunette et 2 sur le gaillard, et 2 sur le chateau d'avant. Le capitaine disposa ensuite tout son monde dans les endroits les plus nécessaires ; pour moi je fus placé à la porte de la chambre pour donner les cartouches. A peine avions-nous pris toutes ces précautions, que le corsaire (car c'en étoit un véritable) se trouva tout près de nous, il étoit alors environ midy, et nous l'avions découvert vers les 6 heure du matin. Quand il fut à la portée de la voix, on nous fit les mêmes questions que les gens de la chaloupe nous avoient fait ; nous fîmes les mêmes réponse. Alors le capitaine des pirates, prenant la parole lui même : Amené les huniers, dit-il au nôtre. Ce n'est pas la coutume des Anglois, répondit-il, d'amener devant un écumeur de mer.

Après s'être encore dit quelque injure, familières aux gens de ce métier, on en vint aux coups. Le vaisseau des ennemis étoit d'environ 50 pièces de canons ; nous n'en avions que 24, mais en revange les nôtres étoient plus grosses ; ils paroissoient bien 300 hommes sur leur bord, qui faisoient un terrible feu sur le nôtre ; dès la première décharge, nos soldats se jetèrent en bas et coururent se cacher chacun où il peut et, comme nôtre capitaine alloit à la dunette, dans la chambre où il s'en étoit sauvé quelques uns, pour les faire retourner au combat, il fut blessé d'un coup de canon à la cuisse. Il descendit aussitôt auprès du chirurgien pour se faire pensser, mais l'ardeur qui l'animoit ne lui en donna le tems, il remonta en haut, courût du chateau de devant à la dunette, encouragea les matelots qui se défendoient fort vigoureusement. En même tems le corsaire nous aborda par le derrière du vaisseau et nous jetta environ 50 à 60 hommes sur notre bord, mais il[s] feure[nt] très mal reçus ; nos coffres à feu jouèrent fort à propos et les firent presque tous sauter en l'air, le reste fut tué à coups de mousquets. Ce mauvais succès ne les rebuta pas, ils nous abordèrent une 2^e fois par le devant du navire, mais avec le même malheur, nos coffres à feu en enlevèrent une partie et nos gens assommèrent le reste.

Dans ce tems là, comme nôtre capitaine descendit de la dunette pour aller sur le devant, il reçut un coup de mousquet au bas du ventre, mais cela ne l'arrêta pas, après qu'il eût rechassé nos ennemis, qui cependant tiroient incessamment de leur bord, il

revient du côté où j'étois et, me trouvant à la porte de la chambre ou je chargeois de mousquets pour le pilote, il me dit : courage François ; bois un peu d'eau de vie pour reprendre. En même tems, j'entendis un fort grand bruit dans le derrière du vaisseau, je distinguai les cris et les jurements d'un homme, qui aparament étoit le capitaine des ennemis. Entrés, lâches poltrons, leur crioit-il, entrés, mourés ou réparés l'affront d'avoir été repoussés, par deux fois. Jusqu'alors j'avois été si animé par les cris des combattans ou par l'eau de vie que m'avoit fait boire, et qu'on [avoit] largement distribué à tous nos gens, que je n'avois pas même fait réflexion au danger que je courois. Mais ces paroles prononcées d'un ton de voix terrible, m'inspirèrent une crainte, dont un homme plus âgé que moi auroit eu peut-être bien de la peine à se deffendre. Je n'abandonnai pourtant point ma place. Alors nôtre capitaine me dit encore une fois : Courage François, et comme il montoit en haut sur la dunette, il reçût deux coups de mousquets dans la poitrine, qui le firent tresbucher mort à mes pieds. Cete perte n'ota pourtant point le courage aux nôtres ; ils se défendirent en désespérés et obligèrent enfin les ennemis à lâcher prise pour la 3^e fois. Dans ce tems-la nôtre pilote tomba à mes pieds, percé d'une mousquetade au travers du corps ; je sentis alors furieusement redoubler ma peur, mais j'en fus bientôt délivré, car il semble que ce coup fut le dernier effort de nos ennemis. Après cela ils ne tirent plus, ils nous laissèrent et ne songèrent qu'à s'éloigner de nous avec encore plus de diligence qu'ils ne s'en étoient approchés.

Leur éloignement me remit entièrement de frayeur. Je remontai sur le pont, pour aider à faire le manœuvre, et à jeter les corps ennemis dans l'eau qui étoient restés ; il en passa de mes mains dans l'eau une 20^e qui furent dépouillé avec beaucoup d'autres, que mes camarades jettèrent a[u]ssi dans la mer. Une culotte neuve, un fusil de 7 pieds, et une paire de pistolets furent le butin qui m'écheut après le combat, Nous y perdime nôtre capitaines, le 1 pilote, 9 matelots ou soldats, outre cela il se trouva 24 blessés.

En revange les ennemis perdirent plus de 150 hommes, car outre eux qui étoient restés sur nôtre bord qui furent jettés dans la mer par nos gens, il y en avoient eux mêmes jettés beaucoup pendant l'action pour nous ôter la connoissance de leur perte. Le combat dura plus de 3 heures, après quoi nous ne songeâmes pas à les poursuivre, tous nos gens étant fort consternés de la perte que nous avons faite ; et surtout de celle de nôtre brave capitaine et du pilote. Nous changeâmes de route pour ôter au corsaire la connoissance de la véritable, que nous voulions tenir, cas qu'ils leur prit envie de nous suivre, mais nous la reprime,

3 jours après. Le 6^e un vaisseau, que nous découvrîmes d'assez loins nous donna l'allarme ; nous le perdîmes pourtant bientôt après de vue, sans avoir peu certainement savoir, si c'étoit celui de notre pirate.

Après avoir navigué jusqu'au 8^e de février nous découvrîmes sur les 4 heures la terre, nous la tinmes toute la nuit le plus près que nous pûmes, le lendemain nous [nous] trouvâmes fort embarrassé de voir que nos 3 pilotes ne la connoissoient pas ; aussi n'étoient-ils pas fort habiles, car la mort de nôtre capitaine et de nôtre 1^{er} pilote avoient causé bien du changement sur nôtre vaisseau.

Le marchand qui l'avoit chargé en avoient pris le commandement, mais comme il n'entendoit pas la navigations, il avoit établi le 2^e pilote comme maitre et le bosseman comme le 1^{er} pilote ; cependant il y avoit bien de la dispute entre ces mess[i]e[ur]s, l'un disoit, que nous n'avions pas passé le Cap de bonne Espérance, l'autre, que nous en étions déjà bien loin. Dans cette diversité d'avis, le nouveau capitaine résolut d'envoyer une chaloupe à terre pour la reconnaître plus sûrement. On l'équipa avec 8 hommes, je fus de ce nombre, on nous donna des vivres pour 4 jours, et à chacun un sabre, un mousquet, de la poudre et des bales, avec ordre de chercher une baie ou quelque rivière, où l'on pût conduire le vaisseau et s'y rafraichir en cas que nous fussions éloignés du Cap de Bonne Espérance. Cependant il se devoit approcher de terre le plus qu'il pouvoit, car nous en étions encore à 8 lieues, et nous y attendre jusqu'à nôtre retour. Nous en partîmes environ sur les 8 heures du matin, et arrivâmes sur les 4 heures à terre ; mais nous ne pûmes l'aborder à cause qu'elle étoit bordée de rochers, et que la mer étoit trop grosse. Un de nos gens hazarda de le faire à la nage ; à peine y fut-il arrivé qu'il vit 4 hommes courir ver[s] lui. La peur le prit, il nous vin[t] joindre de la même manière qu'il nous avoient laissé, tout le reste du jour nous cherchâmes inutilement ; les 3 autres suivans nous ne fûmes pas plus heureux, de sorte que, voyant nos vivres finir, nous résolûmes de gagner le vaisseau. Mais quel désespoir, lorsque nous ne [le] trouvâmes plus ! Nous crûmes d'abord, qu'ils auroit continué doucement sa route vers les Indes, nous voulûmes nous metre en état de le joindre ; mais comme il fa[i]soit un très grand vend, il nous fut impossible de gagner plus au large, nôtre chaloupe étant trop petite pour cela, de sorte que nous fûmes obligé de cottoyer la terre. La nuit suivante il s'éleva un orage terrible, il sembloit que tous les élémens eussent conspirés contre nous ; la terre étoit inaccessible, le feu des éclairs nous éblouissoient, l'air étoit agité de vens impétueux, qu'il nous étoit impossible de

porter de voiles, et la mer étoit si grosse, qu'à peine pouvions nous tenir sur l'eau, nous ne pouvions presque fournir à la jeter dehors avec nos bonnets et nos chapeaux, faute d'autres instrumens. Outre cela l'horreur des ténèbres achevoit de nous remplir d'effroy, le bruit des tonnerres, et de flots qui se brisoient impétueusement contre les rochers nous étourdissant, à peine pouvions-nous entendre les uns ou les autres et exécuter les ordres et les commandemens de celui qui nous conduisoit. Le jour suivant nous ne nous trouvâmes guères plus heureux; la faim et la soif que la peur de la mort avoient bannis pendant quelque tems, vinrent alors nous attaquer avec toute leurs forces. Cinq jours se passèrent en ce misérable état sans qu'aucune nourriture entrât en nos corps, le 6^e nous [nous] trouvâmes proche d'un grand rocher éloigné de terre de plus de 3 lieues; nous y abordâmes avec beaucoup de peine croyant du moins y trouver de l'eau; mais notre espérance fut vain. Dieu ne fit point un miracle en notre faveur comme en celle des Israélites; le rocher demeura sec et aride; nous n'y trouvâmes qu'une certaine espèce d'oiseaux qui ne pouvoient presque voler, nous en primes quelques uns, mais n'ayant ni feu ni bois pour les faire cuire, nous fûmes obligés de les manger tous crus, et de boire le sang pour modérer en quelque manière l'ardeur de notre soif. Ne pouvant plus soutenir cete extrémité, abbatus par les veilles et par le travail que nous avions souffert, nous résolûmes d'employer le reste de nos forces pour gagner la terre à quelque pris que ce fût, aimant autant nous noyer parmi les rochers ou périr par la cruauté des habitant du pais, que de mourir avec la dernière misère en notre chaloupe.

Enfin le 10^e jour de notre départ du vaisseau, après avoir essayé des travaux inexprimables, nous échouâmes sur le sable avec beaucoup de joie, nous mîmes pieds à terre et fîmes une petite tente avec notre voile; après quoi le pilote, 2 de nos gens et moi nous nous séparâmes de notre petite troupe, pour aller chercher de l'eau et nous en étions encore éloignés, lorsque nous vîmes 6 nègres qui gardaient un grand troupeau de vaches. Dès qu'ils nous apperçurent, ils prirent la fuite; il y en eut pourtant un qui, plus courageux que les autres, en l'appellant par nos cris et par nos gestes suppliantes, revint à nous. Nous tachâmes de lui faire entendre par nos signes notre nécessité, à cela il ne nous répondit qu'en nous présentant la main. Nous qui prenions ceci pour un signe d'amitié, la lui serrions de tout notre cœur, mais ce n'étoit pas ce qu'il demandoit, nous le comprimés enfin, et lui mîmes dans la main qu'il nous tendoit un morceau de cuivre. Nous fûmes tous étonnez qu'après cela il nous quitta brusquement et s'éloigna avec une vitesse admirable, nous

crûmes d'abord qu'ils s'étoit moqué de nous, mais nous ne fûmes pas longtems sans le voir revenir avec un grand sac de cuir rempli de lait caillé. Nous retournâmes joindre nos camarades et fîmes tous ensemble un repas qui nous parut la meilleur que nous eussions de nôtre vie. Après cela la nuit vint, nous fîmes un bon feu, et tandis qu'une partie de la troupe se délassoit sur le sable, des fatigues que nous avions souffertes, l'autre faisoit la garde pour éviter des surprises. Le jour suivant venant à paroître, nous fit voir le rivage tout couvert de nègres. Lorsque nous [f]ûmes en état de leur faire plus de peur que du mal, car nous n'avions point de quoi tirer, nôtre poudre ayant été toutes mouillée, dès qu'ils appercurent nos armes, ils prirent tous la fuite. Alors, faisant réflexion qu'ils n'oseroient jamais nous aborder, tandis que nous serions armés, et qu'ainsi nous mourrions de faim, nous mimas nos armes bas pour les rassurer. D'abord ils revinrent à nous en grandes troupes et nous apportèrent à troquer de la volaille, des moutons et de bœufs; nous en primes un que nous coupâmes en quartiers, et le mimas en notre chaloupe; il nous fut facile de faire nos provisions à peu de frais, car un morceau de cuivre long comme le doigt, nous fit avoir le bœuf et pour quelque grains de terre, de diverses couleurs, ils nous donnèrent tant d'autre viande que nous voulumes. Après que nôtre troc fût fait, en attendant que la mer montât pour élever nôtre chaloupe, une vieille femme vint nous apporter un pot de terre, que nous remplîmes de viande pour la faire bouillir. Nôtre diner prêt, nous nous mimas en devoir de faire un bon repas, mais à peine avions-nous commencé à manger, que nous fûmes cruellement interrompûs par un accident, qu'il étoit impossible de prévoir.

Ce pot [de] terre en fit le malheureux sujet, la funeste occasions de la mort de mes camarades et, peu s'en fallait de la mienne. La vieille femme qui nous l'avoit donné, le voyant encore auprès du feu, après que nous en eûmes tiré la viande, s'étant avancée pour le reprendre, nôtre pilote jugeant qu'il nous pouroit être encore nécessaire, se leva promptement de table pour l'en empêcher. Cête femme, le voyant approcher d'un air fort brusque, en eût peur et se mit à fuir avec le pot. Le pilote la suit pour le revoir, en lui criant qu'il la vouloit payer. Les nègres cependant qui n'entendirent pas ce qu'il disoit, croiant qu'il vouloit faire violence à cete femme, se jettèrent en même tems sur nous. Et sans nous donner le tems de prendre nos armes, ils nous chargèrent à coups de pieres, de lances et de bâtons; avec une telle furie, que croiant l'éviter nous fûmes obligés de nous jeter dans l'eau. Comme je voulois m'y retirer avec mes camarades, je reçû un coup de bâton sur la tette, qui me renversa par terre; je

me relevois pourtant, et me mis à courir vers la mer avec les autres, mais avant que d'y arriver je reçû tant de coups de bâtons, que j'en perdis bientôt la connoissance. Quelques heures après je vins à moy, je me trouvai étendu sur le sable avec 4 grands trous dans la tête, les pieds et les mains fort enflés et tout le corps noir. Comme je me levai avec beaucoup de peine et me mis à regarder de tout côtés, si je ne verrois point quelqu'un de mes camarades, comme j'étois en cete triste occupation, 2 nègres s'approchèrent de moy et m'ayant pris par la main, ils me menèrent à une rivière qui n'étoient pas loin de là, où ils me lavèrent ma tête sanglante, ils me conduirent ensuite chez eux, m'apportèrent à manger, mais l'envie m'en étoit bien passée, et l'état où je me trouvois, tout nud et tout meurtris de coup, m'avoit ôté l'appétit. Cependant, comme je ne pouvois demeurer en repos sans savoir où étoient mes camarades, je m'arrachai aux soins officieux de me[s] deux nègres et m'en retournai vers la côte pour tâcher d'en découvrir des nouvelles; mais je ne fus pas loins sans en apprendre de bien funeste; je les trouvois tous morts, à quelques distances les uns des autres et presque méconnaissable à force des coups qu'ils avoient reçûs. Cete vue me mit hors de moi-même, je fus prêt à m'ôter le peu de vie, qui me restoit; enfin ne sachant que faire, désespéré de me voir tout seul et dans un si pitoiable état parmi des barbares, je courut comme un furieux le long de la côte, l'eau n'arrêta point ma course, et sans consulter, si elle étoit profonde ou non, quoique je ne susse point nager, je me jettai dedans, mais quand je fus au milieu, ne trouvant point de terre, je me crus alors réduit à ma dernière heure, et les aproches de la mort ne faisant presque sur moi aucun impression, je me laissai aller au courant, qui m'emportait vers la mer avec assés de rapidité! Mais je n'étois pas encore au bout de mes malheurs, une sable qui s'étoit formé au milieu de cete rivière sur lequel le courant me jetta, me servit d'assile presque malgré moi; par là je gagnai facilement la terre ferme, et comme je continuois mon chemin sans savoir où j'allois, je vis venir deux nègres, qui couroient après moi de toutes leurs forces. Ils me joignirent en peu de tems et, me voulant contraindre de retourner avec eux, mais comme je n'entendois pas ce qu'ils disoient, et que dans le désespoir dans lequel j'étois, je faisais fort peu de cas d'eux et de leurs offres, rebutés de mon mépris, ils commencèrent à me battre de nouveau. J'étois déjà si fort accablé de coups, que je ne songeai ni à fuir, ni à me défendre; je me couchai donc par terre et les laissant frapper tant qui leur plût, quand ils furent las, ils me laissèrent sur la places plus mort que vif. Après que ceux-ci s'en furent allés, il en vint 2 autres et croiant qu'ils leur prendroit envie aussi de me

battre, à leur tour, pour leur en donner plus de commodité, je me tins en la même posture. Mais ceux-ci, plus humains, me relevèrent sans me faire aucun mal et me trainèrent, car je n'avois plus la force de marcher, jusqu'à leurs cabanes; ils me firent un peu de feu, me mirent de la fiente de vaches pour tout apareils à mes playes, que j'avois à la tête, après quoi cela ils me firent prendre un peu de nourriture.

Le lendemain, pour me faire payer leur charité, ils m'envoyèrent garder les bœufs; je fis ce métier pendant 4 jours; mais comme je les ramenois le dernier soir à la cabane, je vis venir à moi un homme habillé comme les autres, c'est-à-dire avec une peau de bœuf sur les épaules, mais fort différent d'eux en couleur. Il étoit tout jaune et avoit une grande barbe et de cheveux blancs fort long et fort mal peigné; il s'arrêta pour me regarder. Je le considérois à mon tour, lorsqu'il prit la parole et me demanda en anglois, où nôtre navire s'étoit perdu, je lui répondis en la même langue, que le navire n'étoit pas perdue, mais que je ne savois pas asses d'Anglois pour lui faire le détail de mon aventure. Il me demanda alors si je parlois hollandois; je lui dit que non, mais que j'entendois le françois et le portugais. Je lui contai en cete dernière langue qu'il entendoit fort bien, tous les malheurs qu'ils nous étoient arrivés. Il me témoigna participer à mes maux et me raconta à son tour qu'il n'avoit guères été plus heureux que moi, qu'il y avoit un an qu'il étoit en ces païs, que leur navire s'étoit perdu sur la côte; que de 72 hommes, qui s'étoient sauvés à terre, il n'en restoit plus que 24, les autres aiant été tués par les nègres ou s'étant perdus dans les forêts. Il ajouta, que ses camarades et lui avoient résolu d'aller tirer à Cap de Bonne Espérance, qu'ils avoient fait dessin de partir le 20 de Mars, que si je voulois le suivre, il me m[ène]roit auprès d'eux, et que nous pourrions pa[r]tir tous ensemble. J'acceptai cete propositions de bon cœur, j'abandonna mon troupeau et le suivis jusqu'à la maison du roy du païs, chès lesquels ses camarades et lui étoient logez. J'y fus reçu avec toute sorte d'humanité. Le roy lui-même me fit assurer par le hollandais, qui entendoit déjà la langue du païs, qu'il étoit bi[e]n fâché de mon malheur, et que c'étoit contre son commandement, que j'avois été maltraité, et mes camarades tués.

Le tems de nôtre départ étant arrivé, nous prime[s] de vivres chacun pour 24 jours, et malgré l'avis des nègres, qui nous vouloient détourner de ces dessin[s], nous nous mîmes en chemin et entreprîmes d'aller au Cap de Bonne Espérance, en suivant toujours la Côte. Dès le premier jour de nôtre marche nous trouvâmes une grande rivière, la largeur nous épouvanta, et surtout ceux qui ne savoiient pas nager, du nombre desquels j'étois. Après avoir tenu un petit conseil, pour savoir comme nous la

pourrions passer, n'ayant ni bateau, ni bois pour faire un radeau, il fût résolu que 2 de ceux qui savoient le mieux nager, passeroient les premiers, qu'il[s] tireroient après eux une corde, à laquelle on attacherait nos vivres qui étoient dans des sacs de cuir, qu'ensuite l'un d'eux de la corde avec laquelle on nous attacherait tous les uns après les autres par dessous les aisselles et que ceux qui seroient passés à la nage, nous tireroient à terre (*sic*). On peut bien s'imaginer combien pâtirent ceux qui souffrirent cete épreuve, peu s'en fallut qui ne se noyassent. Il n'y en avoit pas un qui ne raportât plus d'une livre de vase sur la tête et qui n'eut le corps presque tout déchiré, car dès qu'ils avoient perdu terre, ils couloient au fond, et tandis que leurs camarades les trainoient, leurs corps heurtoient contré des pierres qui les meurtrissoient. Après que nous fûmes passé, pour nous faire rendre l'eau que nous avions bû, on ne fit point d'autres façons que de nous étendre tout de nôtre long, la bouche en bas, et puis de nous monter sur le dos et à force de nous presser sur le ventre contre la terre on nous fit dégorger l'eau que nous avions avalée. Nous marchâmes 5 jours le long de la côte par des lieux inhabitables, et traversâmes 5 rivières de la même manière. Le 5^e jour nous vîmes, vers le soir 2 nègres, qui se mirent à fuire lorsqu'ils nous apperçurent et comme quelques uns de nos gens s'étoient un peu écartés pour aller chercher du bois, ils en rencontrèrent encore 6 autres, qui prirent pareillement la fuite, dès qu'ils les virent. Cela nous surprit et nous fit juger qu'il falloit que ceux ci fussent encore plus farouches que ceux que nous avions laissés. Nous ne nous trompions pas, car le lendemain nous nous vîmes poursuivis par près de cent nègres; lorsqu'ils nous eurent joint, ils se jettèrent d'abord sur nous avec violence, et commencèrent à nous maltraiter à coups de pierres et de bâtons; nous leurs voulûmes parler pour les adoucir. Mais ce fut inutilement, ils ne nous entendoient point et nous ne les entendions non plus, car leur langage étoit différent de celui des autres nègres chez qui nous avions demeuré, de sorte qu'après nous avoir bien battu, volés et tués un de nos gens, ils nous contraignirent de nous en retourner d'où nous venions, et la faim nous donnant des ailes, nous fîmes en 3 jours le chemin que nous avions peu faire qu'en 5 jours, sans manger rien que quelques colquillages que nous trouvions sur le bord de la mer. Nous regagnâmes enfin avec beaucoup de peine le païs de nos premiers hôtes, qui nous reçurent encore plus humainement, et nous reprochèrent avec raison de n'avoir pas voulu suivre leur conseil, car ils nous avoient avertis de la férocité de leurs voisins. Nous demeurâmes encore quelques jour avec eux, après quoi le mauvais succès de notre entreprise ne nous aiant pas rendu encore tout à fait sage,

nous résolûmes, 12 que nous étions [plus] déterminés que les autres de tâcher de gagner le Cap de Bonne Espérance par un autre chemin, et, en nous éloignant de la mer de traverser les monts de la Lune.

Pour copie conforme,

N. WEISS.

(A suivre).

SÉANCES DU COMITÉ

26 octobre 1920.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. F. Puaux, MM. R. Allier, Chatoney, Garreta, A. Lods, A. Mailhet, J. Pannier, R. Reuss, A. Valès, M. Vernes, J. Viénot, C. de Witt et N. Weiss. M. E. Morel se fait excuser. Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, le secrétaire, à propos d'un incident qui s'était produit à la fin de cette séance, donne quelques détails sur le classement, le groupement et le catalogue des imprimés.

Le président explique que pour marquer la collaboration du Comité, il a demandé à M. Viénot de rédiger l'appel en tête du numéro d'octobre qui doit être adressé aux pasteurs avant la Fête de la Réformation. — M. Viénot devant se rendre en Hollande au nom de la Fédération des Eglises protestantes et du Comité de Propagande demande au président une lettre l'accréditant au nom de notre Société, car c'est sur le terrain de l'histoire qui a rendu le nom de huguenot familier et même populaire aux Pays-Bas, que notre collègue compte recevoir le meilleur accueil. Il nous apprend que M. le pasteur Krop qui prépare sa tournée a été nommé chevalier de la Légion d'honneur et lui transmettra toutes nos félicitations. M. Pannier espère que notre collègue pourra entrer en relations avec toutes les fractions du Protestantisme hollandais.

On s'entretient ensuite de la séance consacrée à la mémoire des Pères Pèlerins et qui doit avoir lieu le 28 novembre à l'Oratoire avec le concours des représentants du peuple et des Eglises américaines. Le président, à ce propos, explique qu'il n'a pu convoquer le Comité pour lui soumettre le texte de la lettre qu'en notre nom il a rédigée pour les délégués du Comité de Propa-

gande et de la Fédération qui vont nous représenter aux Etats-Unis aux fêtes commémoratives de l'arrivée des Pères Pèlerins dans la baie de Massachussets. Puis il dépose un exemplaire du *Discours*¹ de Claude dont il a fait réimprimer l'original devenu fort rare. On procède ensuite à la nomination d'un nouveau membre. M. Sarrut premier président à la Cour de Cassation est nommé à l'unanimité.

Bibliothèque. Elle a reçu, de M. H. Ragon à Sainte-Foy, le registre des délibérations du consistoire de l'Eglise de *Montcarret* en Périgord 1657 à 1680 qui se trouvait dans les archives de Sainte-Foy. M. Garreta nous montre une miniature qui doit représenter Rabaut-Dupuy.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

La cantilène huguenote par M. Ver².

Dans cet important ouvrage, en nous initiant à la parenté des mélodies des psaumes avec le plain-chant, M. Ver nous rapproche très heureusement des temps trop ignorés de la mélodie monodique qui fut pratiquée depuis les origines même du christianisme, et que nous léguait l'antiquité païenne. On comprendra alors ces cadences de nos psaumes dont les tonalités modernes nous ont déshabitués et qui évoquent les voix du passé par leur nouveauté renouvelée. L'âme des siècles peut toujours venir jusqu'à nous si nous la recherchons et nous chanter un cantique nouveau. L'auteur a eu le louable souci de mettre en valeur le côté mélodique des psaumes de la Renaissance et d'exiger des chanteurs les inflexions expressives trop négligées dans l'exécution au cours des offices. En effet, quoique l'expressivité soit surtout l'apanage du soliste et que l'exécution collective ait d'autres buts à atteindre que des inflexions de plain-chant, nous approuverons sans réserves M. Ver de diriger le chant d'église vers la recherche du bel canto religieux.

Mais, nous ne saurions souscrire en revanche à son dédain pour l'harmonie de Goudimel, dédain qui l'a engagé à y substituer

1. *Touchant le véritable sens de ces paroles, Ceci est mon corps rompu pour vous*, Paris Fischbacher, 34 p. in-18.

2. Chez l'auteur Réaville (Tarn-et-Garonne) 1948, 210 p. in-8°.

sa propre harmonisation. Certes, il est permis d'harmoniser pour les besoins de l'accompagnement d'une façon plus instrumentale que ne le fit la Renaissance en ses versions à 4 parties pour les voix, mais il aurait fallu s'inspirer davantage du style de l'époque. L'harmonie est une science fort complexe en laquelle M. Ver ne montre pas assez d'autorité pour que l'on puisse approuver sa version personnelle. Tout effort méritant bienveillance, nous estimerons donc le travail de M. Ver en raison de ses intentions excellentes et des précieux conseils qui s'y trouvent, sinon sur un certain côté purement technique et musical insuffisamment réalisé pour pouvoir s'imposer.

H. CELLIER.

Sébastien Castellion et la Réforme calviniste.

Les deux Réformes.

Ce livre du pasteur français d'Amsterdam, M. Étienne Giran, édité par Hachette (1914, xvi-576 p. Prix d'avant-guerre : 5 fr.), est orné du portrait de Castellion dessiné par M. Jean-Paul Laurens d'après celui qui est gravé en tête de la Bible latine de 1729, et présenté au lecteur par M. Ferd. Buisson lui-même, le premier biographe de Castellion, qui voit donc sans méfiance sa thèse d'il y a trente ans remise sur le métier et complétée au moment même où réapparaissait à Genève le « rarissime » *Traité des Hérétiques* de 1554. M. Buisson termine sa préface par une phrase qu'il faut redire ; car elle fixe bien l'angle sous lequel il convient de juger Castellion : « On saura gré, dit-il, à l'auteur d'avoir su faire revivre, avec tant de vérité, cet homme d'autrefois qui parlait exactement comme un homme d'aujourd'hui, avec cette seule différence qu'à tenir ce langage il risquait sa vie ».

L'Avant-Propos de M. Giran prévient les lecteurs « qu'ils ne trouveront pas dans ces pages l'écho de leur enthousiasme pour le prodigieux réformateur de Genève. Je ne me suis pas préoccupé d'élever un monument nouveau à sa gloire. D'autres s'y sont exercés et ils l'ont fait avec une telle maîtrise que je tiens à leur en laisser tout l'honneur ». Puis il rappelle que le dessein qu'il se propose « diffère sensiblement de l'œuvre de pure documentation » de M. Buisson. D'ailleurs il s'est « trouvé en face d'éléments nouveaux que » son prédécesseur « avait dû laisser de côté ou qu'il n'avait pu atteindre ». Pour ses nombreuses citations, il s'est reporté « aux sources et, sauf de très rares exceptions », a donné, « une traduction faite directement sur le texte original ou sur des traductions hollandaises du xvi^e siècle, lorsque le texte latin faisait défaut ».

Il estime (p. 107) que c'est surtout le but poursuivi par Castellion dans sa traduction de la Bible que ses biographes antérieurs n'ont pas suffisamment mis en lumière. Car le « point de vue dans lequel MM. Buisson et Douen se sont volontairement cantonnés les obligeait à laisser de côté la pensée évidente que trahit l'originale tentative de Castellion ». Cette pensée, on le sait, c'est la Réforme de la Réforme. « On y voit le parti-pris de l'homme qui, ayant donné librement son adhésion à une religion de libre examen, ne consent pas à abandonner ses droits spirituels et affirme, avec une opiniâtreté calme (en humaniste certes, mais aussi et surtout en Réformé) sa volonté de maintenir le libre examen et d'en user sans contrôle ».

Sans doute, il avait raison d'agir ainsi et il avait grand courage à le faire; nous ne pouvons le voir qu'avec une intime satisfaction jouer un rôle d'opposant et de critique. Mais Calvin, qui était au gouvernail, qui avait à maintenir à tout prix son œuvre commencée, pouvait-il agir autrement? C'est l'éternel malentendu entre le gouvernement et l'opposition; et vous savez bien qu'il suffit de faire entrer au ministère un chef de l'opposition pour le rendre conservateur. Si Castellion avait eu à fonder une Église, il aurait vite dû modifier son attitude. Il représente la petite élite qui est toujours en avance sur son temps; mais Calvin avait à tenir compte de la masse; et pour elle, toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire.

Sous cette réserve, on ne peut que partager complètement l'avis de M. Giran, qui veut (p. 114) faire remonter à Castellion l'origine de l'exégèse moderne bien plus qu'à Richard Simon ou à Louis Cappel, comme on le fait d'ordinaire. Car « le premier, il a ouvert les voies à l'exégèse biblique et Richard Simon, qui a étudié de très près ses notes critiques, le cite dans tous ses ouvrages et montre comment, alors que la science exégétique n'était pas encore née », Castellion ne fait aucune difficulté de corriger quelquefois les textes hébreux selon les règles de la critique.

A propos de Louis Cappel (1585-1658), il convient de relever la faute d'impression de la note de la p. 114, qui le fait nommer professeur d'hébreu à Saumur en 1674. Une autre erreur de dates s'est glissée à la p. 28, où le départ de Calvin pour Ratisbonne est placé le 22 février 1540, *après* la maladie de son domestique soigné par Castellion en juillet de la même année. Et la page suivante ne fait revenir Calvin à Strasbourg qu'en juillet de l'année suivante, donc 1541, donc il aurait été à Ratisbonne pendant seize mois.

Saluons avec d'autant plus d'empressement l'heureuse expression de Charles Nodier, rappelée p. 48, qui nomme Castellion le

Fénelon des Protestants, à cause de ses *Recueils de Dialogues* écrits pour les élèves du collège de Rive. Ces petits livres eurent une fortune qu'il est bon de rappeler, car elle est bien oubliée : « Adoptés dans les écoles protestantes d'Angleterre et d'Allemagne, ils devinrent la base fondamentale de toute éducation classique ». M. Buisson qui, dans une enquête bien incomplète, relève 47 éditions entre 1542 et 1600, ajoute avec grande justesse : « N'est-il pas piquant de découvrir que, deux siècles durant, celui qui a appris le latin à toute l'Europe protestante et qui a été le *Præceptor Germaniæ* des petites classes, c'était un Français inconnu en France » ? Piquant ? Non, bien plutôt attristant et profondément décourageant, dirions-nous.

Pour bien montrer que la tolérance est le grand principe que veut proclamer Castellion, M. Giran rappelle les paroles malheureuses adressées par Calvin au duc de Somerset, régent de l'Angleterre pendant la minorité d'Édouard VI : « Tous ensemble (sectaires et papistes) méritent bien d'être réprimés par le glaive », et remarque à ce propos « que c'est la première fois que dans le protestantisme de langue française, s'affirme avec autant de netteté cette affreuse doctrine... A partir de ce moment, le Calvinisme n'a plus rien de commun avec le mouvement de libération spirituelle qu'avait été le protestantisme au commencement de la Réforme ».

C'est trois ans après (1551) que paraissait la Bible latine de Castellion précédée d'une Préface qui proclame, dit M. Buisson, « une doctrine qui n'avait pas encore de nom et qui s'appela, beaucoup plus tard, la *Tolérance* ». Et à qui est dédiée cette Préface ? Précisément à Édouard VI. L'intention est évidente : Castellion « veut libérer sa conscience et ne consent pas à l'escamotage pieux de la liberté religieuse » (p. 118). Et M. Giran ajoute (p. 122) : Ce ne sont pas là « deux points de vue qui s'opposent ou deux tendances qui s'accusent. Ce sont deux religions qui se heurtent. C'est une religion de liberté qui se dresse en face d'un ecclésiasticisme autoritaire ».

A la *Déclaration* de Calvin justifiant (24 février 1554) la mort de Servet répond aussitôt le *Traité des Hérétiques* qu'on trouvera ici analysé en détail et qui révèle en Castellion un précurseur fidéiste de M. Ménégoz (p. 180) : « C'est donc qu'il y avait deux Réformes, l'une fidèle à son principe... l'autre, hostile à toute liberté, revendiquait, pour ses conducteurs seuls, le droit d'interpréter la Bible » (p. 203).

Tout le chapitre VI montre *les deux Réformes aux prises*, le VII^e et le IX^e étalent le triomphe du Calvinisme, triomphe sans gloire, obtenu à l'aide d'armes odieuses. Les dernières luttes et les derniers jours de Castellion sont décrits avec une émotion commu-

nicative (p. 419-434). Il mourut le 29 décembre 1563, à quarante-huit ans, laissant huit enfants que, dit un document hollandais contemporain, « quelques amis pieux et riches, par amour pour le défunt, élevèrent à leurs frais » (p. 432). Quant à ses adversaires, « la joie de cette délivrance ne leur fait pas oublier le pieux devoir de noircir sa mémoire ». Mais sa mort n'arrêta pas la lutte, et à peine quelques mois après, un de ses élèves écrivait de Genève même : « Il y a ici beaucoup de Castellionistes ». Bien mieux, Castellion lui-même ressuscita, en 1578, dans un ouvrage posthume, série de huit petits livres, quatre dialogues et quatre traités, dont le manuscrit, confié à Fauste Socin, le neveu du célèbre hérésiarque, qui complétait justement ses études à Bâle, fut aussitôt publié par lui (p. 438). M. Giran en donne des extraits qui en sont la première traduction française. Cette publication ouvrit « à la pensée de Castellion un champ qu'il n'avait pas connu... Sa doctrine allait désormais se répandre comme une traînée de poudre... Ils sont innombrables, de nos jours, ceux qui en font leurs quotidiennes délices spirituelles, sans savoir que c'est à Castellion qu'ils le doivent... Mais c'est dans les Pays-Bas que sa pensée devait vraiment reprendre vie et se mêler aux luttes fécondes d'où allait sortir la liberté religieuse ». Car c'est bien l'Arminianisme qui, « directement ou indirectement, a réussi à la faire triompher au sein des pays de la Réforme » (p. 479-481). L'histoire de cette réforme de la Réforme remplit tout le 11^e chapitre qui se termine dans l'apothéose de Castellion.

Enfin le 12^e et dernier chapitre résume succinctement une autre œuvre inédite de Castellion, dont, M. G. le remarque avec grande justesse, « le titre seul suffit à donner une idée ». En voici la traduction : *De l'art de douter et de croire, d'ignorer et de savoir*. Nous ne pouvons plus nous y arrêter ; il faut le lire et même lire tout le volume qui est écrit avec une fougue entraînant et une conviction impressionnante. On y assistera à une véritable résurrection de Castellion ; et si Calvin s'en trouve amoindri, le vrai sentiment religieux n'en souffrira pas.

Un triple Appendice et une liste alphabétique des noms propres complètent ce beau volume qui a eu le malheur de paraître juste ayant la guerre et que nous quittons à regret, tant on s'attache vite à son héros.

P. 479. avant-dernière ligne, lire : quotidiennes.

TH. SCH.

CAMILLE RABAUD. **Paul Rabaud, apôtre du Désert.** Un volume in-12. Paris, Fischbacher, 33, rue de Seine. 1921. 7 francs.

La collection des *Héros de la foi*, inaugurée en 1914 par l'*Amiral Coligny* d'A. Olivet, se continue par un volume du pasteur honoraire, C. Rabaud, consacré à son illustre homonyme du XVIII^e siècle. L'ouvrage achevé dès 1915, n'a pu paraître qu'à la fin de 1920. Le livre, illustré agréablement (en particulier de deux excellents portraits) se présente d'une façon avenante. Il est écrit avec une verve qu'on louerait chez un auteur ordinaire, mais qu'il y a lieu de relever avec émotion quand on sait que notre vénéré collègue est octogénaire, et largement.

La vie et l'œuvre de Paul Rabaut ont été pleinement mises en lumière par les publications bien connues de Ch. Dardier de Nîmes, et récemment M. Albert Monod a étudié les sermons manuscrits du pasteur, conservés à la Bibliothèque du Protestantisme. M. C. Rabaud nous dit qu'il a lui-même travaillé dans les collections de Genève et de Paris (p. ix). Il ne paraît pas qu'il en ait rapporté des faits nouveaux, et, à part un sermon inédit, qu'il publie, il nous fournit un résumé d'événements déjà connus.

Un détail nous est cependant donné, relativement aux origines de Paul Rabaut, et il a son importance. Paul Rabaut est né le 29 janvier 1718 à Bédarieux (Hérault). Mais ses parents, nous dit son récent biographe, étaient du Pont de Camarès (Aveyron). Rabaut est donc issu du Rouergue méridional. Il est très intéressant de noter que les deux restaurateurs du protestantisme languedocien d'abord, et du protestantisme français ensuite, si leur activité s'est déroulée (pour un temps ou pour toute leur vie) autour de Nîmes, ne sont cependant, ni des hommes de la plaine, ni des hommes des Cévennes proprement dites. Antoine Court et Rabaut, venus l'un du Vivarais, l'autre du bas Rouergue ont eu tous deux des tempéraments où la sagesse du Plateau central fait exactement équilibre à la vivacité nerveuse du Midi rhodanien. Jamais aucun des deux ne s'est laissé emporter aux discussions passionnées — et dangereuses — où se sont usés tant d'autres pasteurs, dans les Eglises qui montent de Marsillargues à Florac. Jamais aucun des deux ne s'est établi dans l'illumination. Le jeune Court a vécu au milieu des « prophètes » et spontanément il est arrivé à se dégager de leur emprise. Rabaut a pu être un « millénaire » (p. 221) mais ses modestes idées apocalyptiques n'ont jamais été pour lui qu'un rêve intérieur à demi-secret, auquel il revenait pour réchauffer sa foi. Peut-être convenait-il d'insister sur ce point. En dépeignant le *Milieu historique* (p. 11) où s'est développé Paul Rabaut, M. C. Rabaud, insiste

sur « l'atmosphère embrasée » qu'avaient créés la persécution et le prophétisme, et il renvoie même à notre ouvrage sur les *Prédicants* pour fortifier son dire. Or, justement, cette « atmosphère embrasée », on ne l'a respirée que pendant peu d'années. En 1688 et 1689 les premiers prophètes font leur apparition éphémère à Castres et dans le Vivarais, mais le Languedoc, partout ailleurs, n'entend que des prédicateurs raisonnables, sobres de mysticisme. Le vrai mouvement « prophétique » et le mouvement camisard issu de lui, qui s'étendent de 1700 à 1712 environ, constituent une parenthèse qu'Antoine Court ferme résolument après 1715. De 1715 à 1734, pendant les vingt ans qui précèdent la vocation de Paul Rabaut, la piété qui anime les prédicateurs qu'on voit atteindre le Rouergue et Bédarieux est la piété même d'Antoine Court, la piété classique du xviii^e siècle, celle que les Prédicants, dont nous avons raconté l'histoire ont propagée depuis 1686 jusqu'en 1697 à Bédarieux et au Pont de Camarès. Notre auteur qui parle d'*Antoine Court précurseur de Paul Rabaut* (p. 30) aurait pu appuyer davantage sur cette observation, qui permet seule de juger sainement les Camisards, et de les mettre à leur place dans l'histoire du protestantisme français.

Paul Rabaut « prit le Désert » à seize ans (1734) sous l'influence de Bétrine qu'il suivit avant de s'attacher à Corteiz. Il est impossible, quoi qu'en dise Rabaut-Dupuy (p. 19) qu'Antoine Court ait eu sa part directe dans la vocation du jeune étudiant, car il avait quitté la France dès 1729, alors que Rabaut n'avait que onze ans. Mais les deux hommes étaient faits pour s'entendre comme le dit M. C. Rabaud (p. 25). L'année passée par Rabaut à Lausanne (1740) établit leur intimité. Désormais une correspondance régulière les lia l'un à l'autre. Elle nous montrera Rabaut poursuivant l'œuvre de Court, et se vouant avec une obstination tranquille à l'organisation intérieure et surtout à la libération extérieure des protestants.

Les chapitres sur *Paul Rabaut et le Désert* (1741-1750), *Paul Rabaut et son ministère* (1750-1762) nous permettent de suivre le pasteur du milieu de la persécution, pendant les années où s'affirme solidement son autorité ; dès 1745 les catholiques de Nîmes dénoncent sa maison comme « aussi accréditée que celle de l'évêque » et vers 1752 les agents du roi qui pourraient s'emparer de sa personne reculent devant les conséquences qu'aurait cette arrestation. Après 1762 les violences s'apaisent. L'intendant Saint-Priest (p. 147) déclare à la Cour que « c'est avec une répugnance invincible qu'il lui arrive de condamner des gens pour fait de religion ». La Cour résiste encore au mouvement libéral qui s'étend dans toutes les classes de la société, mais les mœurs

adoucies l'emportent peu à peu sur les lois retardaires. En 1768 la Tour de Constance rend ses dernières prisonnières ; le culte public se célèbre en plein jour aux environs de Nîmes, et en 1785, quant Rabaut demande « sa vétérance » (sa retraite) au consistoire de la ville, deux ans seulement le séparent de l'édit de Tolérance.

Viennent ensuite les dernières joies et les dernières épreuves, aussi excessives les unes que les autres : Rabaut Saint-Etienne député, Président de l'Assemblée Nationale, un Temple inauguré dans la ville de Nîmes ; puis Rabaut Saint Etienne guillotiné par la Terreur, sa femme affolée se jetant dans un puits, et le vieux pasteur trainé par la populace dans la citadelle, alors qu'il n'en avait jamais franchi les portes redoutables, pendant son ministère de 56 ans. Deux excellents chapitres sur le *Caractère* de Paul Rabaut et sur sa *Prédication* achèvent ce livre vivant et émouvant.

Retardée par la guerre, cette publication vient à son heure. Nous sommes aux jours des reconstructions méthodiques et de la discipline morale nécessaire. L'exemple de Paul Rabaut est exactement celui qui convient à des citoyens dont le devoir se résume dans le travail journalier, silencieux et fidèle. Auguste Sabatier a écrit sur le grand pasteur du Désert ces mots qui le caractérisent à merveille (p. 213) : « ...Ce fut un saint, mais sans auréole. Sa grandeur toute morale et tout intime ne séduit pas l'imagination, mais ravit le cœur et incline la conscience. Tout l'héroïsme est ici en dedans. C'est un genre de mérite que les hommes discernent mal et qui ne doit attendre sa pleine récompense que de Dieu seul ».

Il y a lieu de relever quelques menues erreurs, semées par inadvertance au cours de ces 270 pages. P. 30 : C'est en 1686 seulement que Rochegude a été emprisonné à Aigues-Mortes. P. 33 : Corteiz n'a été chercher la consécration pastorale en Suisse qu'après le synode de 1715 ; ce sont justement les questions ecclésiastiques débattues dans les synodes qui ont obligé Court et Corteiz à prendre cette décision. P. 35 : les tout premiers synodes du Désert ne se sont pas occupés de la question de la soumission à l'égard des Puissances établies. P. 38 : jamais Brousson n'a pensé à constituer à l'étranger une pépinière de pasteurs. Il n'a parlé que d'établir au milieu des Eglises des corps réguliers d'Anciens. P. 40 : Court ne s'est occupé en Suisse des exilés du Languedoc qu'aux années 1753 et 1754. P. 145 : la gravure représente le Grand Temple de Nîmes, et non le Petit Temple, et l'indication de la p. 177 ne permet pas de savoir quel est celui des deux Temples que nous devrions avoir sous les yeux. P. 190 ; les sermons de Du Moulin ne doivent pas être placés à côté de

ceux de Daillé ou de Mestrezat, car ils sont au contraire caractérisés par leur liberté d'allure et la souplesse de leur plan.

Que l'auteur de ce bon livre nous pardonne notre minutie. La jeunesse et la fraîcheur de son exposé nous autorisent à en user avec lui comme s'il avait notre âge. Quelle courageuse et féconde vieillesse que la sienne !

CH. BOST.

Les réfugiés huguenots au Cap

Toutes les fois qu'il en a eu l'occasion le *Bulletin* a attiré l'attention sur une des moins considérables, mais non des moins intéressantes colonies du Refuge huguenot, celle du Cap de Bonne Espérance. La dernière fois, ce fut en 1917, lorsque M. Th. Burnier m'eut communiqué une photographie du cimetière de *La Motte*, que j'ai fait reproduire avec les 63 noms qu'on y avait pu identifier (*Bull.* 1917, 140-144). Je disais alors (p. 142) que « l'histoire de cette partie du Refuge n'a pas encore été écrite ». J'ignorais même qu'on y travaillait ; c'est grâce à la réunion à Genève, de la fameuse « Société des Nations », que je sus que M. Graham Botha, archiviste en chef de l'Union sud-africaine et attaché à la délégation sud-africaine à la susdite Société, avait publié au Cap, en 1919 un livre intitulé : **The French Refugees at the Cape**¹.

Utilisant, non seulement tout ce qui avait été publié avant lui, mais ce que des recherches étendues dans les archives du Cap lui permirent d'y ajouter, il a condensé en moins de 200 pages tout ce que l'on peut aujourd'hui savoir sur cette poignée d'exilés qui ont popularisé fort honorablement le nom Français dans tout le Sud-Africain. Les trois premiers chapitres nous renseignent sur le but poursuivi par la Compagnie hollandaise des Indes orientales en engageant des huguenots réfugiés en Hollande à se joindre aux Hollandais disposés à émigrer au Cap (introduction de la culture de la vigne et de l'olivier) ; — sur les conditions de ce contrat ; — sur les voyages qui duraient de quatre à six mois, souvent fort dangereux et où périrent un nombre relativement élevé de ceux qui s'étaient embarqués ; — sur leur arrivée au Cap et leur installation sommaire dans la vallée de Drakenstein ; — enfin sur leur statut, les lois et règlements auxquels ils étaient tenus de se soumettre.

1. By Colin Graham Botha (of the Cape Archives), Cape Town, Cape Times Limited, 1919, un volume de viii-172 p. in-8°, prix 5 shilling, au Cap.

Les chapitre IV et V nous permettent de nous faire une idée des conditions matérielles terriblement primitives imposées à ces premiers pionniers, des difficultés qu'ils eurent à surmonter non seulement pour vivre, mais encore pour pouvoir exercer le culte auquel ils tenaient et élever leurs enfants dans leur langue. L'administration hollandaise poursuivant l'absorption aussi rapide que possible de l'élément français par le milieu hollandais, il en résulta fatalement un état de friction entre les huguenots et le gouvernement qui les traitait volontiers de « mauvaises têtes » parce qu'ils n'entendaient pas avoir quitté leur patrie pour être traités dans l'exil comme suspects, sous prétexte qu'à cette époque la France était en guerre avec la Hollande. Mais l'unanimité avec laquelle ils soutinrent les Hollandais dans leur lutte contre les exactions du gouverneur William Adriaan van der Stel, ne tardèrent pas à démontrer qu'ils se considéraient, comme formant, avec ces derniers, un seul peuple. Néanmoins, et contrairement à ce qui se passa dans tous les autres pays du Refuge, ils perdirent de bonne heure l'usage de leur langue qui ne se perpétua que dans quelques familles et ne se retrouve plus aujourd'hui que dans les noms souvent méconnaissables de ces dernières ou de lieux comme Simondium qui rappelle celui de leur premier pasteur Pierre Simon.

Cette analyse sommaire serait très insuffisante si je n'ajoutais que, dans le chapitre VI, l'auteur nous donne une liste alphabétique de plus de 150 noms de famille français qu'il a relevés dans ses recherches, accompagnés, pour chacun, des détails qu'il a pu recueillir. Cette liste est suivie de celles des localités ou provinces d'où elles étaient originaires, indiquant, en outre, le nombres d'hommes, de femmes et d'enfants. Le reste du volume, c'est-à dire les pages 101 à 171, renferment de précieuses pièces justificatives : chapitre VII, la reproduction du livre des baptêmes de l'Eglise française de Drakenstein de 1694-1713 par Paul Roux, suivie de la liste des membres de l'Eglise en 1715 et de celle des Français auxquels furent accordées des concessions de terrains, avec l'indication de 61 fermes qui les représentent et qui sont marquées sur une carte correspondante. Le chapitre VIII se compose de copieux extraits de lettres et documents concernant ces réfugiés et le volume, résultat d'un travail considérable et méthodiquement poursuivi se termine par un index très complet. Outre la carte que je viens de citer, il y en a une autre montrant l'étendue de la colonie en 1688 et une planche reproduisant en facsimilé les signatures de 54 huguenots.

S'il était possible de joindre à un travail qui ne laisse presque rien à désirer, le compte des services que ces quelques Français reniés par leurs compatriotes rendirent au pays que, pour une

large part ils contribuèrent à civiliser et à affranchir, on pourrait se faire une idée des richesses matérielles et morales dont l'obscurantisme et le fanatisme qu'il engendre et perpétue, a privé la mère patrie.¹

N. WEISS.

Histoire de la Négociation du Concordat de 1801

C'est sous ce titre que M. le comte Boulay de la Meurthe a condensé en un seul volume de 515 pages (Tours, Mame, 1920) les 5 volumes de documents qu'il publia de 1891 à 1897 et qu'il compléta en 1903 par un tome supplémentaire contenant les pièces retrouvées au Vatican. Le Cardinal Mathieu avait déjà utilisé ces documents dans une série d'articles qui parurent dans le *Correspondant*, de décembre 1901 à février 1903. A présent l'auteur de la collection a repris à son tour le récit de ces pourparlers compliqués qui finirent, après bien des orages, par renouer, pour plus d'un siècle, les rapports officiels entre le Saint-Siège et l'État français. M. de Lanzac de Laborie, qui a donné au *Correspondant* du 25 novembre dernier (p. 684-702) un compte-rendu détaillé de l'ouvrage de M. B., nous apprend que ce dernier a commencé ses recherches des sources de la négociation du Concordat dès avant 1870 aux Archives du Conseil d'État qui se trouvaient à la Cour des Comptes (remplacée par la gare du quai d'Orsay). D'autre part, l'Avant-Propos de M. B. lui-même nous dit que son Recueil de documents a paru sous les auspices de la Société d'Histoire diplomatique et renvoie le lecteur à ce Recueil pour les preuves de sa présente publication, qui « pouvait ainsi être dégagée de ces renvois aux sources que le lecteur a l'habitude d'exiger ». Mais c'est ce volume seulement qui a mis « en œuvre toute une série de renseignements, volontairement omis dans un recueil dont le caractère devait rester diplomatique ; ce sont des notices, puisées elles-

1. Pages 50. l. 8 (et p. 96) lire Sañcerre et l. 28, Marye. Fin de la page 57, il s'agit du canton des Grisons en Suisse. P. 63. Condé d'où était *Cloudon* qui était parti avec des gens de Tournay est probablement Condé-sur-l'Escaut. P. 64, *Couvet* était de Bazoches (Loiret). P. 76, l. 12, lisez Joncourt. P. 80, *Parisel* était peut être de La Villette. P. 81, l. 8, lisez Mouscron (Nord). P. 83, *verbo Roux*, lisez Lourmarin. P. 84, *Roux René* était de Cabrières d'Aigues. P. 86 et 99 Seugnet pour *Seignette* famille rorheloise. P. 98, Clermont, probablement Clermont en Beauvoisais (Oise). P. 99, les réfugiés provençaux venaient de Cabrières d'Aigues, Lacoste, Lourmarin et La Motte d'Aigues, c'est-à-dire du même arrondissement d'Apt en Vaucluse. P. 100. Saint-Amand-les-Eaux (Nord).

mêmes aux sources originales, sur l'état religieux de la France et sur les mesures préliminaires adoptées par le Consulat à l'égard du clergé ». C'est lui aussi qui seul pouvait « bien marquer l'influence des oppositions connues ou pressenties, celle des incidents extérieurs de diplomatie et de guerre qui, en agissant sur Bonaparte, ont provoqué les principales péripéties de la négociation ». Enfin il y a encore un autre aspect de la question qu'on n'avait pas tenté de dégager « des matériaux... mis depuis longtemps à la portée de tous » : c'est le « souci tout politique de la Cour de Rome » qui « dépourvue de ses meilleures provinces » ne renonçait pas à l'espoir « d'une restitution de territoire ».

En effet, ces différentes considérations légitiment suffisamment l'apparition du présent livre, s'il réalise les promesses de son Avant-Propos. Et il les réalise dans une large mesure. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un coup d'œil sur l'ample Table des matières, dont les 15 pages imprimées en petits caractères donnent déjà une idée avantageuse de l'abondance des détails qui forment la riche trame du récit. Quatorze chapitres exposent successivement l'état religieux du pays au 18 brumaire, la promesse de fidélité à la Constitution qui remplace les peines portées contre le clergé réfractaire, le dessein religieux du Premier Consul (compromis entre l'ancien régime et la Révolution, compromis qui, prétend l'auteur, demande à l'Eglise des sacrifices plus étendus que ceux réclamés de l'Etat — l'affirmation est discutable), l'élection de Pie VII, Marengo et les ouvertures de Verceil, la question des Légations pontificales et les décisions de la Congrégation des affaires ecclésiastiques, les instructions pour le légat papal, Mgr Spina et le changement survenu dans sa mission, l'étude du Concordat à Paris (l'abbé Bernier), la reprise de la guerre (Hohenlinden), les quatre projets, celui du Premier Consul, l'arrivée du projet définitif à Rome et son examen, l'ultimatum de Bonaparte, la signature du Concordat (Consalvi), enfin les ratifications. Tel est le sommaire de cette longue histoire, fruit d'un travail méritoire dont il faut savoir grand gré à l'auteur. Mais comment peut-il écrire (p. 509, dernière ligne) que le quatrième projet *recule en arrière* ?

Ce beau volume est orné d'une réduction de la gravure faite par Laurent et Avril fils d'après un dessin de Gérard (vers 1803), montrant Joseph Bonaparte qui présente le Concordat à la ratification de son frère, en présence des deux autres plénipotentiaires, l'abbé Bernier et le conseiller d'Etat Cretat, et du secrétaire d'Etat Maret.

Serait-il permis, en terminant, de regretter le manque d'un Index des noms propres, qui faciliterait singulièrement l'emploi de cet utile ouvrage ?

CORRESPONDANCE

A propos du 3^e centenaire des Pères Pèlerins.

Voici le texte de la lettre par laquelle M. Hugh Wallace, ambassadeur des États-Unis, s'est excusé d'être empêché de prendre part à la cérémonie de l'Oratoire du 28 novembre 1920 (*Bull.* 1920, p. 244).

Ambassade des États-Unis d'Amérique.
Paris, le 28 novembre 1920.

Messieurs,

C'est avec le plus profond regret que je me vois dans l'impossibilité de venir assister à l'intéressante cérémonie organisée par les Protestants de France pour célébrer le triomphe d'un idéal qui a eu son aurore à une époque très positive où tout semblait conspirer contre lui.

Les Pilgrims étaient allés en Amérique pour y chercher ce qu'ils n'avaient pu obtenir en Angleterre — la liberté d'adorer Dieu comme ils l'entendaient. Un océan immense et inconnu les séparait du lieu de leur destination, contrée étrange, peuplée de sauvages. Ils s'étaient embarqués sur une coquille de noix et pendant trois longs mois, ils braverent journellement la mort. Ils abordaient enfin, au cœur de l'hiver, sur une côte déserte, hérissée de rochers couverts de neige et de glace. Leurs souffrances pendant ce long voyage avaient été cruelles et plusieurs d'entre eux étaient à bout de forces et malades. Jamais perspective plus glaciale ne s'était offerte à une troupe plus intrépide de héros : ils allaient manquer de tout, sauf de courage. Les Pilgrims ne s'étaient fait aucune illusion quand ils avaient pris leur hardie résolution. Ils savaient que dans le pays singulier vers lequel il se dirigeaient ils devraient, pour se procurer des abris, faire appel au bois et au feuillage de la forêt, que pour se nourrir ils n'auraient à leur disposition qu'un sol inculte qu'il faudrait ameubler et cultiver : il leur faudrait débiter comme des envahisseurs, se maintenir sur le terrain occupé malgré l'hostilité des tribus indigènes naturellement jalouses de ces nouveaux venus et également portées à contrarier leurs desseins. Ils devraient fonder la Nouvelle Angleterre dans les mêmes conditions que Romulus fonda Rome, il faudrait tout improviser et avec rien. Ils ne pouvaient guère compter sur le secours de l'Angleterre tant que le succès ne serait pas assuré. Ils n'auraient donc d'autre secours que leur espoir en Dieu, lui seul serait leur guide et leur soutien.

C'est ainsi que se présenta à leurs yeux cette entreprise. Elle était capable de faire reculer les esprits les plus hardis. Mais une fois aux prises avec la réalité les difficultés redoublèrent. Arrivés en hiver sur une côte lavée par le courant du pôle, il leur sembla que leurs épreuves du début étaient passées et que tout changement serait pour le mieux. Mais, l'événement prouva le contraire, car avec le printemps apparut le spectre de la famine. Comme les colons avaient souffert et souffraient encore à Jamestown, ainsi ils souffraient à Plymouth. Les indiens alternativement ou amis ou hostiles ne pouvaient voir qu'avec un profond sentiment de suspicion l'établissement au milieu d'eux de cette civilisation étrange. Leurs esprits inexpérimentés conçurent tout d'abord obscurément peut-être, mais de jour en jour avec plus de force que des races si différentes ne pouvaient pas continuer à vivre en paix côte à côte et que l'ancien ordre des choses devait faire place au nouveau s'ils le laissait prendre racine. Ils finirent par agir d'accord avec ce sentiment, mais il était trop tard. L'envahisseur tint bon. Ils avaient surmonté le froid, la faim, la pauvreté, la faiblesse, la maladie, le désespoir, dangers autrement redoutables — ils surmontèrent aussi leurs sauvages ennemis et fondèrent leur Etat.

C'est de tels commencements, à Plymouth et à Jamestown, que sortit la grande République de l'Ouest. Trois siècles plus tard elle devait envoyer ses enfants aider à secourir la civilisation à laquelle elle devait le jour, contre un ennemi aussi sauvage et aussi impitoyable que les Peaux-Rouges.

Ils sont venus en Europe apporter leur blé et leurs baïonnettes, ils ont débarqués sur les mêmes rivages d'où leurs ancêtres étaient partis à la recherche de la liberté dont ils n'avaient pas joui dans leur pays. L'ayant enfin conquise pour eux-mêmes leur ambition était d'en faire jouir tous les hommes. Elle a grandi tardivement en Europe, mais enfin elle est venue et quand elle a été menacée, l'esprit des anciens Pilgrims s'est réveillé chez leurs descendants et ils ont couru à sa défense. Ça été un glorieux retour à l'ancien foyer — la victoire en est sortie.

La loi et l'ordre qui ont créé le monde sauveront le monde dans son heure de détresse, mais ceux qui se sont réunis aujourd'hui pour honorer les Pilgrims Fathers, ces hommes courageux qui ont fondé un puissant Empire dans un désert, ne doivent pas se borner à conserver ce qu'ils nous ont légué. Si nous voulons suivre leur idéal et participer à leur inspiration, le plus sûr moyen de conserver la liberté chez nous c'est d'aider à la propager et à la maintenir au dehors chez toutes les nations et parmi tous les peuples.

HUGH WALLACE.

Lieux d'assemblées huguenotes en Bourgogne en 1566.

Sous ce titre le *Bulletin* a résumé un très intéressant document publié par M. L. Romier (*Bull.* 1920, 160). J'ai déjà corrigé (ibid 248) quelques erreurs de lecture. Voici quelques corrections et notes complémentaires : P. 161, ligne 9, il s'agit probablement de **Villey-sur-Tille** dont le seigneur était ... *Hugon de la Reynie*, président au parlement de Bourgogne et garde des sceaux du duc d'Anjou, à ce que veut bien m'apprendre un érudit de la région, M. de Vaultier. L'épithète de ce personnage se trouve dans l'église de Villey. « Ci gist Messire Fiacre Hugon de la Reynie... seigneur dudit lieu... d'une âme incorruptible, remplie de justice et bonté, mort en 1581 ». Cette « bonté » allait-elle jusqu'à accorder aux huguenots un prêche dans son château ? — J'ai déjà marqué, qu'au lieu de **Marcy**, il faut lire **Marey-sur-Tille**, et qu'au lieu de **Les Basties** il faut lire, d'après l'orthographe moderne, **Esbaty**. Ici encore, me dit mon correspondant, le seigneur, c'est-à-dire le sieur des Basties était catholique. Au lieu de **Les Launes**, il faut lire **Les Laumes**. P. 162, le seigneur de **Mimeure** ou des **Mimeures** était *Pierre Collard*, conseiller au parlement de Bourgogne « modèle de science, de vertu et de fermeté » d'après Palliot, *Hist. du Parlement de Bourgogne* 1689. Enfin, il semblerait que *Guillaume de Clugny*, baron de Confortien avait, non seulement son ministre, mais aussi son curé. Ces quelques notes dont nous nous empressons de remercier notre correspondant, paraissent indiquer qu'en 1566, même dans les milieux parlementaires de Bourgogne, on hésitait encore à prendre parti d'une manière définitive et intransigeante contre la prétendue « nouvelle religion ».

N. W.

Dons de Nîmes et Tunis.

Parmi les quelques Églises qui ont bien voulu se souvenir de notre Société à l'occasion de la Fête de la Réformation, nous avons inscrit avec reconnaissance celle de Nîmes, qui nous a envoyé 430 francs et celle de Tunis dont le billet de 100 francs était accompagné de ces lignes du pasteur Cabantous : « Notre effort pour votre Société, je le crois plus que jamais nécessaire. Ce serait un malheur pour nos protestants tunisiens que de se détacher à cet égard du sol natal. Je veillerai de toutes mes forces à ce que notre grand passé et tout ce qui le conserve ou le fait revivre, soit fidèlement soutenu. »

Noyon. — Cette reproduction d'une photographie de G. Compiègne, photographe à Noyon, que M. J. Pannier a bien voulu nous envoyer, représente tout ce qui, en mars 1920, restait de la maison natale de Calvin, c'est-à-dire le sol et le sous-sol avec quelques marches d'escalier. — Notons qu'en 1921, et certainement en mémoire de Calvin, les habitants de Noyon ont reçu trois wagons remplis de meubles et d'ustensiles d'une valeur d'au moins 100 000 francs qu'avaient recueillis et que leur envoyèrent les Neuchatelois, descendants, à trois siècles de distance, de ceux que le plus intime ami de Calvin, Guillaume Farel, avait gagnés à la Réforme.

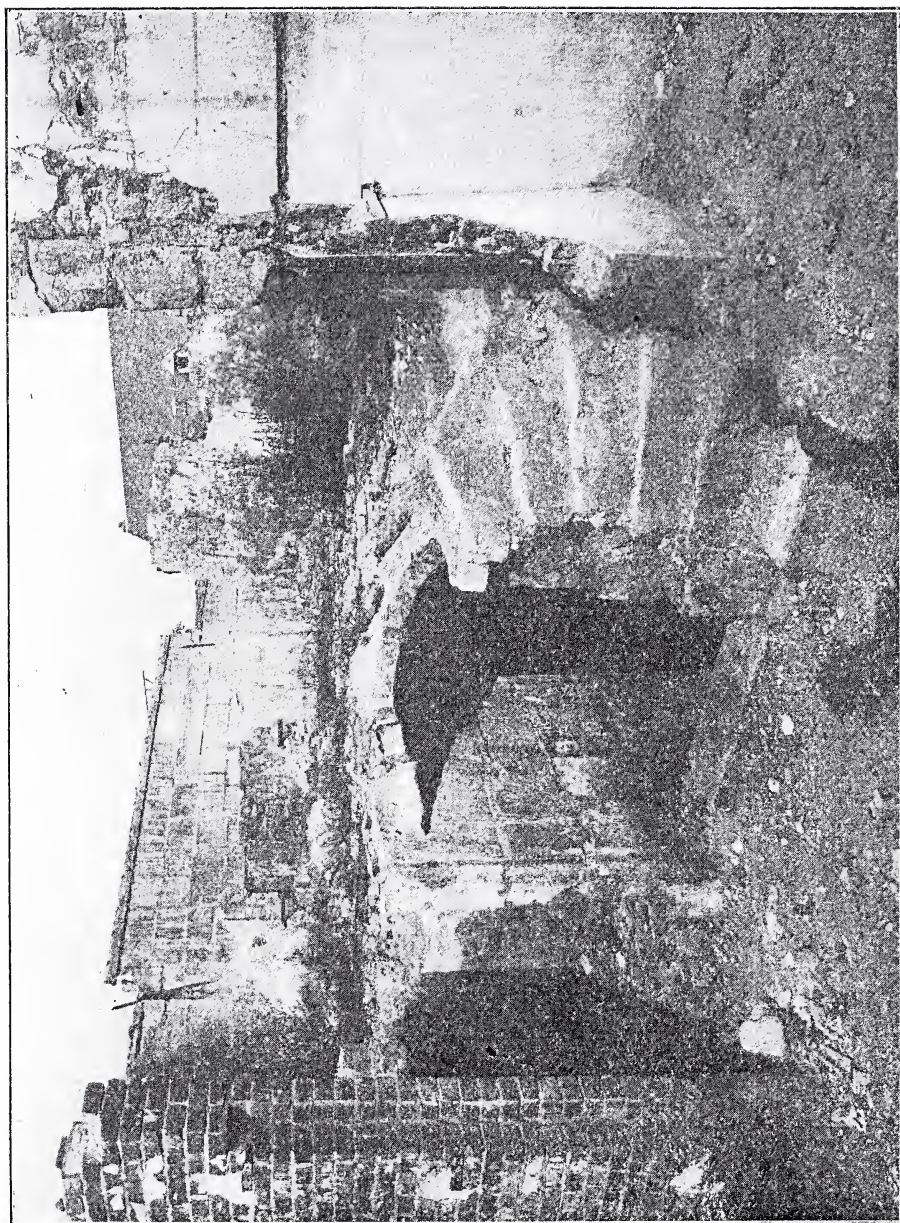
NÉCROLOGIE

M. Ernest Denis

C'est un honneur pour notre Société d'avoir compté au nombre des membres de son Comité M. Ernest Denis, décédé le 5 janvier dernier à l'âge de soixante-douze ans.

Ancien élève de l'Ecole normale supérieure, professeur à la Faculté des Lettres de Grenoble (1882), de Bordeaux (1886) et depuis 1895 à la Sorbonne où il occupa, à partir de 1905, la chaire d'histoire moderne et contemporaine, M. Denis commençait, lorsqu'en 1916 il se joignit à nous, à recueillir les fruits d'une longue série de travaux historiques de premier ordre. Ils avaient débuté en 1878, par sa thèse de doctorat sur *Hus et Hussites*, et furent suivis de plusieurs volumes sur *La fin de l'indépendance de la Bohême* (1890), *La Bohême depuis la Montagne blanche* (1903), *La grande Serbie* (1919), *Les Slovaques* (1917), sans compter trois volumes sur l'Allemagne de 1789 à 1870, la fondation en 1915, du périodique *La Nation Tchèque*, un volume sur la *Guerre* etc.

Ces ouvrages révélèrent à la France les peuples slaves qui luttèrent contre l'emprise germanique et contribuèrent puissamment, lors de la guerre, à leur libération d'un joug séculaire. Comme le dit excellemment l'auteur de l'article que lui a consacré la *Revue historique* (novembre-décembre 1920) : « Dans ses moments d'hésitation et de doute, le courage tchèque s'est relevé à sentir qu'au dehors un grand ami s'occupait de la nation oubliée et opprimée. Tout pénétrés de l'irrésistible sympathie qui, dès l'abord, avait porté le patriote français vers le peuple slave qui a le plus rudement subi et le plus énergiquement arrêté les assauts



du germanisme, le descendant des fidèles des Eglises du Désert, vers la nation de Hus et des « combattants de Dieu », ses livres avaient, en Occident, gagné aux Tchèques l'estime des gens instruits... Sans lui la France n'occuperait pas, dans l'amitié de la nouvelle république tchéco-slovaque la place hors pair qu'elle y tient... Si, jusqu'à cette guerre terrible, lui faisait écrire l'Assemblée nationale, vos œuvres étaient la propriété plutôt des classes intellectuelles, pendant cette guerre elles se sont répandues dans les maisons des ouvriers et des artisans des villes et dans celles des paysans de nos villages. Notre peuple entier les lisait pieusement comme des livres sacrés ».

Aussi l'accueil qu'à la fin de 1920, M. Denis reçut à Prague fut-il un vrai triomphe. Lorsqu'il revint en France, il espérait que sa santé, gravement compromise par un effort auquel il s'était donné sans réserve, se rétablirait, mais il terminait sa lettre au président Masaryk par ces mots : « Si cependant mon espoir ne se réalisait pas, je n'aurais pas à me plaindre de la fortune ». La cause à laquelle il avait consacré toute sa vie était, en effet, gagnée. Grâce à cet authentique descendant de huguenots, une fois de plus, le nom de la France, « sa patrie bien aimée » sur laquelle, dans cette même lettre, il reportait les hommages qui lui étaient adressés, sera toujours associé à une grande œuvre de libération.

N. W.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
du
Protestantisme Français

Reconnue d'utilité publique par Décret du 13 juillet 1870

Bulletin

PARAISANT TOUS LES TROIS MOIS

Études, Documents, Chronique littéraire

79ème LXX^e ANNÉE
~~DIX-HUITIÈME~~ DE LA 5^e SÉRIE

3. Juillet-Septembre 1921
102 - 200



PARIS

Au Siège de la Société, 54, rue des Saints-Pères

LIBRAIRIE FISCHBACHER (Société anonyme)

33, rue de Seine, 33

1921

SOMMAIRE

Les tables du Bulletin de 1920, accompagnent cette livraison

ÉTUDES HISTORIQUES

- BARONNEDE CHAARNISAY. — *L'assassinat de M^{me} de Mirman (1703).* 73

DOCUMENTS

- N. WEISS. — *L'entrevue, avec le cardinal de Lorraine, des Suisses envoyés à Paris, pour intercéder en faveur des victimes de l'assemblée de la rue Saint-Jacques, 6 novembre 1557.* 89
 TH. MAILLARD. — *Un médecin huguenot saintongeais au XVII^e siècle, Jehan Rabotteau, sieur de la Rousserie* 92
 N. WEISS. — *Les aventures de Guillaume Chenu de Chalezac, seigneur de Lâujardièrre, au pays des Cafres (1686-1689)* 97

MÉLANGES

- EUGÈNE RITTER. — *Claude Huart, traducteur des Hypotyposes de Sextus Empiricus* 107
 SÉANCES DU COMITÉ. — *18 janvier 1921* 116

CHRONIQUE LITTÉRAIRE ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

- N. WEISS. — *Les origines historiques de la Société des nations.* (Les Français à la recherche d'une Société des nations). 118
 H. AUBERT. — *Simon Goulart, d'après une bibliographie récente* (de M. L. Chester Jones). 121

CORRESPONDANCE

- N. W. — *Napoléon I^{er}. — Bossuet.* 130
 — *Servet, Note bibliographique.* 133
 — *La tombe de Calvin. — Lieu d'assemblée du Désert du Poitou* 133
 — *Étampes en 1567. — A Caen en 1560.* 134

NÉCROLOGIE

- N. WEISS. — *M. Camille Rabaud.* 136

ILLUSTRATIONS

- Fac-similé des signatures du contrat de mariage de M^{me} de Mirman.* 76

RÉDACTION ET ABONNEMENTS

Tout ce qui concerne la rédaction du *Bulletin* doit être adressé à M. N. WEISS, secrétaire de la Société, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), qui rendra compte de tout ouvrage intéressant notre histoire, dont deux exemplaires seront déposés à cette adresse. Un seul exemplaire donne droit à une annonce sur cette couverture.

Le *Bulletin* paraît tous les trois mois, en cahiers in-8° de 64 à 80 pages avec illustrations. On ne s'abonne pas pour moins d'une année. Tous les abonnements datent du 1^{er} janvier et doivent être soldés à cette époque.

Prix de l'abonnement : 15 fr. pour la France, l'Alsace et la Lorraine ; — 16 fr. pour l'étranger ; — 10 fr. pour les pasteurs, instituteurs, etc., de France et des colonies françaises ; — 1 fr. pour les pasteurs de l'étranger. — Prix d'un numéro isolé de l'année courante et de l'année précédente, 3 fr. 50 et pour les autres années, selon leur rareté.

Études Historiques

L'ASSASSINAT DE MADAME DE MIRMAN

M^{me} de Mirman, née à Uzès vers 1681, était la fille du baron de la Croix de Mairargues, premier consul, et de dame de Piolenc, baronne de Gaujac ; elle appartenait aux maisons les plus anciennes et les plus illustres du Languedoc¹.

Son père était l'ami, le conseiller des ducs d'Uzès et elle vécut dans ce milieu distingué auprès de cette charmante duchesse Anne, fille du prince de Monaco, dame d'honneur de la duchesse de Bourgogne qui était, dit Saint-Simon dans ses mémoires, « une femme de mérite et fort vertueuse ». Elle aussi mourut jeune, n'ayant pas été heureuse. Jeanne de la Croix était tout enfant à la Révocation. Après la conversion forcée de ses parents, elle dut suivre le culte catholique, mais, attirée chez les de Perrotat et d'Aigaliers, elle apprit dans leur intimité à conserver les anciennes convictions religieuses de sa famille. En 1698 les demoiselles de Perrotat, ses amies, partirent avec leur mère et leurs deux frères et se réfugièrent à Lausanne, ainsi qu'Antoine de Trémolet, oncle ou cousin germain de Jeanne de la Croix.

La société d'Uzès autrefois si brillante avait été dispersée à l'étranger par la violence de ce souffle fanatique qui bouleversa le pays. Ce qui en restait vivait caché, en défiance, surveillé dans tous ses actes, facilement emprisonné.

1. d'Albiousse, *Les fiefs nobles du château ducal d'Uzès*, p. 234. En 1288 on trouve un de la Croix parmi les officiers de Philippe IV.

Depuis le soulèvement des Cévennes par les Camisards, on ne se hasardait pas hors de sa maison, les routes n'étaient plus sûres¹. Dans les rues de la ville passaient des cortèges impressionnants de malheureux conduits au supplice et sur la grande place de la ville étaient en permanence le gibet et la roue où leurs cadavres étaient exposés.

Pourquoi enfermer dans cet enfer sa jeunesse, sa vie, quand on savait qu'au loin se trouvaient la liberté de conscience, la justice et la paix ?

Jeanne de la Croix se maria à vingt ans, ayant choisi François de Mirman², seigneur de la Tour du Fau, qui partageait ses sentiments.

Il désirait aller retrouver parmi ses parents réfugiés, M. de Mirman chef de la branche de Nîmes qui lui avait signé une reconnaissance de 6,336 livres soit 31,665 frs en capital pour lui permettre sa sortie de France³. Voici un extrait du contrat de mariage de Jeanne de la Croix :

L'an mil sept cent deux et le vingt uniesme jour du mois de janvier après midy reignant très chrestien prince Louis par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre, par devant nous notaires royaux soubzignés en présence des tesmoins bas nommés, comme, à l'honneur et à la gloire de Dieu, mariage ayant esté traité d'entre noble Pierre Jean Francois de Mirman seigneur de la Tour et du Fau, fils naturel et légitime de feu noble Charles de Mirman seigneur de la Tour et du Fau et de dame Claire de Massanne habitant de la ville de Saint-Ambroix, procédant tant comme personne libre que de l'avis et consentement de sa dite mère suivant la procuration qu'elle en a donnée du jour d'hyer originellement expédiée par nous Chastanier, l'un de nous dit notaire et par luy retenue en liasse paraphée par nous dit Favier, de l'avis de messire Jacques de Beauvoir du Roure, seigneur de Pazanan et de noble Alexandre de Beauvoir du Roure ses cousins d'une part. —

Et demoiselle Jeanne de la Croix fille légitime et naturelle de

1. Un marchand d'Uzès nommé Agniel fut assassiné à la porte de la ville ; les meurtriers arrêtés puis élargis, bien que la veuve fit toutes les poursuites nécessaires auprès de M. de Basville pour avoir justice (Baron d'Aigalliers, *Mémoires*).

2. Les membres de la branche de Nîmes signaient Mirmand.

3. M^{me} de Chambrier, *Henri de Mirmand*, p. 22 ss.

Messire Gaspard de la Croix seigneur de Gaujac Dommargues et Mairargues et de feu dame Jeanne de Piolenc ses père et mère habitant de ceste ville d'Uzès procédant de l'avis de son dit père et de plusieurs autres de ses parents et amis icy présents et deubment les authorizans, ont promis soy prendre en légitime mariage et iceluy solemnizé en nostre sainte mère Esglize catholique apostolique et romaine, les bans publiés, en outre le dit seigneur de Mairargues ayant le présent mariage pour agréable comme fait et passé de son vouloir et consentement, a donné et constitué à la dite fille pour tous droiz de légitime paternel et maternel la somme de douze mil livres et pareille somme du chef maternel, pour le payement de laquelle somme il a remis au dit sieur de Mirman futur espoux la somme de dix mil livres à prendre et se faire payer avec intheres quy courra du jour de la consommation du présen mariage, sur Dame Gabrielle de Tertulli de Saignon, veuve de messire Jean Louis de Tremolet de Robiac seigneur de Collias, au jour de la Saint-Michel de l'année prochaine mil sept cens trois et les deux mil livres restant seront payés après le décès du dit sieur de Mairargues...

Fait et récité au dit Uzès, maizon du dit sieur de Mairargues en présence de noble David de Perrotat seigneur de Saint-Victor, Saint-Quentin et autres places et noble Pierre de Brueys seigneur de la Tour signés avec parties.

MIRMAN

JEANE DE LA CROIX DE MAIRARGUES

MAIRARGUES DEBEAUVOIR GAUIAC

PEROTAT DARNAUD

LATOURDEFLAUX BEAUVOIR D'AIGALIER¹

DE CUNY D'AIRAN² MEINIER DÉSIRON

SYMON BEAUVOIR VALLETTE DE GEOFFROY

CHASTANIER

Le mariage à l'église n'eut lieu qu'en février ainsi que nous en informent les registres de l'état civil d'Uzès.

L'an 1702 et le 9^e février, après avoir publié pendant trois dimanches consécutifs le mariage de noble Pierre Jean François de Mirman seigneur de la Tour, fils à feu noble Charles de Mir-

1. Cette signature est celle de Jean Jacob baron d'Aigaliers pacificateur des Cévennes né à Montpellier et baptisé le 20 juin 1671, alors âgé de 30 ans. M. Baragnon, dans son étude sur le baron d'Aigaliers, a confondu le fils avec le père; ce dernier était mort à Uzès le 23 décembre 1694.

2. François d'Aigaliers seigneur d'Airan était le frère cadet du baron d'Aigaliers.

Mormans

Jean de La croix de Mairargues
 Mairargues De Beauvoir Gavard
 Générat.
 Laboulière de Beauvoir D'Agallier
 De Mairargues D'Avran.

man et de dame Claire de Massanne d'une part et de demoiselle Jeanne de la Croix fille de noble Gaspard de la Croix Mairargues, seigneur de Collias, Gaujac et de noble Jeanne de Piolenc d'autre part, vue l'attestation de la publication faite par le vicaire de Saint-Ambroix paroisse du sieur de Mirman, le tout sans opposition ni empêchement révélé, ay beni le dit mariage. Présents :

M^{rs} Dominique Decuny juge royal, noble Pierre seigneur de la Tour et noble Alexandre de Beauvoir¹.

Ont signé :

MIRMAN, JEANNE DE LA CROIX MAIRARGUES, LATOUR DE FLAUX, DE BEAUVOIR, DECUNY, SIMON RICHARD, prêtre.

Il avait été décidé que le jeune ménage vivrait en partie à Saint-Ambroix et à Uzès dans leurs deux familles. Quelques mois après la naissance de sa fille Claire, M^{me} de Mirman, pendant un séjour à Uzès, le 20 novembre 1702, dans l'après-midi se rendit chez un ami de son père qui avait assisté à son mariage, le sieur Valette de Geoffroi et, devant témoins, dicta ce testament dont nous donnons les parties importantes :

Donation à cauze de mort.

L'an mil sept cens trois et le vingtième jour du mois de décembre après midy, régnant nostre souverain et très chrestien prince Louis le Grand, par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre, par devant le notaire royal et tesmoins soubzignés. Fut présente Jeanne de la Croix, épouse de noble Jean de Mirman habitant de la ville de Saint-Ambroix, laquelle, se trouvant indisposée depuis longtemps², estant néanmoins en ses bons sens mémoire et entendement, désirant disposer de ses biens en conséquence de la licence et permission qui luy a esté verbalement accordée par noble Gaspard de la Croix seigneur de Gaujac son père qui lui a promis de les ratifier et confirmer par acte public,

A cette cauze, la dite dame de la Croix, de son bon gré, pure et franche volonté, a donné et donne par donation, pour et à cauze de mort en cas de décès de demoiselle Jeanne Claire de Mirman sa fille³ et des autres enfans qu'elle pourra avoir avant qu'ils

1. Les parents protestants qui avaient signé au contrat n'assistèrent pas à la célébration du mariage béni dans l'église catholique, il n'y eut de présents que les témoins.

2. Cette phrase est pour expliquer le testament.

3. Cette mention prouve bien l'intention de M^{me} de Mirman d'emmener sa fille avec elle, ce départ entraînant la mort civile du fugitif.

soient mariés, au dit noble Gaspard de la Croix son père absent, moy notaire pour luy et autres y ayant interest, stipulant savoir en tous et chascuns ses biens présens et avenir en quoi qu'ils consistent et puissent consister, sous la réserve de la somme de cinquante livres, à condition que son dit père sera tenu de rendre et remettre tous ces dits biens à noble Jean de la Croix de Gaudjas son frère ayné et en cas de prédécés d'icelluy à un de ses autres frères plus âgé qui se trouvera vivant et ainsi de l'un de ses autres frères, en cas de decès...

Ce qui a été fait et récité en la ville d'Usez dans la maison du sieur Geoffroy, présans :

M. Christophe de Rouvière juge mage au Sénéchal d'Uzès
M. Moyse Tesse greffier, sieur François Nicolas praticien, sieur
Pierre Tesse marchand et Louis Martin élève clerc, signés avec
la dame donatrice.

JEANE DE LA CROIX DE MAIRARGUES,
ROUVIÈRE,
TESSE,
NICOLAS,
TESSE,
MARTIN.

Le mobile qui faisait ainsi agir M^{me} de Mirman est facile à comprendre. Si elle quittait la France, d'après les édits de Louis XIV elle était morte civilement ; en donnant ses biens à son père ou à ses frères, c'est-à-dire à ceux qui restaient en France, elle pouvait espérer en toucher les rentes que ses parents lui feraient parvenir et si elle revenait, espoir chimérique que conservaient tous les fugitifs comptant sur la clémence d'un roi qui fut pour eux toujours impitoyable, elle retrouverait intacte sa fortune, ayant ainsi évité que ce qu'elle laissait fût mis en régie.

Le lendemain 21 novembre 1702, elle partit de bonne heure en chaise avec une nourrice, une autre femme, un laquais, conduite par son vieux cocher Dauphine.

En quittant Uzès, elle passa au nord par une des portes des remparts et suivit la grande route qui traverse la plaine puis des bois chétifs, des olivettes qui commencent à donner au pays une teinte pâle et triste, ensuite de nouveau, des taillis de chênes à l'aspect sauvage et

pauvre qui sortent péniblement de terre, soulevant des blocs de rochers comme pour ombrager toutes sortes de petites plantes qui embaument l'air.

C'est en lacet, que l'on parcourt cette campagne monotone.

Enfin apparaît Lussan, vieux village féodal perché fièrement sur un roc escarpé s'élevant comme une colonne, entouré de hautes murailles. Saint-Ambroix étant à 41 kilomètres d'Uzès, Lussan se trouvait à mi-chemin, c'était un relai où on laissait souffler les chevaux.

Généralement la voyageuse s'arrêtait au château où elle était reçue par sa jeune et belle cousine Marie d'Audibert¹ fille du comte de Lussan, chevalier des ordres du roi, premier gentilhomme de chambre du prince de Condé son cousin.

Souvent elle était allée dans les maisons amies du village s'informer du sort des Camisards et soigner les blessés². En quittant Lussan, elle prit la route qui conduisait à Saint-Ambroix et qui s'engouffre dans un vallon étroit, d'un pittoresque effrayant de rochers et de précipices.

Le Serre ou montagne de Bouquet se dresse à l'horizon, dominant et assombrissant encore cette solitude sauvage.

Plus loin le paysage est découvert, on approche du petit village de Vendras. Malgré la pluie qui tombait ce jour-là, des charrettes passaient sur le chemin, des paysans vquaient à leurs affaires.

Bien qu'on fût à la merci de tous les guets-apens, une agression à cette heure paraissait impossible. Pourtant c'est là que fut commis un crime qui révolta le pays et y jeta l'épouvante. Parmi plusieurs récits contemporains écrits par des témoins du crime accompli, un des plus

1. Elle était mariée depuis le 20 avril 1700 à Henri de Fitz James duc d'Albermale pair de la Grande Bretagne, fils naturel de Jacques II roi d'Angleterre et d'Henriette Chelsea, comtesse de Dorchester; devenue veuve, elle se remaria avec le duc de Melfort et mourut au château de Saint-Germain-en-Laye en 1741. C'était une des plus belles femmes de son temps, d'un esprit éclatant, d'une grâce infinie, elle fut le joyau de cette triste cour de Jacques II dans le château de Saint-Germain. (d'Albiousse, *Les fiefs du château ducal d'Uzès*, p. 225-226.)

2. M^{me} du Noyer dit dans ses *Lettres galantes*, tome II, p. 221 : M^{me} de Mirman faisait mille charités à ceux qu'on persécutait.

intéressants est celui de Cavalier qui était à cette époque à la tête des Camisards. Il se mêla à cette affaire pour punir certains coupables et défendre ses soldats accusés injustement. Le voici :

Ce fut vers cette époque que fut commis le crime barbare de M^{me} de Miraman. C'étoit une dame de qualité, catholique romaine, née à Alais, jeune et belle, aimée de tous à cause de sa grande charité pour les pauvres et les prisonniers.

Elle étoit partie un jour, dans sa litière, de Lussan pour Saint-Ambroix avec sa camériste accompagnée par un valet et un homme âgé, aussi catholique romain, qui avoit favorisé la fuite de plusieurs protestants hors du royaume au temps de la persécution.

M^{me} de Miraman fut attaquée à une lieue de Lussan par quatre scélérats qui la jetèrent hors de sa chaise et la tuèrent ainsi que sa camériste et ceux qui l'accompagnoient et prirent tout le butin possible. Un meurtre aussi odieux fit grand bruit dans le pays et nos ennemis ne manquèrent pas de nous accuser, en répandant le bruit que les Camisards en étoient les auteurs. Mais heureusement quelques habitants de Fons, village près duquel avoit été commis cet assassinat, dans l'horreur de ce crime et dans la crainte de voir incendier leurs demeures, vinrent m'avertir que quatre hommes des environs de Lussan étoient les coupables et s'étoient retirés dans les bois du Bouquet. Ils dirent aussi que si je voulois envoyer un détachement, ils le conduiroient directement à la recherche de ces bandits. Immédiatement je fis partir vingt cavaliers à leur poursuite. Comme les scélérats prétendoient être de nos amis et de temps à autre étoient venus nous voir, ils ne se mêlèrent de rien à la vue de mes gens; au contraire ils vinrent à eux, se vantant audacieusement de ce crime abominable.

L'officier commandant le détachement les laissa parler tant qu'ils voulurent, mais les fit ensuite attacher avec des cordes et les amena à Saint-Maurice où je me trouvois. Deux des paysans qui avoient guidé le détachement me donnèrent tous les détails de cette action inhumaine et les meurtriers interrogés reconnurent les faits. Si j'avois eu l'un des nombreux bourreaux au service de l'intendant Bâville je leur aurois fait souffrir une mort plus cruelle que celle d'être fusillés.

Trois d'entr'eux subirent cette peine, le quatrième fut épargné, car ses compagnons avouèrent qu'il n'étoit pas coupable de ces assassinats et qu'au contraire il avoit fait ce qui étoit en son pouvoir pour les empêcher de les commettre.

Après l'exécution j'envoyai un exprès au Maréchal pour lui

faire connaître que ces hommes n'avoient pas appartenu à ma troupe et que, les ayant fait mettre à mort, s'il désiroit que leurs cadavres fussent exposés sur la roue, il pouvoit les faire prendre en toute sécurité.

Il m'approuva vivement d'après ce que j'appris ; d'ailleurs il est bien connu qu'une discipline d'une extraordinaire sévérité existoit parmi nous, surtout sur l'article qui non seulement interdisoit meurtre et vol, mais tout ce qui pouvoit toucher de près ou de loin à ces crimes. Cette discipline étoit observée avec la plus extrême rigueur à l'égard de ceux qui ne l'observoient pas¹.

Bien qu'ayant joué le rôle important de justicier dans cette sinistre affaire, Jean Cavalier n'en vit que le fait brutal, l'assassinat, il n'en chercha pas les dessous, occupé de son armée et préoccupé par les grands soucis d'un chef de troupes.

Ayant peu de rapports avec Uzès il n'en connaissait pas les familles et s'est borné à raconter ce qu'il vit et ce qu'il fit.

Il n'en est pas de même de l'auteur anonyme² qui sut la vérité sur bien des points et la relation détaillée qu'il fait de ce crime en explique en partie les causes, car l'ombre s'étend encore sur la fatalité qui entraîna la mort de cette jeune et belle M^{me} de Mirman :

Il est parfaitement connu que le Maréchal de Montrevel organisa une troupe de malandrins prêts à tous les crimes, cachant leurs passions sous leurs étendards. On les appelait Cadets de la Croix, Camisards noirs ou Florentins parce que, réunis à Saint-Florent, petite ville près de Saint-Ambroix, ils s'étaient un jour abattus sur ceux qu'on traitait de rebelles et depuis ils couraient les grands chemins y semant la terreur dès qu'ils étaient les plus forts :

De tous les meurtres que commirent les Camisards noirs celui qui fit le plus d'horreur fut le massacre d'une jeune dame respectée, mais particulièrement parmi les Camisards. Bien que

1. Franck Puaux, Colonel Jean Cavalier, *Mémoires sur la guerre des Cévennes* p. 198-200.

2. *Histoire des Camisards où l'on voit par quelles fausses maximes de politique et de religion la France a risqué sa ruine sous le règne de Louis XIV.* Londres 1754.

cela seul eût dû faire penser qu'ils étoient innocens de sa mort, cependant les circonstances de ce malheur étoient si fâcheuses et critiques pour leur parti que Rolland et Cavalier, quelque lieu qu'ils eussent d'être sûrs de leurs gens, n'avoient pu guérir plusieurs esprits prévenus du nombre même de leurs amis et qu'ils ne savoient qu'en penser eux mêmes. On imaginoit ou l'on soupçonnoit du moins qu'une somme considérable d'argent qui avoit été volée à M^{me} de Miraman pouvoit avoir tenté quelques-uns de leurs partis et les avoir déterminés à cet assassinat. Cette dame étoit tout ensemble nouvelle catholique et bonne réformée et la confiance qu'elle avoit témoignée en l'honnêteté des Camisards, s'étant mise en chemin sans escorte... aggravait le crime qu'on ne pouvoit guère, après tout, imputer qu'à eux seuls parce qu'alors les Camisards noirs, à peine arrivés, n'étoient pas encore connus...

Elle étoit partie d'Uzès pour aller joindre son mari à Saint-Ambroix. Ses amis lui avoient conseillé de prendre une garde de soldats... Elle avoit répondu à toutes ces offres avec cet air décidé qui a tant de force dans une femme qui a beaucoup d'esprit, de jeunesse et de beauté... qu'elle avoit même souvent rencontré les Camisards, qui lui avoient été civils, et toujours paru de fort bonnes gens...

Elle avoit dit librement ce qu'elle pensait des Camisards sans craindre les conséquences qu'on pouvoit en tirer, parce que ses mesures étoient prises pour passer à Genève et qu'elle n'alloit trouver son mari qu'à ce dessein... Cavalier dont le premier soin fut d'achever la recherche et l'extirpation de ces brigands, fit battre nuit et jour, par ses espions et par ses partis, la campagne des environs...

Des Plantes alla, de nuit, investir la grange de Vendras, força ces voleurs à la pointe du jour et les fit massacrer à la réserve de dix-sept qu'il fit lier et conduire à Castelnau et là, Cavalier fit tenir un conseil de guerre... On leur avoit trouvé environ trois mille escus en or. On les interrogea sur leurs meurtres, ils en confessèrent plusieurs et entr'autres l'assassinat de M^{me} de Miraman. Comme on ne trouva point de pierreries dans leur butin, on voulut savoir ce qu'ils avoient fait de celles de cette dame. Ils dirent que leur chef les avoit envoyées à leurs correspondants de Provence lesquels ils assurèrent qu'ils ne connoissoient pas... Ils furent condamnés à la mort. (Vol. II, 139-153.)

Dans cet extrait que nous donnons, il y a trois faits qui jettent quelque lumière sur une partie de ce drame.

Le premier est la culpabilité affirmée des Camisards noirs et l'innocence reconnue des Camisards, le second

est l'assurance que M^{me} de Mirman ne les redoutait pas, parce qu'elle était des leurs et qu'elle s'en allait pour fuir les horreurs de cette guerre et pratiquer librement sa véritable religion; enfin le troisième, qu'un complot avait été formé contre cette jeune femme par de hautes puissances qui se cachaient et faisaient agir des assassins qui ne connaissaient pas leurs chefs.

Une religieuse qui habitait Alais, M^{me} de Merez, assistante au grand couvent des Ursulines, s'était occupée des Camisards, écrivant plusieurs lettres les concernant dans lesquelles elle n'est pas tendre à leur endroit; elle fut prompte à faire à sa manière le récit de ce drame et, bien qu'écrît dans un esprit partial et injuste, quelques parties méritent d'en être citées. S'adressant au révérend père Marc de Saint-Claude, prieur des Carmes à Clermont, elle lui écrit¹ :

Comme on m'a donné copie de la relation de la mort de M^{me} de Mirman, je vous l'envoie, elle est si touchante que tout le monde est bien aise de la voir. On l'a écrit de Saint-Ambroix à M. de Royel de Sauzette.

Depuis le 19 jusques au 24 novembre 1703 les Camisards ont égorgé 12 catholiques de l'un et l'autre sexe entre le pont d'Auzon et Vendras parmi lesquels est M^{me} de Mireman, fille de M. le baron de Meirargue. Avant que de partir d'Uzès le 22, elle se confessa; et lorsqu'elle fut à portée de mousquet de Vendras, trois scélérats arrêterent la calèche, se saisirent du voiturin et des laquais, firent sortir cette dame et ses deux filles de service qu'ils attachèrent.

M^{me} de Mireman, connaissant le dessein barbare de ces inhumains, se jette à leurs pieds comme une innocente victime et mesla ses larmes à ses prières pour arrêter leur fureur; mais ces malheureux abandonnés de Dieu sur lesquels on ne peut compter, luy dirent qu'elle n'avoit rien à craindre, qu'ils n'en vouloient qu'à ces deux hommes, que le Saint-Esprit leur avoit inspiré de les faire mourir, savoir le voiturin et le laquais. Cette dame, touchée d'une décision si fatale sur ces infortunés, redoubla encore ses prières et ses larmes pour obtenir leur grâce, mais inutilement. Cependant elle persévéra et croyant

1. Le *Mémoire et Journal* de M^{me} de Merez a été publié par M. E. de Barthélemy en 1875, en supplément aux *Chroniques du Languedoc*. Voy. la lettre XIX, du 7 déc. 1703, p. 47.

de réussir en se dépouillant de tout ce qu'elle avoit, elle leur offrit sa bourse, où il y avoit 50 louis d'or et ses pierreries d'un prix inestimable dont la plus grande partie avoit esté à M^{me} la Marquise de Toiras¹, ce qui ne fléchit pas davantage le cœur impitoyable de ces scélérats à estre toujours obstinés à vouloir tremper leurs mains meurtrières dans leur sang, et ayant déjà levé le glaive qui devoit donner le coup mortel, si cette dame n'eût obtenu par ses cris de ne point les faire mourir devant elle, ne pouvant mesme se représenter sans horreur un si triste spectacle; de sorte que deux de ces scélérats l'emmenèrent à demie-lieue de là dans le bois du Bousquet, au bord d'un ruisseau, où ils commencèrent à détacher le voiturin pour avoir plus facilement ses habits; mais l'autre voulant venir au secours de celui-cy donna lieu au laquais de profiter de ce moment et de prendre la fuite; il ne fut pas à 50 pas qu'il entendit tirer sur le voiturin et quelque temps après 3 coups sur sa dame. Enfin plus mort que vif il arriva à Auzon où il se fit détacher par le fermier de M. le baron d'Alais et il arriva icy à 8 heures du soir qui raconta, après s'estre fait soigner et avoir pris un bouillon, ce que j'ai l'honneur de vous écrire.

On voit que la religieuse ursuline rapporte de nouveaux détails du crime, dits par un laquais échappé au massacre. Le récit de M^{me} de Mirman, la belle-mère, que nous allons donner ressemble beaucoup à celui de M^{me} de Merez. Comme celui-ci, il s'efforce de représenter la victime comme bonne catholique et ceux qui l'assassinèrent comme appartenant au parti des Camisards.

M^{me} de Merez écrit : « Avant que de partir d'Uzès, elle se confessa ». M^{me} de Mirman en parlant du martyr de sa belle-fille écrira : « Elle s'y était disposée avant de partir d'Uzès et est morte en digne parente de St Roch ».

M^{me} de Mirman, née de Massanne, étant veuve et craintive avait abjuré sous certaines menaces. Elle n'assista pas au mariage de son fils, sachant qu'il s'alliait à une jeune fille dont les sentiments religieux n'étaient plus les siens et aurait préféré que son fils fit un autre choix.

Quand la fin terrifiante de sa jeune belle-fille arriva, elle ne voulut pas être en reste avec M^{me} de Merez et

1. La Maréchale Marquise devait être la grand'mère maternelle de sa mère.

dans une lettre à sa fille, M^{me} de la Blanque à Béziers, elle raconta ainsi le malheur :

Saint-Ambroix, le 2 décembre 1703.

Si Dieu nous ayme autant qu'il nous afflige nous serons bien heureux ma chère fille et s'il nous fait la grâce de nous récompenser à proportion qu'il apesantit sa main sur nous, nous devons espérer une grande récompense. Il s'est toujours servi de la main des hérétiques pour châtier cette maison dans le temps que votre grand-père vivoit. Ne pouvant mettre la main sur sa personne, puisqu'il s'étoit retiré dans son château d'Aguzac, ils ravagèrent ses biens, brûlèrent ses métairies et enlevèrent ses troupeaux...

Le 22 du mois de novembre les malheureux fanatiques arrêtaient M^{me} de Mirman par le chemin d'Uzès venant icy; ils attachèrent le cocher et le laquais avec ses deux filles de service et ayant fait sortir votre belle-sœur de sa chaise..., une partie de ces scélérats mena dans le bois les deux hommes... L'autre partie mena cette bonne dame d'un autre côté du bois et là ils égorgèrent ma chère fille avec sa femme de chambre. Suzon la troisième, ayant fait la morte, est revenue si blessée qu'elle n'en sauroit guérir. Dieu a permis que ces deux témoins' aient échappé aux mains de ces bourreaux, pour rendre témoignage du véritable martyre de cette dame. Elle s'y étoit disposée avant de partir d'Uzès, par les sacrements ², et est morte en digne parente de Saint Roch, employant les trois ou quatre heures qu'elle demeura à expirer, à demander à Dieu pardon pour elle et pour ses assassins.

M. le baron d'Alais qui commande ici, envoya chercher le corps qui, pour avoir demeuré trois jours et trois nuits perdu dans le bois par un temps de pluie épouvantable, non seulement avoit été respecté des bêtes sauvages, mais encore n'avoit du tout point changé; elle fut trouvée coëffée, habillée, gantée, chaussée, les yeux ouverts et brillants comme lorsqu'elle étoit en vie, la face riante, la bouche ouverte faisant voir ses dents blanches comme l'yvoire, les mains croisées sur sa poitrine et sur son cou.

Elle fut portée icy où tout le monde couroit en foule pleurer sur elle; elle étoit la seule qui sourioit et qui sembloit condamner ceux qui la regrettoient.

1. Donc, outre Suzon; un des deux hommes.

2. Il est impossible que ce fût le matin de son départ; dans ces jours courts de novembre elle avoit juste le temps, dès qu'il fit clair, de surveiller ses préparatifs de départ, s'en allant de bonne heure, pour arriver avant la nuit.

Ce qui vous surprendra, ma chère fille, c'est que ses bourreaux ne perdirent jamais le respect; elle n'avoit que 22 ans, très bien faite, pas un ne l'approcha, ni ne dit un mot indigne; ils la gardèrent une heure et demy dans le bois avec ses deux filles, pendant lequel temps elle leur dit des choses qui auroient attendri les démons. Elle leur donna sa bourse où elle avoit au moins cinquante pistoles qu'elle avoit touché deux jours auparavant de M^{me} de Robiac; elle leur donna un diamant qu'elle tira de son doigt, elle leur donna sa ceinture d'or, elle leur ouvrit sa malle pour leur offrir ses hardes qui étoient magnifiques. Un des scélérats prit une fontange d'un ruban d'or et, après sa mort, ils prirent toutes ses nippes, sa croix de diamants et son collier de perles et son croissant de diamants qu'elle avoit dans une boette. Enfin, tout cela n'est rien, si on avoit donné la vie à cet agneau...

Ce corps qui repose dans le tombeau de cette maison sera en éternelle bénédiction, et son sang qu'elle a donné pour sa religion une source de fécondité pour la famille. Vous ne serez pas oubliée, car elle vous ayait beaucoup, ...priez et faites prier pour elle et pour la consolation de votre frère qui est en un état qui me fait craindre pour luy¹ et cela achève de m'accabler. Donnez-lui vos consolations par lettres, car je ne veux pas que vous vous exposiez à venir et recommandez-lui de se résigner à la volonté de Dieu à quoy je vous exhorte vous-même, de se conserver pour sa fille² qui est déjà une merveille...

CLAIRE DE MASSANNE,

Madame de la Tour de Mirman.

(*Chroniques du Languedoc*, IV, 291).

De toutes ces scènes dramatiques, commentées de si divers côtés, il semble ressortir que M^{me} de Mirman fut assassinée parce qu'elle allait quitter la France et que le vol ensuite ne fut pas étranger à cet événement. Ni la beauté, ni le charme de la jeunesse de cette malheureuse femme sans défense ne purent émouvoir les brutes chargées d'accomplir ce forfait et dans cette époque où tout était tragique dans ce coin du Languedoc, rien ne le fut autant qu'une mort aussi cruelle.

M^{me} de Mirman fut sans doute trahie dans son entourage, espionnée comme étaient tous ceux d'une famille

1. Il se remaria en 1708 avec Suzanne de la Coste dont il eut deux fils.

2. Claire Jeanne mourut étant enfant.

de nouveaux convertis qui inspiraient peu de confiance. On sut qu'elle partait, quittant Uzès pour s'enfuir, emportant une partie de sa dot, douze mille livres que M^{me} de Trémolet de Robiac venait de lui verser le jour de la Saint-Michel, le 29 septembre, et ses bijoux que lui avait laissés la Marquise de Toiras, enfin de très beaux vêtements. Il fallait s'emparer de choses aussi précieuses.

A cet effet, on choisit un chef de ces troupes de bandits nouvellement organisées comme Camisards noirs¹, sûr de quelques misérables qui, comme espions, s'étaient mêlés aux Camisards. Ils furent avertis du jour et de l'heure du départ de M^{me} de Mirman, car il n'est pas admissible qu'ils se soient trouvés par hasard sur sa route.

Aux hommes chargés de cette agression, il fut promis une part du butin; mais le chef alla remettre, aux puissants, aux autorités qui opprimaient le pays et n'hésitaient jamais devant une infamie, les écus d'or, le collier de perles, la ceinture et la fontange en or de la belle et douce M^{me} de Mirman; on ne laissa à ces assassins de bas étage que quelques nippes et quelques écus¹.

M. de Basville écrivait le 2 décembre 1703 à M. de Chamillart :

« Cette action mérite un grand exemple dans ce pays-là sur la paroisse de Vendras d'où l'on prétend que sont les assassins². »

Si les Camisards avaient été coupables, on ne se serait pas contenté de ces menaces par lettres destinées surtout à la Cour.

Ni l'intendant de Basville, ni le maréchal de Montrevel ne s'engagèrent dans ces enquêtes retentissantes qu'ils multipliaient pour pouvoir condamner les suspects aux pires supplices et terroriser le pays.

L'explication simple de Cavalier leur suffit, on ne parla

1. Ils commirent, après ce meurtre, de tels excès que, sur la plainte des catholiques, le maréchal de Villars vint lui-même à Uzès les châtier et les disperser.

2. Frank Puaux, *Mémoires sur la guerre des Camisards*, p. 198.

pas de découvrir ces chefs inconnus qui détenaient les bijoux pour les leur faire rendre.

La famille de Mirman n'osa rien réclamer, un silence lourd de craintes s'étendit sur toutes ces infamies, car on redoutait des révélations compromettantes.

Le maréchal de Montrevel avait, à la tête de son armée, une conduite scandaleuse de débauches et de prodigalités.

On écrivit en 1703 une lettre anonyme à M. de Chamillart alors ministre d'Etat pour l'en avertir, accusant le maréchal d'avoir dépensé à Alais vingt mille livres et autant à Montpellier : « Que le Roy s'an informe sous men, verra que sela et bré et tout le peis crie »¹.

Le maréchal avait des maîtresses de tous les côtés que ses officiers lui recrutaient et, en plus, une favorite² qui le suivait d'Alais à Montpellier ; dans cette dernière ville, il lui avait fait réparer la plus belle maison où elle menait grand état. Elle y recevait messieurs les princes et c'est peut-être à cette femme méprisable que furent apportés les bijoux, et la ceinture d'or de l'honnête et belle M^{me} de Mirman. Comme Basville s'emparait volontiers des dépouilles de ses victimes, il put, lui aussi, prendre sa large part de ce butin.

B. DE CHARNISAY.

1. *Histoire générale du Languedoc* (de Vic et Vaissète, éd. Privat), t. XIV, col. 1797 ; la lettre est du 16 septembre.

2. C'était M^{me} de Soustelle.

Documents

L'ENTREVUE, AVEC LE CARDINAL DE LORRAINE, DES SUISSES ENVOYÉS A PARIS pour intercéder en faveur des victimes de l'Assemblée de la rue Saint-Jacques, 6 novembre 1557.

Dans l'étude qu'il y a cinq ans j'ai consacrée à cette assemblée, j'ai mentionné l'arrivée à Paris, le 4 novembre 1557, et l'échec des délégués des villes suisses de Zurich, Berne, Bâle et Schaffhouse envoyés tardivement, à l'instigation de Calvin, pour intercéder en faveur du grand nombre de huguenots emprisonnés à la suite de la surprise de l'assemblée de la rue Saint-Jacques (4-5 septembre 1557, *Bull.* 1916, 195). Déjà en 1868 (p. 164), le *Bulletin* avait publié le texte de leur requête à Henri II ainsi que de la réponse évasive du roi, et des lignes, fort gracieuses en apparence, qu'y ajouta, le 6 novembre, le cardinal de Lorraine. — Une lettre adressée, de Lausanne, le 14 décembre 1557, par un étudiant, Elie Philippin, à Christophe Fabri, pasteur à Neuchâtel, lettre que j'ai copiée jadis à Zurich en parcourant la collection Simler, nous a conservé l'écho de ce que ces délégués suisses, Jean Escher, Jean Wyss, Jacob Goetz et Louis Oechsly, racontèrent de leur mission lorsqu'avant de regagner les villes qu'ils avaient représentées, ils s'arrêtèrent à Lausanne. On voit qu'en réalité ils avaient été rabroués par le cardinal de Lorraine qui leur reprocha de se mêler de ce qui ne les regardait pas.

D'après les dernières lignes de cette lettre, les délégués attestèrent que, loin de les intimider, la persécution, au contraire, augmentait le nombre et le zèle des huguenots parisiens qui s'assemblaient secrètement *jusqu'à deux fois par jour* pour entendre les exhortations de Nicolas des Gallars. Celui-ci serait donc, malgré ses hésitations, resté à son poste de combat après la surprise de l'assemblée qu'il avait probablement présidée, et pendant qu'on en jugeait et condamnait les victimes ¹.

Après avoir entretenu son correspondant de ses études, Elie Philippin écrit :

Je pense que, par des lettres, des conversations, voire par des communications directes, vous avez été mis au courant de ce qui concerne la députation suisse. Je vous en dirai néanmoins quelque peu de chose parce qu'en retournant chez eux par Lausanne, ils ont révélé à quelques personnes le résultat de leur députation, lesquelles rapportent qu'ils reviennent sans avoir rien fait ni obtenu. Ils tombèrent, en effet, sans le savoir et d'une manière imprévue entre les mains du cardinal de Lorraine, ce sodomite abominable par sa cruauté et sa férocité, corrompu par tous les genres de vice, qui leur tint ce discours : « Nous n'ignorons pas que c'est à l'instigation de G. Farel et de M. de Bèze que vous Suisses vous êtes chargés de cette députation. (C'est, en effet, à

De Helvetiorum legatis, licet id putem te multum literis, vel sermonibus, vel etiam internunciis accepisse, pauca tamen ad te scribo quia Lausanna in suam regionem redeunt exitum suae legationis quibusdam aperuerunt, qui quidem referant se re infecta atque inexorata redire : inscii enim et imprudentes ad sodomitam illum, ad omni diritate atque immanitate teterrimum, ad omni denique flagitiorum genere contaminatissimum Lotharingiae Cardinalem devenerunt, qui tali oratione eos est affatus : Non nos latet D. G. Farel et D. Beza impulsoribus hanc legationem vos Helvetios suscepisse (fama enim propter moram quam huic negotio attulerunt Helvetii, de hac suscepta legatione ad ejus aures pervolerat) et miramur vos tam sollicitos esse de rebus ac

1. Ce précieux renseignement que donnèrent évidemment ces délégués suisses vient à l'appui des conjectures par lesquelles j'ai terminé mon étude sur l'assemblée (1916 p. 235).

cause du retard qu'y apportèrent les Suisses, que le bruit de cette délégation était parvenu jusqu'à lui.) Nous nous étonnons de ce que vous vous occupiez avec tant de sollicitude des affaires du roi, alors qu'aucun des vôtres n'est détenu en prison ; — s'il en était ainsi, c'est à bon droit que vous vous chargeriez d'une pareille mission, — mais comme ce ne sont que des sujets de Sa Majesté qui sont dans les fers, vous ne devez pas venir à leur secours. C'est pourquoi il appartient au Conseil du roi de leur imposer le châtement qui lui paraît juste et approprié » (ou plutôt tyrannique). Il y a encore cent quarante personnes en prison, qui devront subir les peines les plus graves à moins que Dieu (que, dans ce but, nous devrions prier et supplier jour et nuit) ne renverse leurs entreprises et leurs conseils. Mais plus est grande la cruauté avec laquelle les tyrans exercent leur tyrannie, plus vive est la lumière que répand l'Évangile de Dieu, comme le palmier qu'on plie résiste avec plus de force. Le nombre des fidèles augmente de jour en jour tellement qu'ils ont deux fois par jour des prêches secrets ; c'est M. de Saules, cet éminent serviteur de Dieu, qui chaque jour fidèlement et consciencieusement préside ces assemblées.

negotiis Regis, cum nulli vestrorum vincti detineantur, si enim id esset merito hoc munus subiretis, sed cum Regis duntaxat subditi in vinculis sint, hos non debetis juvare. Quapropter Regis est consilium de his justum (nisi potius tyrannicum) ac sibi probatum supplicium sumere. Centum 40 homines adhuc in carceribus detinentur, gravissimam pœnam subituri nisi Deus (quod ut faciat eum noctes diesque precari obtestarique debemus) illorum conata, ac consilia everterit. Quanto autem enim tyranni crudelius suam tyrannidem exercent, tanto magis elucescit Dei evangelium, ut palma quae pressa est valentior, tantusque fit fidelium in dies numerus ut bis in die occultam concionem habeant quibus in conventibus D. de Saules insignis ille Dei servus fidelem, sedulam et quotidianam operam impendit.

UN MÉDECIN HUGUENOT SAINTONGEOIS

AU XVII^e SIÈCLEJEHAN RABOTTEAU, SIEUR DE LA ROUSSERIE ⁽¹⁾

L'auteur d'une biographie Saintongeoise estimée, l'abbé Rainguet, d'ordinaire bien informé, parlant de la famille Rabotteau qui a jeté un certain éclat en Saintonge aux siècles passés, cite au nombre des personnages qui l'illustrèrent Jehan Rabotteau, sieur de la Rousserie, médecin à Saint-Fort-sur-Gironde.

Très ancienne² en Saintonge, cette famille était originaire de Breuillet près de Royan.

De très bonne heure elle se rattacha à la Réforme³ et notre Docteur, qualifié de *chef de la Réforme*, fut un des laïques les plus zélés et les plus actifs des Eglises saintongaises.

Sa correspondance, que j'ai retrouvée en partie, atteste combien il prenait à cœur la défense de son Eglise à l'heure où elle était menacée par les préparatifs de la Révocation.

Jehan Rabotteau, esprit cultivé et très lettré, gardait

1. Sur la porte d'une antique armoire appartenant à une famille qui descend d'une branche des Rabotteau, sans en porter le nom, on voit un écusson qui pourrait bien être les armes des sieurs de La Rousserie: « De Sinople, au chevron d'or, accompagné de trois étoiles placées deux en chef et une en pointe et d'une cloche de même. »

2. Il y avait déjà un Rabotteau avocat du Roy à Saint-Jean d'Angely en 1397.

3. Un Jehan Rabotteau figure parmi les condamnés pour cause de religion par un arrêt du parlement de Bordeaux, en date du 5 avril 1569 (Haag, *France Protestante*, 2^e édit. I, 661).

« Sur la fin du xvii^e siècle les familles calvinistes de Saint-Fort, s'assemblèrent sur un point de la côte où les Bérard, Desbrosses, Des Barres, Rabotteau etc., qui des premières avaient embrassé la Réforme, possédaient des terres, ce qui fit donner à ce lieu le nom de Petite Genève qu'il retient encore aujourd'hui ». (Rainguet, *Etudes Historiques sur l'arrondissement de Jonzac*, 96.)

Voir aussi : Crottet, *Les Eglises de Pons, Gemozac et Mortagne*, 162.

Delmas, *Hist. de l'Eglise de la Rochelle*, 406.

Haag, *France Prot.* 2^e édit. I et 86. — II, 967, III, 1000.

en minute copie des lettres qu'il adressait à ses correspondants.

Un cahier de ces lettres, malheureusement incomplet et rongé des souris, est tombé en mes mains. Parmi ces lettres, il en est qui sont adressées à des confrères, Rangeard, médecin à Paris, et d'Emery à Bordeaux, Le Coq à Cognac, Riollet à Saintes, dans lesquelles, en prose et en vers, même dans un latin cicéronien, il traite des questions de science, de littérature et de médecine.

D'autres sont adressées à des pasteurs de la région, Rondelet, de Bordeaux, Prioleau de Pons, Merlat de Saintes. Ces dernières sont particulièrement intéressantes.

Jehan Rabotteau était petit-fils d'autre Jehan Rabotteau, notaire à Saint-Fort en 1612 et fils de Jean Rabotteau, médecin au même lieu et de Catherine Lambert. Continuant les traditions paternelles, il succéda à son père dans l'exercice de la médecine à Saint-Fort. Il avait fait ses études d'abord à La Rochelle, puis à Saumur et avait pris le bonnet de docteur à Montpellier en 1651.

En 1662 ¹, il avait épousé en premières noces Anne Péanne ² dont il eut trois enfants; devenu veuf, il épousa en secondes noces Suzanne Chenu dont il n'eut point de postérité.

Anne Péanne était petite-fille de Pierre Constans, pasteur à Pons durant 36 ans, et fille de Pierre Péanne qui avait à la fois étudié la théologie et la médecine et fut un des derniers pasteurs de Saint-Fort, où il exerçait en même temps la médecine. Son titre de docteur lui permit de rester sur les lieux après l'interdiction de son Eglise ³.

Jehan Rabotteau mourut à Saint-Fort le 31 décem-

1. Le contrat de mariage qui figure aux archives départementales de la Charente-Inférieure, porte la date du 29 mai 1662.

2. Crottet rapporte, d'après une note relevée par lui sur un ancien registre de mariages, que Anne Péanne ayant été présentée à la Cour de Louis XIV attira, par ses grâces et sa beauté, l'attention d'Anne d'Autriche (*op. cit.*, p. 73).

3. Crottet, *op. cit.*, 73.

bre 1681 et n'eut pas la douleur de voir les lugubres événements de 1685.

La famille Rabotteau est aujourd'hui disparue de la Saintonge, sinon éteinte. Il y avait encore à La Rochelle, en 1775, un Rabotteau chez lequel ses coreligionnaires s'assemblaient pour célébrer ensemble le culte pros- crit ¹.

Si le nom a disparu, il existe encore des rameaux portant d'autres noms, les uns protestants, les autres catholiques.

Je ne rapporterai ici qu'une seule des lettres de Jehan Rabotteau, qui n'est assurément pas la plus remarquable au point de vue du style, ne présentant que la forme sèche d'un simple procès verbal, mais parce qu'elle me semble digne de figurer dans les pages du *Bulletin* en raison des renseignements intéressants qu'elle fournit sur les tribulations endurées par les Églises aux approches de la Révocation. Elle est adressée à Messieurs les Pasteurs et anciens de l'Eglise de Saintes. Elle n'est pas datée, mais il s'agit très probablement des inquiétudes qui motivèrent la réunion du synode de Pons du 25 juin 1667 ², auquel assistait Pierre Péanne, beau-père de Jehan Rabotteau, si même il n'y assistait en personne. Une note anonyme prétend, en effet, qu'il y prit part *comme ministre*. Mais l'affaire particulière visée dans la lettre devait sans doute être la suppression du temple de Saint-Seurin d'Uzet et l'interdiction de l'exercice dans cette Eglise, par suite de l'abjuration du seigneur de Saint-Seurin qui avait été le principal soutien du culte qui se célébrait dans son château ³.

TH. MAILLARD.

1. *Bull.* XLIV, 375. C'est un M. Rabotteau qui, en 1834, rédigea, pour la Bibliothèque de l'Eglise réformée de l'Oratoire à Paris, le catalogue des livres que lui avait légués M. Rabaut Pomier et qui font aujourd'hui partie de la Bibliothèque de notre Société d'histoire.

2. Crottet, *op. cit.*, 122.

3. Crottet, *op. cit.*, 199-200. *Bull.* I, 185.

*« A Messieurs les Pasteurs et anciens de l'Église réformée
de Xaintes*

Le sujet de ceste lettre est que Monsieur Vivier ¹, député des Églises de ceste province à la Cour, pour maintenir leur droict dans le partage qui fut entre Messieurs Colbert ² et de Loire ³, sur le sujet de la comission qui leur fut adressée d'examiner les infractions faites à l'Édict de Nantes, faict scavoir à l'Eglise de Xaintes, pour toutes les autres de ceste classe, que les députés des autres provinces, ennuyés des longueurs qu'on aporte à les expédier, se disposoyent à se retirer et qu'ainsi il désiroit avoir, pour son regard, le sentiment des Eglises qui l'avoient député sur ce sujet.

L'Eglise de Xaintes donne advis de cela par une lettre circulaire à celles de sa classe et en mesme temps fait scavoir l'expédient qu'ils avoient donné là dessus, qui est qu'en cas que ces Messieurs les députés voulussent se retirer, ils trouveroyent à propos qu'ils nommassent quelques uns d'entre eux pour demeurer à la Cour en l'absence des autres, afin d'avoir l'œil aux affaires et donner advis de ce qui se passeroit à ceux qui seroyent dans les provinces et, en mesme temps, demande le sentiment des Eglises sur ceste affaire et celle de Saint-Fort, fait la response suivante :

« Messieurs et très honorés frères,

« Nous vous sommes extrêmement obligés du soing que vous prenés pour l'intérêt commun de nos Eglises et nous donnons volontiers n^{re} consentement aux résolutions qui ont esté prises en v^{re} compagnie, comme estant fondées et sur la raison et sur la cognoissance particulière que vous pouvés avoir de l'estat de nos affaires. Néanmoins, satisfaisant au désir de v^{re} Lettre circulaire, nous n'avons pas laissé de nous assembler pour délibérer sur la proposition que vous nous y faites, qui est sans doute de grande importance et à laquelle, tous ceux qui ont la gloire de Dieu en recommandation ont un esgal intérêt. Nous

1. Estienne Vivier, né à Saintes le 3 février 1613. Avocat au parlement de Bordeaux, décédé en juin 1638. Fils de Jean Vivier, avocat au présidial de Saintes, et ancien de l'Eglise Réformée de Saintes. (Notes de M. A. Vivier, juge à La Rochelle.)

2. Colbert de Livron, intendant de justice en Brouage, Aulnis ville et gouvernement de la Rochelle.

3. Isaac Isle, chevalier, marquis de Loire, C. s^r de La Mutassière, de La R. P. R. commissaire député par S. M. dans le pays de Xaintonge pour pourvoir aux entreprises, contraventions et innovations faites à l'Edit de Nantes.

vous dirons avec joye que nous avons remarqué dans n^{re} assemblée plus de chaleur et de zèle que jamais pour le maintien d'une si bonne et si sainte cause ; de sorte, qu'ayant meurement examiné toutes choses, les voix en sont venues là qu'approuvant v^{re} bon expédient, en cas que nos députés soyent nécessairement obligés de se retirer, nous souhaiterions néanmoins que Monsieur Vivier fut prié de continuer ses soins et sa députation jusqu'à ce que nous soyons plus certains de ce que nous devons craindre ou espérer, offrant, pour cet effet, de contribuer aux frais qu'il faudra supporter, selon nos forces et facultés. Les raisons qui ont servi de fondement à cet advis sont que l'affaire de Montauban doit nous servir d'exemple en ceste rencontre, dans la quelle il semble que nos adversaires, n'ayant attendu que l'absence du député pour solliciter et obtenir le jugement qui a esté donné pour la démolition du temple de cette ville ¹ ; que les députés qui seront nommés pour demeurer à la Cour, en l'absence des autres ne pourront pas avoir la mesme cognoissance des affaires que les députés particuliers, ny la mesme chaleur, chacun songeant principalement à ce qui le touchera de plus près ; que beaucoup de jugemens pourront estre donnés avant que les députés qui seront dans les provinces soyent avisés et retournés à Paris ; qu'il n'est pas seur que ces messieurs voulussent reprendre leur députation, au quel cas l'affaire seroit de longue haleine, avant qu'on eust jetté les yeux sur d'autres personnes et pourveu aux moyens de leur voyage ; que ces frais ne doivent pas estre considérables pour des affaires de ceste nature, quand il les faudroit supporter plusieurs années si on a tant soit peu de zèle et d'attachement pour la gloire de Dieu. Que l'estat des affaires ayant changé de face depuis que l'on est sorty de celle de M. Fouquet, ou il faudra satisfaire aux requestes de nos députés ou prendre un autre prétexte pour nous esloigner ; et qu'enfin nous obtiendrons peut-être par importunité ce qu'il faudroit nous accorder avec justice.

« Nous soumettons pourtant le tout à vos bons advis, à ceux de nos frères de qui vous recevés les sentiments en ceste cause commune, priants Dieu de tout notre cœur qu'il luy plaise respandre sa bénédiction sur les moyens qui seront choisis par sa Providence pour le maintien de ses Eglises et en particulier qu'il veuille tenir la vostre en sa protection et la combler de ses biens.

« Nous sommes, etc. » ²

1. Le temple neuf de Montauban fut démoli en vertu d'un arrêt du 29 octobre 1664 (H. de France, *Le temple neuf de Montauban*, p. 79).

2. Note à la fin : « Ceste lettre a esté fort approuvée par le Consistoire de Saintes et l'advis a esté suivy. »

LES AVENTURES DE GUILLAUME CHENU DE CHALEZAC
seigneur de Laujardière, au pays des Cafres
(1686-1689)¹

Le chemin est beaucoup plus rude et plus dangereux : on nous avertit encore de ne pas entreprendre une chose, dont nous ne viendr[i]ons pas à bout, mais l'ardeur de nous voir à un lieu d'où nous espérions de pouvoir reg[agne]r nôtre patrie, nous fit passe[r] pardessus toutes sortes de difficultés. Nous partîmes donc et même sans vivres, craignant qu'il[s] nous fussent volés aussi bien que la 1^{re} fois.

Il me seroit impossible d'exprimer toutes les peines que nous souffrîmes pendant nôtre voïage. Après avoir marché quelques jours, nous trouvâmes de[s] montagnes, si hautes qu'il nous falloit 3 jours avant que d'être au sommet, elles n'étoient habitées que par des tigres, des lions, des éléphants, des buffles et des autres espèces de bêtes farouches, que je ne connoissois point. Les mortelles allarmes qu'elles nous donnoient tous les jours, la fatigue des chemins presque impraticables, les précipices affreux qui se présentoient à tout momens à nôtre vue, n'étoient pas le plus de nos maux, la faim cète terrible¹ ennemie, nous attaquoit encore avec plus de violence que tous les autres ensembles. Nos peaux de bœuf, dont nous étions couverts comme l'étoient les habitans du païs, que nous avions abandonnée, firent pendant quelque tem[p]s les plus délicieux [repas?]; mais quand elles furent dévorées, les herbes, les racines, les feuilles des arbres et leur écorce même furent le seul soutien de nos vies. Une méchante nourriture ne pouvoit pas nous la conserver long-tems, 4 de nos camarades la perdirent par la faim, les autres et moi, voyans qu'il nous étoient impossible d'aller plus loin, songeâmes enfin au retour. Qu'il fut possible, grand Dieu, nos corps affaiblis ne pouvoient plus grimper les rochers escarpés que nous avions à tous momens, prêts à tomber en des abîmes épouvantables.

Le 2^e jour du retour, un des plus vigoureux de la troupe tomba à nos pieds de faiblesse et de lassitude, nous étions trop faibles nous mêmes pour le pouvoir porter, à peine pou-

1. Voy. plus haut, p. 40-54. La rédaction de cette relation est si négligée que je soupçonne, ou bien qu'elle a été dictée par l'auteur, ou copiée par quelque copiste ignorant et peu exact.

vions-nous le soutenir. Nous eûmes donc la douleur de le laisser là à la merci des bêtes farouches, dont il fut apparemment dévoré le jour suivant, et l'autre mourut sur le champ en notre présence après avoir marché jusqu'à la dernière extrémité ! Il est impossibles de s'imaginer l'effet que faisoient ces tristes objets sur nos esprits, il faudroit les avoir vus, pour les concevoir.

Nous arrivâmes enfin, après des travaux infinis, à notre première demeure. On nous y reçut encore avec charité, l'état dans lequel nous étions en avoit inspiré à des cœurs plus farouches ; nous ressemblions plutôt à des ossements de morts, entassés les uns sur les autres qu'à des hommes. Un foible reste de voix, un mouvement languissant étoient les seules marques auxquelles on pouvoit connoître que nous vivions encore.

Après avoir demeuré quelques jours avec mes camarades, leurs mauvais[e]s humeurs, que la misère sans doute avoit augmenté[e], m'obligea de me séparer d'eux et de chercher une autre retraite : je la trouvois chez un cousin du roy, qui me reçut avec une tendresse qui n'étoit pas d'un barbare. Je me résolus[s] de demeurer chez lui, sans faire à l'avenir d'inutiles tentatives, jusqu'au ciel ¹, de m'envoyer quelque moyen de retourner en Europe.

Je n'y fus pas long-temps sans tomber dangereusement malade [de] la dissenterie, après ce que j'avois souffert il étoit impossible qu'il en arrivât autrement. Je fus 3 mois en ce misérable état, sans autre secours que celui que je devois attendre de la force de mon tempéramment ; les gens chez qui je logeai, avoient plus d'impatience que moi de me voir tant patir, je les entendois plusieurs fois se dire l'un à l'autre : achevons de le tuer, car il souffre trop ; d'autres vouloient me mener dans le bois, pour me laisser dévorer par les bêtes farouches. Le seul maître de la nègrerie — c'est ainsi qu'ils appellent leurs habitations — qui m'aimoit comme son fils, empêchat qu'ils n'exécutassent ce dessein.

Enfin, après avoir souffert des tourmens horribles, je revins en santé. Le hasard me donna peu de jours après l'occasion de reconnoître en quelque manière les bontés de mon père nourricier : (car c'est ainsi que j'app[e]lois mon hôte.) Je trouvai un jour, en me promenant sur le bord de la mer, une pièce de cuivre plus gros que le poing, je courus la porter avec joye à mon bienfaiteur, sachant combien les nègres estiment le cuivre ; en effet, lorsque je lui fis mon présent il fût transporté de joye et m'enbrassa mille fois. Depuis cela la tendresse s'augmenta encore pour moy, et on pourra juger, par cete petite aventure.

Comme j'étois fort jeune, je m'amusois quelquefois à badiner

1. C'est-à-dire jusqu'à ce qu'il plût au ciel.

avec ses enfans, un jour qu'ils me jettoient des mottes de terre, et que je les leur rendois, le plus grand d'entr'eux qui étoit à peu près de mon âge, ayant été frappé par quelque une de ces mottes, courut chercher un javelot et pendant que je raillois avec les autres, il me le tira par derrière, et m'en perça la jambe. La douleur me fit retourner vers celui qui me l'avoit causée, j'arrachai le bord qui tenoit encore à ma jambe, et me mis à courir après lui avec toute la force, que la colère [me donnait]; je l'atteignis bientôt, et lui donnois en l'abordant, un si grand coup du javelot sur la tête, que je l'étendis comme mort à mes pieds. Les autres, voyant cela, coururent dans la nègrerie, crier à leur père, que j'avois tué leur frère, sans qu'il m'en eût donné sujet. Le bonhomme sortit tout terrible et vint avec vitesse vers le lieu où l'action s'étoit passée; il me trouva encore fort embarrassé et fort emp[r]essé à faire revenir le blessé de sa pamoison. Est-[ce] dit-il en m'abordant d'un air tout égaré, pour me récompenser des bons traitemens, que je t'ai fais, que tu viens de tuer mon fils; je lui demandai pardon de ce que le ressentiment de la trahison que son fils m'avoit fait [faire]. Je lui racontai sur le c[h]amp et lui dit, que j'étois assez châtié et puni par la douleur que j'avois de lui avoir causé du déplaisir, que son fils n'étoit pas mort, que sa playe n'étoit pas même dangereux. Lorsqu'il m'entendit parler ainsi, il me prit entre ses bras, et après m'avoir embrassé, sans me rien dire, il courut à son fils qui étoit revenu à lui, peu s'en fallut qu'il ne le tuât tout de bon, il lui donna mille coups en lui faisant des reproches de sa lâcheté, et je crois assurément que, si je ne le lui eusse ôté d'entre les mains, il l'auroit achevé.

Pendant le séjour que je fis chés mon hôte j'eus le loisir d'examiner la manière de vivre et l'humeur des habitans. Tous les Caffres en général passent pour être fort grossiers et brutaux; ceux parmi lesquels j'ai demeuré le sont beaucoup moins que les autres, ils sont généralement bien faits, grands et dispos; quoique leurs pais soit situé dans une zone tempérée, ils sont aussi noir que ceux qui demeurent au milieu de la zone torride. Ils n'ont pour tout vêtement, tant hommes que femmes, qu'une peau de bœuf, qui leur servoient comme de manteau, de laquelle ils s'enveloppent; outre cela ils ont deux autres morceaux de peau taillée de la long[ue]ur et de la largeur de la main, ils les attachent à une ceinture, l'un tombe par devant et l'autre par derrière.

Leur país contient environ 30 lieues de circuit, ils s'appellent en leur langage Macosses; ils ont des voisins avec lesquels ils sont continuellement en guerre; ils en on on[t] d'autres avec qui ils vivent en fort bonne intelligence.

Les premiers s'appellent Magoika ou Maquenasses, ils donnent des différents noms au[x] autres, come Mapantou, Moueè, et ils obéissent à un roy. Celui qui les gouvernoit alors étoit fort grand et fort bien fait, adroit à tirer un javelot par dessus tous les autres; je n'ai point seû comment il est parvenu à la royauté. Cependant son père qui avoit régné avant lui vivoit encore, et il n'étoit pas l'ainé de ses frères. Il avoit 8 fils, 5 filles et 10 femmes. Il a une souveraine autorité sur ses sujets, et il les fait punir comme il lui plait. Quand ils vont à la guere contre leurs voisins, il marche toujours à leur tête, et s'expose autant que le moindre d'eux; j'ai été témoin de sa valeur, car pendant le séjours que je fis parmi eux, les Makenasses étant venu faire une irruption sur leurs terres, ils s'assemblèrent au nomb[r]e de 4 à 5 mille hommes pour la repousser. Leurs ennemis étoi[en]t plus forts qu'eux; mais ils ne laissèrent pas de les aller attaquer fort vigoureusement. Le dépit que je conse[v]ois contre ces Maquenasses, qui étoient ceux qui nous avoient maltraités, volés et empêché d'aller au Cap de bonne Espérance, me donna aussi envie d'aller à la guerre contre eux. Les armées se rencontrèrent bientôt; heureusement pour nous il faisoit un fort grand vent, cet avantage ne contribua pas peu à nous faire remporter la victoire, car comme ces Maquenasses n'ont que des arcs et de flèches pour toute armes, et qu'ils les décochoient en l'air à perte de vue, et puis tombent à plomb sur la tête de leurs ennemis, la plupart de leurs coups étoient inutiles, leurs flèches, trop légères, étoient emportées par le vent, au lieu que les nôtres, qui ne se servoien[t] que de ragaye, — c'est une espèce d'arc d'un bois fort dur et fort pesant, — [ne] lançoient pas un coup en vain. Aussi en fimes-nous un fort grand carnage, on ne prit point de prisonnier, tout fut massacré, femmes et enfans, on ne fit quartier à personne. De nôtre côté, il demeura plus de cent hommes du nombre desquels j'étois aussi, ayant reçu un coup de flèche au bras; je coupa[i] sur le champ avec mon couteau la chair autour de la blessure, suivant l'avis qu'on m'en avoit donné, car autrement je n'en serois pas rechapé, les flèches étant toutes empoisonnées. Le roy lui-même y fut blessé en 2 endroits; ce fût principalement à son courage que nous deûmes la victoire; il se trouvoit partout, il passoit d'un côté à l'autre comme?, animant et encourageant les siens par sa voix et par son exemple.

Nous poursuivîmes les ennemis fort avant dans leurs terres, et en emmenant plus de 600 bœufs, et un nombre de moutons, que l'on ne se donna pas la peine de compter. Les bœufs furent le partage du roy, les moutons furent divisés entre ses sujets. Je revins de cete guerre plus riches que je ne l'avois été, le roy

me fit présent d'un bœuf et d'une vache. Après mon retour quelqu'autres des principaux m'en donnèrent aussi, de sorte que dans peu de tems, je me vis un fond de 10 bœufs et quelque vaches.

Ces bœufs sont toute la richesse du païs, aussi y en a-t-il en si grand nombre qu'un homme qui n'en a que deux ou trois mille ne pas[se] pour être fort opulent. C'est ce qui fait qu'[ils] sont obligés de vivre séparés les uns des autres.

Ils n'ont que des petites [h]abitations qu'ils appellent nègreries. Comme j'ay déjà dit, dans une nègrerie, il y a quelquefois jusqu'à 40 ou 50 hommes ou femmes, qui dépendent tous d'un chef. Ils sont obligés de changer d'habitacions tous les 2 ans, à cause de la quantité de leur bétail, car quand l'herbe est mangée dans un lieu, il[s] en cherchent un autres jusqu'à ce qu'elle soit recruë et ne s'approchent guères les uns des autres de plus d'une lieue ou 2. Leurs habitacions ne sont faites que des branches d'arbres attachées ensemble qui forment une espèce de voûte; elles sont couvertes de nattes, que les femmes font avec des herbes; ce sont ces femmes aussi qui bâtissent ces maisons, qui vont chercher l'eau, le bois et tout ce dont on a besoin dans le ménage, car les hommes sont fort fénéans et ne se mêlent de rien. On se peut imaginer qu'ils sont fort mal couché, puisque [ils] couchent sur la terre dessus quelque nattes, mais outre cela, ils sont tourmentés de certains vers, qui sortent de la terre, gros et long comme le petit doigt, qui leur entrent dans la chair. Ils y sont presque accoutumés, et n'en dorment guères moins bien. Pour moi, pendant le séjours que j'ai fait parmi eux, je n'ai jamais pû soutenir cete incommodité, c'est pourquoi j'allois souvent me jeter dans l'eau jusqu'au cou, n'ayant que la tête couverte de ma peau de bœuf.

Quand un homme veut se marier, il ne lui est pas permis de le faire dans une nègrerie où il habite, parce qu'ils se traitent tous de frères et de sœurs, il faut qu'il aille chercher une femme ailleurs, il prend alors tous les frères avec lui, ils s'en vont tout ensemble en une habitation voisine où il sont toujour fort bien reçûs, ils trouvent un logement à part pour eux. Car dans chaque nègrerie il y a des cabanes séparées pour les hommes étrangers et pour les femmes étrangères, si ce sont des femmes qui viennent visiter leurs voisins, comme il arrive souvent.

Les hommes qui viennent visiter, leurs voisins les traitent le mieux qui peuve[n]t, et si ce sont des hommes qui soient venu pour promenadent ou pour se marier, les femmes les servent et les régalent à leur tour pendant quelque jours. Celui qui cherche à se marier, choisit alors cele qui lui plaît davantage et demeure pendant 4 ou 5 semaines au même endroit, où ce n'est plus

que danses et festins à leur mode, le tout au dépens du fiancé, si l'on peut se servir de ce terme, après quoi ils s'en retourne, avec toute sa troupe, hommes et filles en son habitation, où l'on commence à se réjouir tout de nouveau. Le jour du mariage tous les hommes et tous les femmes, séparrés les uns des autres, s'assemblent devant la nègrerie; l'on fait un grand feu entr'eux auquel l'on fait rôtir un bœuf tout entier et pendant que le rôti est au feu on dance des parts et d'autres à qui mieux mieux.

Lorsque la viande est cuite, l'époux sorte de la troupe des hommes, en ôtent une espèce de bonnet qu'il a dessus la tête, et s'en va, toujours sautant, vers la troupe des femmes; il s'approche de son épouses et la baise et retourne à sa places, la fille le suit pendant quelque tems. L'époux revient la chercher, elle le suit de la même manière et reviens encore parmi ses compagne. Le manège se fait par trois fois, et ressemble asses bien à ce que faisoient les autrefois l'anciens Romains qui étoient obligés d'aller arracher leurs épouses du sein de leurs mères. Lorsque le bœuf est cuit, on le partage par moitié; on en donne une portion aux femmes, qui la mangent séparament, les hommes mangent l'autre. Après toutes ces cérémonies, l'époux donne 10 bœufs au père et au[x] frères de l'épouse; alors il est véritablement marié, et il ne tien[t] qu'à lui de consommer le mariage.

Avant qu'un homme se puisse marier il faut qu'il soit circoncis. Cette circoncision se fait à l'âge de 11 à 18 ans; ils se font ordinairement circoncir 10 ou 12 à la fois qui s'en vont tous ensemble dans une rivière jusqu'à la ceinture, après cela un de la troupe se détache, pour en aller appeller d'autres, qui ne sont pas loin, et qui ont déjà été circoncis, mais qui ne sont pas encore marié. Cete opération se fais encore d'une manière plus cruelle que parmi les juifs, aussi en meurt il fort souvent. Après qu'elle est faite, on le mène sur une montagne, où on leur a bâti une petite maison à part[;] il[s] sont obligés d'y demeurer pendant 3 mois, sans voir de femmes, leur amis leurs portent tous les jours à boire et manger. Les 3 mois expirés, ils se font une ceinture de jonc, qu'ils attachent au tour d'eux; ils descendent de la montagne et retourne[nt] à leur habitations, où il dansent toute la nuit. J'eus un jour la curiosité de leur voir faire la cérémonie de leur circoncision, mais il pensa m'en coûter cher. Je fus saisi de deux ou 3 de plus vigoureux, ils se mirent en devoir [de] l'exécuter sur moi, jamais de ma vie je ne me suis trouvé en plus grande peine, ce ne fut qu'à force de menaces, que je leur fis, de faire exterminer toute la nation par le roy des blanc, qu'ils me laissèrent aller; car ils le craignent beaucoup. La nourriture la plus ordinaire de ces

peuples est du lait caillé ; ils ont aussi une espèce de pain qu'ils font avec la graine du sucre. Pour la faire venir ils n'ont qu'à grater un peu la terre, l'y jette[r] et elle croît après cela jusqu'à 10 ou 12 pieds de haut, tant leur terre [est] bonne. Pour faire ce pain, ils broient cete graine entre deux pierre, et en font de gateaux qu'ils font cuire sur les cendre. Ce pain fait de la sorte est assez bon, mais leur bierre est fort méchante, et, à moins que d'être Caffre, il est impossible d'en boire, ils le font avec une certaine petite graine, qui ressemble assés à celle de la moutarde ; ils la briesent¹ pareillement entre deux pierres, et puis la mettent en de grands pots de terre qu'ils remplissent d'eau, ils font cuire le tout pendant une heure, et le laissoient rasseoir 3 jour entiers, après cela ils appellent leur voisins, et boivent ensemble jusqu'à ce que leur pot soient vuides. Cete boisson, dont ils ont leur plus grand délice est extrémement aigre, d'un gout exécrable, et enivre comme le vin, de sorte que lorsqu'ils se séparent, à paine peuvent-ils se soutenir.

Le país est remplye de gibier de toutes espèce, surtout de lièvres dont il y a une si grande quantité qu'on les tue souvent à coup de bâtons. Quand ils en prennent quelques-uns, ils ne cherchent point d'autre ragout, que le faire bouillir dans de l'eau sans les écorcher quand ils sont cuits, ils avalent poil et chair tous ensemble, mais ils ne mangent d'aucun poisson, soit de mer ou de rivière, ils le confondent tous sous le nom de poisson, je dis serpens, et croiroient mourir, s'ils en avoient goûté. Ils vont quelquefois à la chasse des lions et du tigre, dont leur troupeaux sont fort endommagés ; quand ils en ont découvert quelques-uns, ils s'assemblent au nombre de 3 ou 4 cent personnes, qui prennent quatre ou 5 bœufs avec eux. Ils abatent tout autour de l'endroit où ils savent que le lion ou tigre s'est retiré, une grande quantité d'arbres, dont ils font comme une espèce de rempar[t], ils s'asiento tous sur leur derrière aux dedans de l'enclos, tenant une espèce de bouclier, fait de peau de bœuf d'une main, et un javelot de l'autre, après cela ils font entrer les bœufs dedans. Lorsque le tigre sort de son fort pour les dévorer, ils les retirent et font des grands cris pour épouvanter la bête, qui ne manque pas de chercher une issue pour sortir, mais comme elle est renfermé de tous côtés, il faut qu'elle saute par dessus leurs têtes, alors ils se couvrent de leurs boucliers et lui enfoncent leur lancet dans leur ventre, lorsqu'elle veut passer.

J'ai fors souvent veu cete chasses, mais la première fois ce fut malheureusement pour moi, car le tigre étant venu précisément à l'endroit où j'étois assis, comme je n'avois point de bouclier

1. Broient.

pour me couvrir, il sauta par dessus ma tête, et en sortant il me fit avec une de ces grifes une playe, dont je porterai la marque toute ma vie, je fus renversé par la violence du coup, et le tigre se sauva, depuis cela je fus plus précautionné.

Quoique l'on dise que les Caffres vivent sans religions il [est] pourtant à croire qu'ils en ont eût autrefois, car je leurs ai vu faire des chasses qui ont l'air d'un sacrifice, à certain jours de l'année, un bœuf dont ils donnent la moitié aux chiens et font bruller l'autre. Cependant toute la troupe est autour du feu avec un grand silence jusqu'à ce que leur offrande (si l'on leur peut donner le nom) soit consumée.

Lorsque je leur demandais pourquoi ils faisoit cela, ils me répondirent qu'ils n'en savoient rien, mais que l'ayant vu faire à leurs frères ils le faisoient aussi.

Tout cela, pour peu que l'on l'examine, a assés l'apparence d'un sacrifice et on jugera facilement que la grossièreté et l'ignorance dans laquelle ils vivent leur a fait o[u]blier de divinité à laquelle il l'offroit, je ne saurois même m'empêcher de croire qu'il ne s'imaginent quelqu'être qui leur envoie la pluie, les vents et le tonnerre, car quand il plut, vente ou tonne, ils sortent de leurs maisons, jurent et pestent contre le ciel, jettent des pierres, des lances et des tisons de feu en l'air, et lorsque l'orage cesse, ils s'imaginent que ce sont leurs menaces qui l'ont fait cessé.

Je leur représente, toutes les fois que je voyoit faire cela, qu'il fasoit mal, qu'il y avoit un Dieu dans le ciel, qu'il menaçoient et qui gouvernoit toutes choses, qu'ils les feroient mourir s'ils continuoient à l'offenser par leurs impiété. Dans le commencement mes raisonnemens étoient mal recus, mais à la fin, à force de leurs répéter, celui chés qui je demeueroit commença à les écouter, mes men[a]ces lui firent peur, ils ne firent plus de pareilles extravagances, et défendit mêmes à ses enfans de ne pas les continuer. Le seul moien de les en faire revenir étoient asseurement celui dont je me servois. C'eût été en vain, qu'on leurs eût allégués d'autre raisons pour les en détourner, mais il craignoit si fort de mourir, que la peur de la mort leurs feroit faires toutes choses. La vuë d'un cadavre les épouvante même tellement, qu'il ne la peuvent soutenir. Dès [que] quelqu'un meurt dans une casse, ils n'y habitent plus, ils la jettent par terre sur le champ et enterrent promptement ce mort, et lui lient le corps en double et le mettent dans une fosse profonde de 7 à 8 pieds qui couvrent ensuite avec de la terre et de pierres et l'environnent d'arbres coupés afin que le passans puissent connoître qu'il y a quelqu'un d'enterré, et, dès qu'ils l'appërçoivent, ils font un détour pour ne pas passer auprès.

Ils ne croient pas que la mort leur puisse arriver naturelle-

ment par aucune maladie, ils ne reconnoissent point de seconde vie, ils s'imaginent qu'ils seroient immortels, s'ils n'étoient point tués ou empoisonnés. C'est pourquoi ils appréhendent extrêmement les empoisonnements, et punissent fort sévèrement ceux qu'ils croient capables de ces crimes. Ils les appellent Goika, du même nom que ceux avec qu'ils ont toujours gueres et contre lesquels ils ont une haine irréconciliable. Voici le supplisse que j'ai veus exercer sur une femmes, qui fut accusée d'avoir empoisonné un homme qui mourut en nôtre nègrerie. Premièrement ils firent deux trous en terre, ensuite ils couchèrent cete femme sur son dos, lui mirent ces deux bras dans ce deux trous, jusques par dessus le coude, et les remplirent avec de la terre et des pierres, afin qu'elle ne les puisse[nt] retirer, il lui écartèrent les jambes autant qu'ils peurent, et les lièrent à deux pieux planté dans la terre à une distance l'un de l'autre. Et après avoir donné trois coups du batons ils lui jetèrent une quantité prodigieuse de petits fourmis noirs et extrêmement piquants, dans la bouche, dans les jeux, le nez et les oreilles, est lui en couvrent le [reste] du corps. On la laissa dans cet état toute nuë ét exposé à la plus grande ardeur du soleil depuis le matins jusques au soir qu'on la détacha, mais le lendemain ils recommencèrent à la tourmenter, et son supplisse ne finit qu'avec sa vie qui dura encore 3 mois.

Quoiqu'on ne puisse pas dire, que les Macasses vivent sous un régime de lois, ils ne laissent partout guères de crimes impunis les paines sont arbitraire au roy. Le vol surtout n'est pas pardonné, à la résserve de celui du cuivre ou du fer, car comme l'un et l'autre sont fort rares et aussi précieux que le sont parmi nous les diamans et les perles, ils pardonne à une telle tentation trop forte pour eux pour y pouvoir résister. Mais si quelqu'un dérobe un bœuf ou un mouton, on les faits mourir irrémisiblement parceque la tentations n'est plus si grande par l'abondance qu'ils en ont, ils n'attribuent plus le larcin à la foiblesse de la nature, mais aux méchant naturel du voleur. Ceux que j'ai veu punir, furent attachés à des arbres, et après qu'on leurs eut donné 4 ou cinq cens [coups] de sagaye, plus ou moins suivant l'ordre du païs, on les laissa mourir ainsi atachez à ses arbres pour servir d'exemple aux autres. Je n'eusse jamais crû que parmi des peuples si bruteaux et si grossiers, l'honnêteté et la bienséance eussent été si fort en recommandations. Si par malheur ou autrement un hommes lâchoit en présence des autres et surtout en celles des femmes un vent sale, il passeroit pour un infames, et auroit de la paine à pouvoir revenir en suite dans la compagnie des autres.

Les femme pareillement y ont une modestie fort grande. Dès

qu'elles voyent un homme, elles se couvrent si bien de leurs peaux qu'on ne les voit presque point que le blanc deieux. Mais, quoique devant le monde elles affectent d'être fort sages et retirées, néanmoins, dans le particulier, c'est n'est plus de la même chose. On jugera de leur humeur par ce qui m'arriva un jour avec les filles de roy.

J'étois allés visiter les Hollandois qui logeoient ches lui; il falloir pour y aller, traverser une petite rivière qui n'étoit pas loin de son habitation. Comme j'y approchois je vis 5 femmes qui s'y baignoient: dès quelles m'apperceurent, craignant que ce ne fut quelques autre, ou que je fusse accompagné, elles coururent à leurs peaux, et s'en couvrirent avec promptitude, mais alors qu'elles courent et qu'elles virent que j'étois seul, elles les laissèrent tomber et se jettèrent sur moi, elles m'eurent bientôt saisie de la mienne. Ma ceinture fut mise en pièces[en]fin elle me mirent ainsi qu'elles dans le même état qu'on dépeint nos premiers parens. Après cela elles me firent mille caresses, me reprochèrent d'avoir abandonné leurs habitation, me louèrent sur ma beauté, vantèrent mon tein qui approchoit très fort aux leurs, mes yeux si joliment enfoncés dans la tête, mon petit [nez] retroussés, ma bouche si bien fenduë, et mes lèvres si relevées, qui s'impatisoient tant avec les leurs; elles y ajoutèrent, que, pour peu que mes cheveux fussent un peu plus crépés, il n'y auroit pas un Macosses aussi bien fait que moi, que j'étois biens plus beau que ces autres blancs avec leurs couleurs jaunes et leurs cheveux blond; en un mot je me vis bientôt travesti en un nouvele Adonis par ces dames Caffres. Mais elle n'étoit pas des Venus pour moi. Je faisais cependant ce que je pouvois pour m'arracher de leurs mains, et voyans qu'elles ne vouloit pas me rendre ma peaux, je courut au leurs et en pris une, et me pris à courir de toute ma force vers leur habitation. Je ra[n]contrai à quelque pas delà une des femmes du roy qui, me voyant cete peau sur les épaules, me demanda où je l'avois prise; je lui conta[i] toute mon aventure. Elle me défendit d'en parler à personne et me dit de lui rendre cete peau et que je me donnasse bien de garde de me présenter ainsi devant le roy; qu'elle même me vouloit donner une autre et que je l'attendisse dans le même endroit. Elle me laissa en même temps et m'en apporta bientôt un autre toute neuve qu'elle avoit préparée pour un des ses fils. Pour peu [que] l'on eusse eu d'envie, cete aventure auroit pu avoir de plus grandes suites, car depuis cela le roy commença à me faire plus de caresse qu'à l'ordinaire, et me proposa un jours de me marier avec la plus jeune de ses filles. Je crus d'abord qu'il se moquoit de moi, mais depuis je conté que c'étoit serieusement qu'ils m'a fait cete propositions, car il m'en parla depuis

fort sérieusement, et même fort souvent, de sorte qu'il n'a tenu qu'à moi de me voir gendre de Sa Majesté Macossene; mais cette fortune ne me tentoit pas, je ne soupirois qu'après mon retour en Europe, la vie que je menoit commençoit à m'être insupportable. Enfin, après avoir demeuré un an entier parmi ce peuple, Dieu eut pitié de moi et me retira.

(A suivre).

Mélanges

CLAUDE HUART

traducteur des *Hypotyposes* de Sextus Empiricus

Le *Dictionnaire des ouvrages anonymes*, de Barbier, (3^e édition, 1874), attribue à Huart, de Genève, maître de mathématiques, la traduction d'un ouvrage de Sextus Empiricus, philosophe grec qui vivait aux environs de l'an 200 après J.-C. : les *Hypotyposes* ou *Institutions pyrroniennes* de Sextus Empiricus, traduites du grec, avec des notes qui expliquent le texte en quelques endroits. S. l.¹. 1725; 32 pages non chiffrées pour le titre, la préface et la table des chapitres; 434 pages in-12; avec, en face du titre, un portrait gravé de Sextus Empiricus, *ex numismate aereo*.

De l'existence de Huart à Genève, je n'ai trouvé que peu de traces. On lit au registre des morts, à la date du

1. Ainsi ce titre du livre de Huart ne donne pas le lieu de l'impression, ni le nom du libraire. Barbier indique Amsterdam. Quelques fleurons, lettres initiales et têtes de page, permettraient sans doute à un connaisseur de préciser cette indication.

Il est tout simple que le livre n'ait pas paru à Genève : les Scholarques et le Conseil lui auraient sans doute refusé leur approbation.

4 juillet 1728 : « Sieur Claude Huart, de Paris, âgé d'environ soixante-cinq ans, mort d'hydropisie de poitrine, [*demeurant*] à la Pélisserie. — Deux jours avant sa mort, Claude Huart avait fait son testament, qui se trouve au 51^e volume des minutes de Louis II Pasteur :

Au nom de Dieu, *Amen*. A tous soit notoire que l'an 1728, et le 2^e juillet, après midi, devant moi, Louis Pasteur, notaire..., s'est établi en personne le sieur Claude Huart, natif de Paris, fils de feu M^{re} Antoine Huart, vivant notaire au dit Paris, et de défunte dame Crépin, sa mère;

Lequel, étant détenu au lit, malade, et néanmoins de bon sens, mémoire et entendement, grâces à Dieu, ainsi qu'il est apparu à moi notaire et témoins, sachant qu'il n'y a rien de plus certain que la mort, ni rien de plus incertain que l'heure d'icelle; et qu'il vaut mieux prévenir que d'être prévenu : à ces causes, il a voulu faire son dernier testament...

Et avant toutes choses, il demande pardon à Dieu des péchés qu'il a commis contre sa Sainte Majesté, le suppliant humblement de les lui pardonner, au nom et par le mérite de notre Seigneur et seul Sauveur Jésus-Christ; et lorsqu'il lui plaira le retirer de ce monde, il lui plaise recevoir son âme dans son saint paradis;

Et revenant à la disposition de ses biens, il en donne et lègue aux pauvres de l'Hopital général de cette ville, 30 écus patagons; aux pauvres de la Bourse française du dit Genève, aussi 30 écus patagons; à la Bibliothèque du dit Genève, 15 écus patagons... aux sieurs André et Charles Huart, ses frères, s'ils sont encore vivants, la légitime qui pourrait leur compéter en ses biens, à forme des Édits de cette ville; moyennant quoi, il les exclut de tous ses autres biens... à Messieurs Pierre, Jean-Antoine, Marc, Jean, Gabriel et Charles, fils de noble Marc Lullin, à chacun la somme de 50 livres, argent courant, pour une marque de l'estime et amitié qu'il a pour eux;... *item*, il donne et lègue à demoiselle Judith de l'Escale 15 écus patagons; et outre ce, il veut que l'on lui paie ce qu'elle demandera pour sa pension d'un mois, quand même il ne serait pas parachevé';... *item*, il donne à demoiselle Marie de la Valette, 6 écus blancs; à Jeanne-Pernette Goiraud, servante de la dite demoiselle de l'Escale, 5 écus patagons, en

1. Au printemps de l'année suivante, Judith de l'Escale (37 ans) épousa François Merle, qui avait onze ans de moins qu'elle. Elle fut sa première femme, et mourut quelques mois après son mariage (6 janvier 1736).

La seconde femme de François Merle, Elisabeth d'Aubigné, a été la grand-mère du célèbre historien de la Réformation.

reconnaissance des bons services qu'elles lui rendent dans sa présente maladie¹;... à Monsieur Pierre Colladon, docteur, 100 livres, pour lui marquer la parfaite considération qu'il a pour lui; . . au sieur Jacques Barrilliot, son bon ami, tous les livres du dit testateur, de mathématiques, et aussi les Mémoires complets de l'Académie royale des Sciences, avec 25 écus patagons...

Et pour ce que le chef et fondement d'un testament est l'institution héréditaire, le testateur, en tous ses autres biens..., institue son héritier seul et universel, qu'il a nommé et nomme de sa bouche, savoir noble Marc Lullin père, citoyen du dit Genève, en considération de la parfaite estime et affection qu'il a pour lui; et à défaut du dit noble Lullin, il institue en sa place ses enfants.

Ce testament nous montre un homme honorable, jouissant de quelque aisance, dans une situation modeste; un mathématicien qui possède une bibliothèque assez bien garnie.

Qu'à cette époque, le fils d'un notaire parisien, lui-même homme d'étude et de savoir, soit venu à Genève pour y vivre et y mourir, cela implique évidemment un attachement remarquable à la foi protestante. Mais l'expérience et la réflexion avaient amené Huart à des idées que nous aurons à examiner.

Dans les notes qui accompagnent sa traduction de Sextus, et qui sont au nombre de plus d'une centaine, Huart ne fait généralement que commenter le texte des *Hypotyposes*, chercher à l'éclaircir par une paraphrase, ou donner un exemple qui le fasse mieux comprendre. Il cite volontiers le *Dictionnaire critique*, et les autres ouvrages de Bayle; il paraît aussi faire quelques allusions aux idées de Locke, quoiqu'il ne le nomme pas².

Huart dit quelquefois, avec une naïveté qui amuse le lecteur : « Sextus est ici fort obscur; j'ai mieux aimé

1. En légant 6 écus blancs (49 florins de Genève et 6 sous) à une « demoiselle » — qui était peut-être comme lui logée chez M^{lle} de l'Escale, — et à la servante, 5 écus patagons (52 florins, 6 sous), Claude Huart a voulu sans doute respecter les rangs, en ne les payant pas de la même monnaie, tout en faisant un legs un peu plus fort à celle qui sans doute lui avait rendu les soins les plus assidus.

2. Page 329 : « Si l'âme est corporelle, comme quelques philosophes le conjecturent aujourd'hui... ». Cf. page 348.

essayer de deviner sa pensée, que traduire littéralement le texte, qui était trop inintelligible. » — Et ailleurs : « Ceci est fort obscur ; j'ai tâché de débrouiller ce chaos ; je ne me flatte point d'y avoir réussi ».

Comme il a du bon sens, Huart ne dissimule pas sa désapprobation devant certains raisonnements funambulesques de son auteur. S'il avait pu lire l'excellente *Histoire de la philosophie grecque*, qu'Edouard Zeller a publiée au siècle dernier, il aurait souri en lisant la note qui y accompagne une citation des *Hypotyposes* : « Il y a là des arguments sophistiques et de nulle valeur ; c'est avec intention que je les cite : ils caractérisent très bien le scepticisme de Sextus ».

C'est dans quelques notes du second et du troisième livre, où elles sont plus abondantes et plus développées qu'au premier, et dans sa préface qui est assez longue, que Huart nous expose sa pensée propre, et celle-ci n'est point négligeable.

« Rien ne me paraît plus scandaleux, dit-il dans sa préface, que les disputes que les différentes sectes du Christianisme ont entre elles, sans qu'on puisse dire qu'aucune de ces sectes ait quelque fondement bien solide et bien certain pour en condamner aucune autre, ou pour l'accuser d'idolâtrie ou d'hérésie ». — C'était placer toutes les sectes, ou pour mieux dire : toutes les Eglises, sur le même rang. C'était ne reconnaître au protestantisme aucune prééminence sur le catholicisme.

Longtemps sans doute, Claude Huart avait roulé ces pensées dans sa tête, et il n'était pas loin de la soixantaine, quand un savant allemand, Jean-Albert Fabricius¹, publia en 1718 le texte grec et la traduction latine des Œuvres de Sextus Empiricus. Huart eut l'idée d'étudier ce vieil auteur, un des coryphées de l'école sceptique ; il se plut à cette lecture, et il se décida à traduire — d'après le grec, dit-il, et surtout d'après le latin, j'imagine, —

1. Huart, en citant longuement (pages 86 à 90) une des notes savantes de cet helléniste, l'appelle *l'illustre M. Fabricius*.

un de ses ouvrages : les trois livres des *Hypotyposes*¹, ou *Institutions pyrrhoniennes*. — Pour le dire en passant, les autres ouvrages qu'on possède de Sextus : ses six livres *Contre les mathématiciens*, ses cinq livres *Contre les philosophes*, n'ont encore trouvé personne pour les traduire en français.

Dans le *Mariage forcé*, Molière a mis en scène un philosophe sceptique, Marphurius, qui ne veut pas qu'on affirme rien, tout étant possible, et rien n'étant bien assuré ! Sganarelle finit par lui donner des coups de bâton, pour lui montrer qu'il y a des choses desquelles on ne saurait douter.

Sextus est plus raisonnable : « Nous accordons, dit-il, notre assentiment aux choses apparentes : nous avons des sens et une intelligence pour nous conduire dans la vie ; la faim nous oblige à manger, et la soif à boire ; c'est une bonne chose de se gouverner avec piété dans la conduite de la vie ; nous ne prétendons pas être inutiles et languissants dans les arts que nous entreprenons de cultiver ». — Ce que Sextus refuse, c'est d'établir ou d'accepter aucun dogme.

Dans la vie réelle, le scepticisme qui ne voit pas de raison pour accepter aucune opinion à titre définitif, amène l'esprit à adopter suivant l'occasion, tantôt telle idée, tantôt l'idée contraire. C'est ce que nous voyons chez Huart. Il rappelle dans sa préface la réponse de Diogène qui, pour réfuter un sophiste qui niait le mouvement, se leva, et fit deux ou trois tours dans la salle.

Huart, pour faire sentir le défaut de cette réponse, suppose qu'un cartésien — nous dirions : un *copernicien*, — ayant fait un grand discours pour démontrer que c'est la terre qui tourne et non pas le soleil, quelqu'un qui se trouve dans l'assemblée, se lève et dit : « Messieurs, je ne vous demande qu'une heure de temps pour réfuter,

1. Le mot grec ὑποτύψεις, entre autres significations, a celle d'*esquisse*, *ébauche*; et je crois que c'est celle-là qu'il faut choisir pour traduire le titre de l'ouvrage de Sextus. Ce serait un titre modeste, semblable à celui des *Essais* de Montaigne.

sans dire un seul mot, Monsieur le Philosophe. J'ai un cadran au soleil : voyons quelle heure il marque à présent, et nous verrons dans une heure si ce ne sera pas le soleil qui aura tourné, et non pas mon cadran, ni par conséquent la terre à laquelle il est attaché. »

Huart continue en disant : « Le cartésien ne nie pas l'apparence du mouvement du soleil, et ce n'est justement que cette apparence, que ce mauvais raisonneur prouve. Voilà précisément la réponse de Diogène à celui qui niait le mouvement ; la réfutation était-elle juste » ?

Ainsi Huart refuse toute valeur à l'argument muet de Diogène, et néanmoins il le reprend pour son compte dans une des notes de sa traduction, page 260 : « Dans le *Dictionnaire* de M. Bayle, dit-il, à la remarque E de l'article Zénon d'Élée, vous trouverez d'autres arguments contre le mouvement, que vous résoudrez mieux en marchant, qu'en vous cassant la tête à vouloir les résoudre par quelques réponses qui satisfassent parfaitement ».

Nous venons de voir Huart se servir même des vérités nouvellement découvertes, pour appuyer le scepticisme de son auteur. Il vivait dans un temps où la confiance que la Science nous inspire n'était pas encore établie dans les esprits, où Bayle venait encore d'oser refuser son assentiment aux démonstrations mathématiques. Dans son célèbre *Dictionnaire*, à l'article Zénon de Sidon : « Toutes les sciences, dit Bayle, ont leur faible. Les Mathématiques ne sont point exemptes de ce défaut... Gassendi a fait une observation ingénieuse : il dit que les mathématiciens et surtout les géomètres ont établi leur empire dans le pays des abstractions et des idées, et qu'ils s'y promènent tout à leur aise : mais que s'ils veulent descendre dans le pays des réalités, ils trouvent bientôt une résistance insurmontable... J'ajoute qu'il n'est pas vrai que l'évidence puisse accompagner ces messieurs partout où ils se promènent ».

Assurément je ne crois pas que Claude Huart, maître de mathématiques, ait pu suivre Bayle jusqu'à cette extrémité et qu'il doutât intérieurement de la valeur des

démonstrations qu'il faisait à ses élèves. Il gardait ses doutes pour la théologie, pour les questions controversées entre les Églises.

Au commencement de son troisième livre, Sextus a un chapitre *de Dieu*, qu'il commence « en avertissant le lecteur que, quoique nous n'établissions aucun dogme, nous disons néanmoins qu'il y a des Dieux; nous les honorons, et nous leur attribuons une providence : ainsi, ce que nous disons ici, n'est que contre la témérité des dogmatiques ». Après s'être ainsi mis à couvert, Sextus en vient aux arguments qui établissent que l'idée de Dieu est incompréhensible; et il poursuit en disant : « Quand on pourrait concevoir ce que c'est que Dieu, il faut néanmoins s'abstenir de décider s'il existe, ou s'il n'existe pas... Ceux qui assurent très affirmativement qu'il y a un Dieu, ne sauraient peut-être éviter de tomber dans une impiété : car s'ils disent que sa providence s'étend à toutes choses, ils diront qu'il est l'auteur des maux ».

Après ce chapitre, Huart interrompt sa traduction pendant quelques pages qui contiennent les *Réflexions du traducteur*. « Je ne dois pas, dit-il, laisser ce chapitre sans y apporter un bon correctif, qui détruise, dans l'esprit du lecteur, l'indignation qu'il pourrait avoir conçue contre Sextus, et peut-être aussi contre moi, en voyant toutes ces objections contre l'existence de Dieu.

Huart rappelle que l'abbé d'Olivet s'était trouvé dans le même cas que lui, après avoir traduit le *De natura deorum* de Cicéron, et il s'en réfère, pour sa justification, à l'excellent traité que l'abbé avait joint à sa traduction¹. Huart, pour son compte, n'y ajoute que peu de chose. « Ni Cotta dans le livre de Cicéron, ni Sextus Empiricus, ne font aucune brèche, — dit-il en substance, — au système de la religion chrétienne, puisqu'ils ne combattaient aucune idée de Dieu, qui fût pareille à celle que nous en avons. Leurs arguments n'ont pas plus de force que les objections courantes, mille fois répétées, par rapport aux

1. Remarques sur la théologie des philosophes grecs.

crimes qui inondent la face de la terre, sous un Dieu infiniment saint qui pourrait arrêter tous ces horribles désordres, ou aux peines éternelles ordonnées par un Être infiniment bon. Les théologiens ont opposé à ces difficultés des réponses suffisantes ; et si elles laissent encore quelque obscurité, si elles embarrassent les croyants, il n'y a point de doute que Dieu ne le permette pour éprouver leur foi. Ils doivent faire comme Abraham qui a cru, dit saint Paul, en espérant contre toute espérance ».

Nous ne sommes plus au temps où les traducteurs des philosophes latins ou grecs avaient à s'excuser de la hardiesse de leurs auteurs. Il n'est plus question de discuter sur le *transeat* à donner à l'abbé d'Olivet ou au mathématicien de Genève. Mais l'opinion personnelle de celui-ci ne nous est pas indifférente, et nous la trouvons exprimée dans une note que Huart a placée un peu plus loin, pages 293 et 294.

Si nous étions capables d'exprimer nos pensées avec un esprit vraiment analytique, nous trouverions que la plupart de nos raisonnements supposent déjà comme prouvées et connues, les conclusions que nous nous imaginons de prouver et de connaître par ces raisonnements-là.

On m'a élevé dans la croyance qu'il y a un Dieu, un esprit infini, présent partout sans être étendu, Créateur des corps et des esprits, cause unique d'une quantité d'effets différents ; et voilà ce qui fait que de la connaissance des ouvrages de la nature, je m'élève à celle du souverain Créateur de toutes choses. Mais, si l'on ne m'en avait jamais parlé, en aurais-je la moindre idée ?

Et d'ailleurs, pourrais-je avoir la moindre assurance de ne me pas égarer dans la recherche de cette Cause première, quand je sais qu'il ne peut y avoir qu'une seule et unique opinion vraie ; ou bien qu'il y aura certainement une infinité de chimères et de fausses opinions que je pourrai prendre pour la vérité, comme cela paraît par toutes les idées fausses, impies et extravagantes, que presque tous les hommes, depuis les plus ignorants jusqu'aux têtes les plus sages de la Grèce, ont eues de la Divinité ?

Sextus pousse cette objection plus loin, et d'une manière plus subtile que je n'ai fait, mais telle que je l'ai proposée, elle mérite assez que l'on y fasse attention.

Que penserons-nous de cet exposé? Y reconnaitrons-nous la défaillance de la foi chrétienne, ou un simple aveu des difficultés qu'une âme sincère éprouve en face des objections que son intelligence ne sait pas résoudre? Le lecteur jugera. Quant à moi, en cette alternative, je n'hésite pas à préférer le second parti. De grands esprits, parmi les moins suspects d'un ébranlement dans leurs croyances, ont connu ces moments d'obscurité. Je citerai Bossuet, et le beau passage du *second Avertissement aux protestants*, qui commence ainsi : « Faible théologien, qui fais semblant de ne pas savoir combien de vérités il nous faut croire, quoique nous ne sachions pas toujours le moyen de les concilier ensemble... » ; Fénelon, et sa lettre adressée à l'évêque d'Arras *sur la lecture de l'Écriture sainte*, « où vous croiriez presque entendre, disait Brunetière, la plaisanterie de Bayle, et déjà comme qui dirait le ricanement de Voltaire ¹... » ; Joseph de Maistre, et la curieuse page des *Soirées de Saint-Pétersbourg* (XI^e entretien) où très habilement, c'est à un Sénateur schismatique qu'il fait dire : « Pouvez-vous lire l'Écriture sainte, sans être obligé d'y reconnaître une foule de passages qui oppriment notre intelligence »?...

Quoi qu'il en soit, en fermant le livre de Claude Huart, ce laïque studieux et sincère, nous reconnaissons en lui un notable témoin de son époque, du succès des idées de Bayle. Deux siècles s'étaient écoulés depuis la Réforme ; les esprits étaient las des controverses interminables où, comme dans les guerres de religion, le succès avait favorisé tour à tour l'un et l'autre parti, sans que l'un ou l'autre en définitive, se trouvât abattu. Les querelles théologiques avaient abouti à faire naître le doute ; le XVIII^e siècle allait lui appartenir.

Eugène RITTER.

1. A vrai dire, si on lit le texte entier de cette grande, belle et savante lettre, — ainsi la qualifiait le destinataire, — elle fait un tout autre effet que si on ne la connaît que par le livre de Lemaître sur Fénelon, c'est-à-dire par quelques extraits malicieusement choisis.

SÉANCES DU COMITÉ

18 Janvier 1919

En l'absence du président, la séance est présidée par M. John Viénot, vice-président. Assistent à la séance MM. H. Aubert, R. Garreta, E. Morel, R. Reuss, A. Valès, M. Vernes et N. Weiss. MM. Fabre et Pannier se font excuser.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, M. le vice-président interprète les sentiments unanimes de regret du Comité causés par la mort, le 5 janvier dernier, de notre collègue M. le professeur Ernest Denis. Il s'était consacré si entièrement à l'affranchissement de la nation tchèque, qu'il avait préparé de longue date par une série d'ouvrages de premier ordre, qu'on peut dire, sans exagération, qu'il a donné sa vie pour ce peuple qui l'avait reçu il y a quelques mois comme un libérateur.

Le secrétaire présente un aperçu de la situation financière de la Société au 31 décembre 1920. Elle termine l'année avec une encaisse de 299 francs, mais avec un découvert de 7 à 8000 francs provenant de l'augmentation sur tous les chapitres des dépenses sauf ceux des traitements. Les impôts ont passé, eux seuls, d'environ 6000 francs au total de 8786 francs et l'entretien de notre vieil immeuble qui exige des réparations de plus en plus coûteuses devient de plus en plus onéreux. Non seulement cette situation nous commande la plus grande économie, mais nous oblige à prévoir à courte échéance le moment où nos ressources ordinaires seront décidément insuffisantes pour couvrir les dépenses indispensables. Plusieurs membres du Comité approuvent les conclusions du trésorier.

Le vice-président communique une lettre du président renfermant le texte de celle de l'ambassadeur des Etats-Unis à l'occasion de la célébration du troisième centenaire des Pères pèlerins, ainsi que quelques lignes du pasteur Cabantous qui tient à ce que nos coreligionnaires tunisiens s'intéressent à notre Société d'Histoire et dont il serait désirable que l'exemple fût suivi par un grand nombre de ses collègues. Il nous lit ensuite une lettre

de M. Krop qui va traduire en hollandais la plaquette de Claude rééditée par M. Puaux et qui nous remercie pour les félicitations que M. Viénot lui a transmises à l'occasion de sa décoration. Ce dernier nous donne ensuite quelques détails sur son voyage en Hollande où il a eu l'honneur d'être reçu à deux reprises par la reine. Grâce aux souvenirs historiques qu'il a pu évoquer et qui sont restés vivants au pays du Taciturne et du grand Refuge de 1685, il a reçu dans tous les milieux un accueil sympathique. Celui-ci s'est traduit par un ensemble de dons qui ont atteint le total de 132000 francs destinés principalement à nos Eglises des régions dévastées.

Deux nouveaux membres sont élus à l'unanimité, M. Henry de Peyster qui depuis longtemps s'intéresse à nos travaux et, sur la proposition du vice-président, s'il veut bien accepter nos suffrages, M. le général Nivelles.

Le secrétaire communique une lettre de M. Pfister doyen de la Faculté des lettres de l'Université de Strasbourg, nous remerciant pour les livres que nous avons pu donner à l'Institut d'Histoire moderne. Le secrétaire ajoute qu'il sera absent pendant une bonne partie du mois de février, devant donner une série de conférences à la Faculté de théologie de Montpellier, à Nîmes et à Strasbourg.

Bibliothèque. M. le Dr Jean Goulden a bien voulu, sur l'indication du secrétaire, racheter à la vente de la bibliothèque de son oncle quelques volumes qu'il a offerts généreusement, en mémoire de M. le pasteur Goulden de Sedan, à la Bibliothèque de notre Société. Ce sont deux éditions rares de Clément Marot : *L'adolescence Clémentine*, Lyon François Juste 1533 et *Les Œuvres*, Lyon Estienne Dolet 1543; — Barthélemy Aneau, *Picta poesis*, Lyon 1552; — *Censure de l'advertissement imprimé au Pont à Mousson à Messieurs de la R. P. de Metz sur le dernier livre de leur Ministre Ferry adressé à Messieurs de l'Eglise romaine*, Sedan 1618; — et, de Claude Malingre, *Histoire de la Rébellion excitée en France par les rebelles de la R. P. R.* 5 volumes de 1623-1629. — M. Reuss offre trois médailles en argent : celle qui a été frappée en 1787 en mémoire de l'édit de Tolérance; celle qui a été frappée à Paris pour le troisième centenaire de la Réformation en 1817 et celle qui a été frappée à Genève pour le troisième centenaire de la Réformation genevoise en 1835. — M. le pasteur Jacques Marty a copié, d'après les originaux appartenant à M^{me} Vve Dusaut à Alboussière, les actes de baptêmes, mariages et décès de *La Bâtie de Crussol* de 1669 à 1679, ainsi que des extraits de mariages de *Beaumont-les-Valence*, de baptêmes de *Boffres*, etc., au XVIII^e siècle et de décès de *Saint-Félix de Chateauneuf*, 1773-1789.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

Les origines historiques de l'idée de la Société des Nations.

Ceux qui en parlent en font généralement remonter la première idée à Henri IV¹ qui aurait été assassiné au moment où il allait essayer de réaliser ce « grand dessein ».

Qu'y a-t-il de vrai dans cette affirmation ? Elle ne repose, en dernière analyse, que sur ce que, dans ses *Economies royales*, Sully, à l'instigation de Henri IV, lui proposa en 1607, « pour former un corps commun de république chrestienne, tousjours pacifique dans elle même, qui soit composée de tous les Etats, royaumes, républiques et seigneuries, faisans profession du nom de Jésus-Christ, dans l'Europe, et que cela se puisse faire avec tels égards, tempéramens et assaisonnemens, que chacun des associez y puisse trouver son contentement avec des seuretez suffisantes pour les faire vivre en repos et leurs peuples aussi² ». Pour réaliser ce rêve, Sully ne voit qu'un moyen préalable, abaisser, par la force des armes, la maison d'Autriche puisqu'elle n'a jamais renoncé et ne renoncera jamais à la domination universelle, et former ensuite une sorte de confédération de quinze Etats qui ne pourrait subsister que si tous les souverains étaient animés d'un même esprit de justice, de modération et de paix. Ce projet, probablement délayé, amplifié et obscurci par les secrétaires de Sully, a été précisé par ce dernier dans un *Discours* autographe qui a été retrouvé par le marquis de Vogüé, au château de Peseau lequel avait appartenu depuis 1677 à une famille Perrinet, de Sancerre, dont un membre, *Adam Perrinet*, avait été un des secrétaires du ministre de Henri IV. Ce discours a été publié en 1884 dans les *Notices et Documents publiés pour la Société de l'Histoire de France à l'occasion de son cinquantième*

1. Voy. le vol. de 240 p. in-16 publié dans la *Bibliothèque de la Civilisation française* « (21, rue Visconti, 1920) sous le titre *Les Français à la recherche d'une Société des Nations depuis le roi Henri IV jusqu'aux combattants de 1914*.

2. *OEconomies royales*, t. XVII de la *Nouvelle collection de Mémoires de* Michaud et Poujoulat, p. 213.

*anniversaire*¹. Il a été rédigé, en utilisant les textes antérieurs, sans doute vers 1629 pour engager Richelieu à reprendre le projet de Henri IV, abaissement de la maison d'Autriche et tolérance religieuse. M. de Vogüé le résume ainsi: « S'allier à Gustave Adolphe et aux protestants, enlever la couronne impériale à l'Autriche, protéger les princes italiens, renfermer l'Espagne dans ses limites naturelles ». Il ajoute fort justement que les victoires de Louis XIV eussent assuré le triomphe définitif de ces idées politiques, « si le grand roi avait su se maintenir dans le cercle tracé par la sagesse du vieux Sully qui cherchait l'équilibre dans le désintéressement de la France que Louis XIV rompit à son profit. Sully s'interdisait les interventions et les conquêtes inutiles. Louis XIV les multiplia; non content d'atteindre le Rhin, ce qui était son devoir de roi de France, il voulut le franchir, ce qui était une faute; non content d'enlever la couronne impériale à l'Autriche, il la voulut pour lui-même; non content de séparer l'Espagne de l'Allemagne et de rendre l'Italie à elle-même, il les voulut l'une et l'autre pour sa maison ». Ce que M. de Vogüé n'a pas dit mais qu'il aurait dû ajouter c'est qu'en matière de tolérance religieuse Louis XIV renia catégoriquement l'esprit de Henri IV et de Sully et devint ainsi l'ennemi de ceux sur lesquels il aurait dû s'appuyer.

De toutes façons, on voit que puisqu'il débutait par une guerre nécessaire dont l'issue était pour le moins douteuse, et supposait, en ce qui concerne la religion, qui à cette époque divisait le plus les peuples et les gouvernements, une conception de la tolérance religieuse que les Etats catholiques n'ont jamais acceptée, — le projet de Henri IV et de Sully ne peut guère passer pour une anticipation de l'idée de la Société des Nations. Au fond il reprend, en les développant, les idées auxquelles Coligny avait failli gagner Charles IX lorsqu'il lui montra, dans l'Espagne inféodée au Saint-Siège, le principal inspirateur et soutien de la guerre civile en France et causa ainsi sa propre perte dans le massacre de la Saint-Barthélemy.

Il n'en est pas moins vrai que c'est de Henri IV que se réclament ceux qui, plus tard, reprirent sous une forme plus pratique son rêve. C'est ce que fait, entre autres, l'auteur anonyme d'une plaquette de 70 pages très petit in-8°, intitulée *An Essay towards the Present and future Peace of Europe by the Establishment of an European Dyet, Parliament or Estates*. — *Benti Pacifici, Cedant Arma Togae*. — London, Printed in the Year 1693². En se basant sur les titres de propriété reconnus à chaque Etat par des traités comme celui de Nimègue, et sur le chiffre des revenus de chaque

1. Pages 387-408.

2. Bibliothèque de la rue des Saints-Pères, R. 13, 333.

pays, l'auteur propose une diète où l'Empire germanique aurait 12 représentants, la France 10, l'Espagne 10, l'Italie 8, l'Angleterre 6, le Portugal 3, la Suède 4, le Danemark 3, la Pologne 4, Venise 3, les Provinces unies 4, les 13 cantons et les petites souverainetés voisines 2, les duchés de Holstein et de Courlande 1. Si on y joignait les Turcs et les Moscovites, ils auraient droit aussi à 10 représentants chacun. Il arrive ainsi au chiffre de 90 voix qui se réuniraient par délégation à intervalles réguliers, voteraient au scrutin secret et à la majorité des 3/4 ou 7/10 des votants sur des propositions ou différends présentés par écrit. En s'inspirant de l'histoire des Provinces unies, ils pourraient faire régner la paix en Europe comme ces Provinces ont réussi à l'établir dans un pays très divisé.

Les membres de l'ancienne *Union pour la Vérité* qui ont publié, au nom de la « Civilisation française », les textes montrant *les Français à la recherche d'une Société des Nations*, écrivent, dans l'avant-propos de leur recueil, cette phrase : « Tandis que les Puritains, premiers colons de la Nouvelle Angleterre (dont le christianisme législateur procède du Français Calvin), ont inculqué à leur descendant Wilson, comme une révélation divine¹, la doctrine des Pactes, avec cette idée d'une Société des Nations qui en est le développement, il s'est trouvé que des Français, en raisonnant, avaient, de leur côté tiré d'un fond simplement humain, volonté de paix, dégoût du despotisme, amour de l'égalité, cette même idée : coïncidence émouvante de la raison laïque et de l'inspiration chrétienne ». J'avoue que cette phrase m'a laissé rêveur. Je pourrais demander pourquoi on tient ici, je ne dirai pas, à opposer, la raison laïque à l'inspiration chrétienne mais à la désolidariser de cette dernière. Qui donc pourrait aujourd'hui nous dire ce que serait la raison laïque, au xx^e siècle, si elle n'avait eu derrière elle, dix-neuf siècles d'« inspiration chrétienne », c'est-à-dire si elle ne s'inspirait que « d'un fond simplement humain » ? — Faut-il rappeler que si des païens ont pu entrevoir des peuples vivant en paix, ce n'était là, à leurs yeux, qu'une utopie, et que le christianisme représente la réalisation de cette utopie *comme un devoir*; que c'est pour cette raison qu'on trouve les premiers apôtres d'une société des nations idéale chez des chrétiens comme Erasme, ou Calvin, ou encore chez des hommes qui, comme Coligny, Henri IV, Sully, reçurent la même éducation chrétienne que les Puritains ?

N. WEISS.

1. La doctrine des Pactes avec l'idée d'une Société des Nations, n'est pas considérée par les Puritains, ni par Calvin, comme une révélation divine, mais simplement comme une conséquence de l'enseignement du Christ résumé dans cette parole, *Vous êtes tous frères*.

Simon Goulart, d'après une biographie récente¹.

Simon Goulart, dont la vie était peu connue et dont plusieurs des ouvrages ont été attribués à d'autres écrivains, a trouvé dans un érudit américain, M. Léonard-Chester Jones, un biographe des plus consciencieux. Disons tout de suite que M. Jones, qui a passé plusieurs années à Genève pour préparer cette biographie, l'a publiée en français, dans une langue toujours correcte et claire.

Au premier abord, ce très gros volume peut paraître bien monumental pour être consacré à la mémoire d'un personnage qui n'a tenu, en somme, qu'un rôle de second plan. Venu après les grands réformateurs et théologiens du xvi^e siècle, Simon Goulart a occupé sans doute une place considérable à la tête de l'Eglise de Genève. Mais les temps glorieux étaient déjà passés, et la personnalité même de Goulart, moins marquante, s'efface dans le recul du temps devant celle de ses illustres devanciers. C'est surtout comme historien, ou plus exactement comme chroniqueur, que son nom conserve encore à présent une autorité certaine, tandis que de son temps ce furent surtout ses nombreuses traductions qui eurent le plus grand succès et une influence véritable dans le public lettré. Or la plupart des publications de Simon Goulart ont paru anonymement ou sous des pseudonymes. Des doutes se sont élevés sur la question d'auteur ; d'autres noms que le sien ont été prononcés. Grâce à des recherches patientes et avisées, M. Léonard-Chester Jones a eu le mérite de retrouver des preuves indiscutables de la paternité de Goulart en ce qui concerne ses ouvrages principaux, que certains critiques voulaient lui retirer. Des renseignements très précis sur ces publications et une excellente bibliographie, que l'on consultera toujours avec fruit, font du volume de M. Jones une contribution importante à l'histoire littéraire de la seconde moitié du xvi^e siècle.

Né à Senlis le 20 octobre 1543, Simon Goulart ne nous a pas laissé de détails sur son enfance, et fort peu sur sa jeunesse. On sait seulement que son père, prénommé Jacques, mourut dans la première partie de l'année 1572. Nous sommes un peu mieux renseignés par des actes notariés sur son frère aîné Jean Goulart, élu et contrôleur des aides à Senlis. Il vivait encore en 1625 ; était-il protestant ? En tout cas l'affection entre les deux frères demeura toujours très vive. Dans une préface d'une édition de ses *Histoires*

¹ *Simon Goulart, 1543-1628, étude biographique et bibliographique*, par Léonard-Chester Jones, Genève et Paris, 1917, 8°, xviii-688 p. orné de 8 planches hors texte.

mémorables Simon Goulart a mentionné une sœur. Voilà tout ce que l'on sait de sa famille. D'après la carrière suivie par l'ainé de la famille et en tenant compte du fait que Simon lui-même fréquenta le barreau de Paris contre son gré, par la volonté de de ses parents, on peut conjecturer que les Goulart étaient adonnés par tradition familiale aux charges de judicature et de finance.

C'est pendant son séjour à Paris que Simon Goulart se convertit à la Réforme. Dès le commencement de l'année 1566 il prenait le chemin de Genève pour se consacrer au ministère. Ses progrès dans les études théologiques furent évidemment très rapides, puisqu'étant arrivé à Genève le 25 mars 1566, il y fut consacré pasteur déjà le 20 octobre 1566, le jour même de son 23^e anniversaire. Un mois plus tard, il était installé dans la cure des villages de Chancy et Cartigny, au Mandement Genevois. Il y passa quatre ans, période d'apprentissage dans la carrière pastorale sans aucun événement notable.

En 1570, Simon Goulart se marie et publie son premier ouvrage. Suzanne Picot, avec laquelle Théodore de Bèze bénit son union, âgée de quinze ans seulement, était fille de Nicolas Picot, ce notable bourgeois et marchand drapier de Noyon, l'un des premiers adeptes de Calvin, condamné comme hérétique par le Parlement de Paris et réfugié à Genève. Ici, au lieu de se borner à indiquer le nom de la première femme de Simon Goulart, M. Jones aurait pu trouver l'occasion de donner quelques renseignements sur Nicolas Picot, chef d'une famille qui continue jusqu'à nos jours ses traditions de la façon la plus honorable.

Quant à son début dans la carrière littéraire et l'œuvre de vulgarisation à laquelle il devait s'adonner avec une remarquable persévérance, Simon Goulart le fit en publiant une traduction en vers français d'un poème latin de Jean Tagaut qu'il intitula : *Vœu pour les Martyrs à Dieu tout bon et tout puissant*.

L'année suivante 1571, Goulart qui avait su se faire apprécier par la Compagnie fut appelé en ville et affecté à la paroisse de Saint-Gervais où il devait désormais exercer une activité qui dura jusqu'à ses derniers jours. En même temps, il obtenait gratuitement la bourgeoisie de Genève. Son intention de ne plus quitter l'Eglise à laquelle il s'était donné et sa nouvelle patrie était donc bien arrêtée.

Le règlement de ses affaires personnelles, devenu nécessaire par suite du décès de son père, l'appela à Senlis en 1572, et ce ne fut pas sans peine qu'il obtint dans ce but, de la Compagnie, un congé d'un mois tout juste, accordé de mauvaise grâce. Il était encore en France, et venait précisément de quitter Senlis,

se disposant à entrer à Paris, le 24 août, quand il fut avisé des massacres qui s'y commettaient. En toute hâte il retourna avec un compagnon de voyage à Senlis, pour avertir ses coreligionnaires. Puis, ne pouvant employer les voies ordinaires pour regagner Genève, il s'y achemina par Sedan et Strasbourg, détour qui lui fit dépasser de deux semaines le délai concédé pour son voyage.

A partir de 1572 s'ouvre pour Goulart une période qui dure près de vingt-quatre ans. Il a toujours quelque œuvre sur le chantier, d'autres sous presse, et pourtant il ne néglige point ses devoirs pastoraux. Il apporte même tant de zèle à la prédication, que parfois ses auditeurs, lassés de la longueur de ses sermons, malgré l'éloquence qu'on lui reconnaît, insistent auprès du Consistoire pour qu'on l'engage à abréger ses homélies. Sur les ouvrages qu'il prépare et qu'il met au jour, traductions du grec et du latin, chansons spirituelles, recueils historiques, etc., la correspondance de Simon Goulart avec l'érudit historien et professeur Josias Simler de Zurich et d'autres amis, que M. Jones a réunie et éditée donne de précieux renseignements. Deux courtes missions en France en réponse à des demandes présentées par des Églises dépourvues de pasteur, celle de Feurs en Forez en 1576, et celle de Trémilly en Champagne en 1583, n'interrompent pas le cours ordinaire de ses travaux. Dans la plénitude de ses forces, il s'adonne à un labeur incessant et fécond. C'est alors que paraissent les œuvres historiques qui doivent sauver son nom de l'oubli : les *Mémoires de l'estat de France sous Charles neufiesme*, publiés en 1576 et de nouveau en 1578, l'histoire de la guerre de Genève avec le duc de Savoie, 1559-1590 ; les *Troisiesme et quatriesme Recueil des choses plus mémorables advenues sous la Ligue* (les premier et deuxième *Recueils* étant sans doute l'œuvre de Jérôme Haultain, de la Rochelle), 1593-1595, l'*Histoire des cinq rois* (*Recueils des choses mémorables advenues en France sous les règnes de Henri II, François II, Charles IX et Henri III*, et, dans les éditions subséquentes, *Henri IV*), 1595, qui a souvent été attribuée à Jean de Serres.

En même temps la réputation d'orateur de la chaire et de pasteur plein de mérite et de capacité de Simon Goulart s'était établie à Genève. La Seigneurie et la Compagnie reconnaissaient en lui « un pilier de l'Eglise ». Des orages, il est vrai, s'élevaient parfois, et des différends très vifs éclataient entre le Conseil et le pasteur de Saint-Gervais qui se permettait de censurer les décisions des autorités. Un premier désaccord se produisit à propos de l'affaire dite des adultères : des exilés, soupçonnés ou convaincus d'adultère, avaient fini par obtenir leur grâce et l'autorisation du Petit Conseil et du Conseil des Deux Cents de rentrer

en ville, ce que certains pasteurs, dont Goulart, déploraient ouvertement. Le Conseil blâma leur ingérence dans des affaires de cet ordre.

Souvent les difficultés matérielles de la vie se faisaient durement sentir, vu la modicité des salaires qui ne permettaient pas aux pasteurs chargés de familles nombreuses, comme Goulart, de subvenir à leurs dépenses. A un moment où le pasteur de Saint-Gervais avait laissé percer son découragement, le Conseil tint à lui prouver l'estime en laquelle il le tenait, malgré les divergences passées, et lui octroya un don extraordinaire que Goulart fit d'abord quelques façons d'accepter, malgré le besoin qu'il en eût, si bien que quelques années plus tard, quand il s'agit de le retrancher ou de le diminuer, il en dut réclamer le maintien. D'autre part, Goulart témoigna de son attachement à Genève en déclinant les offres qui lui arrivaient d'ailleurs. Demandé en 1594 par les Bernois pour la Classe de Lausanne, il déféra à l'avis du Consistoire, qui ne voulait pas se priver d'un membre si utile, et refusa cette vocation.

Sa vie domestique fut troublée par le deuil. Suzanne Picot sa femme était décédée en 1587, lui laissant six enfants dont le plus jeune n'avait qu'un an. Selon l'usage d'alors, quelques mois plus tard il se remariait, et épousait la veuve du Lyonnais Antoine de Combes, Geneviève Boucher, fille de Jean Boucher, de Paris. Il n'en eut pas d'enfants.

L'année 1595 marque le début d'une période où l'activité de Goulart change d'objet. De littéraire, elle devient surtout ecclésiastique. Vu le grand âge de Théodore de Bèze qui l'oblige à se confiner de plus en plus dans une retraite studieuse, Goulart est devenu une des personnalités en vue de l'Eglise de Genève. Son ancien ami, Antoine de la Faye, ambitieux et arriviste, possédé du désir d'occuper la première place, qui était celle de Bèze, entre en rivalité avec Goulart et, soutenu par un parti à sa dévotion, cherche à l'évincer. Fatigué par le travail intense auquel il s'est livré les années précédentes, Goulart donne des signes d'énervement. A plusieurs reprises il entame la lutte, soit avec le Conseil, soit avec les pasteurs ses collègues.

C'est ainsi qu'à propos du procès Juranville-Martinville, engagé depuis de longues années au parlement de Paris, au sujet de la possession d'une terre, entre deux belles-sœurs huguenotes, réfugiées ensuite à Genève où elles poursuivaient leur querelle, on voit Goulart prendre parti pour la vieille dame de Juranville qu'il estime injustement traitée, et protester contre les mesures judiciaires dont elle est victime. En effet, selon la rigueur des lois genevoises, cette femme respectable, se trouvant dans l'impossibilité d'établir la preuve de ses accusations, avait été

jetée en prison. Tandis que sa belle-sœur et adversaire, qui avait su se concilier d'utiles sympathies, entre autres celles de Joseph Duchesne, sieur de la Violette, — et les mauvaises langues trouvaient leur liaison trop intime, — promenait librement par la ville son arrogante assurance. Goulart, convaincu de l'innocence de M^{me} de Juranville, et ne pouvant intervenir autrement en sa faveur, se fit un devoir de conscience de stigmatiser ce qui lui paraissait un déni de justice, et demanda dans ce but à être déchargé de son ministère. Ce blâme indirect déplut fort en haut lieu. Intervention de la Compagnie, car Goulart se trouvait en opposition avec la majorité de ce corps, comparution devant le Conseil, enfin emprisonnement du pasteur fautif. Goulart s'obstinait dans son attitude, et l'affaire s'aggrava encore du fait d'attaques très vives que le pasteur de Saint-Gervais lança du haut de la chaire, quoiqu'il eût promis de s'abstenir dans ses sermons de critiques de ce genre, contre la conduite de Henri IV et le scandale de ses amours avec la belle Gabrielle d'Estrées. Or Messieurs de Genève, persuadés que le salut de la République, qui n'avait conclu qu'une trêve avec le duc de Savoie, dépendait des subsides en argent et des secours en troupes du roi de France, ne voulaient pas risquer d'indisposer ce puissant voisin, et trouvaient préférable d'ignorer, au moins officiellement, la liberté de ses mœurs.

En même temps s'était produit un nouvel appel des Bernois pour attirer Goulart à Lausanne, et l'on crut avoir la preuve, par une lettre interceptée, que Goulart consentait par dessous main (un jeu auquel son biographe lui reproche de s'être complu en plus d'une occasion) à s'accorder avec eux, tandis que publiquement il déclarait s'en tenir à la décision négative de ses confrères. Ce ne fut pas sans peine que les choses s'arrangèrent. Simon Goulart finit par demander pardon et le Conseil, très désireux de le retenir dans sa charge, se borna à lui faire décerner des censures par la Compagnie. M. Jones a montré, d'après les pièces officielles, que Goulart, que certains ont voulu poser en martyr de la dureté du Conseil, fut au contraire traité par Messieurs avec respect, comme un personnage dont ils appréciaient la valeur intellectuelle et l'utilité.

Un peu plus tard, en 1598, nous voyons Goulart, appuyé cette fois par le Conseil, diriger l'opposition contre la majorité de la Compagnie dans l'affaire de la *dispute de Thonon* ou du Père Chérubin. La Faye, dans sa crainte de voir Goulart s'y distinguer et accroître ainsi ses chances à la succession de Bèze, mit tout en œuvre pour faire échouer la dispute proposée, et se distingua dans la controverse par l'âpreté avec laquelle il combattit les vues de Goulart. Il est probable que ce fut dans ce même but de se

débarrasser d'un concurrent dangereux que La Faye fit tomber sur Simon Goulart le choix, par la Compagnie, d'un ministre pour Catherine de Bourbon-Navarre, duchesse de Bar, sœur de Henri IV, qui en avait demandé un à Genève. Néanmoins, sur les avis de Bèze qui jugeait inopportun le départ de Goulart, on finit par envoyer à cette princesse une réponse dilatoire, et Goulart ne partit point.

Pendant la nuit de l'Escalade, Goulart se trouvait à son poste d'aumônier avec les hommes de Saint-Gervais, à la tête du pont du Rhône, à une assez grande distance du théâtre de la mêlée. Mais il en a recueilli toutes les circonstances, et les trois récits qu'il a laissés de cet événement comptent parmi les documents les plus intéressants que nous ayons sur l'Escalade.

En 1603, nous retrouvons Goulart en démêlé avec le Conseil au sujet de la prédication à Saint-Pierre et des élections. Mais, contrairement à ce qui s'était passé en dernier lieu, cette fois la Compagnie le soutient. Messieurs, qui suivaient les prêches à Saint-Pierre, souhaitaient d'y entendre Goulart. Mais celui-ci, très attaché à sa paroisse de Saint-Gervais qu'il desservait depuis trente-trois ans, ne se souciait pas de s'en séparer. Un désaccord surgit à ce sujet entre le Conseil et la Compagnie, en même temps qu'à l'occasion d'une demande de pasteur présentée par l'Église de Lyon. La Compagnie vit une atteinte à l'indépendance de ses décisions dans l'attitude du Conseil, tandis que celui-ci estimait que la Compagnie en prenait trop à son aise envers lui. En fin de compte, le Conseil l'emporta, et put s'applaudir de son ingérence dans les affaires ecclésiastiques. La Compagnie se soumit, et Goulart dut se résoudre à prêcher comme semainier à Saint-Pierre, tout en demeurant à son poste de Saint-Gervais.

La question des élections à la lieutenance, dans laquelle Goulart se déclara en faveur des revendications populaires, en 1603, provoqua les susceptibilités du Conseil. Incapable de se rendre compte du caractère légal et paisible des réclamations du peuple, ce corps redoutait la moindre atteinte à une autorité incessamment accrue et se montrait très intransigeant. Goulart, tout en faisant preuve d'un esprit vraiment conciliant, ne craignit pas de s'exposer au ressentiment du Conseil. Dans une harangue qui fit grand effet, il adjura le peuple d'éviter toute sédition. Puis, s'adressant au Conseil, il s'efforça d'éveiller les sympathies des magistrats; il les engagea à accorder tout ce qui ne contreviendrait pas aux ordonnances et édits. Bien qu'elle n'ait pas eu l'influence heureuse et décisive qu'elle aurait méritée, l'initiative de la Compagnie fut courageuse et conforme à l'idéal d'un État vraiment démocratique. En essayant de faire admettre par les autorités certaines réformes politiques légitimes, Simon Goulart,

qui prit en cette circonstance la tête du mouvement de la Compagnie, a joué un rôle des plus honorables. On regrette de ne pas posséder même un résumé de son discours au peuple.

Après la fin des luttes de 1603, la vie de Goulart se fit de plus en plus calme. Il rentrait à Genève, dans la deuxième moitié de 1605, d'un séjour de quelques mois à Grenoble dont il avait été desservir l'Eglise, quand Théodore de Bèze mourut plus qu'octogénaire. Simon Goulart devient alors, au moins par l'ascendant qu'il exerce et l'autorité morale dont il jouit, le chef, en quelque sorte, de l'Eglise de Genève. Le Conseil, passant l'éponge sur les griefs qu'il avait pu avoir contre lui, cherche à l'établir à la première place dans l'Eglise, en substituant une modération annuelle, sous le nom de *proestasie*, à la présidence hebdomadaire qui, depuis 1580, était de règle dans la Compagnie, et en engageant les pasteurs à maintenir comme proestos celui qui paraîtrait le mieux qualifié, et qui aux yeux de Messieurs était Goulart. La Compagnie, qui tenait au principe de l'égalité entre confrères, n'adopta pas complètement cette façon de voir. Mais la modération annuelle fut adoptée, et Goulart, qui était devenu doyen de la Compagnie par la mort de Charles Perrot en 1608, dut à plusieurs reprises accepter la *proestasie*, jusqu'en 1612 où, après l'avoir demandée à plusieurs reprises, il obtint enfin sa démission. Il fut aussi déchargé des prêches en semaine à Saint-Pierre.

Très absorbé par les affaires ecclésiastiques, il ne pouvait plus désormais donner beaucoup de temps à des publications nouvelles; ses œuvres deviennent de plus en plus rares. Quoique sa santé ait été en général robuste, passé soixante-dix ans le déclin des forces commença à se faire sentir. Tout en continuant à vaquer à ses fonctions de pasteur de Saint-Gervais, Goulart se démit peu à peu de toutes les charges accessoires qu'il avait assumées. Il cessa ses leçons de théologie à l'Académie, pour le maintien et le développement de laquelle il avait travaillé avec zèle pendant de longues années. Comme il arrive généralement, des chagrins et des deuils attristèrent ses derniers jours. De neuf enfants qu'il avait eus, trois étaient morts en bas âge, et des survivants deux seuls étaient à Genève, Jaël, femme de l'imprimeur Henri Aubert, qui mourut en 1627, un an avant son père, et le plus jeune de ses fils, Jean, faible de santé, qui occupait un petit emploi à l'hôpital. Le fils aîné, Simon, après avoir été très apprécié en Hollande comme pasteur de l'Eglise wallonne d'Amsterdam, s'était vu déposé à cause de ses opinions arminiennes, puis exilé, gros chagrin pour son père. Jacques, le second fils, était pasteur dans le pays de Vaud; deux filles, Anna et Jeanne, mariées à l'étranger.

Une affaire, suscitée par le lorrain Jacques Royer, installé

comme pasteur à Céligny (territoire de Genève), puis après de violentes discussions avec ses confrères, établi à Metz, causa beaucoup de soucis à Simon Goulart; il manifesta alors des sentiments de rancune qui ne lui étaient pas habituels.

Sa santé s'affaiblissait, il devait se borner à la prédication et à sa tâche de guide spirituel. On le voit insister à diverses reprises auprès du Conseil pour une plus sévère répression des exès « du luxe et de la profanité ». Très austère, il s'effraie de la décadence des mœurs. Le port de bracelets et chaînes d'or par les femmes, les promenades du dimanche hors de la ville, la fréquentation des auberges et cabarets, les jeux, lui semblent de vraies abominations.

Il s'éteignit plein de foi et d'espérance, âgé de près de 85 ans, le 3 février 1628. Théodore Tronchin, filleul de Théodore de Bèze et mari de la petite-fille adoptive du réformateur, composa son oraison funèbre, qui toutefois ne fut pas prononcée, la Compagnie redoutant toute nouveauté, mais imprimée et distribuée.

Les publications de Simon Goulart sont trop nombreuses pour que nous puissions en reproduire ici la liste. M. Jones a retrouvé 76 articles. Avouons pourtant que nous avons été étonné de voir figurer dans sa bibliographie, sous le numéro 16 : *l'Histoire ecclésiastique, dite de Bèze*. A l'appui de la thèse que Goulart en serait l'auteur, M. Jones s'est borné à renvoyer aux arguments avancés par M. Rod. Reuss dans l'*Introduction* de l'édition Reuss-Cunitz. M. Reuss laissait du reste la question en suspens. M. Jones ajoute seulement (p. 490) que « si Goulart n'était pas le rédacteur de l'*Histoire ecclésiastique*, l'année 1580 serait la seule, entre 1572 et 1582, où il n'aurait rien publié ». Il est vrai que dans la table de la bibliographie (p. 664) M. Jones a formulé son opinion sous une forme plus restrictive, en notant : « Goulart a collaboré à l'édition, 1580 »; mais il n'a pas corrigé positivement l'affirmation de l'article détaillé. Il est curieux qu'il n'ait pas fait mention des documents si intéressants mis au jour par M. Théophile Dufour, se rapportant à la question du lieu d'impression et à celle de l'auteur de l'*Histoire ecclésiastique*. Comme ils ont été signalés ici même (*Bull.*, 1890, p. 285), nous nous bornerons à rappeler qu'ils apportent la preuve que la première édition de l'*Histoire ecclésiastique* a été imprimée à Genève, et d'autre part que Bèze en était l'éditeur responsable. D'ailleurs, dans la correspondance encore inédite de Bèze avec Bullinger et Gwalther de Zurich, nous avons rencontré plusieurs passages où Bèze parle clairement du formidable travail qu'il s'est imposé en recueillant et mettant en œuvre les nombreux mémoires qu'il a reçus des Eglises françaises. Il n'est pas impossible que Goulart ait été chargé par Bèze de la rédaction de tel ou tel chapitre, mais nous n'en avons aucune preuve. Et l'*Histoire ecclésiastique*

doit être rangée, sans hésitation, au nombre des publications de Théodore de Bèze et non pas de Simon Goulart.

Si M. Jones a établi avec un soin extrême la bibliographie des œuvres de Goulart, nous regrettons d'autre part qu'il n'ait pas ajouté à ce travail une étude critique et littéraire des œuvres historiques de l'auteur, les seules qui actuellement conservent un véritable intérêt. Les *Notes critiques* qu'il a données sur les *Mémoires de l'Etat de France sous Charles IX* (p. 475 et suiv.), sur la traduction du *De Republica Helvetiorum* de Simler (p. 480 et suiv.), sur l'*Histoire ecclésiastique* (p. 480 et suiv.), sur les récits de la guerre de 1589 à 1593 (p. 491 et suiv.), assurément très utiles, ne traitent que de la question d'auteur et de la bibliographie des ouvrages examinés. On aurait aimé à trouver un chapitre consacré à l'étude de l'esprit dans lequel ces œuvres ont été rédigées, aux idées de Goulart, aux sources auxquelles il a puisé. Nous souhaitons que le biographe de Simon Goulart comble quelque jour cette lacune.

Au cours de ses recherches, M. Jones a retrouvé une soixantaine de lettres latines ou françaises de Simon Goulart, et leur publication constitue une partie importante de son volume. La plupart étaient encore inédites; quelques-unes avaient été imprimées dans d'anciens recueils. Elles sont adressées pour la plupart à Josias Simler (1574-1576), aux ministres de Genève et à Bèze en particulier (1583), à Guillaume Stucki, Sébastien Schobinger de Saint-Gall, Joseph-Juste Scaliger, Paul Ferry, etc. Nous lui ferons à ce sujet deux petites chicanes. Il eût été préférable de grouper toute la correspondance sans intercaler au milieu (p. 488 à 535) les *Notes critiques* II à V. En second lieu, tous ceux qui ont l'occasion de parcourir des lettres latines ou françaises du xvi^e siècle savent que les écrivains jetaient au petit bonheur, le plus souvent, la ponctuation ou l'omettaient complètement. Mais quand il s'agissait d'imprimer un texte, l'auteur ou l'éditeur, plus souvent encore le correcteur, rétablissait une ponctuation régulière. Ce travail, l'éditeur moderne doit le faire, au risque de présenter au lecteur un texte difficilement intelligible. Par un souci exagéré d'exactitude, M. Jones a cru devoir reproduire les textes dans l'état où il les rencontrait dans les manuscrits. Il en résulte que beaucoup de phrases se trouvent hachées par des majuscules, des points, des points et virgules malencontreux; d'autres, au contraire, sont agglomérées en une masse informe, et il faut s'y reprendre plus d'une fois pour retrouver le sens. L'abus des crochets, en rétablissant les lettres supprimées dans des abréviations courantes, est aussi fatigant pour l'œil. Quelques textes latins (en particulier une lettre de Goulart à Simler du 25 décembre 1574, où l'on trouve *collatueros* pour *col-*

laturus, Dominibus pour *Dominis*, *Lotharhnum* pour *Lotharingum*, etc.) auraient gagnés à être revus. Enfin des notes sur des personnages ou des noms de lieux qui figurent dans ces textes inédits, et dont il n'est pas fait mention dans le reste de l'ouvrage, auraient été les bienvenues. Ce sont là de légères ombres qui n'enlèvent rien au mérite d'un travail d'aussi longue haleine, dont les résultats répondent si bien au but que s'est proposé l'auteur. —

H. V. AUBERT.

CORRESPONDANCE

Napoléon I^{er}. — Bossuet. — L'un et l'autre ont été l'objet de commémorations que des partis politiques et religieux se sont efforcés de rendre aussi éclatantes que possibles. Le Gouvernement de la République a cru de bonne politique de s'y associer officiellement, ainsi qu'il l'avait fait auparavant pour la fête de Jeanne d'Arc. Comme le déclarait son représentant à la glorification de Bossuet, il entendait par là « ne méconnaître aucun aspect du génie de la France et de son histoire. Dans quelque famille spirituelle qu'ils se rangent, elle honore tous ceux qui furent les perles de son intelligence et les artisans de sa grandeur ». Cette attitude objective et diplomatique permettait certaines réserves.

On s'est abstenu fort prudemment d'en formuler à propos de Bossuet, mais lorsqu'on a parlé de Napoléon, on a cru devoir se défendre hautement de toute velléité de cet impérialisme guerrier que nous reprochent nos ennemis et dont certains de nos amis ne nous croient pas suffisamment guéris.

Quelques protestants se sont demandé s'il ne convenait pas de rappeler l'attitude de Napoléon dans la question religieuse. On aurait pu le faire sans s'exposer au reproche d'approuver sa politique. On l'a constaté ici même lorsqu'en 1902 nous avons, à bon droit, célébré le centenaire de la *Loi du 18 Germinal an X* (8 avril 1802)¹ : De tous les souverains qui ont régné sur la France, Napoléon est le seul qui ait vraiment respecté et fait respecter la liberté de conscience et de culte de ses sujets protestants. Le premier de tous il s'est énergiquement opposé à la prétention de

1. Voy. *Bull.* 1902, p. 286-307. — Pages 394 on est prié de mettre 1804 à la place de 1805 et p. 295, au commencement du premier paragraphe, *Trois* au lieu de *Deux*.

l'Eglise catholique de représenter *seule* la religion et le génie de *tous* les Français *sans exception*. Il a dû la menacer de rompre les négociations si elle persistait à ne pas vouloir admettre que les pasteurs soient placés sur le même pied que les curés et qu'ils émargent au budget au même titre que ces derniers. S'il ne nous a pas accordé de gouvernement représentatif, il nous a épargné les procès ou les dénis de justice pour propagande religieuse dont nous ont gratifié tous les régimes, sans excepter le dernier. Il y a à peine 21 ans, en effet, exactement le 20 avril 1900, qu'un ministre des Cultes de la troisième république, M. Leygues, écrivait au préfet de Vesoul : « L'attention du gouvernement a été appelée sur la *multiplication excessive des lieux de culte protestants*. Certes le gouvernement ne se refuse pas à accorder toutes les facilités pour l'exercice de ce culte, mais s'ensuit-il qu'il doive *autoriser l'ouverture de nouveaux temples dans toutes les localités où se trouve une agglomération de protestants ?* Et l'autorisation *provisoire*, donnée par le Préfet, conformément à l'article 2 du décret du 19 mars 1859, ne suffit-elle pas pour un *certain nombre* de ces temples ? ¹ »

Voilà des faits qu'on ne doit pas oublier quand on porte des jugements sur le passé et quand on veut apprécier équitablement l'invariable mentalité de ceux qui s'efforcent « d'attirer l'attention du gouvernement » sur nos prétendus méfaits ².

Dira-t-on que j'exagère ? Qu'on lise et relise, par exemple, cette phrase par laquelle, au nom de l'Académie française, M. Gabriel Hanotaux a glorifié Bossuet à l'occasion de l'inauguration de sa statue à Dijon :

« *Tous les Français et tous les hommes* lui savent gré et lui sauront gré à jamais d'avoir fixé, dans des paroles inégalées, les règles des traditions sûres et les principes arrêtés, reçus de la plus haute antiquité et transmis aux générations par la civilisation latine et méditerranéenne. C'est là une des *tâches providentielles de la France*. Bossuet l'a réalisée ».

Non seulement cet extraordinaire dithyrambe n'est accompagné d'aucune réserve, mais, au nom de l'Académie, M.G. Hanotaux prétend que *tous les hommes* savent gré à Bossuet d'avoir formulé l'idéal qu'avec le clergé de son temps il avait fini par imposer à Louis XIV. Involontairement on se rappelle une des plus célèbres de ces paroles enflammées où apparaît *la tâche providentielle de la France*. C'est celle dont aucun orateur n'a jamais égalé le souffle lyrique et l'encens sacrilège, celle dont, au lendemain des dragonnades de Meaux, le 25 janvier 1686, devant le cercueil de

1. Voy. *Bull.* 1901, p. 618, n. le texte de toute la lettre.

2. Tout récemment, si je ne fais erreur, M. Augagneur a interdit une réunion des différentes missions du Congo.

Michel Le Tellier, Bossuet fit retentir les voûtes de Saint Gervais : « Poussons jusqu'au ciel nos acclamations et disons à ce nouveau Constantin, à ce nouveau Théodose, à ce nouveau Marcien, à ce nouveau Charlemagne, ce que les six cent trente Pères dirent autrefois dans le concile de Chalcédoine : Vous avez affermi la foi, vous avez exterminé les hérétiques ; c'est le digne ouvrage de votre règne ; c'en est le propre caractère. Par vous l'hérésie n'est plus. Dieu seul a pu faire cette merveille. Roi du ciel, conservez le Roi de la terre ; c'est le vœu des Eglises, c'est le vœu des Evêques » !!!

Les fêtes en l'honneur de Bossuet, célébrées à Metz et à Dijon, ont été précédées d'une série d'articles de M. A. Rébelliau, intitulés : **Autour de la correspondance de Bossuet**, qui ont paru dans la *Revue des Deux Mondes* (15 juin, 1^{er} août, 1^{er} octobre, 15 décembre 1919 et 15 mars 1920). Il vaut la peine de les lire si l'on veut se faire une idée de l'ambition de cette famille bourguignonne et du génie de l'intrigue qu'elle déploya pour se pousser et se maintenir dans les hautes situations ecclésiastiques. Ou je me trompe fort ou ces articles, bien qu'extrêmement élogieux, n'ajouteront rien à la gloire de l'aigle de Meaux. Le dernier, du 15 mars 1920, nous intéresse tout particulièrement. Il est intitulé : *Entre Metz et Paris, Bossuet et Paul Ferry*. C'est l'histoire des efforts tentés par Ferry et Bossuet en 1666, pour trouver, au moyen de formules conciliantes, c'est-à-dire équivoques et obscures, un acheminement à la « réunion » des deux confessions. Le « bon homme » Ferry s'y prêta par amour de la paix et de la conciliation. Quant à Bossuet, son historien voudrait nous faire croire qu'il agissait dans le même esprit, mais son exposé démontre que toutes les concessions devaient venir des protestants et que l'Eglise représentée par Bossuet poursuivait la soumission pure et simple des « frères séparés ». Lorsque le bruit de ces entretiens se fut répandu, on crut en haut lieu qu'il suffirait, pour obtenir cette soumission, d'acheter les pasteurs d'une certaine région et on sait de reste à quelles mesures « conciliantes », Bossuet comme tous les évêques eurent recours lorsqu'ils s'aperçurent qu'ils ne pourraient ni duper, ni acheter les huguenots. M. Rébelliau termine son article, par cette phrase qu'il développe : « Au lieu de rêver, par la fusion des symboles, l'unité d'enseignement, de croyances et d'Eglise, ne se contenterait-on pas d'un rapprochement de vie, d'une cohabitation sociale plus fraternelle, d'une fusion cordiale des sentimentalités communes ». C'est là, assurément, un vœu généreux, mais M. Rébelliau sait bien que les autorités responsables de l'Eglise à laquelle il appartient s'efforcent au contraire, par des mesures de plus en plus radicales et sans désavouer aucune des calomnies répandues sur la Réforme et les

réformateurs, de faire « couper tous les ponts » entre les deux communions. La première condition pour que deux hommes d'avis différent puissent collaborer fraternellement c'est que chacun l'un des deux la vérité, quelle qu'elle soit et où qu'elle se trouve, et la liberté.

N. WEISS.

Servet. — Sous le titre de *Servetus notes*, un M. Léonard L. Mackall, de New-York, a publié, dans les *Contributions to medical and biological research dedicated to sir William Osler, in honour of his seventieth Birthday, July 12, 1919* (pages 767-777), quelques notes sur le portrait (avec reproduction de celui de van Sichem de 1607) et sur les deux premières publications de Servet. Il rappelle qu'il existe, de ces deux ouvrages, *De Trinitatis erroribus* 1531, et *Dialogorum de trinitatis libri duo*, 1532, une contrefaçon qu'il suppose avoir été imprimée vers 1731 pour le Rev. Georg Serpilius (1666-1723) pasteur hymnologue, de Batisbonne. — La Bibliothèque de notre Société d'Histoire renferme (R. 9589), l'édition originale de ces deux volumes, provenant de la *Sunderland Library*, — et aussi, dans le fonds A. André (n° 1188), la contrefaçon du premier, qu'il est facile d'en distinguer, vu la différence des caractères typographiques du texte et l'absence, sur le titre, d'un des deux tirets après *Trini*. Mais cette contrefaçon, dorée sur tranche, a été recouverte pour le possesseur qui s'appelait *Otho Kemperus*, d'une charmante reliure en parchemin ivoire qui porte, au bas du premier plat en haut duquel ce nom est imprimé en lettres dorées, en chiffres aussi dorés, la date 1573. Il est donc impossible que la réimpression ait été faite pour ce Rev. Serpilius, né cent ans plus tard, à moins, ce qui est bien peu probable, que cette reliure ait été mise sur un volume imprimé au xvii^e ou au xviii^e siècle.

N. W.

La tombe de Calvin. — Sous ce titre, on lit dans les *Débats* du 11 juin 1921, cette note : « Le dernier descendant d'une vieille famille genevoise¹, M. Eugène de Speyr, qui habite actuellement à Avignon, vient de révéler au consistoire de l'Eglise protestante de Genève l'endroit exact où le grand réformateur Jean Calvin fut enterré au cimetière de Plainpalais, le 24 mai 1564. Dans la crainte que la tombe ne fût profanée, Calvin fut enterré secrètement. Depuis trois siècles, le secret de la tombe de Calvin était connu

1. Au lieu de genevoise, il faut lire bâloise.

de la seule famille de Speyr, qui ne devait pas le divulguer tant qu'il y aurait des descendants ».

D'autre part le *Journal de Genève*, du 16 juin, imprime ceci :

« Ce n'est pas sans quelque hésitation — nous l'avons dit — que le véritable septuagénaire venu d'Avignon avait indiqué l'endroit où, selon un secret de famille, avait été inhumé le grand réformateur. Dans ces conditions, il est fort probable que le consistoire renoncera aux fouilles. Une décision définitive sera en tous cas prise au cours de la séance de samedi prochain, après discussion du rapport que la commission exécutive présentera à ce sujet ».

Le consistoire a, en effet, renoncé à faire faire des fouilles.

Lieu d'assemblée du Désert en Poitou. — Un ancien lieu d'assemblée du *Désert en Poitou* se trouve dans la commune de Rouillé (Vienne), entre les deux hameaux de la Jarilière et de la Terraudière. C'est un grand pré ombragé de vieux châtaigniers. On l'appelle encore le pré de la « Société ». Le pasteur Jean Marteau faillit un jour y être arrêté pendant un de ses prêches. Il déjoua habilement les poursuivants en transformant sa prédication en une harangue aux bergères, nombreuses dans l'auditoire, les exhortant avec énergie à s'appliquer au soin de leurs ouailles.

J. M.

Etampes, 1567. — On me signale, dans le *Bulletin de la Société hist. et archéologique de Corbeil, d'Etampes et du Hurepoix*, 1912, 2^e livre, p. 81-82, cette note d'un M. Ch. Forteau, extraite d'un travail sur saint Martin d'Etampes : « En 1567, les Réformés prirent la ville d'Etampes aux troupes royales ; messire Joachim Charpentier, curé de Saint-Martin, en a conservé le souvenir dans les registres de sa paroisse. Un acte de baptême débute ainsi : « Du mardy, septiesme jour d'octobre et du commencement des troubles de 1567 et pour les seconds troubles (en note, les huguenots étaient déjà venus à Etampes en 1562), fut baptisé »... et plus loin : « Le dix-septième jour d'octobre 1567, Montgomery, huguenot, print la ville d'Etampes ».

« Les protestants, on le sait, commirent, pendant leur séjour, les pires excès, ardents aussi à faire des prosélytes, ils transformèrent en temple l'une des églises — nous ignorons laquelle — que le peuple appela la *Huguenoterie*, et ils forçaient les habitants à y faire baptiser leurs enfants dans la religion réformée. Quand

les troupes rebelles eurent évacué Etampes, le premier soin des curés de la ville fut de faire rentrer ces enfants dans le giron de l'Eglise catholique. Deux actes nous en donnent le témoignage :

« Le quatorziesme jour du mois décembre au dict an (1567) fust baptisé Pierre des Goullons, fils de Michel, sa mère, Magdelaine Morin. Les parins Pierre Picart et Nicole Mareschal, la mareine Loyse Archambault. Et fust le dict Pierre baptisé à la Huguenoterie et y fut porté le dix-septiesme du mois d'octobre. Et le dict Pierre des Goullons eust nom Daniel à la dict Huguenoterie et fust reporté et baptisé en l'église Monsieur Saint-Martin d'Estampes-les-Vieilles, par messire Joachim Charpentier curé »...

On voit, par ce prétendu *témoignage*, qu'il n'est dit nulle part que les huguenots commirent les pires excès, qu'ils transformèrent en temple l'une des églises, ni surtout qu'ils *forçaient les habitants à faire baptiser leurs enfants dans la religion réformée*. Il semble bien plutôt que c'est le curé qui contraignit ceux qui avaient cru pouvoir plutôt inscrire leurs enfants dans l'Eglise réformée lorsque Montgomery se fut emparé de la ville, à réintégrer ce que feu M. Forteau (décédé le 1^{er} octobre 1912) appelle *le giron de l'Eglise catholique*. Mais, aux yeux des habitants d'Etampes et autres lieux, catéchisés par leurs curés, des protestants sont-ils capables d'autre chose que de « commettre les pires excès » !

A Caen en 1560. Voy. *Bull.* 1920, p. 213. Voici le texte de la pièce de vers citée par Floquet et M. É. Le Parquier :

Le Georgelier et l'advocat Damours ¹
 Ont rapporté au Roy souverain prince
 Que Caen estoit plain de folles amours
 Gens vicieux plus que autres provinces,
 Ne craignans Dieu, abondans en malice.
 Par tel rapport fort et affection
 D'en informer ont eu commission.
 Seront-ils creus si, par belles enquestes,
 Tels ils nous font ? Non, car ² ils seroient bestes
 S'ils ne pouvoient, ayants papier et ancre,
 Leurs faulx rapports pour ne perdre leurs testes.
 Mais Dieu nous garde lequel est seul notre ayde (Psalme XII),

1. Du parlement de Rouen.

2. Pour : mais.

Car les malins et grandes troupes cheminent
Deçà de là, tout est plain des humains
Lorsque d'iceux les plus meschans dominant,
Et qu'eslevés sont contre les humains.

NÉCROLOGIE

M. Camille Rabaud

M. le pasteur Camille Rabaud était le doyen du corps pastoral français et aussi des membres de la *Société de l'Histoire du Protestantisme français*. Son nom est inscrit sur la deuxième liste de ces membres, qui parut, en 1852, dans la seconde livraison de ce recueil. Il vient de s'éteindre le 22 mai dans sa 95^e année à Castres où il avait exercé le ministère pendant vingt-cinq ans et repris ses fonctions, à 87 ans, de 1914 à 1917. Il ne laisse pas seulement, au témoignage d'un de ceux qui l'ont le mieux connu, dans les deux églises qu'il desservit, Mazamet et Castres, de « profonds regrets et d'impérissables souvenirs », mais il n'a jamais cessé de s'intéresser à notre histoire. Il s'est efforcé de la faire connaître de ses ouailles par une série de publications populaires, sans compter sa collaboration à notre *Bulletin*, ses deux volumes sur *l'Histoire du Protestantisme dans l'Albi eois et le Lauraguais*, celui sur le girondin *Lasource* et celui sur *Paul Rabaut* dont il a été rendu compte dans notre dernière livraison. Comme il arrive souvent à ceux qui vivent longtemps, ses derniers jours furent attristés par des infirmités et par des deuils, parmi lesquels la mort pour la France de trois de ses petits-fils dont deux viennent d'être décorés de la légion d'honneur, le frapèrent douloureusement. Que le plus éprouvé de ses fils, M. le professeur Gaston Rabaud, veuille bien trouver ici l'assurance de notre profonde et cordiale sympathie ¹.

N. W.

1. Voir *Evangile et Liberté* du 8 juin 1921.

Le gérant : FISCHBACHER.

Souscrivez de suite aux Bons du Trésor à deux ans

Pour assurer la sécurité de vos épargnes;
Pour fortifier le crédit de la France;
Pour accroître vos revenus;
Pour faciliter la reconstitution économique de votre pays;
Pour toucher d'avance des intérêts élevés et exempts d'impôt;
Pour améliorer le change;
Pour retrouver votre capital intact au bout de deux ans;
Pour stabiliser les prix et développer le commerce extérieur;
Pour mettre vos disponibilités à l'abri de tous les risques.

On souscrit partout :

Dans toutes les caisses publiques, dans toutes les agences de la Banque de France et des établissements de crédit, chez les notaires et agents de change.

Un jour viendra

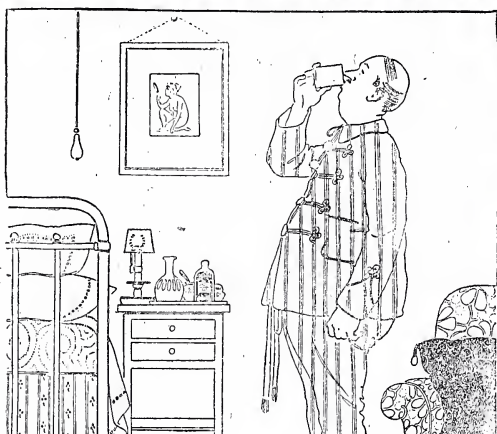


Le flacon
frco 40 fr
Le flacon-réclam-
frco 24 fr

Parfum
à la mode

ARYS 3, Rue de la Paix, Paris.

L'Heure du Rein



CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

L'Agenda P.-L.-M. 1924, qui vient de paraître, contient, outre une suite de « Pages choisies », un « Carnet des mois », accompagné de hors-textes en couleurs, un « Calendrier du Touriste », des « Topos » d'excursions, etc. Ce volume, de deux tons, orné de plus de 350 illustrations, est en vente au prix de 7 fr. à l'Agence P.-L.-M., 20, St-Lazare, Paris, dans les bureaux de ville et bibliothèques des gares de la Compagnie, les Agences de voyages et aux rayons de parades des Grands Magasins. Il est envoyé aussi, sur demande, contre mandat de 9 fr. sur le domicile, adressée au Service de la Publicité de la Compagnie P.-L.-M., 20, Boulevard Diderot, à Paris (XII).

CROIX HUGUENOTES ANCIENNES
Reproductions Fac-Similé
Recommandées comme cadeaux de toutes circonstances pour Dames et Jeunes Filles (PENDENTIF) Messieurs et Jeunes Gens (BRELOQ).

OR CONTROLÉ, jaune mat

I. CROIX DU LANGUEDOC
XVIII^e siècle. Le plus beau spécimen
av. col. bombée, h. 30^m/m poids 36^{gr} 9

II. AUTRES CROIX ANCIENNES
Colombe bombée ou larme

a) haut. 33^m/m poids 36^{gr} 7
b) haut. 29^m/m poids 3 gr.
c) haut. 26^m/m poids 3 gr.
d) haut. 18^m/m poids 2 gr.

ARGENT CONTROLÉ
Colombe ou larme

1. Croix du Quercy 17^e siècle.
2. Croix Gênoise, h. 30^m/m
» h. 28^m/m
3. Croix Ancienne, h. 18^m/m

COLLIERS
Argent forcat, long. 45 c/m.
Or forcat, l. 45 c/m., p. 36^{gr} 50

N. B. — Tous ces prix s'entendent avec la taxe de luxe incorporée.

CROIX DU LANGUEDOC
Envoi franco contre mandat-poste — adressé à — **M. STREET, 200, Rue de la Harpe, Paris**
Bureaux de vente : à l'entresol, à gauche.

BAISSE de 10 % sur toutes les croix et colliers or et argent. Nos articles sont les moins chers et les plus beaux.

JUBOL
Régulateur de l'Intestin
fixe une heure constante
aux Jubolisés.

Constipation



L'UNION

SIÈGE SOCIAL : 9, Place Vendôme, PARIS

Compagnie d'assurances sur

LA VIE

Entr. privée, assuj. au contrôle de l'État,
fondée en 1829

Fonds de garantie : **252 Millions**
Rentes viagères payées annuellement :
6 Millions 1/2

M. BOISSARIE (Joseph) o *, Directeur.

M. AUÏERBE (Henri). Sous-Directeur.

Compagnie d'assurances contre

L'INCENDIE

fondée en 1828

Capital social : **10 Millions**
Reserves : **51.629.455**
Sinistres payés depuis l'origine de
la Compagnie :
583 Millions

MM. ALBY. *, Directeur.

POTTIER (A.). Direct.-Adjoint.

VINCENT (A.). Sous-Directeur.

Compagnie d'assurances contre

LE VOL ET LES ACCIDENTS

fondée en 1909

DÉTOURNEMENTS. — DÉGATS DES EAUX
BRIS DES GLACES

Capital social : **10 Millions**

M. ALBY. *, Directeur.

M. A. POTTIER, Direct.-Adjoint.
(Accidents).

M. A. VINCENT, Sous-Directeur

CONSEIL D'ADMINISTRATION DES TROIS COMPAGNIES

MM.

Dervillé (Stéphane), G.O. *, Président de la Cie des chemins de fer de P.-L.-M., Régent de la Banque de France, Vice-Président de la Cie Univ. du Canal mar. de Suez, ancien Président du Trib. de Commerce de la Seine, *Président*.
Mirabaud (Albert) *, de la Maison Mirabaud et Cie, Banquiers, Administrateur de la Compagnie des Chemins de fer de P.-L.-M., et de la Compagnie Algérienne, *Vice-Président*.
Delaunay Belleville (Robert), O. *, Administrateur général de la Soc. Anonyme des Etablissements Delaunay Belleville.
Jameson (Robert) *, de la maison Hortinguer et Cie, Banquiers, Administrateur du Comptoir d'Escompte de Paris.

MM.

Mallet (Jacques), de la maison Mallet Frères et Cie, Banquiers.
Montferand (Marquis de) *, ancien Inspecteur des Finances, ancien Directeur de l'Union-Vie.
Neulize (J. De) *, de la maison De Neulize et Cie, Banquiers.
Thurneysen (Auguste), Vice-Président de la Société des Voies Ferrées des Landes et de la Banque Transatlantique, Régent de la Banque de France.
Vernes (Félix) *, de la Maison Vernes et Cie, Banquiers.
Administrateur de la Compagnie du Chemin de fer du Nord et de la Banque Impériale Ottomane.

ASTHMATIKES ! LA POUDRE Louis LEGRAS

Calme instantanément les plus violents accès d'ASTHME, la TOUX des VIEILLES BRONCHITES, L'EMPHYSEME et guérit progressivement. Résultats merveilleux.

La Boite : 2 fr. 95 dans toutes pharmacies.



utiles
et
avanc

AVANT DE FAIRE

VOTRE COMMANDE

DEMANDEZ NOTRE TARIF

JEUNES FILLES!... L'anémie, la chlorose et leurs tristes conséquences sont combattues heureusement par les PILULES GYP, toniques, reconstituantes, véritables régénératrices du sang et des nerfs. Le flacon est vendu 3 fr. 30, impôt compris, dans les bonnes Pharmacies. Envoi franco par poste. Ecrire 11, rue Joseph Bara, Paris (6^e arrond.).

GLOBÉOL

fortifie

Anémie
Croissance
Tuberculose
Neurasthénie
Convalescence

Le Flac: 7 fr.

Les 3 fl: 19^{fr} 50.



Globéol permet le maximum d'effort.

Etablissements CHATELAIN, 2, R. de Valenciennes, PARIS.

LA BEAUTÉ DU TEINT chez la femme ne s'obtient que par le bon fonctionnement de l'estomac et de l'intestin. Un seul GRAIN de VALSavant le récapitule.

Prière de remplacer sur la couverture du
précédent Bulletin, 3. Juillet-Septembre 1921,
par 2. Avril-Juin.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
du
Protestantisme Français

Reconnue d'utilité publique par Décret du 13 juillet 1870

Bulletin

PARAISSANT TOUS LES TROIS MOIS

Études, Documents, Chronique littéraire

LXX^e ANNÉE

DIX-HUITIÈME DE LA 5^e SÉRIE

3. Juillet-Septembre 1921



PARIS

Au Siège de la Société, 54, rue des Saints-Pères

LIBRAIRIE FISCHBACHER (Société anonyme)

33, rue de Seine, 33

1921

SOMMAIRE

N. W. — Pour la Fête de la Réformation	137
ÉTUDES HISTORIQUES	
FRANK PUAUX. — Boissy d'Anglas et Mgr de Frayssinous. . .	138
DOCUMENTS	
N. WEISS. — Un certificat adressé à Théodore de Bèze et à Calvin par les Réfugiés anglais à Genève, 1558	152
ÉLIE BRACKENROFFER. — Charenton en 1643, Récit d'un voyageur alsacien, par H. Lehr	153
N. WEISS. — Les huguenotes irréductibles expulsées des couvents et prisons de la Picardie en 1688.	156
MÉLANGES	
JACQUES PANNIER. — Salomon de Caus, ingénieur, architecte et musicien; Ses travaux à Richmond, Heidelberg et Paris.	167
SÉANCES DU COMITÉ. — 3 mai 1921	171
CHRONIQUE LITTÉRAIRE ET COMPTES RENDUS CRITIQUES	
F. PUAUX, Abbé J. DEDIEU. — Le rôle politique des protestants français.	175
N. WEISS. — La Réforme en Pologne, revue trimestrielle.	183
TH. SCHOELL. — Barnave et Marie-Antoinette (G. Welvert). — La première séparation de l'Église et de l'État dans le Calvados (R. Patry).	184
X. — L'invasion calviniste en Bas-Limousin (R. de Boysson).	188
CORRESPONDANCE	
N. WEISS. — Les Huguenots et l'« appel à l'étranger ». — Bossuet. — Servet. — La tombe de Calvin.	189
Ch. SCHNETZLER. — Le monument de Pierre Viret à Lausanne.	192
H.-V. AUBERT. — Une lettre inédite adressée de Pologne à Calvin le 3 mars 1560	193
N. WEISS. — A quoi sert le Bulletin? Quelques réflexions à propos du synode de Marseille de 1921	194
J. PANNIER. — Étampe	196
Errata	196
ILLUSTRATIONS	
Reproduction du portrait de Salomon de Caus, de la collection palatine au Musée de la ville de Heidelberg.	171
Croquis du monument de Pierre Viret, à Lausanne	193

RÉDACTION ET ABONNEMENTS

Tout ce qui concerne la rédaction du *Bulletin* doit être adressé à M. N. WEISS, secrétaire de la Société, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), qui rendra compte de tout ouvrage intéressant notre histoire, dont deux exemplaires seront déposés à cette adresse. Un seul exemplaire donne droit à une annonce sur cette couverture.

Le *Bulletin* paraît tous les trois mois, en cahiers in-8° de 64 à 80 pages avec illustrations. On ne s'abonne pas pour moins d'une année. Tous les abonnements datent du 1^{er} janvier et doivent être soldés à cette époque.

Prix de l'abonnement : 15 fr. pour la France, l'Alsace et la Lorraine; — 16 fr. pour l'étranger; — 10 fr. pour les pasteurs, instituteurs, etc., de France et des colonies françaises; 12 fr. pour les pasteurs de l'étranger. — Prix d'un numéro isolé de l'année courante et de la précédente, 3 fr. 50 et pour les autres années, selon leur rareté.

La voie la plus économique et la plus simple pour le paiement des abonnements est l'envoi d'un mandat-carte au nom de M. Fischbacher, libraire, rue de Seine, 33, à Paris.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

Pour la Fête de la Réformation

Je m'étais proposé de placer dans ce *Bulletin* destiné aux pasteurs de nos Eglises réformées, la suite des études que, depuis 1917, j'y ai consacrées aux débuts de la Réforme en France. Mais l'abondance des travaux que j'ai reçus pour ce fascicule que la crise constante de l'imprimerie nous contraint encore de réduire, me fait remettre cette suite à plus tard. Ce que nous offrons à nos lecteurs les persuadera d'ailleurs, non seulement que le champ de nos recherches est loin d'être épuisé, mais encore qu'il est plus nécessaire que jamais de connaître notre passé. Ceux qui travaillent sans relâche à discréditer le protestantisme, abandonnent de plus en plus la polémique pour nous attaquer sur le terrain de l'histoire. Il faut donc, sans relâche aussi, opposer aux faits habilement camouflés, des textes et des dates irréfutables. Notre Société n'y faillira pas et nous voulons espérer que tous ceux qui comprennent l'importance de sa tâche, se feront un devoir de l'y encourager en soutenant son effort.

Le *Bulletin* sera, comme par le passé, adressé à tout pasteur dont l'Eglise nous adressera une collecte ou un don.

N. Weiss,
Secrétaire-trésorier,
54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e).

Études Historiques

BOISSY D'ANGLAS ET M^{GR} FRAYSSINOUS ¹

Des pères de famille, habitant Annonay, désireux de faire donner à leurs enfants une instruction dirigée par un instituteur protestant, n'avaient pas voulu confirmer l'appel qu'ils avaient adressé à M. Lombard qu'ils estimaient à la hauteur de la tâche, sans avoir obtenu l'autorisation du grand-maître de l'Université. Ils demandèrent au comte Boissy d'Anglas de vouloir bien appuyer leur requête.

Boissy d'Anglas a laissé dans l'histoire le souvenir d'un héroïsme civique d'une grandeur rarement égalée. Qui pourrait oublier cette séance du 1^{er} prairial, alors que la populace hurlante envahit la Convention dont il était le président ? Quel geste de plus haute noblesse que celui de Boissy d'Anglas saluant la tête de Feraud qui, dans cette horrible journée, lui était présentée au bout d'une pique par un forcené ?

Les protestants d'Annonay, ses amis, savaient qu'ils auraient en lui un zélé défenseur de leur droit, persuadés, d'autre part, que son intervention serait décisive, mais ils avaient compté sans le ministre de l'Instruction publique, Mgr Frayssinous, évêque d'Hermopolis. La réaction cléricale de la deuxième Restauration était

1. M. René Paux a fait don à la Bibliothèque de la Société de l'histoire du protestantisme français de la correspondance échangée entre Boissy d'Anglas et Mgr Frayssinous. C'est d'après ces intéressants documents qu'a été rédigée cette étude.

triomphante, et le catholicisme était redevenu la religion d'État. Quelle justice pouvait-on attendre d'un prélat qui avait dit publiquement : « Témoin des ravages de l'impiété, le chrétien ne saurait être sans alarmes pour l'avenir, mais son espérance se ranime quand il porte ses regards sur le trône de saint Louis où, après tant de siècles, sont encore assises les mêmes vertus¹ ». Louis XVIII, héritier de tant de vertus, avait fait du courtisan le grand-maître de l'Université de France. Dès son arrivée au pouvoir, il n'avait eu rien de plus pressé que de faire fermer l'École normale supérieure ; aussi était-il peu probable qu'il autorisât l'ouverture d'une modeste institution protestante. Boissy d'Anglas ne devait pas tarder à en avoir la preuve.

Le 11 juin 1824, en réponse aux deux lettres qu'il avait reçues de Boissy d'Anglas, le ministre lui rappela qu'à la Chambre des Pairs, il l'avait averti qu'il avait saisi de sa requête le recteur de l'Académie de Nîmes et qu'il attendait son rapport pour provoquer une décision du Conseil royal de l'Instruction publique.

Lassé de ces longs retards à accorder une autorisation si justifiée et ne se doutant que trop de l'hostilité de l'évêque d'Hermopolis, Boissy d'Anglas, dans sa réponse du 28 juillet 1824, posa nettement la question. « Il y aurait, lui écrivait-il, deux moyens de se refuser à l'autorisation que nous demandons, l'un d'en prononcer le refus, l'autre serait de ne pas répondre et de laisser par des délais multiples et des formalités successivement exigées la persévérance des parties intéressées. L'un et l'autre seraient injustes ».

Il ajoutait, précisant encore plus nettement le débat :

Faut-il permettre à des protestants de faire élever leurs enfants dans la religion de leurs pères, en leur accordant le seul moyen existant dans une ville où il n'existe d'autres établisse-

1. Dans ses conférences sur la Révolution française, Mgr Frayssinous considérait les hommages rendus à Voltaire « comme une vile prostitution » et traitait Buonaparte comme un homme qui n'avait rien de français. *Conférences et Discours inédits*, 1843, p. 36 et 97.

ments d'instruction qu'un petit séminaire et un collège tenu par des prêtres catholiques ?

Mais nous ne sommes plus aux temps où il était enjoint, par les ordonnances, aux protestants d'envoyer leurs enfants aux écoles catholiques pour les y faire élever dans les principes de cette religion et où on les y conduisait de force quand les pères ne le faisaient pas. Nous ne sommes plus à celui où un enfant âgé de sept ans était reconnu être assez avancé en âge pour que son abjuration du protestantisme dût être acceptée. Toutes ces ordonnances ont été abrogées par la Charte comme par la raison.

« Boissy d'Anglas faisait observer à l'évêque, non sans ironie : « qu'il n'y a point de loi qui ordonne qu'un instituteur soit catholique » ; aussi la demande d'autorisation ne saurait être refusée. L'annonce du moindre refus causerait la plus vive inquiétude aux protestants de France.

« Quels cris de douleur et d'effroi ne feraient-ils pas retentir jusqu'au pied du trône et avec quel chagrin ne se verraient-ils pas forcés d'envoyer leurs enfants chez l'étranger, solliciter une instruction que leur refuserait leur patrie » !

Quelques jours plus tard, le 10 août, l'évêque répondait pour présenter une justification des retards dans le règlement de cette affaire, mais il ajoutait : « J'ai à regretter de n'avoir pas été entièrement compris : c'est du moins ce que doivent me faire croire des suppositions que renferme votre lettre du 28 juillet ».

Boissy d'Anglas n'était pas homme à accepter la remarque de M. de Frayssinous qui semblait mettre en doute, au moins, son manque de compréhension. La réponse ne se fit pas attendre ironique et hautaine.

Je ne suis point réduit à ce point d'incapacité ; je vous assure, Monseigneur, que j'ai très bien compris le peu que vous avez daigné me dire. Quant aux suppositions que votre Seigneurie a cru voir dans ma lettre, je pense que c'est moi qui n'ai pas été compris ; il est vrai que cela serait moins étonnant, ma lettre contenait des observations particulières et des considérations générales. Mais cela n'est pas des suppositions et vous me per-

mettrez d'ajouter, nonobstant la haute considération dont je fais profession pour votre Seigneurie, que je n'avais pas besoin de rien supposer, il me suffisait en effet de me fonder sur des faits réels. En effet il y a plus de six mois que des pères de famille respectables demandent l'autorisation de faire venir auprès d'eux un homme de leur choix, capable d'instruire leurs enfants dans leur religion, dans la morale, dans les belles lettres, et ils n'ont encore pu l'obtenir. Il me semble qu'il n'y a rien à supposer pour trouver, qu'au moins, ils ne sont pas traités d'une manière favorable.

L'évêque d'Hermopolis n'était sans doute pas habitué à entendre un si ferme langage et il comprit que l'ancien conventionnel, qui avait bravé les orages de la Révolution, était homme à réaliser son projet d'en appeler au roi du mauvais vouloir de son ministre. Mais du moins il se réserva de ne donner l'autorisation qu'au bout de onze mois de sollicitations les plus pressantes et les plus multipliées. En réalité ce n'était pas un établissement d'instruction, mais un simple préceptorat. Mais de nouveau la lutte allait s'engager.

M. Lombard, le frère aîné du précepteur d'Annonay, avait été nommé le 21 juillet, pasteur à Vernoux, Ardèche. Il demanda l'autorisation de recevoir chez lui à demeure, pour les instruire, un petit nombre d'enfants protestants de la contrée et pria le comte Boissy d'Anglas d'appuyer sa demande.

Il lui fut répondu le 25 janvier 1825, que le recteur de l'Académie de Nîmes avait reçu l'ordre de prendre les informations nécessaires pour présenter un rapport au ministre, et que, sans doute, des retards se produiraient. Deux mois plus tard, le ministre affirmait que les retards que cette affaire éprouvait ne pouvaient sans injustice être attribués à son administration, mais sans en donner d'explications.

Le 19 avril 1825, le Conseil royal de l'Instruction publique refusait l'autorisation. Si l'évêque d'Hermopolis avait cru que cette décision mettrait fin à la correspondance du zélé défenseur des droits des protestants, il

fut promptement détrompé en recevant sa lettre du 26 juin 1825.

La décision du ministre avait produit un effet déplorable à Vernoux, et Boissy d'Anglas avait reçu des réclamations si vives qu'il lui avait été impossible de résister à l'obligation de reprendre la discussion. Ce n'était plus seulement le Pair de France qui faisait entendre sa protestation, le consistoire de Vernoux s'unissait à lui pour obtenir justice : « J'ose vous prier de lire la délibération du consistoire, disait-il, et peut-être alors regretterez-vous de l'avoir provoquée en laissant subsister une opposition aussi injuste, je me permets de le dire, que véritablement impolitique et qui n'a pu être fondée que sur de faux renseignements et sur l'oubli des principes de la liberté de toutes les sectes chrétiennes garanties par la Charte ».

A cette époque où la réaction cléricale était victorieuse, les protestants ne pouvaient se déterminer qu'avec une extrême répugnance à placer leurs enfants dans des écoles souvent dirigées par des prêtres qui considéraient comme de leur devoir de rendre catholiques leurs élèves protestants. A cet égard, la lettre circulaire de l'archevêque d'Aix aux instituteurs de son diocèse ne leur laissait aucun doute, c'était un ordre peu déguisé de prosélytisme catholique¹.

Croire que les protestants accepteraient une telle situation ne pouvait être qu'une illusion. A maintenir

1. Voici le texte de cette lettre écrite, non par l'archevêque, mais par son secrétaire au curé d'Eyguières, Bouches-du-Rhône.

Aix, le 15 octobre 1824,

« Monsieur et respectable curé,

« Je reçois commission expresse de Mgr l'Archevêque de vous mander que : vous pouvez, vous devez même assurer vos instituteurs qu'ils peuvent continuer à recevoir les enfants des protestants, sous la condition expresse qu'ils leur enseigneront tout ce qu'ils enseignent aux enfants catholiques, qu'ils leur feront réciter les mêmes prières et leçons du catéchisme et qu'ils les conduiront à la messe et à tous autres exercices de religion où ils doivent conduire les catholiques. Ce n'est qu'à cette condition qu'ils sont autorisés à les recevoir. Telle est l'intention expresse de Monseigneur ». — Voir : Samuel Vincent : *Vues sur le Protestantisme*, I, 331.

cette politique scolaire, quels résultats seront obtenus? Les protestants aisés enverront leurs enfants à l'étranger comme avant la Révolution et les enfants des pauvres resteront sans instruction. Boissy d'Anglas citait à l'évêque cette parole significative d'un paysan cénévol : « J'aime mieux que mon enfant n'apprenne rien que d'avoir des ignorantins pour maîtres » ; à persévérer dans ces errements, tôt ou tard, disait-il « vous gémirez d'avoir apporté autant d'obstacles au développement si nécessaire et si facile de l'instruction, il faut vous le dire, Monseigneur, car vous êtes digne d'entendre la vérité. Il lui citait l'exemple de Bordeaux, où le refus d'autoriser l'ouverture d'un pensionnat protestant avait déterminé plusieurs riches particuliers à envoyer leurs enfants en Angleterre. Il lui annonçait que, dans les provinces méridionales, plusieurs étaient disposés à mettre leurs enfants dans les pensions protestantes de la Suisse et même de l'Allemagne. « La faute n'est-elle pas grande de justifier cette émigration? est-ce l'étranger qui donnera à nos enfants ce caractère vraiment français qu'il est si important d'empêcher qu'ils ne perdent » ?

Deux mois plus tard, le 25 août 1825, inlassable, Boissy d'Anglas revenait à la charge. « Votre Seigneurie, écrivait-il, n'a répondu ni à moi, ni à la délibération du consistoire; son silence n'a point rebuté les protestants de l'Ardèche, ni ceux qui défendent leurs intérêts ». Il en donnait la preuve en remettant au Ministre des délibérations des consistoires de La Mastre, de Privas, de La Voulte et de Saint-Pierre-ville. Ainsi tous les protestants de l'Ardèche s'unissaient pour affirmer leur droit et réclamer le respect de la liberté de conscience consacrée par la Charte. Il ne s'agissait plus d'une simple demande en autorisation, mais de la défense des libertés les plus sacrées. « Ces revendications si justifiées, disait-il, seront développées bientôt, j'ose le croire, avec plus d'étendue et de publicité » si votre Excellence persiste à les repousser encore. Les protestants oseront s'adresser à l'auguste personne du roi avec tout le respect et toute la confiance

qu'il leur inspire. Ils lui exprimeront la douleur qu'ils éprouveraient d'être forcés d'envoyer hors de leur patrie, leurs enfants chercher une instruction qu'ils ne pourraient obtenir dans son sein... Et le roi, sans doute, daignera, dans sa sollicitude paternelle, accueillir leurs plaintes et faire droit à leurs doléances ».

Le Ministre se contenta de répondre qu'il envoyait les délibérations des consistoires au recteur de Nîmes afin d'avoir son avis; c'était le 17 septembre 1825. Les lenteurs administratives sont inhérentes à tous les régimes, mais sous le ministère de l'évêque, elles paraissent défier la patience la plus débonnaire. Aussi ce ne fut que le 2 décembre que Boissy d'Anglas reçut enfin une réponse aux lettres où il n'avait pas cessé de justifier le bon droit des protestants de l'Ardèche.

M. de Frayssinous lui annonçait que le recteur de Nîmes lui avait envoyé son rapport, où étaient exposées soigneusement les circonstances, paraissant s'opposer au succès de la demande d'autorisation. « Je dois, monsieur le comte, disait-il, vous donner connaissance de ces obstacles avant d'appeler de nouveau l'attention du Conseil royal sur cette affaire et de provoquer une seconde décision négative ».

Quels étaient donc ces obstacles ? Un pensionnat protestant à Vernoux ne pouvait intéresser 50 000 protestants ardéchois; aussi les délibérations des consistoires n'avaient pu être inspirées par un intérêt public mais « par des considérations d'utilité privée pour M. Lombard qui a plusieurs fois déclaré avoir besoin d'un supplément à son traitement de pasteur ».

Les moyens d'instruction ne sont-ils pas les mêmes dans le département de l'Ardèche que depuis trente ans où ils ont suffi aux besoins de la population protestante ? De plus M. Lombard n'a pas l'aptitude pour être maître de pension ; il est bachelier ès lettres, mais ce titre ne donne pas un droit incontestable au brevet d'instituteur. C'était assez dire que le Conseil royal, saisi à nouveau, ne pourrait que maintenir sa décision du 19 avril. Non sans

ironie le Ministre concluait en disant : « Je ne prendrai du reste ce parti que si vous en exprimez le désir ». — Ce fut à Nîmes, où il était venu passer l'hiver dans l'espérance du rétablissement d'une santé gravement atteinte, que Boissy-d'Anglas reçut la lettre de Mgr Frayssinous. Pour la dernière fois, le noble vieillard reprit sa vaillante plume pour défendre la cause de la liberté religieuse et faire entendre à l'évêque la condamnation de son injustice et de son intolérance. Il avait osé écrire, « on ne demandait pas de pareils établissements, il y a trente ans et ce qui suffisait alors doit suffire à ces besoins que l'on expose ». L'imprudence d'évoquer de tels souvenirs était grande et Boissy-d'Anglas devait le lui faire rudement comprendre. C'est le héros de Prairial, le fidèle ami de Rabaut Saint-Etienne qui lui répondra, écrivant une page d'histoire d'une rare éloquence et d'une saisissante vérité.

Il y a trente ans. Ah ! Monseigneur, avez-vous oublié ce qu'était la France, il y a trente ans ? Il n'y avait alors ni culte pour aucune religion, ni lois protectrices des citoyens, ni aucune instruction publique, l'anarchie et la tyrannie opprimaient tout. Quelques hommes de bien, en très petit nombre, s'efforçaient, le plus souvent en vain, de repousser ces mesures horribles que l'on osait appeler des lois.

Il y a trente ans, c'était aux environs du 18 fructidor, cinquante prêtres au moins étaient embarqués sur des navires homicides et allaient recevoir la mort dans les déserts pestilentiels de Sinamari, et moi-même, ce n'avait été qu'au prix de la plus affreuse misère que j'avais pu échapper au malheur de partager leur horrible sort et expier l'honneur que j'avais eu, j'ose le rappeler, de repousser à la tribune législative l'exigence de cet impolitique et nouveau serment dont le refus, de la part de tant d'ecclésiastiques, ne tarda pas à être la cause de leur exil et de leur mort.

Il y a trente ans... alors il y en avait tout au plus trois ou quatre que j'avais eu l'inappréciable bonheur si cher à mon souvenir, à Annonay, au péril imminent de mes jours et par une lutte de dix heures consécutives, d'arracher cinq prêtres aux glaives d'une soldatesque acharnée, constamment levés sur eux et d'assurer dans les nuits suivantes leur éloignement et leur salut que personne n'osait espérer.

Et vous-mêmes, où étiez-vous, Monseigneur, dans ces temps affreux que vous me forcez de rappeler, dans quelle grotte obscure, dans quel asile profond, dans quelle tour ténébreuse, dans quel désert dérobiez-vous votre précieuse tête, aux poignards, aux échafauds, à la proscription qui ne pouvaient manquer de l'environner ?

Et c'est une pareille époque que vous présentez comme celle où l'on doit puiser des exemples, pour appuyer vos déterminations administratives ? Ah ! vous avez oublié tant de maux et il faut en bénir votre vertu qui compte pour rien ce qu'elle a souffert, en espérant que leur souvenir, quand même il se reproduirait à votre mémoire, ne pourrait en rien influencer sur les déterminations de votre autorité actuelle.

Il y a trente ans, ah ! j'aime à croire que ces expressions n'ont été pour vous que celle d'un terme vague et n'ont été employées que pour signifier autrefois, d'une manière indéterminée et non précise. Mais à quelque époque qu'il soit appliqué ce mot *autrefois*, que de chose n'ai-je pas à vous dire pour repousser l'autorité des temps passés comme devant la suivre ?

Autrefois, ce n'est donc plus il y a trente ans, mais est-ce qu'il y en a cinquante, non sans doute, les protestants il y a cinquante ans n'avaient rien à réclamer qu'une tolérance que leur accordait avec plus ou moins d'étendue la bienfaisance du monarque. Ils vivaient sous des lois de proscription, ils étaient trop heureux qu'on voulût bien ne pas les apercevoir et leur permettre de confier leur fortune, leurs libertés, leur vie à cette étrange fiction de l'autorité qui, lorsqu'ils étaient plus de quinze cent mille individus, tous recommandables par leur industrie, leur soumission et leur fidélité au gouvernement royal, décidait qu'il n'y avait plus de protestants en France mais seulement des nouveaux convertis.

Alors leur culte était prosrit, ceux qui se disaient leurs pasteurs étaient livrés au supplice capital ; ils ne pouvaient être ni époux, ni pères d'une manière légale autrement qu'en faussant leurs serments ; ils n'héritaient point des auteurs de leurs jours, ils ne pouvaient exercer aucune profession, si ce n'est les arts mécaniques et le commerce, ni se livrer à l'enseignement de quelque science que ce soit. Alors, au lieu du serment fait par le Monarque au moment de son sacre de faire exécuter la charte qui leur garantit la liberté de leur conscience et la protection de leur culte, les monarques prêtaient solennellement celui de les exterminer ainsi que leurs autres sujets qui ne professaient pas la religion catholique.

Ah, vous le voyez, ce n'est pas plus dans l'état des choses qui existait il y cinquante ans que dans celui de vingt ans plus tard

qu'il faut chercher des autorités pour imposer silence aux réclamations qu'on a le droit de faire entendre aujourd'hui.

Serait-ce à celui d'il y a soixante, quatre-vingts ou cent ans qu'il faut le demander, et par cet exemple se plaindre que l'on réclame des institutions que l'on ne demandait pas alors ? Mais alors toutes les lois de Louis XIV étaient rigoureusement exécutées et votre Seigneurie ne peut l'ignorer, non seulement il n'existait pas en France aucun instituteur qui ne fût catholique et qui ne forçât ses élèves d'assister à toutes les cérémonies qu'il professait lui-même, mais encore qu'il n'y en avait aucun qui ne leur enseignât tous ses dogmes. Alors, dans plusieurs lieux, on enlevait de force à l'âge de sept ans les enfants à leur père et à leur mère pour les instruire dans la religion de l'Etat et empêcher que leurs parents ne les élevassent dans le leur.

Ah ! si nous jetons les yeux sur ce passé, à quelque époque antérieure à ce temps-ci que ce puisse être, permettez, Monseigneur, que ce soit pour y trouver l'occasion de bénir la mémoire de ce prince auguste et la vertu de son digne successeur dont l'un nous a donné la Charte et dont l'autre nous a juré solennellement de nous en maintenir les bienfaits et par là ont opposé une barrière insurmontable au retour de ces horribles temps et aux efforts que le fanatisme pourrait se permettre pour les ressusciter ou les provoquer parmi nous ; mais gardons-nous de chercher des exemples dans ces mêmes temps qui ne sont plus et dont il est de votre intérêt ainsi que de votre justice de frémir aussi bien que moi.

Boissy-d'Anglas ne pouvait accepter l'affirmation téméraire de l'évêque prétendant que les consistoires de l'Ardèche dans leurs délibérations n'avaient pas été inspirés par un intérêt général ; aussi écrit-il :

Comment votre Excellence le sait-elle, sur quoi peut-elle fonder cette inculpation, quels motifs a-t-elle pour faire injure à la bonne foi de cinquante ou soixante sujets du roi honorés du suffrage et de la confiance de leurs nombreux coreligionnaires ? Ils veulent favoriser M. Lombard. Non, Monseigneur, ils ne veulent favoriser personne, ce qu'ils réclament comme un droit et comme un bienfait, c'est l'établissement à leur portée d'une institution protestante.

L'évêque n'avait cessé de prétexter le peu d'importance de Vernoux pour justifier son refus d'autorisation.

Me sera-t-il permis de vous demander pourquoi cette importance a paru suffisante lorsqu'il s'est agi d'y autoriser un collège

catholique dirigé par un prêtre catholique ; pourquoi deux poids et deux mesures ?

Avec la même énergie il défendait le pasteur Lombard. Il a mérité des reproches graves, disait le Ministre, et Boissy-d'Anglas de répondre :

Quels sont ces reproches ? Permettez-moi de vous le demander. Quelle accusation pèse sur lui ? Quelles preuves en établissent la justesse, les lui a-t-on communiqués, a-t-il pu y répondre et s'il l'a fait, en quel lieu, quand, comment et par qui a-t-il été jugé ? Et moi dois-je être blâmé pour avoir honoré de ma protection un homme qui aurait mérité des reproches graves ? Monseigneur, daignez vous expliquer mieux. Ce n'est pas, permettez-moi de vous le dire, par des allégations vagues qu'on peut flétrir un sujet du roi, un homme revêtu d'un caractère honorable, qu'on peut le rendre incapable d'exercer aucune fonction et condamner son avenir tout entier à l'opprobre et à l'oubli.

Je puis vous assurer, disait-il en terminant, que vous avez été trompé dans vos préventions¹; et non sans malice il ajoutait : M. Lombard est extrêmement instruit et ce n'est pas par erreur qu'on lui accordait des diplômes qu'il vous a présentés.

L'évêque avait dit, persistant dans son refus, qu'il ne saisisrait le Conseil royal à nouveau de la question que si le comte lui en faisait la demande.

Je vous en prie, lui répondit Boissy-d'Anglas : une pareille violation de la charte ne peut être revêtue de trop de formalités, plus elle sera publique plus les réclamations qu'elle ne cessera de faire naître acquerront de poids. Et lorsqu'il s'agit de retirer à tous les protestants d'un département au nombre de plus de quarante mille la permission d'avoir un seul établissement d'instruction publique, dirigé par un chef de leur religion, une seule institution où leur religion puisse être enseignée, où leurs enfants ne soient pas forcés de suivre le culte catholique, ce n'est pas trop sans doute que toute l'authenticité dont l'autorité puisse environner ses actes.

Boissy-d'Anglas venait d'écrire sa dernière lettre à l'évêque d'Hermopolis. Le 26 octobre 1826, il mourait dans la soixante-dixième année de son âge. Moins de

sept années plus tard, le protestant Guizot devenait grand-maître de l'université et faisait promulguer la célèbre loi de 1833 sur l'instruction primaire qui demeure l'une des plus grandes dates de l'histoire morale de la France. De l'œuvre sectaire de l'évêque qui traitait « de sauvage » la Déclaration des Droits de l'homme, il n'est rien resté.

Jusqu'à la dernière heure, Boissy-d'Anglas avait voulu défendre les protestants de France qui, malgré la Révolution, devaient lutter contre le fanatisme clérical pour obtenir la reconnaissance de leurs droits. A ceux qui se croyaient les maîtres il fit entendre des paroles où revivaient la fermeté d'âme et la foi de ses ancêtres du Désert.

Aussi le protestantisme français doit-il saluer dans le héros de Prairial, l'un de ses plus nobles représentants, l'un de ses plus vaillants défenseurs.

FRANK PUAUX.

Voici les extraits des Délibérations du consistoire de Vernoux qui viennent à l'appui de la correspondance de Boissy d'Anglas avec Mgr Frayssinous.

Extrait du Registre des délibérations du Consistoire de Vernoux ¹

Du seize mai mille huit cent vingt-cinq

M. le pasteur Lombard a donné lecture d'une lettre de M. le recteur de l'Académie de Nismes, en date du 4 courant, par laquelle ce fonctionnaire lui annonce que le Conseil royal d'instruction publique a rejeté la demande qu'il avait formée d'établir un pensionnat à Vernoux, par le motif qu'il en existait un dans cette ville, qui suffisait aux besoins de l'enseignement.

Le Consistoire ne peut donc être que vivement affecté de cette décision qui tend à priver les protestans du droit que leur garantit l'article 6 de la Charte constitutionnelle, en contraignant les pères de famille à placer leurs enfans dans des écoles dirigées

1. Nous devons à la parfaite obligeance de M. le pasteur Giran de Vernoux, la communication de ces importants documents, qui, d'une manière remarquable, justifient l'éloquente intervention de Boissy d'Anglas.

par des ecclésiastiques catholiques où l'on leur inspire des opinions contraires à la religion réformée et où l'on veut les assujettir aux pratiques des rites d'un culte qui n'est pas le leur.

Dans cette pénible situation, le Consistoire, convaincu qu'il n'est pas un protestant qui ne préférât de laisser vivre ses enfans dans l'ignorance, si ses facultés pécuniaires ne lui permettaient pas de les envoyer à Genève ou dans d'autres pays protestans, plutôt que de les placer chez des maîtres qui ne peuvent avoir leur confiance, a résolu de supplier le Conseil royal d'instruction publique de rejeter sa décision évidemment basée sur des renseignements faux et erronnés.

D'abord il n'est pas vrai que la création d'un pensionnat uniquement destiné aux protestans causerait préjudice au collège qui existe à Vernoux sous la direction d'un jeune ecclésiastique; aucun protestant n'y envoie ses enfans, et si dans ce moment on y [en compte?] trois externes, ce n'est que temporairement qu'il y ont été mis; on doit les retirer sous peu, c'est un fait certain, notoire.

Un pensionnat protestant à Vernoux, bien loin de nuire au collège, lui sera avantageux, attendu qu'il résultera de ces deux établissemens un plus grand nombre d'élèves qui attireront dans cette ville des maîtres étrangers que le Collège seul serait hors d'état d'entretenir.

La population protestante de Vernoux et de son canton est assez considérable pour y établir un pensionnat à l'usage des jeunes gens attachés à ce culte, elle dépasse huit mille âmes et forme au delà des deux tiers de la population. C'est le centre du protestantisme de l'Ardèche qui s'élève, d'après les derniers recensemens, à quarante mille âmes et il n'est aucun père de famille, excepté ceux qui habitent Vallon et les Vans, qui ne puisse, après une course de cinq à dix heures, visiter ses enfans.

Le Consistoire borne là ses observations, plein de confiance en la sagesse et aux lumières du Conseil royal d'instruction publique dont toutes les pensées sont dirigées vers les principes de justice et de morale. Il ne doute pas qu'il ne les accueille favorablement en autorisant la création d'un pensionnat à l'usage des protestans de ce département, établissement qui sera constamment l'objet de ses vœux et de sa sollicitude.

Le Consistoire présente pour diriger ce pensionnat M^r Antoine Lombard, pasteur de l'Église réformée de Vernoux, connu avantageusement tant sous le rapport de la moralité que sous celui de ses connaissances littéraires et de son expérience dans la carrière de l'enseignement.

Signé : Illisible, CHERMEZON, CORNU, A. LOMBARD pr., CHEZAL, LANTHOIS pr., FORT, PERRIER, PEIROT.

Délibération du 14 décembre 1825 (extrait)

Un membre a observé que par sa délibération du 16 mai dernier, le Consistoire avait demandé la création d'un pensionnat à Vernoux pour les protestans de ce département, que depuis, les consistoires des Églises réformées de l'Ardèche ainsi que celui de la Haute-Loire, pénétrés de l'importance d'un pareil établissement placé au centre d'une population protestante de cinquante mille âmes, avaient appuyé cette demande par des délibérations qui avaient été transmises à Son Excellence le Grand-maitre de l'Université, que le silence gardé par ce grand dignitaire faisait craindre que la multiplicité de ses travaux ne lui eût fait perdre de vue cet objet important, il a proposé de le rappeler à Sa Grandeur en la suppliant d'octroyer cette demande.

Le Consistoire, convaincu des avantages moraux qui doivent résulter de l'établissement d'un pareil pensionnat pour les jeunes gens du ressort des Églises consistoriales qui dans ce moment restent sans instruction à cause de la légitime répugnance qu'éprouvent les parents à les placer dans les petits séminaires du département où les prêtres qui les dirigent s'occupent plus de leur enseigner la religion catholique que les sciences profanes, et que la modicité des fortunes ne permet pas de les mettre dans des collèges royaux, a unanimement déclaré que Son Excellence le grand-maitre de l'Université, sera de nouveau prié, au nom de la morale et de la justice, d'accorder, dans le plus bref délai, un pensionnat à Vernoux pour les protestans de ce département et ceux de la Haute-Loire.

Documents

UN CERTIFICAT ADRESSÉ A THÉODORE DE BÈZE ET A CALVIN PAR LES RÉFUGIÉS ANGLAIS A GENÈVE 1558

En remuant d'anciens papiers, j'ai trouvé ce texte que j'ai copié il y a bien des années lorsqu'avec notre collègue Théophile Dufour je pus passer une heure à Bessèges où M. Tronchin voulut bien nous permettre de jeter un coup d'œil sur les papiers de Théodore de Bèze conservés depuis le xvi^e siècle dans sa famille. C'est une sorte d'attestation et de témoignage de reconnaissance qu'avant de quitter Genève les quelques Écossais qui y étaient restés jusqu'à la fin de l'année 1558 avaient voulu rédiger en un français encore très imparfait, mais qui prouve que pendant leur séjour ils s'étaient efforcés de s'assimiler la langue de la ville et des réformateurs qui leur avaient offert l'hospitalité :

*A mon sig^{er} Rever^{mo} Monsr Theodoro Beza
Les personnes infrascriptes se recommandent
et lui prient tout honneur et felicité, -
en Lui rendant graces pour la bonne
Companie et grande amour et Charite
receups de lui, et de Mons^r Calvin, en Geneva,
au tamps de leur exile d'Angleterre
an^o 1555, fin an^o 1558.*

Monsr Jean Knoks escossois precheur de la parole dieu,
Madame sa femme, fille de Madame de Bowes, Anglois,

Madame de Bowes, mere de la ditte fille,
Madame Anna Lok, femme de Monsr Henry Lok, Anglois,
Monsr Jean Yonge, Anglois
Et les autres six Anglois, qui estoient en Geneva alors

Et de tout cecy je suis tesmoigne et serviteur
obligé : Michael Loke, frere du dict Henry¹.

Pour plus de détails sur les signataires, nous renvoyons à l'excellent volume M. Charles Martin sur *Les Protestants anglais réfugiés à Genève au temps de Calvin, 1555-1560*. (Bull. 1916, 336).

CHARENTON EN 1645

Récit d'un voyageur alsacien

Le 2 mars 1643, le Strasbourgeois *Elie Brackenhoffer*, alors âgé de vingt-cinq ans et quatre mois, partait de sa ville natale pour un voyage de plusieurs années. Avant d'arriver à Paris, le 22 septembre 1644, il avait traversé l'Alsace et la Suisse, séjourné longtemps à Genève, à Grenoble, à Lyon, à Blois, poussé jusqu'à Loudun et même à Thouars, et il s'était dirigé vers la capitale par Angers et Chartres.

Il inscrivait minutieusement ses observations et ses impressions, qui sont celles d'un homme cultivé, d'esprit remarquablement ouvert, et ayant le don de la précision. Les quatre volumes et le cahier (aujourd'hui propriété du Musée historique de Strasbourg) qui contiennent son récit sont une mine inépuisable de renseignements.

L'excursion à Charenton dont on va lire la relation est racontée à la fin du premier volume et a été traduite de l'allemand par le soussigné.

HENRY LEHR.

1. Plus une dernière ligne qui semble dire qu'en 1602 le rédacteur de cette attestation était à Bâle : *Adi 30 seltember 1602 en Basilea*.

Sixième excursion

Le dimanche 15 janvier [1643], Mons. Nevo, le baron de Rakonitz, intendant, et moi, nous allâmes nous promener ensemble à Charenton. Le temps était assez favorable et le chemin bon ; toutefois, au début, le soleil avait amolli le sol et l'avait rendu un peu désagréable ; nous étions au surplus en nombreuse société, car il y avait environ 2000 personnes dans l'église, qui pour la plupart entraient et sortaient, parce qu'à ce moment les bateaux ne pouvaient pas naviguer, à cause des glaçons et de la grosse crue des eaux.

Charenton est un agréable et joli bourg, plein de belles maisons, dont la plupart sont des hôtels et des auberges, à cause de la grande assemblée hebdomadaire. Mais le premier des édifices, c'est l'église réformée, bâtie il n'y a pas longtemps (*vide Gölinitium*). Elle est quadrangulaire, oblongue ; elle repose sur 20 colonnes de pierre disposées tout autour, dont 8 aux deux bouts, et six sur chacun des autres côtés. Par contre, au milieu, il n'y a pas de colonnes, mais tout l'espace est libre et vide, et les auditeurs n'ont rien devant les yeux. Le plafond, au-dessus, s'applique, tout ovale et rond, au comble, comme dans le temple de Grenoble.

Tout autour, il y a deux galeries l'une au-dessus de l'autre, qui sont assez larges et munies de sièges. L'église ayant des fenêtres des quatre côtés, est très claire ; elle a trois portes ¹, de sorte qu'on peut y entrer par tous les côtés. Elle est toute blanchie au plâtre, et n'a pas d'autres ornements, en peinture et moins encore en sculptures, qu'en haut, sur la voûte, l'une en face de l'autre, des tables où sont peints, dans l'une *les dix commandements*, dans l'autre *le symbole des apôtres et l'oraison dominicale*.

La chaire se dresse au fond, pas loin de la porte, isolée au point qu'on peut en faire le tour. Le prédicateur peut facilement être entendu de chacun. L'église est capable de contenir de 800 à plus de mille personnes. Toutefois, quand a lieu la *communion*, en raison de la grande affluence du peuple, on prêche encore dans un autre endroit. Il faut que chacun, quelques jours avant de communier, se fasse délivrer par le ministre un méreau ², qu'il doit remettre à un homme préposé à cet office, au moment de communier ; ou s'il n'en a pas, on l'empêche d'approcher.

Tous les quatre ou cinq ans, on tient un *synode national*, où

1. Il avait d'abord écrit : 4. Cf. *Bull.* 1900, 523, une vue de l'intérieur.

2. *Ein Zeichen*.

chaque province envoie quelque députés. Ce synode tient ses assemblées dans une maison de Charenton¹. Mais il faut qu'au-paravant, ils aient obtenu l'autorisation du roi et du gouvernement.

Aux deux portes principales de ce bel édifice, il y a de belles inscriptions spirituelles². Sur la première, on lit : *Quiconque veut venir après moi, qu'il renonce à soi mesme, et qu'il charge sur soi sa croix et qu'il me suive, Marc 8 : 34.* Item : *Si nous souffrons avec luy, nous règnerons aussy avec luy, 2 Thim. 2 : 12.* Sur l'autre porte figurent ces deux passages : *Ne crains point, petit troupeau, car le bon plaisir de vostre père a esté de vous donner le royaume, Luc. 12 : 32. Les brebis oyent ma voix et je les cognois et elles me suivent, Jehan. 10 : 27.*

Les jours de communien et de fête, on prêche aussi dans la cour, parce que la grande foule ne saurait être contenue facilement dans cet édifice. On prêche tous les jeudis et les dimanches. Avant et après la prédication, on vend des livres, dont la vente est interdite d'ordinaire. Une très vilaine habitude (qui existe aussi à Genève) est de se livrer à une spéculation sur les chaises, qu'il faut payer cher.

Il y a environ un an et demi, après la mort du roi Louis (XIII), comme il y avait à Charenton grande fête et jour de prière, le bruit courut qu'on voulait tous les massacrer au cours de leur service en plein air. Bien que la veille déjà, ce bruit courût dans la foule, c'est seulement le lendemain, quand on fut à l'église, qu'il fut le plus fort et qu'il éclata. Car on disait que des masses étaient déjà prêtes à sortir des lieux retirés et des forêts où elles se cachaient. Il y eut une clameur lamentable. Chacun était alarmé et se mettait en position. Le maréchal de Châtillon excitait leur animosité. Tous couraient ici et là ; les femmes joignaient ensemble leurs mains au-dessus de la tête et poussaient des cris lamentables.

Le prédicateur qui était en chaire leur fortifiait le cœur. Il les engageait à demeurer fermes dans leur foi et à recevoir avec Etienne la couronne du martyre. Si maintenant ils souffraient avec le Christ, ils règneraient aussi avec lui ; ils devaient se dire qu'il n'y a pas de plus belle mort que de livrer cette vie fragile et précaire, pour obéir au Seigneur Jésus-Christ. Certes, ils étaient beaucoup de centaines, ceux qui en cette occurrence subiraient une telle mort ; ne serait-il cependant pas bon pour eux de passer ainsi d'une assemblée de la communauté chrétienne dans le sein

1. B. croit que les Synodes, tant provinciaux que national, se tiennent toujours au même endroit. Ce n'est pas la première fois que, dans son récit, on trouve cette erreur.

2. *Geistreich*.

du Père céleste, et de gagner le prix de la vie éternelle ? Ils devaient se dire que le royaume du Christ n'est pas un jardin de roses, mais bien le règne de la tribulation, et s'ils étaient bien résolus à mourir pour obéir au Christ, la mort ne serait pour eux quela délivrance de tout mal, un doux sommeil dont le réveil serait la vie éternelle. Ils ne devaient donc pas céder et être lâches.

Sur ce, les femmes se turent un peu, mais les hommes affermirent leur dessein de se défendre vigoureusement. Le prédicateur descendit de chaire et se retira au milieu de la foule. A ce moment, arrivèrent près de l'église 600 Suisses que le maréchal de Châtillon avait fait envoyer le matin de bonne heure, car il lui était venu aux oreilles quelque chose de ce complot. Quand on les vit arriver, les clameurs recommencèrent, beaucoup plus plaintives qu'auparavant, car on pensait que c'était là les massacreurs. Mais ils dirent que la reine les avaient envoyés pour leur défense, et qu'on pouvait sur ce point se fier entièrement à eux, qu'il n'y avait aucune félonie à craindre. Alors le silence se rétablit, et l'assemblée en plein air se poursuivit jusqu'au bout.

Quand on s'en retourna, les voitures marchèrent au milieu, et les Suisses des deux côtés, pour qu'aucune agression n'eût lieu en chemin. Mais rien du tout ne se passa, il n'y avait eu en tout cela qu'un pur et simple bruit, répandu par un ennemi de la religion, pour troubler leur fête et leur journée de prière.

ELIE BRACKENHOFFER.

LES HUGUENOTES IRRÉDUCTIBLES EXPULSÉES DES COUVENTS ET PRISONS DE LA PICARDIE EN 1688

On sait que, trois années après la Révocation, les lieux de détention où l'on espérait, par une captivité très sévère et parfois cruelle, avoir raison de la fermeté qu'on appelait alors l'obstination des huguenots qui avaient refusé d'abjurer, étaient si remplis qu'il fallut se résigner à se débarrasser des plus opiniâtres. C'est au mois de mars 1688 qu'on prit le parti de reconduire à la frontière la plus proche ceux qui avaient découragé les efforts

répétés des convertisseurs. On n'avait pas seulement besoin de place pour de nouvelles arrestations, mais on constata que l'exemple donné par ceux qui étaient déterminés à tout souffrir plutôt que de renier leurs convictions et leurs expériences religieuses, devenait dangereux pour ceux qui avaient faibli ou qui donnaient des signes de faiblesse.

Cet ordre fut exécuté dans toute la France ainsi que le prouvent çà et là des cas individuels parvenus à notre connaissance. Mais jusqu'ici on n'a trouvé nulle part la liste complète de ces expulsions. Le *Bulletin* a publié (1887, 418, 471 ; — 1896, 256, 323 et 335) plusieurs liste de ces expulsés ainsi qu'un état, malheureusement sans les noms, de leur nombre dans *sept* généralités. Voici une autre liste de plus de quarante personnes qui étaient détenues dans diverses villes de la Picardie, dont les noms nous sont devenus familiers pendant ces dernières années. Elle semble avoir été connue de feu M. O. Douen qui a publié jadis un essai sur le Protestantisme dans le département de l'Aisne, mais les documents qui permettent de la reconstituer, — peut-être seulement en partie, — n'ont jamais été publiés. Ces documents sont au nombre de deux. 1) L'état des frais payés aux voituriers qui ont conduit les prisonniers à la frontière ; 2) Celui des pensions payées pour eux dans les lieux où ils étaient détenus. Ce deuxième état reproduit, outre les noms contenus dans le premier, quelques autres noms qui semblent indiquer que le premier état n'est pas complet. Le deuxième est, en outre, très précieux parce qu'il donne les noms plus correctement et mentionne la durée de l'emprisonnement.

Il faut ici faire une autre remarque. Cette liste, sauf une exception, ne mentionne *que des femmes*, appartenant généralement à la noblesse huguenote. Cela semblerait indiquer qu'en règle générale, elles furent plus fidèles, plus courageuses, disons le mot, plus héroïques que les hommes. Ceux qui connaissent un peu notre histoire savent que dans beaucoup de familles il en fut

ainsi. Mais il ne faudrait pas généraliser. Je crois qu'on réservait aux hommes des traitements plus durs qu'aux femmes (voir les listes *Bull.* 1887, 418 et 471) et qu'on craignait de pousser à bout certaines dames, bien que nous connaissions nombre de cas où elles furent traitées d'une manière ignoble. D'autre part beaucoup d'hommes, moins scrupuleux assurément, plîèrent, dans l'espoir de pouvoir plus tard rejoindre celles qui avaient été expulsées. Ceux qui voudront identifier exactement tous ces noms trouveront dans la *France protestante* et dans la *Révocation à Paris* de M. Douen, des renseignements plus complets.

La simple lecture des documents que nous reproduisons, nous dispense d'insister sur tout ce qu'ils ne disent pas et qui est d'autant plus digne d'admiration que celles qui donnèrent ce grand exemple n'ont pas songé à le transmettre à la postérité.

*Estat des frais faits pour la conduite de plusieurs personnes de la R. P. R. qui estoient dans des couvents, prisons et chasteaux de la province de Picardie, qui ont esté transferez hors du Royaume par ordre du Roy*¹.

Amiens

De la somme de deux cens livres payée au nommé Laguet M^e des carosses et messageries de la ville d'Amiens, pour le louage d'un carosse attelé de six chevaux dans lequel M^{me} *Lecocq* et les dames de *Poiron*², *Brugni*, *Saint Léger*, *Amonet* et les trois demoiselles de *Vezançay*³, de la R. P. R., ont esté transportées hors du royaume par Valenciennes, en un lieu appelé le chateau Bossu⁴. 200 l.

De la somme de cinquante livres payée au nommé Marc, voiturier, pour une charette couverte dans laquelle les nommés *Maillard Jamets*, sa femme et les nommées *Anne de la Cour*, *Suzanne Lucas*, les demoiselles *Orillard*, de la *Largère* et de la

1. Archives nationales, TT, 261, xxxi.

2. Appelée plus loin *du Poiron*.

3. Plus loin on verra que ces dames étaient au nombre de quatre, dont une était morte aux Ursulines d'Amiens le 25 février 1688.

4. *Boussu*, sur la la ligne de Valenciennes à Mons.

Taillée ont esté transférés hors du royaume, aussy par Valenciennes. 50 l.

De la somme de soixante livres payée aux seize religionnaires cy dessus nommées pour leur nourriture pendant cinq jours qu'elles ont esté en marche pour sortir du royaume, à raison de 15 s. par jour à chacune. 60 l.

Mondidier ¹

De la somme de six livres payée au nommé Coquillard pour la translation du nommé *Maillard* ², des prisons de Mondidier à Péronne, pour estre conduit avec les autres religionnaires qui estoient à Péronne, dans la voiture qui a esté prise aud. lieu. 61 l.

Péronne

De la somme de soixante livres pour une charette dans laquelle led. *Maillard* et les nommés ³ *Lemaistre*, *Meusnier*, *Serieu*, *Guillonneau*, *Margot* et *Poupaille*, ont esté transferez hors du royaume, par Valenciennes. 60 l.

Plus la somme de quatorze livres payée aux sept religionnaires pour leur nourriture pendant trois jours qu'elles ont esté en marche dud. Péronne au lieu appelé le Chasteau bossu, de la domination d'Espagne 14 l.

De la somme de cent livres payée à trois archers qui ont fait lad. conduite tant des seize religionnaires prises à Amiens que des sept cy dessus nommés qui estoient à Péronne, à quoy ils ont vacqué, sçavoir l'un desd. archers pendant neuf jours, à cause qu'il a esté à Mondidier prendre le nommé *Maillard*, et les deux autres, pendant huit jours, à raison de 4 l. chacun, cy 100 l.

Saint-Quentin

De la somme de quarante-cinq livres payée au M^e des carosses de la ville pour la voiture des nommés ⁴ *Ribaud*, *Orillard*, *Floriot* ⁵ *Veal* et *Suzanne David*, de la R. P. R., qui ont esté transferez hors du royaume au lieu appelé Quevrin ⁶, et à deux journées de Saint-Quentin, cy 45 l.

Plus, de la somme de sept livres dix sols payée auxd. cinq

1. Aujourd'hui. Montdidier.

2. C'est, si je ne fais erreur, le seul nom d'homme.

3. Lisez nommées.

4. On verra plus loin que ce sont des femmes.

5. Nommée plus loin *Fleuriot*.

6. Aujourd'hui Quiévrain.

religionnaires pour leur nourriture pendant deux jours, à raison de 15 s. par jour à chacun, cy 7 l. 10 s.

Plus la somme de seize livres à un archer qui les a conduits hors du Royaume où il a vacqué quatre jours, compris le retour, à raison de 4 l. par jour, cy. 16 l.

Abbeville

Payé au nommé Giret, M^e carossier, pour le louage d'un carosse pendant dix jours pour porter hors du royaume sept personnes de la R. P. R. nommées *Perrault*, *Blauzac*, *Duberté*, *Charnier*, *Dauzy* et de *Villarnou* qui estoient en la ville d'Abbeville et la nommée *Marie Omelin* prise en passant au chateau de Boulongne, la somme de 17 l. 10 s.

Payé au nommé Antoine Leduc, pour le louage et nourriture de quatre chevaux qui ont esté attelés aud. carosse, la somme de. 100 l.

Payé auxd. six religionnaires qui ont esté prises à Abbeville la somme de vingt-deux livres dix sols pour leur nourriture pendant cinq jours qu'elles ont esté en marche d'Abbeville au lieu appelé Lepelican¹ proche Nieuport, à raison de 15 s. par jour, cy 22 l. 10 s.

Plus payé au sr. Nacart lieutenant de robbe courte et à un de ses archers qui ont conduit lesd. religionnaires hors du royaume, la somme de quatre-vingts livres, pour dix jours par eux employés en lad. conduite, tant pour aller que pour revenir, à raison de 8 l. par jour pour les deux. 80 l.

Monstreuil

Payé à un chartier la somme de quarante livres, pour avoir transporté avec sa charette les demoiselles de *Changuilinin*, *Gibert* et *Morisel* religionnaires, hors du royaume, où il a vacqué huit jours. 40 l.

Plus payé auxd. demoiselles la somme de neuf livres pour leur nourriture pendant quatre jours qu'elles ont esté en marche de Monstreuil au lieu appelé Lepelican où elles ont esté conduites en mesme temps que celles qui ont esté prises à Abbeville, à raison de 15 s. par jour à chacune, cy. 9 l.

Somme totale desd. frais. 827 l. 10 s.

Fait ce premier avril 1688, signé Chauvelin.

Collationné CHAUVELIN.

1. Je n'ai pu déterminer le nom actuel de cette localité.

*Estat de ce qui est deub pour la pension des femmes de la R. P. R. qui estoient dans les convents et places de la province de Picardie, lesquelles ont esté transférées hors du royaume en conséquence des ordres du roy*¹.

Amiens

A Mad. de Matignon, abesse du paraclet, la somme de cent quarante livres huit sols, faisant avec celle de cent vingt-cinq livres qu'elle a receue du commis de l'extraordinaire des guerres, la somme de deux cens soixante-cinq livres huit deniers, à quoy monte la pension de la dame *Orillard* depuis le 17^e février 1687 qu'elle a esté mise dans la maison, jusques au XI mars 1688 qu'elle a esté conduite hors du royaume, à raison de 250 l. par an, cy 140 l. 0.8 d.

Aux relligieuses de Moreaucourt² la somme de deux cens quatre-vingts livres, un sol, quatre deniers, faisant, avec celle de deux cens cinquante livres qu'elles ont receues du commis de l'extraordinaire des guerres pour la pension de la dame de la *Largère* la somme de cinq cens trente livres, un sol, quatre deniers à quoy montent les pensions, tant de lad. dame de la *Largère* que de la demoiselle de la *Taillée* depuis le 17 février 1687 jusques au XI mars qu'elles ont esté conduites³ hors du royaume à la susd. raison de 250 l. par an pour chacune, cy. 280 l. 1.4.

Aux relligieuses Ursulines la somme de deux cens soixante-dix livres, dix sols, faisant avec celle de deux cent cinquante livres qu'elles ont receues du commissaire de l'extraordinaire des guerres, la somme de cinq cens vingt livres, dix sols, à quoy monte la pension de *M^{me} de Vezançay* et de *M^{lle} de Brion* sa fille, sçavoir pour *M^{lle} de Vezançay* depuis le 17 février 1687 jusques au 25 février 1688 qu'elle est décédée, et pour *M^{lle} de Brion* depuis led. jour 17 février jusques au XI mars 1688 qu'elle a esté transférée hors du royaume, aussy à raison de 250 l. pour chacune, cy. 270 l. 10 s.

Aux filles Saint-François appellées sœurs grises la somme de cent quarante livres, huit deniers, faisant avec celle de cent vingt cinq livres qu'elles ont receue du commissaire de l'extraordinaire des guerres, la somme de deux cens soixante cinq livres huit sols, à quoy monte la pension de la *d^{lle} de Vezançay* depuis le 17 février 1687 jusques au 11 mars 1688 qu'elle a esté conduite

1. Forme un deuxième cahier.

2. Peut être un faubourg d'Amiens.

3. Note en marge de cet article : Cette somme ne doit estre à la charge de S. M. et doit estre payée par le s^r de la *Taillée*? à quoy M. Foucaut doit tenir la main.

hors du royaume, à la susdite raison de 250 l. par an 140 l. 0 s. 8 d.

Aux filles de Saint Jullien pareille somme de cent quarante livres, huit deniers faisans, avec cent vingt cinq livres qu'elles ont receues du commissaire de l'extraordinaire des guerres, la somme de deux cens soixante cinq livres, huict deniers, à quoy monte la pension de la *dem^{lle} de Vezançay* la cadette, depuis le 17 février 1688 qu'elle a esté prise dans led. couvent jusques au 11 mars 1688 qu'elle a esté conduite hors du royaume, 140 l. 0 s. 8 d.

A M. de Longueval, lieutenant du roy de la citadelle d'Amiens, la somme de deux cens quarante quatre livres quatorze sols sept deniers, faisant avec celle de quatre cens vingt six livres qu'elle (*sic*) a receue, la somme de six cens soixante dix livres, à quoy montent les pensions des dames de *Brugny*, de *Saint-Léger* et *Amonet* pendant sept mois et trois jours qu'elles ont esté détenues dans lad. citadelle, à compter du 8 août 1687 qu'elles y ont esté amenées jusques au 11 mars 1688 qu'elles ont esté conduites hors du royaume, et celle de la damoiselle *du Poiron* pendant cinq mois et seize jours qu'elle a esté aussy détenue dans lad. citadelle, à compter du 24 septembre 1687 jusques aud. jour 11 mars qu'elle a esté conduite hors du royaume, lesquelles pensions led. sr Longueval a dit luy estre deues et devoir luy estre payées à raison de 300 l. par an pour chacune, cy. 244 l. 14 s. 7 d.

Abbeville.

A Madame l'abesse de Vuillencourt la somme de cent trente neuf livres six sols, faisant avec cent vingt cinq livres qu'elle a receue du commis de l'extraordinaire des guerres, la somme de deux cens soixante quatre livres six sols, à quoy monte la pension de la damoiselle *Perret Charlemot*, depuis le 19 février 1687 qu'elle a esté mise dans lad. maison jusques au 12 mars 1688 qu'elle a esté conduite hors du royaume, qui fait un an, vingt et un jours, à raison de 250 l. par an, cy 139 l. 6 s.

Aux relligieuses St-Dominique dittes sœurs blanches, pareille somme de cent trente neuf livres six sols faisant avec celle de cent vingt cinq livres qu'elles ont receues du commis de l'extraordinaire de guerres, la somme de deux cens soixante quatre livres six sols, à quoy monte la pension de la *damoiselle de Blauzac* depuis le 19 février 1687 qu'elle a esté mise dans leur maison jusqu'au 12 mars qu'elle a esté conduite hors du royaume.

139 l. 6 s.

Aux relligieuses de la Visitation la somme de quatorze livres six sols faisant, avec celle de 250 l. que M. Foucault intendant de Poitou leur a fait payer, la somme de deux cens soixante quatre livres six sols à quoy monte la pension de la *damoiselle de Bour-*

niveau depuis led. jour 19 février 1687 qu'elle a esté mise dans leur maison jusques au 12 mars 1688 qu'elle en a esté tirée pour estre conduite hors du royaume, cy ¹. 14 l. 6 s.

A Madame l'abesse d'Espagne pareille somme de quatorze livres six sols faisant, avec celle de 250 l. que M. l'intendant de Poitou luy a fait payer, la somme de deux cens soixante quatre livres six sols, à quoy monte la pension de la *damoiselle Jaucourt de la Buissière Villarnou* depuis le 19 février 1687 qu'elle a esté mise dans lad. maison jusques au 12 mars qu'elle en a esté tirée pour estre conduite hors du royaume, cy. 14 l. 6 s.

Aux relligieuses St-François la somme de cent trente neuf livres six sols faisant, avec celle de cent vingt cinq livres qu'elles ont receue du commis de l'extraordinaire des guerres, à compte de la pension de la *damoiselle Perraut*, la somme de deux cens soixante quatre livres six sols, à quoy monte la pension de ladite damoiselle Perraut depuis le 19 février qu'elle a esté mise dans leur maison jusques au 12 mars qu'elle en a esté tirée pour estre conduite hors du royaume. 139 l. 6 s.

Aux relligieuses Ursulines la somme de quatorze livres six sols faisant avec deux cens cinquante livres qu'elles ont receue du commis de l'extraordinaire des guerres, à compte de la pension de la *damoiselle Dauzy*, la somme de deux cens soixante quatre livres six sols à quoy monte la pension de lad. damoiselle depuis le 19 février 1687 qu'elle a esté mise dans leur maison jusques au 12 mars 1688 qu'elle en a esté tirée pour estre conduite hors du royaume. 14 l. 6 s.

Monstreuil ².

A Madame de Gouffier, abesse de Ste-Austreberthe, la somme de cent quarante livres huit deniers, faisant, avec cent vingt cinq livres qu'elle a receue du commis de l'extraordinaire des guerres, à compte de la pension de la *dame de Changuilinain*, la somme de deux cens soixante cinq livres huit deniers à quoy monte la pension de lad. dame depuis le 19 février 1687 qu'elle a esté mise dans lad. maison jusques au 13 mars 1688 qu'elle en a esté retirée pour estre conduite hors du royaume, cy.

140 l. 0. 8 d.

Aux relligieuses de St-François la somme de cent quarante livres huit deniers faisant, avec cent vingt cinq livres qu'elles ont receue du commis de l'extraordinaire des guerres, à compte de la pension de la *dame Gibert*, la somme de deux cens soixante

1. En marge : M. l'intendant de Poitou doit faire payer cette somme.

2. Montreuil-sur-Mer.

cinq livres huit deniers, à quoy monte la pension de lad. dame depuis le 19 février 1687 qu'elle a esté mise dans lad. maison jusques au 13 mars 1688 qu'elle en a esté retirée pour estre conduite hors du royaume, cy. 140 l. 0. 8 d.

Péronne

Aux religieuses Sainte-Claire la somme de soixante quatorze livres neuf sols restant à elles deues pour quatre mois quatorze jours de la pension de la nommée *Ester Meusnier* qui a esté mise dans led. couvent par ordre de M. l'evesque de Noyon le 27 avril 1687 et qui y est restée jusques au 12 mars 1688 qu'elle en a esté tirée pour estre conduite hors du royaume, à raison de 200 l. par an, ayant esté payées des six premiers mois de lad. pension par le receveur des décimes de l'evesché de Noyon, cy. 74 l. 9 s.

Aux relligieuses Bernardines la somme de soixante quatorze livres neuf sols restants à elles deues pour quatre mois quatorze jours de la pension de la nommée *Renée Seriau*¹ qui a esté mise dans leur (maison) par ordre de Mgr l'evesque de Noyon le 27 avril 1687 et qui y est restée jusques au 12 mars 1688 qu'elle en a esté tirée pour estre conduite hors du royaume, à la susd. raison de 200 l. par an, ayant esté payée des six premiers mois de lad. pension par le receveur des décimes de Noyon sur le pied de 200 l. par an, cy. 74 l. 9 s.

Aux religieuses Ursulines dud. Péronne pareille somme de soixante quatorze livres neuf sols restant à elles deues pour quatre mois et quatorze jours de la *dam^{lle} Michelle Poispaille*² qui a esté dans led. couvent depuis le 27 avril 1687 jusques au 12 mars 1688 qu'elle en a esté tirée pour estre conduite hors du royaume ayant receu cent livres pour les six premiers mois de lad. pension, cy. 74 l. 9 s.

Aux relligieuses de l'Hostel-Dieu de Péronne la somme de cent quatre vingt dix livres dix huit sols, faisant avec celle de cent cinquante huit livres qu'elles ont reçue à compte de la pension de de la *dam^{lle} Guitoneau*³ et de la nommée *Marthe Margot* la somme de trois cens quarante huit livres dix huit sols, à quoy monte leur pension depuis le 27 avril 1687 qu'elles ont esté mises dans led. Hostel-Dieu jusques au 12 mars qu'elles ont esté conduites hors du royaume, à raison de 200 l. par an, cy. . . . 190 l. 18 s.

Au s^r Bernard commis à la recepte générale des finances

1. Appelée plus haut *Sérieu*.

2. Appelée plus haut *Poupaille*.

3. Appelée plus haut *Guilloneau*.

d'Amiens la somme de trois cens trente deux livres pour son remboursement de pareille somme qu'il a payée pour la nourriture de la nommée *Françoise Lemaistre* depuis le premier janvier 1687 jusques au 12 mars 1688 qu'elle a esté détenue dans le chasteau de Péronne dont elle a esté tirée pour estre conduite hors du royaume, à raison de 15 s. par jour cy. . . . 332 l. 1.

Boulongne

Au s^r Bernard la somme de trois cens trente trois livres dix sols pour son remboursement de pareille somme qu'il a payée pour la nourriture de la nommée *Marie Vincent* depuis le premier janvier 1687 jusques au XIII^e mars 1688 qu'elle a esté détenue dans le chasteau de Boulongne d'où elle a esté tirée pour estre conduite hors du royaume, à raison de 15 s. par jour, cy. . . . 333 l. 10 s.

Saint-Quentin

A Mad^e l'abesse de Fervacques, la somme de cent cinquante livres dix huit sols faisant, avec deux cents livres, qu'elle a receue pour six mois de la pension des nommées *Magdelaine Ribaut* et *Margueritte Orillard*, de la R. P. R., la somme de trois cens cinquante livres dix-huit sols, à quoy monte la pension desd. religionnaires depuis le 27 avril 1687 qu'elles ont été mises dans la maison jusques au 14 mars qu'elles en ont esté retirées pour estre conduittes hors du royaume, à raison de 200 l. par an pour chacune, cy. . . . 450 l. 18 s.

Aux relligieuses de l'Hostel Dieu de la ville de Saint-Quentin la somme de cent cinquante livres dix-huit sols, faisant, avec celle de 400 l. qu'elles ont receues pour six mois de la pension des nommées *Marie Fleuriot* et *Louize Veal*, de la R. P. R., la somme de trois cens cinquante livres dix-huit sols, à quoy monte la pension desd. religionnaires depuis le 27 avril 1687 qu'elles ont esté mises dans led. Hostel-Dieu par ordre de M. l'evesque de Noyon, jusques au 14 mars 1688 qu'elles en ont esté tirées pour estre conduittes hors du royaume, à la susd. raison de 200 l. par an pour chacune 450 l. 18 s.

Aux relligieuses du couvent du petit pont la somme de soixante-quinze livres neuf sols faisant, avec celle de cent livres qu'elles ont receue pour six mois de la pension de la *dam^{lle}*

1. En marge : Payé par ordre de M. Seignelay depuis que le présent estat a esté remis à M. de Chasteauneuf.

*David*¹ de la R. P. R., la somme de cent soixante quinze livres neuf sols, à quoy monte la pension de lad. dam^{lle} depuis le 27 avril 1687 qu'elle a esté mise dans led. couvent par ordre de M. l'évesque de Noyon jusques au 14 mars (1688) qu'elle en a esté tirée pour estre conduite hors du royaume, cy . 75 l. 9 s.

Fait ce premier avril 1688, signé Chauvelin. Et ensuite est escrit : Par cet estat les sommes pour la pension des femmes de la R. P. R. et nouvelles converties qui ont esté mises dans des couvens et autres lieux en Picardie montent à 3413 l. 5 s. 3 d. sur quoy il faut déduire 28 l. que M. Foucault intendant de Poitou doit faire payer, ainsi reste. 3384 l. 13 s. 3 d.

A quoy est adjoutée la pension *des dames de Lafontaine et de La Martinière* qui sont encore dans la citadelle d'Amiens, sçavoir depuis qu'elles y sont entrées jusques au 1^{er} avril dernier 314 l. 19 s. et depuis jusques au premier juillet 150 l. qui font la somme de. 464 l. 19 s.

Plus, pour six mois de la pension de la *dem^{lle} de Lestrade*² à raison de 200 l. par an, entrée au commencement de janvier dans l'abbaye de Fervacques. 150 l.

Et pour les frais de la conduite de plusieurs religionnaires hors du royaume. 827 l. 10 s.

Le tout monte à 4827 l. 2 s. 3 d.

Collationné

CHAUVELIN (sig. orig.)².

Au dos : 1688 R. P. R. Picardie.

Encore une remarque : Certains articles impliquent qu'avant d'être internées en Picardie plusieurs de ces « confesseuses » avaient déjà séjourné, par exemple, dans des couvents ou prisons du Poitou. Il ne faudrait donc pas conclure qu'elles ne furent détenues que pendant le temps pour lequel on paya leur pension en Picardie. On constate, en outre, que parmi ces pensionnaires qu'on ne parvint pas à convertir, il y en eut *cinq* envoyées par l'évêque de *Noyon*, dans des couvents ou prisons de Péronne et de Saint-Quentin.

N. WEISS.

1. Une famille *David*, protestante, habitait Sains, entre Saint-Quentin et Vervins.

2. En marge : *Canistrot*.

Mélanges

SALOMON DE CAUS

Ingénieur, architecte et musicien

Ses travaux à Richmond, Heidelberg et Paris

Salomon de Caus est né en Normandie vers 1576. Cette date est celle qu'on peut calculer d'après l'inscription peinte sur le portrait dont nous donnons ici (pour la première fois, sauf erreur) une reproduction, portrait fait en 1619 lorsque le modèle avait quarante-trois ans ¹.

Comme plusieurs autres protestants français de ce temps : les poètes Du Bartas et Montchrestien, l'érudit Casaubon, le théologien Du Moulin, il fut apprécié et protégé par le roi de Grande-Bretagne, Jacques I^{er} (Jacques VI d'Écosse). Celui-ci le chargea d'embellir les jardins de son château de Richmond, et autres parcs ; il l'attacha à la maison du prince de Galles Henri. C'est à Londres qu'est imprimé le premier ouvrage composé par S. de Caus, mais c'est à Paris qu'il obtient, le 18 novem-

1. Ce portrait à l'huile, sur bois, mesurant 37 centimètres sur 25,5, appartient à la collection palatine dans le musée municipal de Heidelberg. La reproduction a été autorisée par le directeur du Musée, Dr. K. Lohmeyer) C'est le n° 530 du catalogue Mays.

La présente notice complète et rectifie sur divers points celle de la *France protestante*, 2^e éd., t. III, col. 908. Cf. *Bull. h. p.*, 1863, p. 279.

Les renseignements relatifs à Heidelberg nous avaient été fournis en 1914 par l'aimable collaboration de M^{lle} S. Bidgrain, secrétaire du Comité central de la Fédération universelle des étudiants chrétiens, compatriote normande de S. de Caus.

bre 1611, le privilège de faire vendre cet ouvrage en France, pendant six années ¹.

La dédicace de *La Perspective* est datée « de la maison de Richemont » le 1^{er} octobre 1611. Dans une autre préface l'auteur parle avec émotion de la « gentille curiosité » de son élève, et des travaux exécutés pour lui à Richmond. Un acrostiche sur le nom *Salomon de Caus* [sic] est signé : « vostre affectionné serviteur *Jacques Le Maire* ».

S. de Caus a conscience de s'engager dans une voie où nul auteur français ne l'a précédé. D'autre part, il manifeste un respectueux attachement pour le royal élève dont l'instruction lui était en partie confiée :

Sérénissime prince, ayant depuis deux ou trois ans en ça fait aucunes leçons de la perspective, et ayant recogneu depuis le temps que j'ay l'honneur d'estre au service de vostre Altesse, comme elle se délecte en toutes sortes de sciences, cela m'a enhardy de mettre lesdites leçons en lumière en langue française, d'autant qu'il me semble que ceste science n'a encore esté bien démontrée en icelle langue : car ce qui en a esté faict jusques à présent n'a esté desmontré par aucune raison.

Entre temps, S. de Caus va en 1612 à Bruxelles dessiner le parc du duc de Brabant ². A une date indéterminée, il fait un voyage à Florence ³.

1. *La perspective avec la raison des ombres et miroirs, par SALOMON DE CAUS, ingénieur du sérénissime prince de Galles. Dédié à son Altesse. A Londres chez Jan Norton, imprimeur du Roy de la Grande-Bretagne, aus langues estrangeres. Ann^e Dom. 1612.* In-fol. orné de 65 grandes planches gravées, et de plusieurs petites (Bibl. nat., réserve V, 442; British Museum*, 561* f. 15). Une édition in-fol. de la même année parut à Francfort (Bibl. de l'Université de Heidelberg, L. 1874-2). Au verso des pages se trouvent, en grands et beaux caractères, quelques lignes de texte, avec culs-de-lampe et initiales ornées. Au recto, des gravures en taille douce, figures géométriques et autres, occupent souvent toute la feuille. On voit de quelle façon l'auteur entend l'art des jardins : f. 28 : « Pour mettre une fontaine en raccourcissement »; f. 29 : « pour peindre contre la muraille d'un jardin un semblable jardin »; voici encore un autre trompe-l'œil (f. 58) : « Pour peindre contre le bout d'une galerie une autre galerie, en sorte qu'en entrant en la susdite galerie il semble qu'elle soit encore une fois, ou deux, ou trois, aussi longue comme est la naturelle ». En appendice se trouve un *Traité des choses qui apparoissent aux miroirs planes; et la raison de telles apparitions*.

2. Le voyageur français Bergeron en admire la beauté cette même année (E. MICHEL, *Rubens*, p. 158).

3. *Les raisons des forces*, etc. (voir ci-après), 1615, II^e partie, f^o 13 v^o.

*
* *

Après la mort prématurée du prince de Galles (en 1612), il passe (en 1613) au service du beau-frère de celui-ci, le prince palatin. Son activité reste aussi intense et aussi variée sur les rives du Neckar que sur celles de la Tamise. Le voici, sept années durant, dessinant, embellissant le parc du château de Heidelberg¹.

Il publie de nouveaux ouvrages : d'abord, dans une succursale francfortoise de la maison de son éditeur londonien, un volume de mélanges scientifiques, l'*Institution harmonique* — dont le titre rappelle peut-être l'*Institution chrétienne* de Calvin — dédiée à la reine de Grande-Bretagne, très musicienne². Il y a un solfège, un traité d'acoustique, bien d'autres choses encore, avec des considérations sur la musique telle qu'on l'exécute dans les pays les plus éloignés : même aux Indes orientales et occidentales. La seconde partie est consacrée au contrepoint et à divers instruments de musique.

A ceux qui contesteraient aujourd'hui que S. de Caus ait été protestant, on peut citer la formule manifestement huguenote par laquelle se termine l'Avertissement au lecteur de 1612 et le volume de 1615 : « A Dieu soit honneur et gloire éternellement ».

En cette même année 1615 paraît un traité de mécanique, hydraulique, etc., intitulé *Les raisons des forces mouvantes*. Il suffirait à la gloire de l'auteur, car on y trouve le théorème de l'expansion et de la condensation de la vapeur, et la description d'un appareil qui constitue, dans ses traits essentiels, *une machine à vapeur*. Elle était destinée, il est vrai, non à la propulsion, ni à la trac-

1. Dans la galerie municipale de Heidelberg, un grand tableau et une petite copie par Fouquières représentent le château et le parc tel que S. de Caus l'a dessiné (*Der Schlossgarten vor der Zerstörung*) avec la date 1620.

2. Divisée en deux parties. En la 1^{re} sont monstrees les proportions des intervalles harmoniques, et en la 2^e les compositions d'icelles, par Salomon de Caus, ingénieur et architecte de son Altesse palatine électorale. A Francfort en la boutique de Jan Nortom. In-folio (Bibl. nat., réserve V, 444; British Museum, 538^r f. 21).

tion, mais seulement à l'épuisement des eaux ; l'idée en avait sans doute été suggérée par les travaux à exécuter pour les jets d'eau et cascades dans les jardins de Richmond et Heidelberg.

Le premier livre est dédié à Louis XIII le 15 février 1615¹, et dans l'édition suivante, publiée à Paris, S. de Caus se qualifie « ingénieur et architecte du roi »².

Il y a de tout parmi les machines « tant utiles que plaisantes » décrites par l'inventeur au fertile génie : pompes, engrenages, appareils à eau et à vapeur constituant alors de très grandes nouveautés ; plans de scieries, systèmes pour éteindre les incendies, boîtes à musique, etc., etc. A côté de cela, des problèmes de physique amusante : « Contrefaire la voix des petits oyseaux par le moyen de l'eau et de l'air » ; « ajouter un cygne lequel boira autant d'eau comme on luy donnera » ; « représenter une Galatée qui sera traînée sur l'eau par deux dauphins et se retournant d'elle-même, tandis qu'un cyclope joue dessus un flajolet ».

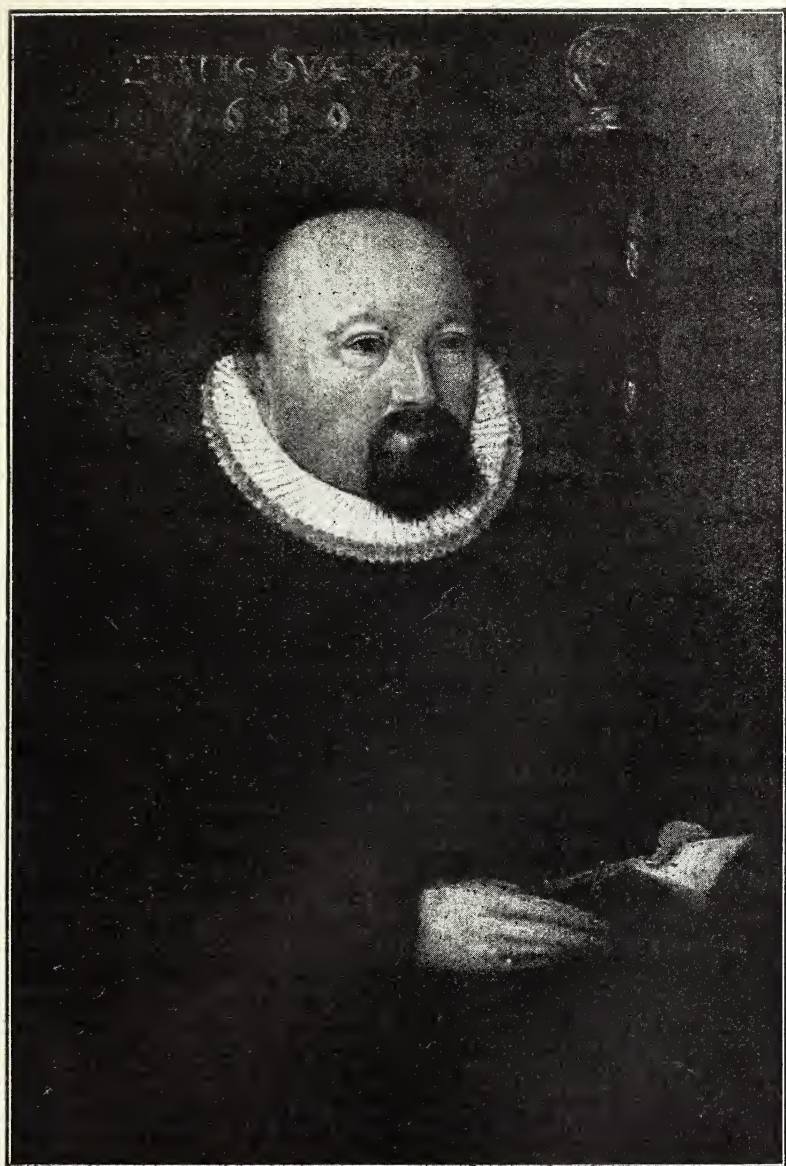
Les nombreuses grottes, pièces d'eau ornées de statues, jets d'eau, volières, terrasses, etc., sont inspirées parfois par ce que l'auteur a pu voir en Toscane ; les unes sont à l'état de projet, les autres ont été exécutées telles quelles dans le parc de Heidelberg³.

L'électeur palatin devient roi de Bohême, et même

¹ *Les raisons des forces mouvantes, avec diverses machines tant utiles que plaisantes, ausquelles sont adjoints plusieurs desseings de grottes et fontaines, par Salomon DE CAUS, ingénieur et architecte de son Altesse palatine électorale. A Francfort en la boutique de Jan Norton, 1615. — Livre second où sont desseignées plusieurs grottes et fontaines propres pour l'ornement des palais, maisons de plaisance et jardins, par Salomon DE CAUS, ingénieur et architecte de son Altesse palatine électorale. A Francfort en la boutique de Jan Norton, libraire anglois, 1615. — Livre troisième traitant de la 'abrique des orgues, par S. DE CAUS, 1615. In-folio, 20 ff. avec pagination spéciale. Renseignements historiques et pratiques sur l'emploi du plomb et de l'étain, le diapason, les tuyaux, pédales, etc., (British Museum, f. 535, 1, 23 ; Bibl. de l'Université de Heidelberg, L. 1639, 1).*

² *A Paris, chez Charles Sevestre, rue Dauphine, proche les Augu tins, M.DC.XXIII. Avec privilège du roy (Bibl. nat., Réserve, V, 443). Le privilège est du 17 octobre 1614. Le second livre est dédié à la princesse Élisabeth de Grande-Bretagne, électrice palatine (De Heidelberg, 1^{er} janvier 1615). Une traduction allemande parut en 1625 à Francfort, in-folio (Bibl. de l'Université de Heidelberg, 1811. b. 42).*

³ 11^e partie, fol. 22, 25, 27, 28.



SALOMON DE CAUS

Portrait de la Collection palatine au Musée de la ville de Heidelberg

empereur. Il quitte Heidelberg ; mais S. de Caus y reste quelques mois encore et lui dédie en 1619 un souvenir de son ancienne résidence, sous forme de dessins très soigneusement faits, en grand in folio de luxe, comme les précédents volumes¹. Le titre est latin : *Hortus Palatinus*, mais le texte est français, comme dans toutes les œuvres de S. de Caus, et le goût est bien français aussi. L'ingénieur normand a ainsi toujours été, de quelque côté qu'il se fixât : au nord, au nord-est, à l'est, un excellent agent de l'influence française à l'étranger. Le portrait que nous reproduisons a été peint à cette époque (1619).

Survient la bataille de la montagne blanche (8 novembre 1620)². Frédéric V est privé de son électorat, de son royaume et de son empire. Son architecte doit quitter les travaux inachevés de Heidelberg, et revient à Paris.

*
* *

Il exerce les fonctions d' « ingénieur du roi » dans la capitale jusqu'à la fin de sa vie. C'est pendant son second séjour à Paris qu'il conçoit un projet d'entreprise générale pour l'enlèvement des boues et l'installation de fontaines publiques adopté par le conseil de ville en mars 1621, pour la « netteté », c'est-à-dire le nettoyage de Paris, l'amélioration de la voirie et de l'hygiène municipale. S. de Caus fut donc un prédécesseur de ses coreligionnaires les préfets du XIX^e siècle, les barons Deles-

1. *Hortus Palatinus a Friderico rege Boemiæ, Electore palatino, Heidelbergæ extractu* [sic], Salomone DE CAUS, architecto, 1620, Francofurti apud Joh. Theod. de Bry, 30 planches in-folio (Bibl. nat., Réserve, V, 443 ; British Museum, m. 12, 2). Dédicace du 20 déc. 1619 : « Sire, voicy les desseings principaux des ouvrages de vostre jardin de Heydelberg, auquel Vostre Majesté a prins autrefois du contentement, pensant jouir annuellement du fruit et plaisir d'iceluy. Mais puisqu'il a pleu à Dieu vous donner une demeure royalle, et que cela apporté du retardement à l'achèvement dudit ouvrage, à cause de l'éloignement de Vostre Majesté, j'ai pensé estre bon de mettre ces desseings en lumière ».

2. Ce fut pour avoir alors « entrepris courageusement la défense du roi de Bohême » que le pasteur Du Moulin, revenant du Synode national d'Alais, reçut avis de ne pas reprendre son ministère à Paris et dut se réfugier à Sedan (5 janvier 1621). Cf. *Bull. h. prot.*, 1858, p. 471.

sert et Haussmann et M. de Selves¹. Le prévôt des marchands était alors Henri de Mesmes qui, en septembre de cette année 1621, protégea autant qu'il le put les protestants parisiens après l'incendie du temple de Charenton.

Dans les années suivantes, S. de Caus publie à Paris une nouvelle édition de son principal ouvrage : *Les raisons des forces mouvantes* et poursuit ses recherches de mathématiques appliquées. Un nouveau volume — ce devait être le cinquième et dernier — est dédié, cette fois, au cardinal de Richelieu, le 1^{er} juillet 1624. Il traite *Des horloges solaires*². En matière d'utilisation de la lumière et de la chaleur solaire, S. de Caus se montre précurseur de Buffon, de Lavoisier, de Mouchot, comme en indiquant le principe de la machine à vapeur il a devancé Papin — autre protestant français — et Fulton.

*
* *

Certains auteurs ont cru devoir le représenter comme victime de persécutions d'inventeur incompris. Nous ne connaissons jusqu'à présent aucun argument sérieux à l'appui de cette thèse.

En 1626 S. de Caus meurt à Paris, âgé d'une cinquantaine d'années. Il fut enterré dans le cimetière protestant de la Trinité « le samedi dernier jour de fevrier, assisté de deux archers du guet », c'est-à-dire sans aucun cortège ni cérémonie, ainsi que le prescrivaient pour les protestants les règlements de police de ce temps³.

JACQUES PANNIER.

1. M. Read a déjà publié, il y a soixante ans, dans le *Bull. hist. pr.* de 1862, p. 143, ce document qu'on trouve (moins correctement) imprimé dans les *Archives curieuses* de CIMBER, 2^e série, t. II : « *Arrest relatif à certains mémoires présentés au Roy pour le nettoiemment des boues*. L'original est aux Archives nationales, II., 1800, f. 76 : Extrait du registre des délibérations du Bureau de la ville de Paris pour 1621.

2. *La pratique et démonstration des horloges solaires, avec un discours sur les proportions*, par Salomon DE CAUS, ingénieur et architecte du Roy. A Paris, chez Hyerosme Drouart, rue Saint-Jacques à l'Escu du Soleil. M.DC.XXIII. Avec privilège du Roy, 80 p. in-fol. (Bibl. nat., Réserve V, 446 ; British Museum, 533, 1, 13).

3. Registres des enterrements faits à Charenton, etc., extraits publiés par M. Read (*Bull. hist. pr.*, 1862, p. 302 ; 1863, p. 279). Cf. Comptes rendus de l'Académie des sciences, séance du 21 juillet 1862.

SÉANCES DU COMITÉ

3 mai 1921

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Frank Puaux, MM. Ch. Bost, E. Chatoney, R. Garreta, Armand Lods, A. Mailhet, H. de Peyster, R. Reuss, L. Sarrut, A. Valès, M. Vernes, John Viénot et N. Weiss. MM. d'Amboix de Larbont, Fabre, Pannier et Rott se font excuser. Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, M. John Viénot explique que diverses circonstances l'ont empêché de transmettre au général Nivelles notre désir de le voir prendre part à nos séances. Le président souhaite la bienvenue à M. Henri de Peyster qui, grâce au séjour que ses ascendants firent en France aussi bien que dans leur pays d'origine, a pu se familiariser avec l'histoire de la Hollande aussi bien qu'avec celle de la France qui est devenue sa patrie définitive¹. Il communique ensuite au Comité une lettre du pasteur Charles Vernes, lui demandant s'il n'y aurait pas opportunité, à l'occasion du centenaire de la mort de Napoléon I^{er}, à ce que la Société attire l'attention sur les services incontestables rendus par l'empereur au Protestantisme français. Cette proposition donne lieu à une conversation prolongée où l'on insiste beaucoup sur la politique impérialiste aux conséquences désastreuses et fait remarquer que ces conséquences rejettent dans l'ombre ce que l'empereur a fait pour le protestantisme français et qui a, d'ailleurs, été rappelé lorsque en 1902 nous avons commémoré le centenaire de la loi du 18 germinal an X². La conclusion de cet entretien, c'est qu'il est préférable que notre Société ne prenne pas l'initiative de ce qui pourrait passer pour une glorification de la politique impérialiste. Au cours de cette conversation, à laquelle il l'invite à prendre part, le président souhaite la bienvenue à M. Sarrut, premier président de la Cour de cassation, qui a toujours considéré comme un honneur de descendre des Cévenols. Une lettre de M. Pannier nous informe qu'il ne pourra être question de l'acquisition du

1. Voy. son livre sur *Les troubles de Hollande à la veille de la Révolution française* (1780-1795), un vol. in-8° de XVI-340 p. in 8°, Paris, Picard, 1905.

2. *Bull.* 1902, p. 286-306 (p. 294, lire 1804 et 295, *Trois ans*).

sol qu'occupait la maison de Calvin que lorsque l'alignement des maisons en bordure de l'ancienne place au blé aura été fixé. Il est en train de terminer son *Histoire de l'Église de Paris sous Louis XIII*, thèse de doctorat qu'il compte soutenir à Strasbourg. A ce propos, le président signale des extraits d'une *histoire de l'Église de Valence* dans le *Protestant Valentinois* et les articles historiques du pasteur Vienney, dans le *Courrier du Dimanche* algérien.

Bibliothèque. — M. R. Garreta a trouvé à Rouen un traité de Calligraphie, malheureusement sans titre, mais qui ne se trouve pas à la Bibliothèque nationale. Il est d'un huguenot, Jean de Beaugrand, « secrétaire de la Chambre et écrivain du Roi ». *La France protestante*, qui nous fournit ce renseignement, ne signale non plus cet ouvrage. Le secrétaire communique la circulaire par laquelle M. Imbart de la Tour, président du Comité qui s'occupe de la reconstitution de la Bibliothèque de Louvain, nous invite à participer à cette reconstitution en remettant les livres dont nous pourrions disposer à la Bibliothèque nationale. Il se mettra en rapport avec les personnes qui s'occupent des voies et moyens et en rendra compte au prochain Comité.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

ABBÉ J. DEDIEU. **Le rôle politique des protestants français, 1685-1715** ; Bloud, Paris, 1921 (xviii-362 p. in-18).

M. l'abbé Dedieu ne saurait disconvenir que, sans la révocation de l'édit de Nantes, il n'aurait pu écrire son livre. Seule, en effet, elle doit expliquer les événements dont il s'est fait l'historien. Il semblait donc qu'il eût dû rappeler, dès les premières pages de son ouvrage, que l'édit de Nantes était une loi du royaume déclarée perpétuelle et irrévocable, jurée par les rois Bourbon et que ce fut en pleine paix, alors que les réformés se montraient les serviteurs zélés de la royauté que Louis XIV, traître à son serment, déchira le célèbre édit de Henri IV. Comme M. Dedieu avertit ses lecteurs que délibérément il a à peu près négligé les travaux de ceux qui « se sont jetés sur l'histoire du protestantisme avec des passions impitoyables », je rappellerai les

sévères paroles d'un grand historien : « C'est une date à marquer au tableau noir des grands désastres nationaux, des déroutes humiliantes, des traités ruineux. On vit alors, en pleine paix et dans le plus bel éclat d'un règne glorieux, ce qui ne suit d'ordinaire que les guerres funestes et les temps d'anarchie, des milliers de citoyens privés tout d'un coup de leurs droits politiques, des proscriptions, des massacres, des confiscations et tout un peuple, le peuple d'une province livré aux étrangers » ¹.

A en croire M. Dedieu, ce fut « dans une heure d'égarement » que Louis XIV signa la révocation de l'édit de Nantes. Mais ne présidait-il pas les nombreuses délibérations de ce conseil de conscience où fut préparée la rédaction de l'édit de Révocation, la grande pensée du règne ? Non, ce fut un acte de volonté très réfléchi.

A lire le livre de M. Dedieu, on pourrait croire que le clergé de France est resté étranger à cette fatale mesure et que le roi seul doit en assumer la responsabilité. Sans doute cette responsabilité est lourde, car il était le roi ; mais quels furent les inspireurs de sa politique ? Il existe une parole terrible que M. l'abbé Dedieu aurait pu rappeler : « La destruction de l'hérésie est notre unique affaire, » parole que prononçait l'évêque Daniel de Cosnac, en pleine assemblée générale du clergé de France, en l'année 1685 qui fut celle de la Révocation. A cette unique affaire le clergé, depuis presque un siècle, s'était dévoué avec un zèle qui ne s'était jamais lassé, arrivant enfin au but en plaçant, avec l'aide du pouvoir royal, les protestants entre la misère, la prison, le bagne, l'exil, même la mort et le catholicisme.

Mais ce n'était pas assez de la destruction de l'hérésie en France, c'était son entière ruine en Europe dont le clergé voulait réserver l'honneur à celui que l'auteur ne cessera d'appeler Louis le Grand, le grand roi.

Du jour où il fut devenu dévot, sous l'influence de son clergé, il mit sa puissance au service du catholicisme, et brisa la tradition des hommes d'État qui, depuis Henri IV, avaient trouvé dans les États protestants des alliés. Il est des textes, que ne reproduit pas le livre de M. Dedieu, et qui cependant lui apporteraient des explications très nécessaires, par exemple en ce qui concerne la révolution d'Angleterre. M. Dedieu ne saurait en contester la valeur, car ce sont les paroles même de l'orateur du clergé disant : « que le roi n'avait voulu conquérir de nouvelles provinces que pour y rétablir les prélats, le culte et les autels, que la Hollande et l'Allemagne n'avaient servi de théâtre

1. Albert Sorel, *Le Temps*, 18 octobre 1885.

à ses victoires que pour y faire triompher Jésus-Christ ; que l'Angleterre étant sur le point de lui offrir une des plus glorieuses occasions qu'il pût désirer, il ne manquerait de donner une protection digne de lui au roi de la Grande Bretagne dans le besoin où il se trouverait du secours et de l'appui de ses armes pour se maintenir dans la religion catholique ».

M. l'abbé Dedieu parle « de la malfaisance de la politique huguenote ; » que dire de la politique préconisée par le clergé ? Louis XIV devait mettre ses armes à la disposition d'un roi qui apostasiant, voulait, à son exemple, détruire la religion protestante dans son royaume. Et l'on s'étonnerait qu'en présence de cette déclaration cléricale, les princes protestants aient voulu unir leurs forces contre un roi qui prétendait établir une hégémonie catholique en Europe !

La révolution d'Angleterre devait montrer la lourde faute de la politique sectaire de Louis XIV. Il est certain que le dévouement des réfugiés contribua, pour une grande part, à en assurer la victoire. Le prince d'Orange avait de nombreux ennemis, mais quand ils virent ces milliers de Français chassés de leur patrie par une atroce persécution, ils comprirent le devoir de soutenir l'homme qui personnifiait la défense du protestantisme.

D'Avaux constatait que l'ambassade de France était mise en interdit et que personne ne se hasardait à venir le voir. Aussi quand le prince d'Orange se leva pour la défense des droits et des libertés du peuple anglais, pas une voix ne s'éleva dans les Provinces-Unies pour l'arrêter dans une entreprise si périlleuse, mais dont la victoire devait assurer le maintien du protestantisme en Europe.

Sans doute, le livre de l'abbé Dedieu traite des questions politiques, mais en réalité il est dirigé surtout contre le célèbre Jurieu. Son nom, écrit-il, paraîtra à presque toutes les pages de cette histoire. Une lourde faute pèse sur la mémoire de Jurieu : dans sa haine contre Louis XIV il a accepté, dans l'oubli de son caractère pastoral, de diriger une agence d'espionnage. A cet égard, par ses recherches dans les archives anglaises, l'auteur a pu donner des renseignements très précis.

Dès longtemps cet acte condamnable, sur lequel on ne possédait que quelques rares indications, avait été signalé comme un triste exemple de vengeance que n'expliquent que trop les cruautés sans nom des persécuteurs ¹.

C'est un procédé légitime d'apologétique, a écrit Mgr Baudrillart, que de montrer l'infériorité morale des adversaires de l'Église à condition qu'on n'use de ce procédé qu'avec justice et

1. *Encyclopédie des sciences religieuses*, art. Jurieu (1880).

sans en exagérer la portée¹. Combien il eût été à désirer que M. l'abbé Dedieu se fût inspiré de cette recommandation. « On connaît, écrit-il, la célèbre apostrophe de Jurieu se plaignant que Louis XIV travaille à s'aliéner le cœur français des Réformés qu'il a jetés en exil » (p. 11). Et le prétexte est trouvé de ne pas reproduire, dans ce livre encombré de citations, cette admirable déclaration. Elle est cependant de la plus grande importance, car elle fait connaître exactement les sentiments de Jurieu. « Pourquoi, écrivait-il, faut-il que l'on fasse tant d'efforts pour nous arracher ce cœur français que Dieu et la naissance nous ont donné. Qu'avons-nous fait pour mériter tant de malheurs et de si sévères châtiments ? Grâce à Dieu, nous avons une fidélité à toute épreuve et un fond d'amour pour notre prince qui ne se peut épuiser. Nous sommes français autant que nous sommes chrétiens réformés ; nous verserons jusqu'à la dernière goutte du sang de nos veines pour servir notre roy et pour conserver notre religion jusqu'à la mort »².

Il écrivait ces nobles paroles en 1680, avant la grande persécution. Supplication touchante à un roi d'épargner des sujets qui lui étaient si dévoués. Pourquoi donc ne pas les avoir reproduites ? est-ce procéder avec justice ?

Mais voici un autre exemple des procédés de M. l'abbé Dedieu. Au lendemain de la Révolution d'Angleterre, Jurieu publia une étude qui avait pour titre : *De la puissance des souverains, de son origine et de ses bornes*³. On aurait pu croire qu'elle serait l'objet d'une critique sérieuse de sa part, d'autant plus que pour répondre à Jurieu, Bossuet, comme l'écrit M. Dedieu, « ne dédaigna pas d'épuiser les ressources de son génie », paroles très vraies, car de la politique du grand évêque rien n'est resté, alors que celle du ministre est devenue victorieuse. Que connaîtront des vues politiques de Jurieu les lecteurs de cet ouvrage ? « C'est qu'il enseigne que les rois ne sont que de vulgaires délégués des peuples qui, en leur confiant le gouvernement, ne prétendent aliéner aucun de leurs droits non pas même celui de déposer par une sainte révolte le souverain infidèle au contrat ». Est-ce là l'attitude d'un historien ? Mais contre un hérétique, le champ n'est-il pas libre et toutes les accusations ne sont-elles pas permises ? En voici la preuve.

M. Dedieu écrit : « Jurieu travaille à écraser Louis XIV de sa haine, de façon à ramener en France, sur le cadavre de leur persécuteur, les foules exilées » (p. 13). Ou ces paroles n'ont aucun sens, ou elles signifient que Jurieu désirait la mort du roi. Com-

1. *Revue pratique d'apologétique*, 1906, p. 362.

2. *La Politique du clergé de France*.

3. *Lettres pastorales*, III, p. 361.

ment en douter alors que l'abbé Dedieu dit encore : « Il ourdisait dans les ténèbres de meurtriers complots ». Précisément, d'après une lettre de Jurieu à laquelle il se réfère de la manière la plus exacte¹, il rapporte qu'un scélérat était venu, en Hollande, offrir ses services pour assassiner le roi de France. Mais qui donc était ce scélérat, dont M. l'abbé Dedieu connaît le nom et la qualité, mais qu'il n'a garde de faire connaître ? Sans doute, penseront les lecteurs, un misérable à la solde de ce ministre dénoncé comme « ourdissant des complots meurtriers ». Nous n'avons pas à user de la même réserve : ce n'était pas un huguenot, mais un moine bénédictin de la congrégation de Saint-Maur, nommé Jean d'Ariol, échappé de prison, héritier de la tradition régicide des Jacques Clément, Chatel, Ravallac.

Mais il y a plus, ce moine s'était rendu chez Jurieu qui aurait dû, accusé comme il l'est des plus sinistres desseins par M. l'abbé Dedieu, lui réserver le plus favorable accueil. Loin de là, il le fit arrêter, « aux applaudissements de ces malheureux exilés qu'il voulait ramener en France sur le cadavre de leur persécuteur ».

Le strict devoir n'était-il pas de donner le nom de ce misérable bien qu'il fût un moine et de faire connaître la conduite de Jurieu ? mais alors comment maintenir l'accusation odieuse d'un complot meurtrier ?

Ce fut, sous l'impression causée par la proposition criminelle de ce moine que Jurieu écrivit au Duc de Montausier pour lui en donner avis, en le priant de prévenir le roi. « Quelque sensible, écrivait-il, que je sois aux effroyables malheurs et à l'effusion de tant de sang, causés par les mauvais conseils que le Roy a eu le malheur de suivre, depuis quatre ou cinq ans, je ne laissay pas de sentir, ce que doit sentir un honnête homme à la proposition de ce scélérat, et je reconnus que mon respect pour la personne sacrée de Sa Majesté estoit encore entier dans mon âme sans avoir reçu d'atteinte ». Il restait ainsi fidèle à la doctrine des Églises réformées qui avait toujours déclaré inviolable la personne sacrée des rois. Mais ce respect n'impliquait pas l'amour pour Louis XIV.

Mais M. l'abbé Dedieu écrit : « Découvrant les complots dont la vie de Louis XIV était l'enjeu, il célébrait les louanges du grand roi, lui prostituait ses basses flatteries en lui protestant qu'il a de l'amour pour lui et que son respect pour la personne sacrée de Sa Majesté était encore tout entier dans son âme sans avoir reçu d'atteinte ».

« Je ne dirai rien qui ne soit authentique et incontestable, » a écrit l'auteur dans la préface de son livre. Ainsi doit-il être incon-

1. Il cite, en effet, le *Bulletin*, 1906, p. 147.

testable que, dans sa lettre à Montausier, Jurieu célébrait les louanges de Louis XIV et lui prostituait ses basses flatteries, se se révélant ainsi le plus misérable des hommes.

Ce qui est authentique et incontestable, c'est que dans la lettre de Jurieu, pas un mot ne se trouve pour protester de son amour pour le roi, pas un mot pour célébrer ses louanges, pas un mot surtout pour lui prostituer ses basses flatteries. Trouvera-t-on surprenant qu'un historien qui se permet de traiter, de pareille manière, un document historique ne nous inspire pas une confiance sans réserve ? Il a en effet tout inventé afin de mieux lui permettre d'outrager Jurieu. Mais comment M. l'abbé Dedieu, qui n'hésite pas à se servir de ce mot infâme de prostituer qui implique la plus honteuse déchéance, n'a-t-il pas saisi l'occasion qui lui était offerte, par la citation des propres paroles de Jurieu, de lui infliger une véritable flétrissure ? Dans cette lettre si compromettante, parlait-il en courtisan, alors qu'il suppliait Montausier « au nom de Dieu, d'employer l'accès qu'il avait auprès du roi, pour obtenir de lui quelque relâche à la cruelle persécution que l'on exerce contre les plus fidèles et les plus zélés de ses sujets. Une épreuve de quatre ou cinq années suffit pour être assuré que tous les supplices et tous les tourments ne sauraient arracher du cœur une religion qui a pris racine dès l'enfance ». Et plus loin il ajoute : « La force de la conscience ne se surmonte jamais. Le règne du Roy se trouvera teint de plus de sang, que tous ceux de ses prédécesseurs ensemble ». Sont-ce là de basses flatteries ? Jurieu ne pouvait pas cependant s'écrier comme l'évêque de Valence, au nom de l'Assemblée générale du clergé de France, le 14 juillet 1685 : « Être le restaurateur de la foi, l'exterminateur de l'hérésie, ce sont des titres immortels qui, non seulement perceront les temps, mais qui subsisteront encore quand il n'y aura plus de temps ». N'est-il pas d'une claire évidence que Bossuet écartait toute flatterie alors qu'il saluait en Louis XIV un nouveau Constantin, un nouveau Théodore et disait : « Vous avez affermi la foi, vous avez exterminé les hérétiques, c'est le digne ouvrage de votre règne. Par vous l'hérésie n'est plus, Dieu seul a pu faire cette merveille ».

Merveille divine en effet que de voir dans l'une des plus abominables persécutions dont l'histoire garde le souvenir, Dieu inspirant les dragonnades et l'impiété des communions forcées !

La honte sans nom, la suprême infamie, c'est l'argent que reçoit l'espion. Jurieu a-t-il reçu le denier de Judas ? M. Dedieu avoue n'avoir rencontré nulle part trace de pension attribuée ouvertement ou par des voies déguisées à l'organisateur de l'espionnage. Mais dit-il « il pourrait en être autrement le jour où l'on aura produit un reçu de Jurieu pour lui-même. » Ainsi laisse-t-il

entrevoir la possibilité de trouver la preuve qu'il n'a pas eue entre les mains et maintient-il les plus injurieux soupçons.

Il n'est pas de haine que Jurieu n'ait inspirée, mais ses plus violents ennemis n'ont jamais mis en cause sa probité et son désintéressement. M. l'abbé Dedieu aurait dû s'en souvenir et rappeler qu'un prince de son Eglise, le cardinal Dubois, ministre des Affaires étrangères sous la Régence, recevait du roi d'Angleterre une pension dont lui-même avait fixé le chiffre à 600 000 livres¹. Et je dis aussi que le seul souvenir de l'odieuse conduite non d'un prêtre obscur, mais d'un grand aumônier de France aurait dû évoquer pour M. l'abbé Dedieu les leçons de l'Évangile sur la paille et la poutre.

Le cardinal de Bouillon avait demandé à son neveu, le prince de La Tour d'Auvergne, déserteur à l'ennemi, de venir le chercher avec un peloton de cavalerie près d'Arras pour le conduire au camp des alliés qui faisaient le siège de Douai. Dès son arrivée, le prince Eugène et le duc de Marlborough le vinrent saluer et lui présentèrent l'élite de l'armée. Ils lui demandèrent l'ordre, il le leur donna et ils le prirent, en un mot ils lui rendirent et lui firent rendre les plus grands honneurs². Était-il donc persécuté ce cardinal français venant donner à l'ennemi, qui avait envahi la patrie, son mot d'ordre ? Où donc sera l'excuse d'un tel acte ? Mais qui donc oserait faire retomber cette faute sur le clergé dont le cardinal était l'un des chefs les plus éminents ? Ce serait suivre l'exemple de M. l'abbé Dedieu, qui rend responsables les exilés de la Révocation des actes qu'il reproche à Jurieu. « La faute des chefs, écrit-il, ne saurait faire oublier la responsabilité des troupes », et il parle du « Refuge déshonoré » (p. 14).

Ce n'était pas assez, en vérité, pour ces nobles Français d'avoir été jetés en exil, coupables du crime de n'avoir pas voulu sacrifier leur conscience au despotisme d'un roi ; il faut qu'aujourd'hui un écrivain clérical tente de les déshonorer. Qu'il écoute donc le témoignage que leur a rendu, non pas l'un de ces auteurs qu'il néglige, mais un historien dont il ne saurait contester l'autorité. « Ceux, a écrit Albert Sorel, qui ayant à opter entre ce qu'ils avaient de plus cher au monde optèrent pour leur conscience, emportaient des trésors d'héroïsme, de constance, de désintéressement, ils laissaient dans leur patrie un de ces vides que rien ne peut combler... En même temps que la royauté abrogeait une loi qui avait consacré sa grandeur et contenait le principe de ses progrès à venir, elle frappait d'exil la race d'hommes la mieux faite pour la seconder dans l'œuvre de trans-

1. Rambaud, *Histoire de la Civilisation française*, p. 183.

2. Reyssie, *Le cardinal de Bouillon*, p. 13.

formation pacifique à laquelle elle semblait destinée. C'est ce qui fait le deuil ineffaçable de cette journée du 18 octobre 1685 ».

L'abbé Dedieu leur reproche de ne pas avoir gardé en exil « les anciens principes loyalistes des protestants de la Fronde ». Comment est-il possible à un historien d'établir la moindre comparaison entre la situation des Réformés au temps de la Fronde et aux jours de la Révocation. Ne parle-t-il pas cependant « du succès foudroyant des dragonnades, » succès obtenu, il le sait, par des violences, des infamies, des tortures dont le récit aujourd'hui encore fait horreur. Contre tout droit et toute justice leurs édifices sacrés n'avaient-ils pas été rasés, leurs académies, leurs collèges, leurs écoles fermés ; les biens de leurs églises confisqués au profit d'une Église ennemie ; leurs pasteurs contraints, dans les quinze jours, d'apostasier ou de s'exiler sans pouvoir emmener avec eux leurs enfants âgés de plus de sept ans. Trois cent mille Français avaient dû abandonner leur patrie et sur la terre d'exil ils apprenaient que les bagnes se remplissaient des confesseurs de la foi, et que, spectacle horrible, on traînait nu sur la claye pour le jeter à la voirie le cadavre de l'infortuné qui avait voulu rester fidèle à sa foi. Qui donc a tué leur loyalisme monarchique sinon ce roi qui, comme l'écrivait Jurieu, « nous a jugés indignes, nous a exilés, chassés, mis à l'interdit et nous a forcés de chercher la paix de notre conscience ailleurs. Les sujets ne sont pas comme étaient autrefois les esclaves qu'on avait droit de rejeter partout où on les trouvait ».

C'est une réflexion très juste que celle de l'auteur. « L'idée de patrie n'exerçait pas encore sur les consciences la forte maîtrise que de nos jours elle a acquise ». Et je remarque que s'il en est ainsi, c'est depuis que la souveraineté du peuple, que défendit Jurieu, l'a emporté sur le droit divin des rois. Il est à regretter que l'abbé Dedieu n'ait pas précisé cette notion de la patrie pendant le règne de Louis XIV, son œuvre n'eût pas présenté le caractère d'âpre polémique qu'elle a prise. On n'y eût pas relevé ces accusations de conspirer contre leur patrie, qu'il lance sans cesse contre les exilés de la Révocation et les cevenols. Non, ce n'était pas contre la France qu'ils luttaient, mais contre le plus cruel des tyrans. Que voulaient-ils ? La liberté de conscience que l'édit de Nantes avait accordé à leurs ancêtres et qu'avait proscrire Louis XIV. Aussi nulle nécessité de se perdre dans des discussions stériles, être pour ou contre la liberté de conscience, il n'est pas d'autre question. Qui la défend ne saurait condamner ceux qui, dans le passé, luttèrent désespérément pour sa victoire ; mais qui blâme ces héros de la conscience se voit condamné aujourd'hui par l'opinion publique qui ne permet pas que l'on discute la souveraineté de la conscience. FRANK PUAUX.

**La Réforme en Pologne, revue trimestrielle
de la Société des recherches historiques sur la Réforme en Pologne¹**

Un des résultats les plus apparents de la guerre a été de raviver l'intérêt de toutes les collectivités unies par un même lien ou une même inspiration, la race, la langue ou la religion. La revue dont la première livraison vient de nous être envoyée est une des manifestations de ce réveil qu'en politique on appelle le nationalisme et ailleurs l'individualisme racial ou religieux.

On sait — assez vaguement en France — qu'au xvi^e siècle il s'en fallut de peu que la Pologne devint protestante. Bien que, par la faute, en partie, des protestants eux-mêmes qui se divisèrent et favorisèrent par ces divisions une réaction catholique implacable², le protestantisme ait été peu à peu supprimé ou expulsé, il s'est toujours maintenu dans certaines régions de la Pologne. La revue que nous annonçons semble prouver qu'il prend conscience de sa raison d'être et cherche à fortifier ce sentiment en rappelant ses origines.

Elles sont assez glorieuses pour qu'il n'ait pas à en rougir. Dans cette première livraison, — dont les éditeurs ont eu soin d'imprimer, au verso de la couverture, un résumé en français des articles rédigés en polonais, — M. A. Brückner nous apprend qu'en Pologne comme ailleurs, la Réforme dont la période d'expansion dura de 1550 à 1590, « stimula l'esprit vers la pensée indépendante, élargit l'horizon spirituel de la nation, amena l'usage de la langue maternelle pour la littérature et créa ainsi une puissante littérature nationale au xvi^e siècle. Lorsqu'en se séparant en plusieurs groupes, le protestantisme s'affaiblit, le mouvement intellectuel s'affaiblit de même en Pologne ».

M. Stanislas Kot raconte l'histoire du premier collège calviniste, fondé à Pinczów en 1551, réorganisé par *Pierre Statorius* de Tonneville³ (Seine-Inférieure), élève de Th. de Bèze à Lausanne, qui introduisit les méthodes humanistes et les manuels imprimés à Paris, Lyon, Genève, l'usage de la langue du pays à côté du latin, à l'instar de Mathurin Cordier, collabora à la traduction de la Bible de Radziwil parue en 1563 à Brzeszcz-Litewski⁴, enfin composa la première grammaire polonaise.

M. J. Czubek raconte la vie d'un élève de Sturm à Strasbourg, *Thretius*, qui fut gouverneur du prince de Transylvanie

1. *Reformacya w. Polsce*, Warszawa, 1921, 80 p. in-8°. Voy. plus loin, à la *Correspondance*. Voy. plus loin, p. 193.

2. Cf. *Bull.*, 1918, p. 320.

3. Et non Thionville comme on le croyait.

4. Le fameux Brest-Litowsk, dont il est si souvent question.

Zapolya et devint l'artisan de l'union confessionnelle de Sandomierz entre Polonais luthériens et calvinistes.

Enfin, M. J. Ptaśnik nous apprend que parmi les libraires protestants de Cracovie se distinguèrent plusieurs huguenots, *Pierre Antesignanus*, de Rabastens, *Jean Ténau*, de Bourges, et *Etienne le Riche*, de Lyon, fugitifs pour cause de religion. — Ces quelques notes parmi beaucoup d'autres, nous montrent quelques-uns des points de contact de la Réforme polonaise avec celle de notre pays, et contribueront à mesurer l'influence de Calvin et des huguenots hors de France.

En souhaitant la bienvenue à notre nouveau confrère, nous exprimons le vœu qu'il veuille bien rendre de plus en plus abordable aux lecteurs français l'utilisation d'un recueil aussi intéressant pour ceux qui se soucient du bon renom de la France à l'étranger que pour les Polonais qui comprennent que leurs difficultés actuelles s'expliquent par leur histoire.

N. W.

Barnave et Marie-Antoinette

Tel est le sous-titre du captivant ouvrage de M. E. Welvert : *Le secret de Barnave* (De Boccard, 1920, XI-191 p. 3 fr. 50). L'auteur s'est mis ici dans un domaine qui lui est familier par sa publication des *Mémoires* et des *Notes et Souvenirs de Théodore de Lameth*. Car on sait que Lameth était un intime de Barnave ; avec Adrien Du Port, ils dirigeaient, à la Constituante, la fraction la plus avancée du parti constitutionnel. Barnave intéresse notre *Bulletin* tout spécialement en tant que protestant. Ce n'est d'ailleurs pas sa biographie qu'a voulu écrire M. W. Elle a été faite par miss Bradby (*The life of Barnave*, Oxford, 1915) et ce livre n'était pas fini, quand parut la Correspondance de Marie-Antoinette avec Barnave et ses amis (O. G. de Heidenstam, *Marie-Antoinette, Fersen et Barnave. Leur correspondance*). D'autre part, *Le drame de Varennes* a été fort bien décrit par G. Lenôtre (Paris, 1908). M. W. ne veut raconter que l'histoire des relations secrètes de la reine avec Barnave ; et cette histoire « est très courte... C'est un drame en 3 actes nettement coupés. Le 1^{er} nous montre la reine et le jeune député du Dauphiné prenant contact dans la berline qui ramenait de Varennes la famille royale. Le 2^e nous fait assister à la lutte de Barnave... cherchant à sauver la monarchie... mais échouant contre l'orgueil de Marie-Antoinette... contre la force des choses. Le 3^e, c'est Barnave devant le tribunal

révolutionnaire où cet échec l'a conduit, emportant peut-être dans la tombe un secret dont l'aveu ne l'eût pas sauvé, mais eût pu nuire à la mémoire de la reine ».

Cette dernière phrase résume toute la thèse de M. W., toute la raison d'être de son livre : révéler *le secret de Barnave*, c'est-à-dire expliquer pourquoi il a nié aussi catégoriquement des relations que nous savons maintenant avoir été aussi réelles que secrètes. Il y a trois explications de cette contradiction. Celle de Sainte-Beuve ne tient pas compte des entrevues aux Tuileries même, et est donc inacceptable, quoiqu'adoptée par miss Bradby, qui, « dans son culte pour Barnave, n'a pu admettre que son héros ait menti au tribunal ». Une autre interprétation part de ce fait « que la plaidoirie de Barnave, telle que nous la connaissons, n'est qu'une rédaction, faite après coup, sur de simples notes prises par son défenseur » ; cette rédaction n'a même peut-être pas été faite par ce défenseur lui-même, qui « n'aurait pas commis les négligences qu'on y relève » (V. la note de la p. 184). La troisième hypothèse, celle qui a les préférences de M. W., est que Barnave a menti devant ses juges, parce qu'« il se trouvait dans l'alternative, ou d'altérer la vérité, sans autre préjudice que pour sa mémoire, ou de découvrir un secret qui eût achevé d'accabler la mémoire de la reine. Entre un mensonge et une infamie, il n'était pas dans le caractère de Barnave d'hésiter : qui oserait lui en faire un reproche ? » Tel est le dernier mot du livre, qui se lit avec un intérêt passionné autant ou plus que si c'était un roman. Car, en face d'une réalité aussi tragique, tout produit de l'imagination pâlit.

Bien des réflexions de M. W. seraient à retenir. Rapportons-en une au moins, qui est de grande actualité : « Barnave aimait le peuple ; mais il haïssait cette basse flagornerie des démagogues, qui, déjà florissante au club des Jacobins, n'allait pas tarder à infester la France entière » (p. 14).

Barnave était un beau caractère. Souhaitons-en beaucoup de semblables à notre France actuelle : elle pourrait s'en servir¹.

TH. SCH.

1. *Errata* : P. 18, lire Dormans. P. 21, n° 1, qu'est-ce que ces *Mémoires de Weber*, qui semblent contenir la relation du voyage de Varennes par M. de Fontanges, archevêque de Toulouse ? Cela demanderait une explication. P. 66, l. 3 d'en bas, lire *langage*. P. 82, l. 7, lire de *deux* mois. P. 153, l. 11, lire Condorcet. P. 161, la phrase du discours de Barnave : « j'aurais pu faire comme Dietrich à Strasbourg », jette sur le maire de Strasbourg un jour fâcheux qui ne répond pas à la réalité. Une note aurait dû rectifier cette assertion inconsidérée. Dietrich n'a pas mis à profit son influence pour des buts personnels ou anti-patriotiques.

La première Séparation (de l'Eglise et de l'Etat) dans le Calvados

M. Raoul Patry, actuellement pasteur à Strasbourg, a utilisé son séjour précédent à Caen, pour étudier *Le régime de la liberté des Cultes dans le département du Calvados pendant la première séparation de 1795 à 1802* (Alcan, 1921, 291 pages. Prix 8 francs). Son travail est devenu sa thèse de licence en théologie. Il y part de ce jugement formulé par Gabriel Monod: « Les sentiments religieux ont joué un grand rôle dans la Révolution française ». Jugement renforcé encore par M. Mathiez, qui dit: « On était habitué à la considérer comme une crise politique et sociale, et voilà qu'elle se présente aussi comme une crise religieuse ». La lutte des intérêts et des classes et les besoins de la défense nationale ne suffisent plus à expliquer les violences de la Terreur: « il faut y ajouter le fanatisme religieux ». En 1789, « l'idée d'une séparation de l'Eglise et de l'Etat était absolument étrangère aux hommes de cette époque, les philosophes n'avaient pas envisagé cette solution du problème religieux, la nation n'y était en aucune manière préparée. C'est pourtant la séparation qui s'est imposée, après que l'on eut essayé vainement d'établir un lien entre le pouvoir civil et le pouvoir religieux. Le régime de la séparation a existé du 18 septembre 1794 au 18 avril 1802; mais ce régime n'a pas été le résultat d'une politique théorique et préconçue, il est né des événements d'une façon tout à fait empirique » (p. 8).

C'est cette courte période que M. P. a étudiée dans le Calvados, c'est-à-dire dans « un département royaliste et réactionnaire », où « le clergé insermenté a joué un rôle important et a été appuyé par les Chouans ». Sa source principale et fort riche est constituée par les Archives départementales. Puis il compulsa les dossiers du tribunal criminel aux Archives de la Cour de Caen, et les « nombreux documents » des Archives communales de Caen, Falaise, Honfleur, Lisieux, Pont-l'Evêque et Vire. Les autres communes, que M. P. n'a pu visiter, et aussi les paroisses « fourniraient des pièces du plus haut intérêt ».

Mais tout cela ne concerne que le catholicisme. Quelle figure a faite le protestantisme? Les recherches de ce côté ont donné si peu de résultats que l'auteur émet « l'hypothèse d'une liasse égarée » comme pouvant seule « en rendre compte d'une façon satisfaisante ». En effet, les quelques documents réunis dans l'appendice I ne couvrent guère plus de trois pages et ne donnent que des renseignements vagues et fragmentaires. Ils nous apprennent que, le 8 pluviôse an II, le Comité de surveillance de Caen arrête de faire conduire en la maison de détention le

ministre protestant *Fontbonne*, qui avait été nommé pasteur à Caen le 27 juin 1783. Le 8 ventôse an X, il promet fidélité à la Constitution de l'an VIII. Mais quand le préfet met à la disposition des protestants de Caen l'église des ci-devant Bénédictines, ce n'est pas lui qui en reçoit les clefs, mais le citoyen *Sabonadière*, qui l'a donc remplacé? L'église ayant servi de magasin militaire, il faut l'autorisation du ministre de la guerre, qui l'accorde le 25 fructidor. Mais alors la paroisse demande qu'il y soit fait des réparations.

Auparavant déjà, le 14 janvier 1793, le Conseil du département avait accordé aux protestants de Caen l'église des Carmélites, dans la rue Saint-Jean, à condition d'inscrire sur la porte d'entrée : « *Lieu destiné au culte religieux : Paix et liberté* », de ne troubler en rien l'ordre public, de rendre l'édifice au premier avertissement et de pourvoir à son entretien. Les clefs en avaient été remises à Daniel-Henry Matthey, négociant à Caen, qui dut promettre, avec trois autres citoyens, de se soumettre à l'accomplissement des charges imposées. L'inauguration eut lieu le 24 mars 1793. Les corps administratifs y assistèrent par députation. Lors de la fermeture des églises catholiques, les protestants renoncèrent spontanément à se réunir dans leur temple. Avant d'obtenir l'église des Carmélites, ils avaient, dans la même rue, un local « où ils n'étaient pas commodément ».

Enfin, le 5 brumaire an V (26 octobre 1797), l'Administration centrale entend la lecture d'une lettre du directeur des domaines nationaux touchant la réclamation des citoyens Bacon et Le Neuf des biens qui ont appartenu à *Jamblin*, ministre protestant fugitif.

Voilà tout ce que nous apprenons sur le protestantisme à Caen, pendant la Révolution. Par contre, M. P. a pu nous fournir une grande quantité de détails intéressants, sur la lutte entre les prêtres assermentés et insermentés, lutte qui, comme on sait, eut une grande influence sur le cours des événements de la politique intérieure. Nous ne pouvons ici entrer dans ces détails ; le lecteur désireux de les connaître mieux trouvera les principales phases de la lutte résumées aux pages 127, 182, 210, 243, 252, 275.

Le travail de M. Patry mérite toute notre gratitude et l'on ne pourra plus désormais parler du côté religieux de la Révolution sans le consulter¹.

TH. SCH.

1. Mais qu'est-ce que « le gouvernement de Bankenbourg » (p. 131) ? Ce terme demande une explication.

RICHARD DE BOYSSON. — **L'invasion calviniste en Bas-Limousin, Périgord et Haut-Quercy.** Un vol. in-8° de XII-468 pages; Paris, Picard, 1920.

Ce n'est point une œuvre d'histoire, calme et réfléchie, que nous offre M. de B., mais une œuvre de combat, aveugle et passionnée, malgré les apparences. Le lecteur qui s'attend à ce qu'on lui apprenne quand, pourquoi et comment les doctrines calvinistes se sont introduites dans la région où nous retient l'auteur, est profondément déçu lorsqu'il s'aperçoit qu'on ne lui expose autre chose que les guerres civiles dont le Bas-Limousin et le Haut-Quercy furent le théâtre durant la seconde moitié du xvi^e siècle. Est-ce que vraiment M. de B. ignore qu'avant 1562, où commence l'action militaire du parti protestant contraint à la défensive, il y avait dans la région susdite des Eglises réformées (Beaulieu, Argentat, Turenne, St-Céré, etc.), dont M. A. Leroux nous a raconté l'histoire, il y a une trentaine d'années; des Eglises fortement organisées, moralement et religieusement disciplinées, qui méritent notre respect puisqu'elles ne devaient rien à la propagande des « mauvais moines » et moins encore à celle des gens de guerre? Est-ce que vraiment il méconnaît la raison d'être de ces Eglises, qui ne se séparèrent de l'Eglise romaine que pour réagir contre la profonde corruption de celle-ci, contre ses basses superstitions, ses prévarications, la perversion de ses enseignements, la conduite de tant de prêtres et de moines vivant dans le concubinage et la simonie? Si réellement M. de B. est à ce point un arriéré, un auteur qui a négligé de se mettre « à la page » et de s'instruire à l'école des vrais historiens, nous lui conseillons simplement de lire certains auteurs catholiques dont l'orthodoxie ne saurait faire doute à ses yeux, par exemple, M. Imbart de la Tour ou M. Jacques Chevalier. Peut-être alors comprendra-t-il à quel point nous sommes fondé à ne voir dans son livre qu'un factum de basse inspiration, un libelle de sacristie, qui fait plus de tort à l'auteur qu'à nous protestants. Il ne faudrait pas beaucoup d'écrits de ce genre pour ramener l'opinion publique au mépris qu'elle professait, il y a une cinquantaine d'années, pour l'érudition et la bonne foi des gens d'Eglise.

Et que n'aurions-nous pas à dire si, après avoir dénoncé l'esprit anti-historique qui anime ce livre, nous nous avisions de montrer que M. de B. n'a pas même consulté les nombreux documents que la « Société des archives historiques du Limousin » a mis à la portée de tout le monde, et moins encore ceux que peuvent encore livrer les archives locales? Incompréhension du sujet

annoncé, ignorance de la méthode historique, dédain de la documentation existante, dénigrement systématique des troupes huguenotes comme si les troupes catholiques avaient été plus humaines : telle est, en bref, la caractéristique de ce gros volume. Nous croyons donc inutile de nous attarder à le critiquer davantage, à relever ses erreurs de faits et de dates. Nous en avons assez dit pour avoir le droit d'affirmer qu'il est un produit, aussi méprisable en soi qu'inoffensif pour nous, d'une littérature anti-protestante que ne désarmeront ni les progrès de l'histoire, ni l'apaisement des passions d'autrefois, ni les exemples de loyauté et de scrupule scientifique que les représentants les plus éminents de l'Ecole catholique ont si souvent donnés en ces trente dernières années, quand ils ont traité des origines de la Réforme religieuse, de ses causes et de ses modalités, en quelque pays que ce soit.

X.

CORRESPONDANCE

Les Huguenots et l' « appel à l'étranger ».

M. G. Baguenault de Puchesse, qui saisit avec empressement chaque occasion d'incriminer l'attitude des protestants français, a rendu compte, dans les *Débats* du 6 août, du livre de l'abbé Dedieu dont le *Bulletin* parle plus haut et auquel, comme il fallait s'y attendre, l'Académie française a décerné le prix Thérouanne. Dans cet article, M. Baguenault de Puchesse écrit cette phrase que les polémistes cléricaux jettent sans cesse à la tête des protestants : *Comme au temps de la Réforme calviniste et par les mêmes motifs peu patriotiques, des protestants français n'hésitèrent pas à faire appel à l'étranger, ainsi que Coligny sous Charles IX et Henri III. S'ils n'offrirent pas aux Anglais le Havre ou Calais, ils favorisèrent à l'intérieur la révolte des Vaudois et des Camisards.*

Il faut savoir gré à M. Baguenault de Puchesse de ne pas avoir réédité le cliché banal que Coligny avait *vendu* le Havre ou Calais aux Anglais. C'est un progrès appréciable en ce temps de réveil des ambitions catholiques. Maintenant, que vaut le reproche fait aux protestants d'avoir, *par des motifs peu patriotiques, fait appel à l'étranger*? Je laisse de côté le cas spécial de Jurieu et m'en tiens à celui de Coligny. M. Baguenault de Puchesse

qui a dû lire tous les textes du xvi^e siècle relatif aux guerres de religion, en oublie un qui touche directement à ce sujet et que je me permets de lui remettre sous les yeux. Le 6 mai 1562, répondant à la requête du triumvirat composé du connétable de Montmorency, du maréchal de Saint-André et de François de Guise qui en était l'inspirateur et le chef, laquelle demandait l'abolition pure et simple de l'édit du 17 janvier 1562¹, et l'extermination des huguenots, le prince de Condé, chef des protestants, écrivait, entre autres, ceci :

« Ils (les triumvirs) ne regardent pas qu'ils contraindront une infinité de gens à se défendre; ils ne regardent pas le peu de moyen qu'on a de despendre, ne les incommoditez et ruines que la guerre civile apporte; et, qui pis est, ils ont appelé et se sont signez à faire venir les armes étrangères; qui est, à dire en bon langage, mettre en proye le royaume. Au contraire je ne demande pas que les armes me demeurent en main, je n'emploie pas l'argent du Roy; je n'appelle point les estrangers pour venir en ce royaume, et en ai refusé de ceux qui m'ont esté présentez et Dieu en est tesmoin, je les ay priez de n'y venir point »².

Ces lignes qui n'ont pas été et ne pourront pas être démenties établissent sans conteste que ceux qui reprochèrent aux huguenots et leur reprochent encore d'avoir « fait appel à l'étranger », sont ceux-là même qui leur donnèrent cet exemple de patriotisme. D'où il suit que le procédé de ceux qui nous accusent de nous être déshonorés par des « motifs peu patriotiques » ressemble à celui du cambrioleur qui crie au voleur, ou, si vous le préférez, de l'envahisseur qui prétend avoir été envahi. — Ce procédé connu et aujourd'hui plus exploité que jamais réussit auprès des ignorants qui sont le plus grand nombre, mais on regrette de le voir employé par ceux qui savent ou pourraient et devraient savoir. Nous leur faisons l'honneur de croire qu'ils sont au-dessus de ceux auxquels on recommande, comme une œuvre pie, de crier « sus aux protestants ».

Bossuet (voy. plus haut, p. 130). — Ajouter aux articles signalés de la *Revue des Deux Mondes*, celui du 15 juillet 1920. — M. A. Rébelliau m'écrit : « Combien vous aurez à faire d'excuses.

1. On sait que ce premier édit obtenu par Condé, Coligny et surtout Théodore de Bèze, autorisait le culte protestant dans les faubourgs des villes closes, et fut déchiré par le duc de Guise et le massacre des huguenots de Vassy le 1^{er} mars 1562.

2. *Mémoires de Condé*, 1743, III, 413. J'ai cité ce texte très important qui répond au triumvirat sur la question du bris des images et sur d'autres reproches qu'on faisait aux protestants, dans une conférence sur *Le rôle de Théodore de Bèze en France au XVI^e siècle*, imprimée dans une plaquette

à Jacques Bénigne, quand vous le rencontrerez dans une des innombrables *mansiones* de la *domus Patris nostri* ! Il vous récitera, s'il s'en souvient (car il n'apprenait pas ses sermons par cœur), un de ceux qu'il a faits sur la charité fraternelle » ! — Si vraiment, « dans la maison de notre Père », Bossuet m'invitait à méditer son sermon sur la charité fraternelle, je ne pourrais guère m'empêcher de lui citer la parole apostolique : « Quand je *parlerais* les langues des hommes et *des anges*, si je *n'ai* pas la charité je ne suis qu'un airain qui résonne ou une cymbale qui retentit ». (1 Cor. XIII, 1). — A moins que M. Rébelliau ne me démontre que c'est par charité pour les P. R. que Bossuet a fait appeler les dragons, emprisonner les demoiselles Mirat, etc., et surtout nié ces charitables violences.

Servet (voy. plus haut, p. 133). — Cette note bibliographique aurait dû être précédée d'une autre signalant, dans le *Bulletin de l'Institut national genevois* t. XLI (1914) que nous venons seulement de recevoir, p. 225 à 319, un important travail sur *Michel Servet, communication faite à la Section des Sciences naturelles et mathématiques de l'Institut national genevois*, le 9 janvier et le 13 février 1913 par le Dr P.-L. Ladame. Dans ce travail, accompagné d'excellentes reproductions du portrait de Servet, de sa dernière lettre aux Magnifiques Seigneurs de Genève, et du portrait de Jean-Antoine Gautier, l'historien qui inaugura la campagne de réhabilitation du martyr, le Dr Ladame reprend toute l'histoire de cette réhabilitation et établit d'une manière précise et indiscutable la priorité de Servet dans la fameuse découverte de la *circulation pulmonaire*. Bien peu de ceux qui prononcèrent des discours lors de l'inauguration des divers monuments élevés au martyr de Champel, se sont donné la peine d'étudier, comme le Dr Ladame, celui dont ils assumèrent l'honneur de parler.

La tombe de Calvin. — M. Lucien Gautier veut bien me rappeler qu'en note de la page 477 du *Jean Calvin* de Williston Walker traduit par le soussigné, il m'avait fait ajouter un renseignement qu'il avait trouvé dans une brochure du comte J.-J. de Sellon, parue en 1835 et intitulée : *Lettre sur Calvin écrite par le fondateur de la Société de la Paix à l'occasion du jubilé de 1835*,

intitulée : *Troisième centenaire de la mort de Théodore de Bèze*, novembre 1903, *Compte rendu publié par la Société du Musée historique de la Réformation*. Imprimerie Atar, Genève, 1906, p. 55.

ainsi conçue : « Un hollandais vient de faire placer une pierre en son honneur (de Calvin) dans le cimetière ». Une reproduction d'une photographie de cette pierre se trouve dans le texte anglais de la biographie de W. Walker. Nous n'avons pas cru devoir la reproduire dans la traduction française, cette pierre, placée vers 1830, n'occupant que l'emplacement *préssumé* de la tombe du Réformateur.

N. W.

Le monument de Pierre Viret à Lausanne

Lors du jubilé de Pierre Viret, il y a dix ans, l'idée fut émise au sein du corps pastoral vaudois d'élever à Lausanne, où Viret exerça un ministère distingué pendant vingt-trois ans, un modeste monument à sa mémoire. Des dons furent recueillis. La guerre vint, qui interrompit le travail de préparation.

En 1919, un nouveau comité exécutif se remit à l'œuvre. Un concours d'idées fut ouvert entre les artistes du pays. Le jury, mis en face de projets intéressants, donna sa préférence à celui de MM. Milo, René Martin et Favarger, qui utilisait le mur de la Madeleine, au pied de la cathédrale, tout près de l'ancienne maison démolie du réformateur. Là furent placés le médaillon fort réussi de Pierre Viret, sculpté d'après le portrait des *Icones* de de Bèze et l'inscription portant cette parole :

Si je dois souhaiter que Dieu soit glorifié entre les hommes, où dois-je désirer qu'il le soit plus et plus tôt qu'au pays de ma naissance?

Ce fut le 29 mai dernier qu'eut lieu l'inauguration en présence des autorités civiles et ecclésiastiques et d'un nombreux public. Des discours furent échangés entre M. Schnetzler, pasteur, président du comité exécutif, et M. P. Maillefer, syndic, qui accepta avec reconnaissance le cadeau fait à la ville de Lausanne et qui présenta Viret comme le porteur de « l'idée libératrice ». Des chœurs exécutés par les élèves des écoles et la jeunesse du groupe Pierre Viret encadrèrent ces allocutions.

Le même soir, à la cathédrale, eut lieu un culte solennel en l'honneur du réformateur. M. le professeur A. Chavan fit revivre d'une manière fort heureuse le ministère de Viret à Lausanne et en particulier la fameuse dispute d'octobre 1536 qui eut lieu dans la cathédrale elle-même. Des chœurs, la prière que Viret prononçait au commencement de ses sermons, de beaux morceaux d'orgue contribuèrent à l'édification de cette heure simple et belle.

Nous sommes heureux d'avoir pu ainsi rendre cet hommage si mérité à cet enfant de la terre romande, dont le travail si humble, courageux et persévérant aux côtés de Calvin et de Farel a contribué à un haut degré au succès de la restauration de



l'Évangile. Viret reste aussi un vivant trait d'union entre les Eglises protestantes de France et notre Suisse réformée¹.

CH. SCHNETZLER.

Une lettre inédite adressée de Pologne à Calvin le 3 mars 1560

Les éditeurs du *Corpus Reformatorum* ont publié quelques lettres échangées entre Calvin et le comte Jean de Tarnow, castellan de Varsovie, l'un des premiers adeptes de la Réforme en

1. Nous nous associons à ceux qui ont cru devoir faire élever ce modeste monument au réformateur modeste par excellence — pour les féliciter. Mais leur geste ne nous console pas de celui qui a fait détruire — dans quel but? — la maison que tout Vaudois protestant aurait dû tenir à honneur de conserver. Quand on voit le soin avec lequel ailleurs on conserve les souvenirs visibles de Luther, de Zwingli, d'Oecolampade, de Knox, etc., on se demande pourquoi on supprime ou évite de faire conserver ce qui pourrait rappeler Calvin, Th. de Bèze, Viret, etc. On dit : La matière n'est rien, c'est l'esprit qui est tout. Fort bien, mais la matière attire l'attention sur l'esprit qui l'a habitée et ce ne sont pas les discours ni les monuments qui remplacent ces vestiges. Quand on veut faire l'ange... N. W.

Petite Pologne. Ouverte à la fin de 1555 par une première lettre adressée par Calvin à Tarnowski ¹, cette correspondance a duré environ quatre ans. Dès le début, Calvin, tout en adressant des éloges au grand seigneur polonais dont il avait entendu vanter les vertus par Lismanninus, le presse de profiter de sa haute position pour hâter l'avènement de l'Évangile en Pologne. De son côté Tarnowski remercie le réformateur de la bonne opinion qu'il a bien voulu concevoir de lui. Il l'assure de son respect et se déclare prêt à s'employer de toutes ses forces en faveur de la Réforme, mais, à cause des circonstances politiques, il redoute tout changement trop brusque, et est d'avis de temporiser. Calvin laisse entendre qu'il réproouve ces délais. Les deux correspondants s'en tiennent chacun à leur opinion, et le ton des lettres, tout en conservant des dehors de grande courtoisie, devient assez vif.

Dans la Revue consacrée à l'histoire de la Réforme en Pologne qu'il publie à Varsovie ², M. le professeur Stanislas Kot vient de mettre au jour une lettre du comte de Tarnow à Calvin, en date de Tarnow 3 mars 1560, qui était restée inédite et qui paraît être la dernière pièce de cette correspondance. De nouveau Tarnowski proteste de sa grande révérence pour Calvin, il s'excuse d'avoir pu paraître trop présomptueux, mais il ne croit pas pouvoir changer de ligne de conduite, et, ajoute-t-il, « puisque je vois que vous ne pouvez approuver les raisons qui me guident, je reconnais qu'il vaut mieux que je m'abstienne désormais de vous écrire sur ce sujet ».

H. V. A.

A quoi sert le Bulletin? — Quelques réflexions à propos du synode de Marseille de 1921

Je me suis parfois demandé à quoi servait notre *Bulletin*. Il s'efforce de retrouver et de préserver de l'oubli et de la calomnie les traces effacées de ceux qui eurent le souci et le courage de fonder des Églises ne relevant que de Jésus-Christ et de son Évangile. Ce n'est apparemment pas pour glorifier des hommes presque toujours obscurs et qui certainement ne se souciaient guère de passer à la postérité. Mais nous désirons, nous espérons être ainsi utiles à ceux qui ont recueilli l'héritage de ces premiers

1. Datée de Genève, 29 déc. 1555. *Corp. Ref. Calvini opp.* XV, n° 2371.

2. *Reformacja w Polsce*, I n° 1. Varsovie, 1921, p. 65-67. Cette lettre existe en copie du commencement du xvii^e siècle dans le recueil des *Epistolæ hæreticorum*, de la Bibliothèque Sainte-Geneviève, n° 1455, fol. 362 v° 363 v°. Cf. plus haut, le second article de la *Chronique littéraire*.

protestants. Or il nous semble que parfois ils n'apprécient guère ce service.

Il y a plusieurs années déjà je me rappelle qu'on inaugura à *Saintes* un nouveau temple, résultat d'espoirs et d'efforts qui remontent au xvi^e siècle. Croirait-on que le jour de cette inauguration, personne ne prononça le nom des deux fondateurs de cette Église dont nous avons ici à plusieurs reprises précisé le rôle, *Philibert Hamelin*, le martyr qui racheta une première défaillance par un si admirable apostolat, et son successeur *Bernard Palissy* qui nous a laissé un si attachant récit de leur travail ?

En 1894 le *Bulletin* publia une lettre d'un artisan racontant comment à la veille de l'édit de Nantes il ne subsistait plus que quatre ou cinq survivants de la première Église protestante de *Nevers*. Lorsque, quelque temps après, on inaugura un nouveau temple à *Nevers*, personne ne songea à rappeler cette lettre si touchante.

Tous nos journaux religieux viennent de rendre compte du synode qui s'est réuni récemment à Marseille et d'imprimer un discours passant en revue l'histoire du protestantisme dans cette grande ville. Ce discours ignore un texte publié ici même par notre collègue M. H. Aubert en 1916. C'est la première lettre de l'Église protestante de Marseille qui nous ait été conservée¹. On y voit que la nouvelle Église s'appelait alors (13 mars 1559) la *bien-aimée*; la lettre est signée de cinq laïques qui évidemment avaient organisé l'Église peu auparavant, peut-être à la fin de 1558 et avaient obtenu pour elle, de Genève, le premier pasteur. Ce *Nicolas Folion* dont on fait, je ne sais d'après quelle autorité, un docteur en Sorbonne, ils l'appellent un ange, tant ils l'appréciaient, mais ils ne purent le garder que de février à fin juin 1559 où il fut envoyé à Toulouse. Ce qui est surtout intéressant, c'est que, trois années plus tard, ces laïques qui avaient pris cette dangereuse initiative furent violemment persécutés. *Jean de Vega*, probablement un frère du premier signataire et rédacteur de la lettre, fut tué le 1^{er} mai 1562 près des portes de la ville et le quatrième signataire, *Antoine Vasse*, fut « pris et meurtri entre les bras de sa femme² ». Puisqu'à l'occasion de ce synode on rappelait la fondation de l'Église où il se tenait, il n'aurait peut-être pas été inutile de montrer, par ces quelques détails, la part énergique qu'y avaient prise ces cinq protestants marseillais de 1559.

N. W.

1. Elle n'a pas été connue de M. E. Arnaud qui publia en 1888 une *Notice historique sur les protestants de Marseille*.

2. *Histoire ecclésiastique*, 1580, III, 336. Antoine Vasse est évidemment le même qui signe *Anthoine Hoasse*, *Bull.* 1916, 141.

Le protestantisme à Etampes (voy. plus haut p. 134). — Sur les opérations des troupes protestantes de Condé à Etampes et aux environs en 1562, le *Bulletin de la Société historique de Corbeil, Etampes*, etc., a publié en 1900 quelques notes¹. Le 16 novembre, Chantonay écrit : « Le mareschal de Saint-Andrey s'est retiré d'Estampes à Melun »². Mais bientôt (dès le commencement de 1563) « Guise vint assaillir Estampes, où avoit esté envoyé gouverneur pour le prince le sieur de Duras, avec trois compagnies de gens de pied... ; lequel voyant la ville n'estre tenable..., se retira »³.

Quant aux baptêmes célébrés en 1567, ils n'ont pu l'être par le pasteur « Migneau, d'Estampes », l'un des ministres réfugiés à Sedan qui y assiste à un colloque le 5 juin 1576, l'Estampes d'où il venait étant situé dans le canton de Château-Thierry⁴.

En cette même année c'est bien, semble-t-il, d'Estampes en Beauce que parlent ces lignes d'Agrippa d'Aubigné : « A Estampes quelques réformés esleus [députés aux États généraux de Blois] ont esté rejettez pour le seul point de la religion »⁵.

Après l'édit de Nantes, le Conseil d'État rendit un *arrêt relatif à l'exercice de la R. P. R. dans le bailliage d'Estampes* (24 mars 1601)⁶. Le gouverneur d'Estampes⁷ était alors un protestant : Pierre de Beringhen, valet de chambre de Henri IV⁸.

Jacques PANNIER.

Erratum

Une impardonnable erreur d'imprimerie a fait mettre sur la couverture de la dernière livraison, 3. Juillet-Septembre au lieu de 2. Avril-Juin, comme l'indiquait la 1^{re} page du texte⁹.

1. Tirage à part, Paris, Alph. Picard, in-8° : *Etudes historiques sur la Réforme à Corbeil et aux environs au XVI^e siècle*, par J. Pannier. Le 22 septembre 1562, Catherine de Médicis datait d'Estampes une lettre à Odet de Châtillon. (G. HERMANT, *Histoire... de Beauvais*, t. III, l. XII, c. 29).

2. *Mémoires de Condé*, II, p. 107.

3. *Histoire ecclés. des Eglises réf.*, II, 249 (II, 322 de l'édition Baum, Cunitz et Reuß).

4. *Bull. hist. prot.*, XXXIX, p. 306 et 390.

5. *Histoire Universelle*, t. V, p. 122.

6. Archives nat., E 3*, f^o 113.

7. Et non d'Etaples comme on l'a imprimé dans la *France prot.*, 2^e éd., t. II^e col. 338.

8. Dans les minutes de M^e François, notaire à Paris, on lit distinctement. *Estampes* à propos de Beringhen sur un acte (n^o 80 de ce registre) de 1603. Nous ne savons de quel *Estampes* était originaire un étudiant de Genève en 1606. (Delormeus Stampensis, *Fr. prot.*, 2^e éd., V, 223).

9. Remplacer aussi sur les couvertures et titres de 1917 et 1918, quatorzième et quinzième par quinzisième et seizième.

Le gérant : FISCHBACHER.

PUBLICATIONS RÉCENTES DÉPOSÉES A LA BIBLIOTHÈQUE

REV. PROF. JAMES I. GOOD. — **The reformed Reformation.** Un vol. de 144 p. in-8°, Etats-Unis d'Amérique, *The Heidelberg Press*, 1916.

Ce qu'on a fait de l'Église, Étude d'histoire religieuse avec une humble supplique à Sa Sainteté le pape Pie X, 8^e éd. Un vol. de xxiv-554 p. in-18. Paris, F. Alcan, 1912.

ELISÉE BOST. — **Récits d'un pasteur de village.** Un vol. de 208 p. in-18. Paris, Fischbacher, 1914.

ELIZABETH FOX HOWARD. — **Comment les Quakers ont servi pendant la guerre.** Une brochure de 48 p. in-18, Société chrétienne des Amis (Quakers), 20, avenue Victoria, Paris.

CORNÉLIS DE WITT. — **En pensant au pays.** Ouvrage couronné par l'Académie française et la Société nationale d'Encouragement au bien, 3^e éd. un vol. de xn-304 p. in-18, Paris, Hachette, 1912.

MARIA WINDSTOSSER, docteur de l'Université. — **Etude sur la Théologie germanique,** suivie d'une traduction française faite sur les éditions originales de 1916 et 1918. Un vol. de xn-218 p. in-8°. Paris, F. Alcan, 1912.

THEODORE GEROLD. — **Clément Marot, Psaumes avec les mélodies,** nos 252-253-254 (Bibliothèque française) de la *Bibliotheca romanica*. Un vol. de xxxiv-154 p. pet. in-16. Strasbourg, E. Heitz, s. d.

— **Chansons populaires des XV^e et XVI^e siècles avec leurs mélodies.** Un vol. de LII-104 p. pet. in-16. Nos 190-191-192 de la même bibliothèque.

A la mémoire du colonel Denfert-Rochereau, discours prononcés au « Lion de Belfort » le 11 nov. 1920 à l'occasion des Fêtes du cinquantenaire de la Proclamation de la République. Une brochure illustrée de 28 p. in-8° s. l. n. d.

D^r P.-L. LADAME. — **Michel Servet, sa réhabilitation historique.** Son caractère, son œuvre comme savant et sa découverte de la circulation pulmonaire. Une brochure de 100 p. in-8°, extraite du *Bulletin de l'Institut national genevois*, t. xli, Genève, H. Kundig, 1913.

A. LEROUX. — **Les Religionnaires de Bordeaux de 1685 à 1702.** Un vol. de xn-322 p. in-8°. Bordeaux, Feret et Fils, 1920.

EUGÈNE MÉNÉGOZ. — **Publications diverses sur le Fidéisme et son application à l'enseignement chrétien traditionnel,** cinquième volume, de xiii-300 p. in-8°. Tables. Paris, Fischbacher, 1921.

RAOUL PATRY. — **Le régime de la Liberté des cultes dans le département du Calvados pendant la première séparation 1795-1802,** un vol. de 292 p. in-8°. Paris, F. Alcan, 1921.

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

Service automobiles de la route thermale d'Auvergne :

Vichy — Châtel-Guyon — Royat — Saint-Nectaire — Le Mont-Dore — La Bourboule

Pour faciliter les déplacements dans la région, les Compagnies des Chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée et de Paris-Orléans mettront en marche, chaque jour, à partir du 25 juin, un Service automobile rapide entre Vichy, Le Mont-Dore et La Bourboule.

Ce service, qui comportera un voyage aller et retour dans chaque sens, passera : A L'ALLER, par Châtel-Guyon, Clermont-Ferrand, Royat, Saint-Nectaire ou *vice-versa* ; AU RETOUR, par Châtel-Guyon et Pontgibaud ou *vice-versa*.

Indépendamment du Service rapide, il sera mis en marche trois fois par semaine, à dater du 15 juillet : les mardi, jeudi et samedi, au départ de Vichy, les lundi, mercredi et vendredi, au départ de La Bourboule, un Service omnibus qui circulera, dans les deux sens, par Châtel-Guyon, Clermont-Ferrand, Royat, Saint-Nectaire, Le Mont-Dore.

Ce Service ne comportera pas d'aller et retour dans la même journée, il sera quotidien (dimanche excepté) pendant la période du 1^{er} août au 10 septembre.

LIBRAIRIE FISCHBACHER, 33, rue de Seine, PARIS

En vente :

Les héros de la Foi : Paul Rabaut, par CAMILLE RABAUD, pasteur. Un volume in-16 orné de 6 gravures

7 »

Jean-Jacques Gourd (1850-1909), Professeur de Philosophie à l'Université de Genève. — *Philosophie de l'incoordonnable*, par LOUIS TRIAL, pasteur. Un volume in-8°.

7 50

La Toute-puissance de Dieu et le Problème du mal, par J.-D. BENOIT, pasteur. Un volume in-8°

12 »

Pour la Publicité commerciale, s'adresser à l'Agence des Publications Protestantes
200, rue de Rivoli, à PARIS (1^{er} arr.). (Métro : Tuileries)

L'UNION

SIÈGE SOCIAL : 9, Place Vendôme, PARIS

Compagnie d'assurances sur

LA VIE

Entr. privée, assuj. au contrôle de l'État,
fondée en 1829

Fonds de garantie : **252 Millions**
Rentes viagères payées annuellement :
6 Millions 1/2.

M. BOISSARIE (Joseph) o ✱, *Directeur.*
M. AUTERBE (Henri), *Sous-Directeur.*

Compagnie d'assurances contre

L'INCENDIE

fondée en 1828

Capital social : **20 Millions**
Réserves : **42.150.000**
Sinistres payés depuis l'origine de
la Compagnie :
627 Millions

MM. ALBY, ✱, *Directeur.*
POTTIER (A.), *Direct.-Adjoint.*
VINCENT (A.), *Sous-Directeur.*

Compagnie d'assurances contre

LE VOL ET LES ACCIDENTS

fondée en 1909

DÉTOURNEMENTS. — DÉGATS DES EAUX
BRIS DES GLACES

Capital social : **10 Millions**

M. ALBY, ✱, *Directeur.*
M. A. POTTIER, *Direct.-Adjoint.*
M. A. VINCENT, *Sous-Directeur*

CONSEIL D'ADMINISTRATION DES TROIS COMPAGNIES

MM.

Dervillé (Stéphane), G.O. ✱, Président de la Cie des chemins
de fer de P.-L.-M., Régent de la Banque de France, Vice-
Président de la Cie Univ. du Canal mar. de Suez, ancien
Président du Trib. de Commerce de la Seine, *Président.*
Mirabaud (Albert) ✱, de la Maison Mirabaud et Cie, Banquiers,
Administrateur de la Compagnie des Chemins de fer
de P.-L.-M., et de la Compagnie Algérienne, *Vice-Président.*
Delaunay Belleville (Robert), O. ✱, Administrateur général de
la Soc. Anonyme des Etablissements Delaunay Belleville.
Jameson (Robert), ✱, de la maison Hottinguer et Cie, Ban-
quiers, Administrateur du Comptoir d'Escompte de Paris.

MM.

Mallet (Jacques), de la maison Mallet Frères et Cie, Banquiers.
Montierand (Marquis de) ✱, ancien Inspecteur des
Finances, ancien Directeur de l'Union-Vie.
Neuflize (J. De) ✱, de la maison De Neuflize et Cie, ban-
quiers.
Thurneysen (Auguste), Vice-Président de la Société des
Voies Ferrées des Landes et de la Banque Transatlan-
tique, Régent de la Banque de France.
Vernes (Félix) ✱, de la Maison Vernes et Cie, banquiers.
Administrateur de la Compagnie du Chemin de fer du
Nord et de la Banque Impériale Ottomane.

ASTHMATIKES! LA POUDRE Louis LEGRAS

Calme instantanément les plus violents accès d'ASTHME,
la TOUX des VIEILLES BRONCHITES, L'EMPHYSEME et
guérit progressivement. Résultats merveilleux.

La Boîte : 2 fr. 95 dans toutes pharmacies.



CROIX HUGUENOTES ANCIENNES

Reproductions Fac-Similé

Recommandées comme cadeaux de toutes circonstances
pour Dames et Jeunes Filles (PENDENTIFS)
Messieurs et Jeunes Gens (BRELOQUES)

OR CONTRÔLÉ, jaune mat

I. CROIX DU LANGUEDOC

XVIII^e s. ècle. Le plus beau spécimen connu
av. col. bombée, h. 30 mm/poids 3gr50 **97 50**

II. AUTRES CROIX ANCIENNES

Colombe bombée ou larme

- | | | |
|----------------------------|-----------|---|
| a) haut. 33 mm/poids 3gr7. | 95 | » |
| b) haut. 29 mm/poids 3gr. | 90 | » |
| c) haut. 26 mm/poids 3gr. | 85 | » |
| d) haut. 18 mm/poids 2gr. | 80 | » |

ARGENT CONTRÔLÉ

Colombe ou larme

- | | |
|---|--------------|
| 1. Croix du Queyras 17 ^e siècle. | 17 50 |
| 2. Croix Gênoise, h. 30 mm/poids 18 | » |
| h. 26 mm/poids 17 | » |
| 3. Croix Ancienne, h. 18 mm/poids 16 | 50 |

COLLIERS

- | | | |
|---------------------------------|--------------|---|
| Argent forcat, long. 45 c/m. | 15 | » |
| Or forcat, l. 45 c/m., p. 3gr50 | 92 50 | » |

N. B. — Tous ces prix s'entendent
taxe de luxe incorporée.

CROIX DU LANGUEDOC

Envoi franco — adressé à — M. STREET, 200, Rue Rivoli
Bureaux de vente : à l'entresol, à gauche.

BAISSE de 10 % sur les prix de
toutes les Croix
et Colliers or et argent. Nos modèles sont les
plus beaux et les moins chers.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
du
Protestantisme Français

Reconnue d'utilité publique par Décret du 13 juillet 1870

Bulletin

PARAISANT TOUS LES TROIS MOIS

Études, Documents, Chronique littéraire

LXX^e ANNÉE

DIX-NEUVIÈME DE LA 5^e SÉRIE

4. Octobre-Décembre 1921



PARIS

Au Siège de la Société, 54, rue des Saints-Pères

LIBRAIRIE FISCHBACHER (Société anonyme)

33, rue de Seine, 33

SOMMAIRE

ÉTUDES HISTORIQUES

- N. WEISS. — **Les Débuts de la Réforme en France d'après quelques documents inédits, VI. — Les premiers missionnaires Pierre de Sibiville, Michel d'Arande, Aimé Meigret (1524-1524)** 197

DOCUMENTS

- J. PANNIER. — **Une panique à Charenton après l'avènement de Louis XIV, le 24 juin 1643.** 213
- N. W. — **Les aventures de Guillaume Chenu de Chazelac seigneur de Laujardière au pays de Cafres 1686-1689. Le retour au pays** 219

MÉLANGES

- GASTON TOURNIER. — **La famille de Campdomere.** 226
- SÉANCES DU COMITÉ, 21 juin et 25 octobre 1921 229

CHRONIQUE LITTÉRAIRE ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

- J. JALLA. — **La Réforme en Italie, par E. Rodocanachi.** 242
- Th. SCHOELL. — **A propos de la suppression des Jésuites. — La résistance au Concordat de 1801. — Les amis oubliés de Port Royal** 244

CORRESPONDANCE

- Th. MAILLARD et N. WEISS. — **Les poitevines irréductibles expulsées de Picardie en 1688** 250
- R. GARRETA. — **Famille de Bils. — Sépultures protestantes** 253
- H.-V. AUBERT et N. WEISS. — **A propos d'un certificat adressé à Calvin et à Bèze par les Anglais réfugiés à Genève en 1533. — La Conjuration d'Amboise à Genève.** 254

NÉCROLOGIE

- N. W. — **A. Dupin de Saint-André. — M. Alfred Leroux.** 255

ILLUSTRATIONS

- Vue de l'Église Saint-André à Grenoble, d'après une photographie.* 210

RÉDACTION ET ABONNEMENTS

Tout ce qui concerne la rédaction du *Bulletin* doit être adressé à M. N. WEISS, secrétaire de la Société, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), qui rendra compte de tout ouvrage intéressant notre histoire, dont deux exemplaires seront déposés à cette adresse. Un seul exemplaire donne droit à une annonce sur cette couverture.

Le *Bulletin* paraît tous les trois mois, en cahiers in-8° de 64 à 80 pages avec illustrations. On ne s'abonne pas pour moins d'une année. Tous les abonnements datent du 1^{er} janvier et doivent être soldés à cette époque.

Prix de l'abonnement : 15 fr. pour la France, l'Alsace et la Lorraine ; — 16 fr. pour l'étranger ; — 10 fr. pour les pasteurs, instituteurs, etc., de France et des colonies françaises ; 12 fr. pour les pasteurs de l'étranger. — Prix d'un numéro isolé de l'année courante et de la précédente, 3 fr. 50 et pour les autres années, selon leur rareté.

La voie la plus économique et la plus simple pour le paiement des abonnements est l'envoi d'un mandat-carte au nom de M. Fischbacher, libraire, rue de Seine, 33, à Paris. ou à M. N. WEISS, secrétaire général.

Études historiques

LES DÉBUTS DE LA RÉFORME EN FRANCE, D'APRÈS QUELQUES DOCUMENTS INÉDITS ⁽¹⁾

VI. Les premiers missionnaires. Pierre de Sibiville, Michel d'Arande, Aimé Meigret (1523-1524).

Le premier, le plus conséquent et le plus persévérant de ces missionnaires du pur Évangile, ce fut Guillaume Farel. J'ai essayé de reconstituer, dans de précédentes études, son développement spirituel et les premiers mouvements de sa carrière aventureuse. Avant de le suivre, après Paris et Bâle, dans le pays de Montbéliard qui ne devait que beaucoup plus tard faire partie de la France, il faut, pour ne pas trop s'écarter de l'ordre chronologique, signaler quelques tentatives isolées de faire pénétrer les idées nouvelles, à la même époque, dans diverses provinces du royaume.

Ennemond de Coct, François Lambert et Pierre de Sibiville, à Grenoble

La première se rattache à l'excursion qu'avant de quitter Meaux, Farel avait faite dans sa ville natale, à Gap, à la fin de l'année 1522. J'ai mentionné, en résumant ce qu'on en peut savoir aujourd'hui, le nom d'un de ses premiers adeptes, le chevalier Ennemond ou Ane-mond de Coct, fils de Hugues de Coct, seigneur du Chatelard dans la vallée du Drac.

1. V. *Bull.* 1917, 178-232 ; — 1918, 162-183 ; — 1919, 63-79 et 179-214 ; — 1920, 115-145.

Ce jeune gentilhomme nous apparaît, dans une série de lettres qui ont été recueillies et publiées par M. L. Herminjard, comme un ardent néophyte qui s'efforce, par tous les moyens, de propager les idées qu'il avait embrassées avec enthousiasme. En l'absence de tout autre fait analogue, on est fondé à faire remonter à ses tentatives et à celles de Farel dont il fut la conquête, les doléances d'un voisin, noble Antoine de Montorsier qui provoquèrent, le 28 mars 1523, un monitoire de Guillaume Boyer, vicaire général au spirituel et official de l'évêque de Gap aux chapelains et curés de son diocèse. Je rappelle que ce monitoire leur ordonnait d'excommunier plusieurs personnes coupables d'hérésie qui, malgré de précédentes lettres, avaient refusé ou négligé de se prêter aux satisfactions requises pour être reçues à la paix de l'Église, c'est-à-dire sans doute, de faire amende honorable. La date probable de ces précédentes lettres coïncide ostensiblement avec le départ précipité de Farel et de Coct qui s'étaient soustraits par la fuite aux conséquences de leur propagande. On les retrouve, en effet, au moment où paraissait le monitoire, le premier à Meaux et le second à Wittemberg où il est immatriculé à l'université dès le 6 avril 1523 ¹.

Adoptant une appréciation de M. Prudhomme, archiviste de l'Isère, j'ai écrit que ce néophyte avait eu une jeunesse orageuse. Cet adjectif est peut-être excessif. Le testament de Hugues de Coct dont je n'ai eu connaissance que récemment ², du 20 septembre 1520, instituant comme héritier universel le fils aîné, ne laissait au cadet qu'une rente viagère de 30 écus d'or que son frère devait lui servir en qualité de curateur, parce que, disait le père, il savait qu'Ennemond avait été et était prodigue (*sciens eumdem nobilem Ennemondum filium fuisse et esse prodigum*). Cela ne prouve pas que « c'est en joyeuse

1. Cf. *Bull.* 1919, 184.

2. Grâce à l'obligeance de M. G. Letonnelier qui a bien voulu me transmettre les passages importants de ce testament conservé aux archives de l'Isère B. I.

compagnie qu'il se serait préparé à la sublime mission que Dieu lui réservait » ¹, mais peut signifier simplement, ce qui d'ailleurs ressort de certaines de ses lettres, qu'il dépensait sans compter ². La teneur du testament de son père révèle, du reste, la préoccupation d'avantager le fils aîné.

Avant de quitter le Dauphiné, Ennemond de Coct était entré en relations avec un moine dont, depuis plusieurs années, les prédications avaient fait sensation à Grenoble ³. Il s'appelait *Pierre de Sibiville* ⁴ et était originaire de Hesdin, aujourd'hui Vieil Hesdin dans le diocèse de Thérouanne (Pas-de-Calais). C'était un cistercien, docteur en théologie, depuis 1514 à Grenoble où il avait consenti à se fixer à l'instigation du consul Jean Chapuis, secrétaire du Parlement, qui lui avait promis 50 écus d'or. Aucun couvent de son ordre n'existant dans la ville, il s'était installé dans celui des cordeliers où il vivait comme pensionnaire. En 1517 il avait prêché le carême pour MM. du Parlement — qui tenaient à avoir un prédicateur particulier — dans l'église Saint-André avec un si grand succès que, grâce à une démarche des consuls, les cordeliers avaient consenti à l'admettre comme leur frère et qu'il avait promis de ne jamais quitter la ville. En 1522 les Franciscains — cordeliers ou mineurs — de la stricte observance, appelés Observantins ayant, avec l'appui du roi, réclamé pour eux seuls la cession du couvent de Grenoble, Sibiville avait demandé à être dégagé de sa promesse. Le Conseil de la ville s'étant opposé le 24 juin à l'arrivée des Observantins, les frères s'étaient décidés à accepter les règles plus strictes de l'Observance, mais n'en avaient pas moins été expulsés. Le

1. Voy. Prudhomme, *Simple notes*, p. 30.

2. Il empruntait de l'argent à Farel (Herm. I. 309).

3. Dans l'unique lettre de Pierre de Sibiville à Coct, qui nous ait été conservée, il se dit son *catéchumène* (Herm. I, 316).

4. C'est ainsi qu'il est nommé dans une pièce capitale que je citerai et décrirai plus loin, et non Sébiville comme l'appelle feu M. A. Prudhomme qui lui a consacré une intéressante brochure dont je puis ne accepter toutes les conclusions : *Simple notes sur Pierre Sébiville*, Bourgoin, Vauvillers imprimeur, 1884.

31 juillet, Pierre de Sibiville avait été logé dans la maison commune, c'est-à-dire dans les dépendances de l'hôtel de ville.

C'est après cette date et avant le carême de 1523 qu'il avait dû faire la connaissance d'Ennemond de Coct. Pendant ce carême il prêcha en effet, ce qu'on appelait alors les doctrines de Luther. A Wittemberg Coct ne le perdait pas de vue, mais s'ingéniait à seconder son initiative. Il y avait rencontré l'ex-cordelier d'Avignon, François Lambert et l'un et l'autre voyaient souvent Luther qui, à plusieurs reprises, vint en aide au moine fugitif désireux de travailler à la libération de ses frères et de ses compatriotes. C'est certainement à l'instigation de Coct que François Lambert écrivit, en mai 1523, au parlement de Grenoble, une lettre que nous n'avons plus, mais dont nous pouvons aisément imaginer le but¹. En août de la même année Coct avait ajouté à quelques lignes de Luther, une préface au volume dans lequel François Lambert dévoilait en latin ce qui se passait dans les couvents des cordeliers que Luther appelait « une peste multicolore, aux mille pieds et aux mille têtes² ». Puis il demanda au réformateur d'écrire à Charles III, duc de Savoie qu'il croyait animé d'idées libérales, pour le prier, lui aussi, de permettre, dans ses États la libre prédication de l'Evangile. Luther écrivit le 13 septembre cette lettre que Coct apporta lui-même au duc. Il profita de ce voyage pour s'arrêter à Zurich et prier Zwingli d'écrire à Sibiville pour l'encourager à persévérer. Zwingli rédigea cette missive le 13 décembre.

1. Le 14 juin 1523 il écrit à Spalatin... « Expecto (ab typographis) *Literas quas ad supremum regium Consilium sive (ut vocant) parlamentum totius patriae Delphinatus novissime dilectissimo et nobili Claudio de Tauro dedi* ». Ce jeune Claude de Taur, qui semble avoir été lié avec Coct et Lambert, porta à Grenoble cette lettre qui paraît avoir été imprimée (Herm. I, 131 et 140).

2. *Christianissimi Doc. Martini Lutheri et Annemundi Cocti Equitis Gall pro sequentibus commentariis Epistolae. Evangelici in minoritarum Regulam Commentarii*.... Francisco Lamberto Gallo Theologo authore s. l. n. d. (1523), cf. *Bull.* 1919, 213. — Une deuxième édition parut à Strasbourg en 1525 sous le titre *In regulam minoritarum et contra universas perditionis sectas Francisci Lambertii Avenionen. Commentarii*.... (B. H. P. F., R. 8781 et 6244.)

Il mit sous les yeux du moine toutes les difficultés, tous les périls auxquels il devait être prêt à s'exposer, mais



Église Saint-André à Grenoble derrière la statue de Bayard
(Phot. Rivière.)

lui promet aussi la victoire si, renonçant à lui-même, il était décidé à ne jamais écouter la chair, mais à veiller et à prier. Le 9 mars de l'année suivante 1524, toujours

à la requête de Coct, Oecolampade envoya aussi une lettre à Grenoble. L'œuvre que vous avez entreprise, disait-il est, non seulement difficile, mais au-dessus de vos forces, si vous n'acceptez pas avec courage et persévérance de « porter les stigmates du Christ ¹ ».

Ainsi exhorté d'une part et, d'autre part, aiguillonné par les applaudissements de la haute société de Grenoble, applaudissements auxquels il était particulièrement sensible, Pierre de Sibiville se laissa entraîner à attaquer ouvertement, non plus seulement les péchés de ses auditeurs, mais certains abus et certaines doctrines de l'Eglise. Il devait confesser plus tard que, pendant qu'à Bâle Farel organisait sa fameuse dispute, il avait prêché publiquement à Grenoble et aussi à Lyon, que le pouvoir des papes n'était pas supérieur à celui des autres prélats et prêtres, qu'en conséquence il n'y avait pas de cas réservés au pape, aux archevêques et aux évêques ; — que certains canons étaient contraires à la loi divine et évangélique ; — que les laïques avaient droit au sacrement sous les deux espèces ; — que la confession auriculaire n'était pas de droit divin ; — que certaines canonisations avaient été obtenues à prix d'argent. « Personne déclara-t-il, un jour, ne peut obéir au commandement, « tu ne convoiteras point », vu qu'aussi longtemps qu'ils sont revêtus d'un corps, tous convoitent réellement ou virtuellement ». — Les constitutions de l'Eglise sont opposées à la liberté de l'Evangile, les vêtements que portent les religieux sont des masques, en français *barboyre* ². Elles imposent aux fidèles des fardeaux insupportables, tel le jeûne en carême ; il a été introduit par des règles et traditions des hommes et ceux qui mangent de la chair à ces époques ne commettent pas de péché mortel... « Au cours de ce dernier carême (1524) où j'ai prêché chaque jour publiquement, à Grenoble, j'ai pendant plusieurs jours mangé des viandes préparées parfois par une gouvernante peu honorable

1. Voir ces diverses lettres Herm. I, 151, 173 et 203.

2. *Sic.*, je n'ai pu savoir le sens de ce mot.

que je gardai enfermée au-dessous de ma chambre dans le couvent de mon ordre ¹, généralement dans le but de satisfaire ma passion... j'ai même invité certains religieux à partager mon repas dans ma chambre» ... Les prêtres et les religieux ont le droit de se marier. Les images des saints devraient être enlevées... « A Lyon, en récitant, comme de coutume, la salutation angélique, j'omettais souvent la phrase finale : Sainte Marie, mère de Dieu, priez pour nous pécheurs » ²...

Lorsqu'on compare ces citations caractéristiques aux thèses qu'à la même époque Farel avait invité l'université et le clergé de Bâle à discuter, on s'aperçoit tout de suite que le catéchumène d'Ennemond de Coct était animé d'un autre esprit que le futur réformateur. Alors que celui-ci, n'ayant reconnu dans l'Évangile du Christ l'unique « règle de vie » qu'à la suite de longues luttes pour conquérir la vérité, mettait l'accent sur la souveraineté du Christ, Sibiville ne semblait avoir vu dans l'Évangile que ce qui lui permettait d'attaquer des doctrines et des usages, des fardeaux qu'à la vérité, depuis longtemps plus d'un chrétien sincère trouvait excessifs. Tout en dénonçant ce qu'il y avait de contraire à l'Évangile dans la tradition ecclésiastique, il avait continué à vivre d'une manière peu exemplaire qui d'ailleurs, ne semble pas, tant ils y étaient habitués, avoir scandalisé ses auditeurs. On doit supposer aussi que, dans une province où l'inquisition avait multiplié les supplices par le feu et par l'eau ³ et dépouillé de leurs biens des centaines de Vaudois

1. Sibiville ne rentra définitivement dans le couvent des cordeliers que le 1^{er} juillet 1524, mais, après son séjour à la maison commune, il y était retourné en avril 1523. La peste l'en chassa plus tard ainsi que les frères (Prudhomme p. 37).

2. Toutes ces citations sont extraites de la plaquette s. l. n. d. mais de 1524, *Abjuratio heresis, Lutheriane facta per fratrem Petrum de Sibiville, religiosum | ordinis minorum. Et sententia | diffinitiva contra eum lata in cu| ria spiritali sedis episcopalis | Gracianopolis.* (Bibl. de l'Université de Paris. Réserve xvr^e s., 795 n° 20.)

3. De 1428 à 1447 cent dix femmes et cinquante-sept hommes avaient été condamnés à mort pour sorcellerie assimilée à l'hérésie Vaudoise (Hansen, *Quellen und Untersuchungen zur Geschichte des Hexenwahns...* (Bonn, 1901, p. 539.)

qu'en 1509, après de longues enquêtes officielles, une sentence de réhabilitation avait déclarés innocents des crimes dont on les accusait¹, une réaction contre les excès du despotisme clérical avait prédisposé les auditeurs de Sibiville à écouter avec empressement les abus qu'il dénonçait.

On pense bien que l'autorité ecclésiastique avait eu soin de faire recueillir par des témoins les paroles les plus compromettantes du cordelier que jusque-là elle s'était résignée à ménager parce qu'il était couvert, soutenu et encouragé par les autorités civiles, c'est-à-dire par le Conseil de la cité et par une partie importante du Parlement. Malgré la réhabilitation des Vaudois de 1509, qui avait mis en pleine lumière ses exactions et sa mauvaise foi, le clergé avait continué à poursuivre les prétendus hérétiques au point qu'en 1524, ainsi que le constate un document dont on ne saurait contester la valeur, entre 25 000 et 30 000 personnes étaient terrorisées par des excommunications, des fulminations ou des censures dont elles ne pouvaient se libérer qu'à prix d'argent². Les auditeurs de Sibiville voulurent-ils fortifier son parti en vue d'une offensive pressentie ou commencée? Toujours est-il qu'après Pâques qui en cette année tombait le 27 mars, ils appelèrent à Grenoble un dominicain, Aimé Meigret qui venait de prêcher le carême à Lyon et le prièrent de répéter devant eux un sermon qui y avait eu un retentissement considérable. Cette prédication eut lieu en effet, à Grenoble, le 25 avril 1524 et déclencha la colère que Sibiville avait attisée. Mais, avant de laisser la parole au dominicain, il nous faut mentionner une autre tentative d'évangélisation qui eut lieu

1. Voir sur ces procès et la réhabilitation des Vaudois, Jean Marx *L'inquisition en Dauphiné*, 206^e fascicule de la *Bibliothèque de l'Ecole des hautes études*, Paris, Champion, 1914.

2. C'est ce qu'affirme Aimé Meigret lorsque, dans la préface de son sermon, il accuse ouvertement son adversaire de le persécuter : *Metuens ne quinque et viginti aut trigenta hominum quos suis excommunicationibus, anathematibus, fulminibus et censuris oppressos, obrutos, illaqueatos detinet, illius evadant tyrannidem...*

à la même époque dans deux autres provinces de l'ancienne France.

Michel d'Arande à Alençon

Le *Journal d'un bourgeois de Paris sous François I^{er}*, qui nous a conservé le souvenir de tant de faits intéressants dont on a pu vérifier l'exactitude, est seul à donner une information qui doit prendre sa place ici :

Audiet an, mil cinq cens vingt et trois, le Roi et madame la Régente sa mère, par délibération de conseil, envoièrent douze docteurs relligieux des quatre ordres mandiennes par toutes les contrées de France et d'ailleurs pour prescher la foy catholique, pour abattre et adnichiller les hérésies de Luther. Et, pour ce faire, furent prins des docteurs à Paris et ailleurs, qui furent envoyez les uns en Normandie, les aultres en Champagne, les aultres en Picardie, les aultres en Guyenne, les aultres en Bourdeloys et Auvergne, aultres en Lyonnois, aultres en Languedoc et Daulphiné et plusieurs aultres lieux, et leur fut baillée certaine somme d'argent pour ayder à faire leur despence et partirent en novembre ¹.

Pourquoi cette mission exceptionnelle? Lorsqu'on consulte les procès-verbaux de la Faculté de théologie de Paris on constate, que le 6 octobre, frère Gilbert Nicolai se présenta devant elle de la part de la reine-mère pour lui demander le moyen d'extirper du royaume la doctrine de Luther et « secondement » comment certaines personnes de la *condition la plus élevée pourraient se justifier d'être injustement désignées comme favorisant cette doctrine* ². Après avoir aussi, suivant le désir de la reine-mère, nommé pour accompagner les douze missionnaires trois

1. *Journal*, éd. V. L. Bourrilly, p. 135. Une preuve frappante de l'exactitude des renseignements du chroniqueur se trouve quelques lignes plus haut, lorsqu'il mentionne la destruction du couvent des Augustins d'Anvers et l'exécution des deux premiers martyrs de l'ordre; il ne rapporte que ce qu'il sait et, en conséquence, ne nous dit pas où eut lieu cette exécution et laisse en blanc la date de la démolition du couvent ainsi que celle de l'autodafé de Bruxelles. Cf. *Bull.*, 1917, 219-221.

2. L. Delisle, *Notice, ut suprà*, p. 369-371.

de ses membres qui refusèrent cette délégation, la Faculté lui adressa certains articles concluant à un désaveu officiel de la part des personnes hautes placées suspectes de favoriser l'hérésie luthérienne¹. Ce désaveu, le principal personnage désigné, c'est-à-dire l'évêque Guillaume Briçonnet, le formula de la manière la plus catégorique dans sa lettre pastorale du 15 octobre aux fidèles de son diocèse et dans le décret synodal spécialement destiné à son clergé, où il laissa entendre qu'il ne fallait pas confondre ses efforts pour faire connaître l'Évangile à ses ouailles, avec la doctrine de Luther qu'il anathématisa en recommandant expressément le maintien des prières pour les morts, du culte de la Vierge et des saints qu'on l'accusait de vouloir supprimer². Quant au roi, à sa mère et à sa sœur passant pour favorables au réformateur allemand depuis qu'on savait que c'était grâce à eux qu'avaient paru les Évangiles traduits en français par Lefèvre d'Étaples pour que, suivant les paroles mêmes du traducteur, chacun pût les lire, il importait de faire savoir que cette innovation n'avait rien de commun avec celles que proposaient les livres du moine saxon dont l'évêque interdisait formellement la lecture. Ainsi s'explique tout naturellement la mission exceptionnelle des douze religieux « d'abattre et d'annihiler les hérésies de Luther ».

Quoi qu'il en soit, il est très vraisemblable que l'aumônier de Louise de Savoie et de Marguerite d'Angoulême l'augustin Michel d'Arande fut un de ces douze³. On l'envoya prêcher l'Avent en 1523 à Bourges, capitale du duché de Berry qui, depuis 1517, appartenait à Marguerite. Cette mission fut décidée sans qu'on eût demandé l'assentiment de l'archevêque François de Bueil. Celui-ci, en effet, avait été nommé, le 12 janvier 1520, par le Chapitre, malgré la présentation, par le roi, en vertu du Concordat de 1516, de son confesseur le dominicain

1. Duplessis d'Argentré. *op. c.* II, XIII-xx-4.

2. Herm. I, 154 cf., *Bull.* 1917, 229 et le désaveu de Louis de Berquin.

3. C'est ce que suppose M. A. Becker, *Bull.* 1900, 442.

Guillaume Petit. Irrité de cette élection, François I^{er} avait fait saisir, par un ordre du 16 janvier, le temporel de l'archevêque, mesure dont celui-ci n'avait obtenu mainlevée, grâce au Parlement, qu'après son entrée solennelle à Bourges le 1^{er} juin 1522¹.

Les prédications de maître Michel, à Saint-Etienne de Bourges, furent bien accueillies par le Chapitre qui défraya le prédicateur et, à la requête de Marguerite qui lui avait écrit jusqu'à trois fois sur ce sujet, il avait consenti, le 25 janvier 1524, à le charger encore des prédications du Carême de cette année. Alors l'archevêque qui entendait être seul maître dans son église, fit interdire la chaire au protégé de la duchesse de Berry, sous peine de prison perpétuelle pour lui et d'excommunication pour ceux qui iraient l'entendre. Le 11 février Marguerite écrit derechef au Chapitre, le félicite du « zèle que avez à la parole de Dieu que nous désirons faire annoncer par nostre aulmosnier lequel le roi et dame et toute ceste Compagnie ont plusieurs foys expérimenté et fait prescher devant eux le Saint Evangile, de quoy ils sont bien édifiés ». Elle proteste contre « l'empeschement et défenses que dites luy avoir esté faictes et données par un nommé Gaudon soy disant procureur de l'arcevesque de Bourges, lesquelles en cest endroit ne peuvent ny ne doivent avoir lieu, car il n'est question que de l'honneur de Dieu et de la charité que devons à nos subjects ». Enfin elle annonce une enquête, donne l'ordre de « faire continuer les sermons et prédications de nostre dit aulmosnier » et répond aux menaces d'excommunication par ces mots : « Que nul ne craigne de cuir la parole de Dieu² ».

Il fut question, comme le bruit en parvint jusqu'à Farel à Bâle³ et comme nous le révèle la correspondance de Marguerite avec Briçonnet, de recourir une seconde fois au moyen héroïque employé en 1520, c'est-à-dire d'appliquer à ce « malade », comme elle appelait l'arche-

1. Raynal, *Histoire du Berry*, III, 286-289.

2. *Bull.* 1904, 308-311.

3. Herm. I, 206.

vêque récalcitrant, un « potential cautère », en d'autres termes de faire saisir son temporel. Mais Briçonnet qui venait d'expérimenter le danger de braver les conservateurs, mesura aussitôt les conséquences d'un pareil conflit. Il écrivit lettres sur lettres à sa royale correspondante pour la calmer. « L'on peult, dit-il, entre autres, aucune fois s'esgarer sous ombre du zelle qui doit estre dressé selon le maistre don du saint esperit que nous appellons don de science, qui est supernaturelle discrétion à moult sçavoir embrider nostre zelle... Quant à maistre Michel... *chevalier fuyant peult, par après, plusieurs fois batailler et le mort, non.* Il est pis que mort qui est scandalisé et descrié... *Excommunication est jouldre effarouchant populaire.* La prudence est caller, n'entreprendre ou continuer l'œuvre dont l'issue n'est honorable ne volue... Et pour maladie, combien que véhémence, venue à l'ung des membres, *ne le fault pourtant coupper*¹ ».

On voit combien Briçonnet tenait aux prérogatives hiérarchiques et à ce que, dans l'Eglise, rien ne se fît sans le consentement de l'autorité ecclésiastique. Marguerite céda et envoya son aumônier à Alençon, dont, depuis son mariage en 1509 avec Charles d'Alençon elle était duchesse. Y arriva-t-il à temps pour prêcher le Carême qu'il dut renoncer à prêcher à Bourges? Nous savons seulement, d'après un fragment d'une lettre de Farel qu'il y était avant le 2 avril 1524² et d'après quelques lignes d'une lettre de Lefèvre d'Etaples à Farel qu'il s'y trouvait encore en juillet³. Peu avant le 6 juillet date de cette dernière lettre, il échappa, dit Lefèvre, à un complot clérical qui devait lui coûter la vie, mais qui heureusement, tourna à la confusion de ses adversaires⁴.

Quelqu'éphémères qu'à la lumière des faits ici résumés apparaissent ces tentatives missionnaires, nous savons,

1. Bull. 1904, 310.

2. Herm. I, 205.

3. Ibid. 222.

4. *In quem, his diebus, magna turba conspiravit sacerdotum, ut eum e vita tollerent. Christus illi adfuit et contrivit laqueum illi intentatum quem et dedit adversariis suis et sancti verbi sui in pedicam.*

par ce qui se passa ensuite, aussi bien à Bourges qu'à Alençon, qu'elles ne furent pas sans fruit, témoin entre autres, cet écho d'une *Chanson des Leuthériens* qui parut l'année suivante :

Vostre erreur creust jusques alençon
Soubz une simple courtoisie
Michelot en faisoit leçon
Dieu scet de quelle théologie¹.

Aimé Meigret à Lyon et Grenoble

Marguerite était alors à Lyon où sa mère, régente depuis l'année précédente, avait transporté le siège du gouvernement. Comme partout où elle se trouvait, elle y exprimait en vers ses aspirations religieuses, mystiques, toutes pénétrées de la théologie allégorique de Briçonnet et de Lefèvre d'Étaples, comme on le voit par ces lignes écrites *sur un rosier au jardin des Célestins à Lyon*².

Sur ce rosier d'immortelle verdure
Les cinq roses d'immortelle couleur
Nous démontre d'avoir la véhémence.
Sentons un peu quelle en est l'odeur
Et en mangeons pour gouter la saveur,
Bien qu'il y ait d'amertume apparence.

Mais, contemplant quelle fut la souffrance
De Jésuschrist qui a pris nostre offence
Et la peine portée à la rigueur
Qui nous estoit donnée en pénitence,
Très justement par divine ordonnance
Pour le péché du prévaricateur, —

Tout nostre amer nous semblera douceur
Et vray repos ennuy, travail, labeur,
Vie la mort, toute crainte assurance,
Mocquerie et honte grand honneur,
Desprisement et injures faveur,
Prenant, par mal, du vray bien la semblance...³

1. Cette chanson se trouve à la suite d'une plaquette qui est postérieure à la guerre des Paysans et est intitulée *La balade des leuthériens avec la chanson*, s. l. n. d. (B. H. P. F., R. 15939).

2. C'est à l'abbaye des Célestins que séjournait généralement Louise de Savoie.

3. Bibl. nat. Fr. 1723 fol. 49. Voy. *Bull.* 1890, 251 la suite de cette poésie assez obscure.

Elle était entourée de plusieurs adeptes plus ou moins déclarés d'une religion renouvelée : Antoine Papilion membre du Grand Conseil, maître des requêtes du Dauphin ; il correspondait avec Zwingli et traduisit pour Marguerite le *De votis monasticis* de Luther ; — Antoine Dublet qui faisait des affaires avec la Suisse et l'Allemagne, servait d'agent de liaison entre les réformateurs des deux côtés de la frontière, avait accompagné Farel à Zurich, recevait et transmettait les lettres des évangéliques¹. Dans une lettre à Zwingli Papilion cite une série d'autres noms qu'Herminjard n'a pu identifier mais qui paraissent être tous d'Orléans ou des régions voisines. : Jean Dampierre, religieux de l'ordre de Frontevault retiré au monastère de la Madeleine, poète latin réputé par Dolet, Nicolas Bourbon, Th. de Bèze ; — Sévin d'une importante famille orléanaise qui se rattacha à la Réforme ; — Mathieu, nom sous lequel on désignait Thomas Malingre, dominicain, qui allait prêcher dans le sens de la Réforme à Blois² ; — le bailli Jacques Groslot dont le fils allait jouer un rôle important dans le développement de la Réforme à Orléans³ ; — Pierre Amy, ex franciscain, réfugié à l'abbaye Saint Mesmin près d'Orléans, qui correspondait avec Pellican par l'intermédiaire de Lefèvre d'Étaples et était protégé par François de Rochefort auquel Erasme venait de dédier son traité de la Confession auriculaire⁴. Si l'on peut supposer qu'en raison de leurs fonctions, le bailli d'Orléans et Sévin un de ses administrés se trouvaient alors à Lyon, on se demande si les autres n'étaient pas au nombre des mis-

1. Voir Herm. I, 294.

2. Duquel Marot devait dire plus tard :

Tu es l'excellence
Et le premier des Jacobins de Bloys
Qui tous estatiz à Jesus assemblois
Par tes sermons et ta vie angélique
En quoi faisant, à saint Paul ressemblois
Cent mille fois plus qu'à saint Dominique.

(*Epistre de M. Malingre envoyée à Clément Marot, 1546, réimp. Tross.*)

3. Voy. Fr. prot. 1^{re} éd. l'art. Groslot, II, 369.

4. Herm. I, 225 et Bull. 1920, 124

sionnaires qui avaient été envoyés l'année précédente dans les provinces¹.

C'est à Lyon, lorsqu'il fut obligé de quitter Alençon, que Michel d'Arande retrouva sa protectrice² et c'est de là qu'il se rendit à Mâcon où il prêcha probablement l'Avent de cette année 1524³ et où l'on devait aussi, plus tard, retrouver des adhérents à la Réforme grâce à un autre moine rallié à la Réforme.

Lyon, à cette époque, était peut-être le centre commercial le plus important de France, ses foires y attirant des négociants des parties les plus éloignées de l'Europe ; ainsi le frère de Christophe Colomb, Fernand Colomb, s'y rendait depuis Séville et y achetait les brochures, feuilles volantes qui forment aujourd'hui la richesse de la Bibliothèque Colombine⁴. C'était aussi un des plus importants centres intellectuels qui alimentait un nombre inusité d'imprimeries de premier ordre dont les nombreuses publications sont aussi rares que recherchées et où s'agitaient, se discutaient toutes les questions à l'ordre du jour. Enfin nul n'ignore que c'était de Lyon qu'était sorti le fondateur de la secte des Vaudois, témoin indiscutable du conflit latent qui dans cette ville populeuse, existait entre le catholicisme officiel et ceux que hantait l'idéal d'une piété moins formaliste et plus évangélique.

Ce conflit devait éclater dès l'apparition de ce que le clergé appelait la peste luthérienne, que déjà en janvier 1520 l'inquisiteur Valentin Liévin avait dénoncé au consulat. Ce fut un religieux dominicain, appartenant à une des plus notables familles du pays, savant théologien et

1. C'est feu M. Bernard de Lacombe qui a identifié la plupart de ces noms, dans son volume, *Catherine de Médicis entre Guise de Condé*, Perrin 1899, p. 71, cf. *Bull.* 1900, 648. Papilion salue aussi Zwingli de la part d'un personnage qu'il appelle *Sagiensis*. Est-ce l'évêque de Sèz qui paraît avoir toléré les prédications protestantes d'*Etienne Lecourt*, curé de Condé sur Sarthe aux portes d'Alençon, ou celui-ci lui-même que Marguerite protégeait? (*Bull.* 1887, 363, 309.)

2. La lettre de Papilion qui transmet ses salutations à Zwingli est du 7 octobre 1524.

3. Le 17 décembre A. de Coët écrit à Farel : *Arandius presche à Mascon.* (*Herm.* I, 341).

4. Voy. Harrisse, *Excerpta Colombiana*.

renommé prédicateur, appelé par le chapitre de Saint-Jean à prêcher le carême de 1524 dans l'église voisine de Sainte-Croix, Aimé ou Amédée Meigret, qui, le premier osa déclarer publiquement qu'il fallait obéir à l'Évangile plutôt qu'à l'Eglise¹.

N. WEISS.

(*A suivre.*)

1. Cf. mon étude *Bull.* 1890, 245-269.

Documents

UNE PANIQUE A CHARENTON après l'avènement de Louis XIV le 24 juin 1643

« On eut une terreur panique à Charenton au commencement de la régence » : sur cet incident mentionné par Tallemant des Réaux¹ une page du journal d'un voyage strasbourgeois, récemment publiée par M. Lehr dans le *Bulletin*, vient de donner d'intéressants détails².

On en trouve d'autres dans la précieuse correspondance du pasteur parisien Drelincourt avec André Rivet (beau-frère d'un autre pasteur parisien, Pierre du Moulin); car Drelincourt était précisément « le prédicateur qui était en chaire » quelque temps « après la mort du roi », dont parle Brackenhoffer. Voici le texte de trois lettres que nous avons copiées sur les originaux conservés parmi les *Rivetiana* dans la riche bibliothèque de l'université de Leyde. (164 lettres sont adressées par Drelincourt à Rivet, entre 1625 et 1650).

Louis XIII était mort le 14 mai 1643, vivement regretté par les catholiques les plus zélés, comme les membres de la Compagnie du Saint-Sacrement³. On ne

1. *Historiettes*, III, 107. Il est aussi question de cette panique dans le *Journal d'Olivier Lefèvre d'Ormesson*, t. 1, p. 76, de l'édition Chéruel, Paris, 1845.

2. *Bulletin*, 1921, p. 155.

3. Dès le 15 mai, la Compagnie du Saint-Sacrement de Paris demande à la Compagnie de Marseille ses prières pour « un roy si chrestienement mort : nous ne vous escrivons ce mot que pour vous dire que, comme nous sommes redevables à la piété du feu roy Louys le Juste de tous les biens que par sa permission nos Compagnies ont procuré pour la gloire de Dieu et

savait d'abord quelles seraient les dispositions de la régente ; les protestants, particulièrement les « grands » comme Turenne¹, espéraient d'abord que ces dispositions seraient favorables ; mais bientôt les réformés eurent au contraire tout lieu de craindre que le gouvernement continuât à appliquer l'édit de Nantes sous le nouveau règne comme sous l'ancien, le moins libéralement possible.

Les lettres de Drelincourt montrent d'abord ces espérances, ces appréhensions, qui eurent pour conséquence la panique du 24 juin ; elles montrent aussi la joie patriotique des protestants après la victoire de Rocroi (17 mai), due en grande partie à l'un des leurs — plus tard enterré à Charenton — le maréchal de Gassion.

Jacques PANNIER.

Lettres de Charles Drelincourt à André Rivet

I

23 mai 1643 ².

Une lettre de Mademoiselle Marie du Moulin ³ vous apprendra le voyage de monsieur son père aux eaux⁴. Toutefois je ne say si la nouvelle de la mort du Roy qui peut estre arrivée à Sedan au tems qu'il pensoit partir ne l'aura point arrêté. Cette mort n'a surpris icy personne, car on s'y attendoit il y a longtemps.

L'assistance du prochain, nous l'avons deu regarder après Dieu comme l'auteur et le chef d'icelles, et ainsy par des obligations toutes singulières nous luy devons des prières plus particulières » (RÉBELLIAU, *la Compagnie du Saint-Sacrement*, p. 31).

1. Dans la lettre même où, de Paris, le 16 mai, Turenne raconte la mort du roi, il écrit à sa sœur la duchesse de Bouillon : « Je crois que le temps viendra auquel on pourra être en quelque considération » (*Lettres de Turenne*, édition Grimoard, 1, 39). Il reçut — à trente-deux ans — le bâton de maréchal le 27 novembre 1643.

2. Cette lettre est la première du recueil de l'année 1643. M. DOUEN (*Révolution à Paris*, 1, 184) en a pris connaissance lorsque les *Rivetiana* se trouvaient encore aux Archives de la Haye.

3. Au même Rivet, Conrart écrivait le 6 juillet 1646 à propos de cette nièce : « C'est une personne qui a tant de rares qualitez et une humeur si agréable que l'on ne la sçauroit assez estimer » (KERVILER, *Conrart*, p. 319).

4. Pierre du Moulin, après vingt et un ans de ministère à Paris, avait reçu en 1620, de la part du roi, l'avis de ne pas rentrer dans la capitale en revenant du synode d'Alais, et depuis lors était réfugié à Sedan. Les eaux auxquelles il se rendait en 1643 étaient probablement celles de Pougues comme on le verra ci-après.

La Cour a cassé la déclaration du feu roy, et la reyne a esté receue régente absolument, et cela avec un grand applaudissement de tout le monde, qui se promet beaucoup de sa bonté et sagesse. On nous fait espérer que durant sa régence nous pourrons respirer un peu plus librement...

Monsieur notre député général¹, et quelques députés particuliers, et notamment ceux de notre Eglise, demandent audience de leurs Majestés². Si elle leur est accordée, et qu'ensuite il se face comme après le deceds du feu roy Henry 4 une déclaration confirmative des Edits, ce sera à nos Eglises un sujet de bien espérer de ce règne, car l'Estat a sujet d'en attendre de grandes choses par de si glorieuses prémices³. Car en un mesme jour nous avons eu la nouvelle de la révolte de la Sicile et de grande victoire de M. le duc d'Anguien près de Rocroy⁴. Au moins la dernière est-elle bien assurée, et Dieu s'est principalement servi pour ce glorieux exploit de Mons. de Gassion qui aussitost⁵ après la victoire obligea Mons. d'Anguien et les siens de mettre pied à terre et d'en rendre grâces à Dieu avec luy, ce que je n'admire pas moins que la victoire mesme⁶. M. de Bouillon est icy qui espère de rentrer dans Sedan⁷. Nous ne fusmes assurés de la

1. Le marquis de Clermont-Gallerande.

2. Un ancien consul de Castres, M. de Bouffard-Madiane écrit dans son *Livre de mémoires* (*Bull. hist. pr.*, 1907, p. 36) : « Le 13 juin 1643 je partis de Castres pour ma députation à la Cour, sur l'advenement à la couronne de Louis XIII, afin de faire les soumissions de nostre fidélité et obéissance. Nous fusmes très favorablement accueillis et depeschés promptement ». Il ne semble pas cependant qu'il ait assisté au préche à Charenton dès le 24 juin.

3. La déclaration espérée ne fut enregistrée que six semaines plus tard (voir à la fin de la dernière lettre ci-après).

4. Le 19 mai.

5. Mot ajouté en interligne.

6. Bossuet, prononçant l'oraison funèbre du grand Condé, rappellera ces actions de grâces ; mais il s'est bien gardé de dire qu'elles ont été suggérées par un huguenot : « Le prince fléchit le genou, et dans le champ de bataille, il rend au Dieu des armées la gloire qu'il lui envoyait, etc. ». « L'armée commença l'action de grâces : toute la France suivit. » (Au musée Condé à Chantilly, dans la rotonde, un tableau de Bida représente *le Te Deum sur le champ de bataille de Rocroi*). Voici les paroles adressées à Condé par Gassion d'après sa biographie par M. Frossard (*Bull. hist. prot.*, 1895, p. 189) : « Monseigneur, c'est à Dieu que vous devez toute la gloire qui vous environne : il a arraché la victoire de la main de vos ennemis et l'a mise dans les vôtres ; la reconnaissance lui est due, et pour ne pas la différer, voici comment je crois que nous devons faire. » Sur cela il mit pied à terre et se jeta à genoux.

Jean de Gassion fut nommé maréchal de France cette même année, le même jour que Turenne.

7. Frédéric-Maurice de la Tour d'Auvergne, duc de Bouillon, d'abord élève de Pierre du Moulin, avait abjuré en 1637 et avait perdu Sedan en 1642 après ses intrigues avec Cinq-Mars. Turenne, dans la lettre ci-dessus citée,

mort du Roy que jedy au soir 14 du mois. J'employay le vendredi et le samedi suyvant pour faire un presche extraordinaire, avec la prière que je vous envoie, qui a esté recene par tous ceux de deça, d'une et d'autre religion, avec beaucoup d'applaudissement, et Messieurs les magistrats ont permis de la débiter dans Paris..

II

13 juin 1643.

...La Reyne est une excellente princesse, bonne et sage et bienfaisante, qui avoit assuré Mess. nos grands de sa bonne volonté à faire observer les édits, et qu'elle accroistroit plutôt les grâces que de les diminuer. Nous ne désespérons point encore des effets de ses royales promesses, mais il approche de Sa Majesté des personnes ennemies de notre repos qui nous ont donné de la peur... Sa Majesté a de la peine à se résoudre à voir des ministres... Messieurs les maréchaux de la Force ¹ et de Chastillon ² allèrent hier parler ensemble à M. de la Vrillière et ensuite furent faire leurs remontrances à la Reyne, laquelle on abusoit en persuadant à Sa Majesté que ceux de notre religion n'étoient pas si considérables qu'on deust y avoir quelque esgard... Ils luy représentèrent qu'on ne demandoit ni villes ni forteresses, mais seulement la liberté de servir Dieu es lieux à nous accordés par l'Edit de Nantes. Sa Majesté a promis d'en conférer avec Mess. de son Conseil.

III

Du 27 de juin ³.

A Monsieur, Monsieur Rivet, docteur et professeur en théologie, et pasteur en la maison de S. A. d'Orange, à la Haye ⁴.

Monsieur, j'ay receu cette semaine deux de vos lettres, l'une par l'ordinaire, et l'autre, qui estoit de plus vieille datte, par la

du 16 mai 1643, ajoutait : « Mon frère arrivera ce matin ; je m'en vas le trouver ; il attendra chez M^{me} de la Trémouille [leur sœur] et logera dans mon logis, qui est beau. »

1. Agé de quatre-vingt-quatre ans, Jacques Nompars de Caumont s'était retiré depuis un an seulement dans son château de La Force.

2. Maréchal de France depuis 1622, Gaspard de Coligny avait fait en 1641 (à cinquante-sept ans) sa dernière campagne. Sa terre de Châtillon allait être érigée en duché-pairie le 18 août 1643. Il y mourut en 1646.

3. Cette lettre, vers la fin du recueil qui la renferme à la Bibliothèque de Leyde, fol. 181, n'a pas d'année ici indiquée, mais à cause des nouvelles qu'elle renferme, sur P. du Moulin notamment, elle semble devoir être placée entre celles du 13 juin (un samedi également) et du 2 août 1643.

4. Professeur à Leyde depuis 1620, André Rivet avait été choisi par le stathouder Frédéric-Henri comme gouverneur de son fils Guillaume, et il avait négocié le mariage de ce prince avec Marie d'Angleterre (1641).

voye du messenger. C'est moy qui vous avois envoyé les lettres de M^{lle} Marie du Moulin, d'Auxerre. Depuis, je n'ay pas eu de nouvelle, que de leur arrivée à Nevers... J'appréhende avec vous les mouvements d'Angleterre ¹. On nous a voulu effrayer par deça, mais Dieu a tiré la lumière des ténèbres. Mercredi ² nous célébrâmes un jeusne en cette province. A l'occasion duquel je fis un petit discours que je vous envoyray. La veille de ce jour jusques à minuict, et le lendemain dès les 4 heures du matin ³ on nous donna divers advis, et de lieux fort éminens, qu'il y avoit un dessein tout formé de nous esgorger ce jour-là.

« Plusieurs crurent que l'advis n'estoit que trop véritable. Surtout qu'au milieu de la première action⁴, on vit notre temple tout brillant d'espées et retentissant de cris et d'espouvantement, comme au sac d'une ville. J'estois alors en chaire et preschois lorsque le tumulte arriva, et crus d'abord que c'estoit l'effet de l'advis que l'on nous avoit donné. Neantmoins Dieu me fit la grâce de demeurer en chaire avec un esprit aussi résolu et constant que s'il ne fût rien arrivé. Je pensois du commencement, si j'eusse veu commencer le massacre, à faire une prière pour nous recommander à Dieu, estant résolu d'attendre le coup et de mourir au liet d'honneur. Mais je seus peu après que ce n'estoit rien, et ensuite que le sujet de ce désordre venoit de ce que la Royne, ayant esté advertie des mauvais bruits qui couroyent, avoit envoyé un exempt de ses gardes qui, ayant frappé fortement à la porte et commandé d'ouvrir de la part de la Reyne, et ensuite estant entré au temple suivy de quelques archers ausquels s'estoit jointe une troupe de gens du village, et les laquais qui estoient à la cour du temple, et qui avoient leurs espées levées, et quelques-uns les espées nues, cela causa la rumeur qui fut extrême, les uns dégainant l'espée, les autres se jettans par les fenestres⁵ et les autres criant espouvantablement. J'eus beaucoup de peine à rassurer la compagnie et à faire entendre que c'estoit un exempt qui nous venoit assurer de la part de la Reyne. Mais à l'ouye de ces paroles le tumulte s'appaisa, et on vit l'exempt entré dans le parquet et qui parla à moy, qui, après obtenu [*sic*] d'appaiser le trouble, qui dura près d'un quart d'heure, repris mon discours et achevay, grâces à Dieu, le presche très heureusement⁶.

1. La guerre civile était commencée depuis quelques mois ; Cromwell remportait des succès contre Charles I^{er}.

2. 24 juin 1643.

3. On s'embarquait de bonne heure sur les « coches d'eau » et autres bateaux qui allaient de Paris à Charenton, et on partait de bonne heure aussi à pied, par les routes de terre.

4. Le culte célébré le matin.

5. Eclairant les galeries du premier étage.

6. C'est probablement ce sermon que résume, deux ans après, le voyageur strasbourgeois (ci-dessus p. 155-156). Dans le recueil de Daillé intitulé *Vingt*

« A l'issue du 3^e presche Mons. le duc de Monbazon¹ arriva luy mesme et nous donna de nouvelles assurances de la protection de la Reyne et de l'ordre qui avoit esté donné à Paris pour nostre retour. De fait nous n'avons jamais veu un plus bel ordre et qui ayt mieux réussi. Car dehors la porte Saint-Antoine les gardes de M. de Monbazon estoient de rang, à cheval, le pistolet à la main. La petite porte Saint-Antoine estoit fermée pour empêcher le commun peuple de sortir comme lors du brûlement de nostre temple². A la porte il y avoit MM. les Magistrats avec des commissaires du Chastelet, et à la rue Saint-Antoine, près de la porte, il y avoit de chaque costé une double rangée de Suisses, et autant à la porte Saint-Bernard où abordent les batteaux³.

« Sans doute que l'advis estoit faux qu'un prince eust arrêté de faire faire ce massacre, et qu'il eust pour cela amassé des gens de pied et de cheval, et encore plus faux que la Reyne en eust su quelque chose et y eust connivé. Car il faudroit avoir perdu le sens, et entrepris de mettre tout en feu. Mais il estoit grandement à craindre que ce bruit estant espandu par Paris et augmenté par plusieurs des nostres qui rebroussèrent chemin et qui s'en retournèrent de Charenton, mesme sans ouyr aucun presche, le commun peuple s'attroupant par curiosité ne produisit le mal qui n'avoit pas esté projeté. Mais l'ordre fut si bien observé que nous arrivâmes tous heureusement dans nos maisons.

« Mons. le marquis de Clermont⁴ fut remercier la Reyne le mesme jour et fut bien receu de Sa Majesté. M. de la Force le

sermons sur certains jours etc., (Genève, 1637, in-8°, p. 624) se trouve une prédication de ce collègue de Drelincourt sur I Cor. X, 13, faite pour un jour de jeûne — peut-être ce 24 juin — dans l'été de 1643 ; on y lit : « Votre condition tant pour la chair que pour l'esprit est fort semblable à celle des chrétiens de Corinthe. Vous vivez dans une des plus grandes et des plus florissantes villes du monde, pleine, comme Corinthe autrefois, de luxe et de débauche, au milieu d'un peuple infiniment contraire à votre profession, où l'exemple de la superstition et plus encore la crainte de la haine renversent la piété des uns et affaiblissent celle des autres. C'est cette corruption qui a allumé la colère de Dieu contre nous et qui l'a contraint de lever cette rude verge qui châtie sa maison depuis plusieurs années ». Plus loin (p. 649) il parle des « afflictions que le Seigneur nous a envoyées, et celles qui semblent nous menacer pour l'avenir ».

1. Hercule de Rohan, duc de Montbazon, qui, gouverneur de Paris et de l'Ile-de-France, avait déjà protégé les protestants contre la populace lors de la destruction du premier temple de Charenton en 1621. C'était, dit Saint-Simon, « un homme de tête et d'esprit qui figura fort » (*Mémoires*, éd. de Boislisle, V, 229).

2. En septembre 1621 (*Bull. h. pr.*, 1855, p. 66 et suivantes).

3. « 600 Suisses que le maréchal de Châtillon avait fait envoyer le matin », dit Brackenhoffer.

4. Henri de Clermont d'Amboise, marquis de Gallerande, député général des Eglises réformées de 1626 à 1644.

marquis ¹ la fut aussi remercier de la faveur qu'elle luy avoit faite d'envoyer au-devant de luy l'un de ses carosses à six chevaux avec son escuyer et six de ses pages. Il prit occasion de demander à la Reyne le rétablissement de M. de Saint-Marc ² en la charge de conseiller d'Estat, ce que Sa Majesté avoit résolu d'accorder à sa prière, et qu'elle fit de fort bonne grâce. Elle a désiré de savoir la source du meschant et pernicieux bruit qui a pensé mettre Paris en feu, et de demander l'ordre qu'il faudroit observer pour empescher de telles émotions. Je crois que l'on a informé Sa Majesté de la source, et on luy a représenté librement, et à Messieurs ses ministres, que le délai de la déclaration et le refus d'ouyr les députés des provinces avoit fort allarmé et donné sujet de croire qu'elle nous abandonnoit. Elle a promis formellement une déclaration en bonne forme ³. »

LES AVENTURES DE GUILLAUME CHENU DE CHALEZAC seigneur de Laujardière au pays des Cafres ⁴ (1686-1689). Le retour en Europe.

Un jour que j'étois allé voir quelque hollandois qui s'étoit séparé des autres et qui demeuroient en une autre habitations, je trouvois une femme à mon chemin, qui me dit, où vas-tu et comment est tu resté seul ici. Tous tes camarades sont partis hier, un petit vaisseau est venu pour le[s] chercher, ils se sont embarqué. Cete nouvelle m'allarma extrêmement, je m'informai pourtant avec beaucoup d'impatience de l'endroit auquel le

1. Henri-Nompart de Caumont, fils du maréchal, plutôt que le petit-fils : Pierre, marquis de Cugnac.

2. Sur Pierre Hatte, sieur de Saint-Marc, conseiller depuis 1606 la *France protestante* (1^{re} éd. t. V^e p. 435) ne donnait aucun détail biographique postérieur à 1637. Il était beau-père du marquis de Clermont-Gallerande.

3. Le 8 juillet fut signée, et le 3 août enregistrée une *Déclaration du roy en faveur de ses subjets de la religion prétendue réformée, confirmative des Edits de pacification, déclarations, réglemens et articles à eux cy devant accordez, vérifiée au Parlement* (A Paris, par Jacq. Dugast, imprimeur et libraire ordinaire du roy, au bout du pont Saint-Michel, à l'Olivier, 1643, avec privilège de Sa Majesté, 14 p. petit in-16, papiers Galland à la Bibliothèque nationale, ms. fr. 20 963, fol. 109). En ce qui concerne Charenton opposition fut faite par le seigneur en juillet (DOUEN, *Révocation*, I, 186). La Déclaration fut publiée à son de trompe par huissier dans les carrefours (FILLEAU, *Décisions*, etc., p. 651).

4. Voy plus haut, p. 97 à 107.

navire étoit abordé. Elle me l'indiqua, le lieu étoit éloigné de 4 lieues ; je pris congé de cete femme et la pria de faire mes excuses à mon hôte si je ne retournai pas pour le voir. Après cela je me mis en chemin et marchais avec tant de diligence que j'arrivai avant midi au lieu de l'embarquement. J'y trouvai nos gens qui n'étoient pas encore partis, et, après avoir attendu deux jours que tous nos camarades fussent assemblés, nous nous embarquâmes au nombre de 19. Et il y en avoit 6 des nôtre, qu'ils n'avoient peu se trouver au rendezvous. Mais, avant que de partir, j'y reçûs les adieux de mon hôte. Cet homme, ayant été averti de mon départ par cete femme dont j'ai parlé, vint m'y trouver le lendemain et demeura avec moi jusqu'au jour de l'embarquement. Comme la chaloupe ne pouvoit pas approcher de terre et qu'il falloit marcher bien avant en mer, il me prit sur son cou et m'y porta malgré moy ; pendant le chemin son visage n'étoit guerres moins moullé des larmes qu'ils répendoit abondamment, que son corp l'étoit de l'eau de la mer. Lorsque nous nous séparâmes, il fit retentir l'air de ses cris, je ne pus à mon tour refuser à la tendresse d'un homme à qui j'avois tant [d']obligation.

Lorsque nous fûmes à bord, le capitaine nous dit que le gouverneur du Cap de bonne Espérance ayant appris que nous étions là, l'avoit envoyé exprès pour nous en retirer.

Nous mîmes à la voile le 10 fevr. 1688 et arrivâmes heureusement au Cap de bonne Espérance le 17 du même mois. Le gouverneur ayant sù nôtre arrivée, nous fit tous mener devant lui avec nos habits de caffres et, après nous avoir reçu fort humainement, il nous fit présent d'une pièce de toile bleu et une blanche pour nous faire un habit et des chemises.

Je demurai huit jours dans le fort sans savoir à quoi me résoudre, je n'avoit ny argent ni habits pour m'en retourner en Hollande, je ne savois pas même à qui m'adresser, je pris donc le parti d'écrire à mes parens le lieux de ma retraite et d'attendre leur réponce. Cependant, pour ne pas mourir de faims, je m'engageai pour 3 ans au service de la Compagnie des Indes à 10 tt par mois en qualité de matelot. On me plaça sur une galiote qui étoit dans le port et qu'on équipa quelque mois après pour aller le long des côtes d'Afrique pour le visiter et pour tacher de retirer 6 hommes qui étoit resté parmi les Caffres. Nous mîmes à la voile le 19 août et vinmes aborder le 24 sept. dans une baye dans laquelle ils y a 5 rivières. Il y en a une d'eau douces dans laquelle nous entrâmes. La principale est apellée par les portugais rio de la Goà, il n'y a dans l'embouchure de la baye que 15 à 16 pieds d'eau. Dans celles où nous entrâmes, nous trouvâmes une navire Anglois qui troquoit des dans d'éléphans

et une certaine espèce de gommès que les Cafres faisoit passer pour de l'Ambre gris, nos gens y furent trompés. D'abord, je le fus aussi bien qu'eux, car j'en troquai une pièce plus grosse que ma tête, le peu de valeur que j'en donnay me consolla de la perte et de la tromperie qu'on m'avait faite, puisqu'elle ne me couta que quelques grains de verre. Nous fûmes peu de tems après averti et nos gens ne voulurent point s'en charger.

Ces nègres étoient autrefois de bonne fois, et il faisoit bon de troquer avec eux, mais le fréquent commerce qu'il font avec les Portugais les a rendu fripons. Je n'en dirai rien de particulier, ils ont à peu près mêmes manières et sont habillés comme ceux que j'ai nommé ci devant.

Nous demeurâmes environ 2 mois en cete baye, après quoi nous nous en revinmes tout le long de la côte et arrivâmes en un autre endroit appelé terre nattale, où nous nous rafraichimes quinze jours et primes d'autre eau. Il en étoit tems, car, de 20 hommes que nous étions sur nôtre bord, il y en avoit que 4 en santé, tous les autres étoient mallade, il en mourut deux, les eaux que nous avions prises s'étant gâtées nous avoit cossé des maladies. Ce lieu n'est pas éloigné de celui où j'avois demeuré que de 40 lieux, nous y vinmes aussi après cela, et y primes 3 des hommes [qui] y étois resté, les trois autres n'ayant pas peu ou n'ayant pas voulu s'en retourner avec nous. J'aurais bien souhaiter d'aller visiter mon ancien hôte pour le remercier de ces bons traitement, mais comme son habitation étoit trop éloignée de la mer, je me contentai de lui envoyer un petit présent selon mes forces.

Après cela nous continuâmes notre route vers le Cap de bonne Espérance, et y arrivâmes le dernier de 7 bre; nous y apimes qu'il y avoit guerre entre la France et la Hollande.

Un mois après nôtre retour un vaisseau françois qui revenoit des Indes flagge au grands mâts, ignorant la guerre vint mouiller l'ancre dans la rade, mais comme il en soupçonnoit quelque chose il envoya une chaloupe à terre pour s'en mieux éclaircir avec ordre que s'il n'y avoit point de guerre, elle laissât le pavillon qu'elle avoit à bord. Et que, tout le contraire, elle le serrât si la guerre étoit déclarée.

Aussitôt que cete chaloupe fut à terre on fit un détachement de deux gros vaisseaux qui étoient alors dans le port, on en tira quelques soldats et matelots qui s'en furent d'abord comme amis au bord du vaisseau françois et s'en rendirent maître sur le champ sans aucune résistance. Nôtre galiote fut ensuite commandée pour y porter 30 hommes qui devoit y rester, mais nous n'y trouvâmes plus rien, ceux qui l'avais enlevé avait tout pillé. Quatorze jours après il vint un autre grand vaisseau françois,

partie de compagnie avec le premier, duquel la tempête l'avoit séparé, il tira en arrivant 15 coups de canons pour saluer. Le premier venû lui en rendit 7, après cela le gros vaisseau salua la forteresse de 13 coups, le même salut luy fût rendu, il en tira encore 11, elle en fit de même, il continua à tirer en diminuant toujours jusqu'à un, le fort lui rendit toujours coup pour coup. Le vaisseau trompé par ses belles apparences vint mouiller l'ancre tout anprès de son compagnon de voyage, il y alla pour lui demander des nouvelles, il n'en reçut aucune réponce, il envoya sa chaloupe pour en savoir la raison, elle fût retenue. Il reconnut alors qu'ils s'étoit mépris. Aussitôt le capitaine commença à desembarasser son vaisseau et se préparer tout de bon au combat, résolu de se défendre jusqu'à la dernière extrémité, et de faire sauter le navire en l'air plutôt que de se rendre. Et [s'étant] tourné vers les autres officiers et jésuites qui étoit sur le pont, vous ne m'avez pas voulu croire, leur dit-il, à ce que nous ont rapporté les prisonniers, vous avez à toute force voulu venir manger au Cap de bonne Espérance, des moutons et de la salade, en voilà un ajouta-t-il, en leur montra [nt] un gros vaisseau hollandois de 48 pièces de canons qui étoit arrivé 4 ou 5 jours auparavant avec deux autres qui vous donnera tant de coups que vous en crèverez. Comme il disait encore cela, le gros vaisseau hollandois vint se porter tout près de lui pour l'empêcher de faire, en cas qu'il en eut le dessein. Mais il auroit vainement entrepris car il faisoit trop calme, on avoit d'abord résolu d'envoyer des chaloupes chargées de soldats pour s'en saisir comme du premier, mais ayant ensuite fait réflexion que cela ne se pouvoit pas faire, sans qu'il perit beaucoup de gens quand viendrait à l'abordage, puisque les ennemis étoient déjà avertis, et qui paroisoient en bonne disposition de se défendre, on changea d'avis.

Il étoit environ 7 heures du soir lorsque ce vaisseau arriva. On commença à minuit à le canonner de la belle manière. Il ne tira que trois coups, car le capitaine ayant été tué du 3^e de nôtres, les français crièrent d'abord quartier, mais on ne cessoit pas de tirer et il y eut de vaisseaux qui firent jusqu'à 4 ou 5 décharges. Enfin on eut pitié d'eux, les cannonades cessèrent et on envoya des chaloupes pour s'en saisir.

La chaloupe de notre galliote y fut aussi envoyée. Comme nous arrivâmes, les françois redoublant leurs cris, en demandant toujours quartier, il y en eut un que je reconnus pour un jésuite, qui, comme je montai, me voulut donner une corde pour m'aider mais je le refusai. Comme j'entrai, bienvenû, dit-il en hollandois. Alors la haine que j'ai toujours eue pour ce sorte de gens, me revenant dans l'esprit aussi bien que les meaux que j'avois

souffert dont je le croiois en partie cause, je ne puis être le maître ; dès mes premiers mouvement, je lui déchargeai de toute ma force un coups de sabre sur la tête, souhaitant de bon cœur que tous les jésuites n'eussent que celle là pour pouvoir goûter un plaisir semblable à celui après lequel soupieroit si fort l'empereur Caligula. Il souhaitait que tout le peuple romain n'eût qu'une tête pour pouvoir la couper tout d'un coups. Je passai outre après cela et me jettai entre les deux ponts pour piller aussi bien que les autres. Dès les premiers pas que j'y fis, je trouvai un homme mort qui avoit le ventre emporté : comme il faisoit encore fort obscur, je mis le pied dedans, j'ai appris depuis que c'étoit le capitaine du vaisseau. Cependant tout y étoit dans un désordre qu'on ne sauroit exprimer, d'abord que nos gens y feurent, il courrurent aux tonneau du vin et d'eau de vie dont il y avoit une bonne quantité et s'enivrèrent. Après cela ce ne fut plus aux François qu'on fit la guerre, chacun la faisoit à son camarade, le plus fort emportoit sur le plus foible, et lui arrachoit des mains ce qu'il avoit déjà saisi.

Pendant que tout étoit dans cete confusions, peu s'en fallut que nous ne sautassions tous en l'air. Car un françois connonier à qui le capitaine avoit recommandé de mètre le feu à la poudre en cas qu'il fût tué dans le combat et que les ennemis se rendissent maitres du vaisseau, voulant exécuter l'ordre qu'il avoit reçu, s'étoit glissé pendant ce désordre dans la chambre aux poudre avec une mèche allumée et étoit prêt à la jetter sur les poudre, dans les tems qu'un charpentier hollandois qui heureusement l'avoit suivi, lui donna un coup de hache sur le cou et lui sépara la tête d'avec le corps.

Cependant nous fimes mes camarades et moi 2 tours à nôtre vaisseau et remplimes à chaque fois notre batteau tant de bonne que de méchantes choses; prennant sans con[s]idération tout ce qui nous tomba entre les mains. Après que le pillage feut cessé, nous retournâmes à notre galliote où nous fûmes reçus avec forces caresses de nôtre capitaine qui n'en étoit pas parti. C'étoit un vieux routier, extropié par la goute des pieds et des mains, qui nous dupa tous ; dès que nous fûmes arrivés, réjouissons nous, nous dit-il, en s'adressant à moi qui étoit parvenu à garde de bouteille et de l'eau de vie, versés largement à un chacun. Ses ordres furent exécutés, et l'on beut si bien que tous nos gens n'en pouvoient plus, ils étoient couchés sur le pont d'un côté et d'autre comme des bêtes. Pour moi, qui n'en avoit pas tout à fait tant que les autres, je fus me coucher dans mon lit. Cependant nôtre capitaine qui n'avoit pas bu, sous prétexte que cela auroit augmenté les douleurs de sa goute, resta seul debout et, prenant le plus beau et le meilleur de nôtre butin, le

cacha en ses coffres et ne nous laissa que de vieux haillons ou de choses de peu de valeur, à la réserve d'un cabinet des Indes qu'il n'avoit pu cacher à cause qu'il étoit trop grand.

Le lendemain quand nous fumes éveillés, chacun eût de l'impatience pour savoir ce qui seroit dans son partage. Nous nous assemblâmes tous auprès du capitaine et le priâmes donc tous auprès de lui de faire le [s] lots. Mais nous fûmes bien surpris lorsque nous ne trouvâmes plus que de bagatelles à partager. Chacun se demandoit l'un à l'autre ce qu'étoient devenues ces pièces de toilles tant blanches, que peintes, les pièces de taffetas et tant d'autres choses, que nous ne trouvions plus. Nôtre capitaine à qui nous en demandions raisons, nous soutint toujours hardiment qu'il n'y avoit rien autre chose ou bien que nous l'avions volé nous mêmes; il nous dit de chercher par tout le vaisseau et que celui qui auroit détourné quelque chose seroit puni. Après d'inutiles perquisitions nous lui demandâmes qu'il nous fit voir ses coffres. Il nous répondit qu'il en avoit perdu les clefs depuis 2 jours, qu'il consentoit qu'on les ouvrit si on les trouvés. Nous cherchâmes partout, mais le [s] clefs furent invisibles pour nous. Il eut été bien difficile de deviner l'endroit où elles étoient, car j'ai appris du depuis qu'il les avoit attachés à une corde qu'il avoit laissé couler en la mer après l'avoir cloué à fleur d'eau au derrière de la galliotte. Enfin, après nous être lassés de chercher, la division se mit entre nous. Chacun accusoit l'un l'autre, des accusations on en vint aux coups de poings, aux coups de bouts de cordes et aux couteaux. Ce n'étoit point parti contre parti, tout étoit divisé, quand l'un étoit relâché des mains de son camarade, un autre le reprenoit et recommençait un nouveau combat avec lui. Chacun frapoit à tort et à travers sans considérer où le [s] coups tomboient, jamais on n'a vû une telle confusions n'y un si grand bruit, les cris ny les ordres du capitaine ne servoient de rien pour l'apaiser. Dans le commencement il nous laissoit faire d'un fort grand sens froid, et je m'imaginai que c'étoient une commédie assés plaisante pour lui de nous voir ainsi disputer la chape de l'évêque. Mais quand il vit qu'on en venoit aux couteaux, il eut peur que nous ne nous tuassions tous, il se mit en devoir de nous séparer, mais [c] eût été fort vainement, si la lassitude et la douleur des coups que nous avions reçu ne nous eût mis hors de combat. Il fallut enfin se résoudre a partager le peu qui restoit. J'eus pour ma part la valeur de 4 ou 5 écus avec une épée d'argent; en revange j'eus les yeux meurtris, le nez presque écrasé, et ma camisole coupée en plus de 20 endroits, trop heureux d'en être quitte à si bon marché, car il y en eut d'autres qui furent bien autrement maltraité. Quatre ou cinq jours après cela, il arriva

un vaisseau d'Amsterdam qui apporta des lettres pour moi au gouverneur du Cap. Il m'en envoya chercher et, après m'avoir demandé si je n'étoit pas le françois revenu de chés les Caffres et interroger sur ma famille, il me montra deux lettres et me demanda si j'en connoissois (l'écriture). Quel transports de joie furent les miens lorsque je reconnus la main de ma mère et de mon frère ; après cela il m'apprit qu'une grande princesse, dont a générosité et la vertu sont encorre au dessus de son rang quelque relevé qu'il soit, avoit eu la charité, à la sollicitations de mes parens qui avoient reçus de mes lettres, de s'interresser pour pour moi et de luy faire écrire de l'Amirauté d'Amsterdam. Après cela il me fit milles honnêtetés, me promit de me renvoyer en Hollande à la première occasion. Cependant il me retint chez lui, me fit toujours manger à sa table et coucher dans la chambre de ses enfans, me fit habiller de pied en cap, et enfin me combla de bons traitemens, donc j'aurois une reconnoissance qui ne finira qu'avec ma vie.

Quelque temps après la flotte des Indes arriva, m'embarqua dessus le 30 juin 1689. Nous fîmes le trajet le plus heureusement du monde, [non] sans avoir rencontré 2 navires anglois à l'embouchure de la Manche qui nous apprirent que le prince d'Orange avoit été couronné roy d'Angleterre. Cette nouvelle nous donna beaucoup de joie, la santé du roy fût bue et saluée par plusieurs décharge de toute la flotte auxquelles les Anglais répondirent. Après cela nous arrivâmes le 24 octobre.

Dès que j'eus mis pied à terre à Middelbourg je m'embarquai pour Amsterdam, d'où je pris la poste pour aller joindre mon frère en Allemagne.

Mélanges

LA FAMILLE DE CAMPDOMERC

I. — *Bernard de Campdomerc*, docteur et avocat au Parlement de Toulouse, fut le père de Jean, qui suit.

II. — *Jean de Campdomerc* était docteur en droit et conseiller au Parlement de Toulouse, lorsque parut la Réforme dont il embrassa avec ardeur les croyances ; il abandonna alors sa charge et ses biens pour se consacrer au ministère pastoral, ce qui le força à s'expatrier à deux reprises ; il gagna d'abord Lausanne, où il fut inscrit parmi les réfugiés le 26 juillet 1569, puis il fut reçu, le 20 novembre 1572, habitant de Genève où il étudia en vue du Saint-Ministère et conquist le grade de docteur en théologie. Reçu pasteur, il exerça d'abord le Saint-Ministère à Lan¹, en Picardie, puis à Puylaurens de 1574 à 1596, puis enfin à Caraman, de 1598 à 1613, c'est là qu'il mourut en 1613.

Il avait épousé Madeleine Jamon qui lui donna trois fils :

1^o *Honoré de Campdomerc*, qui fut pasteur à Pamiers en 1606, puis à Nettancourt, en Champagne ; son ministère à Pamier dut être assez troublé, par suite des événements politiques, car les archives actuelles de Mélou contiennent un assez grand nombre de pièces relatives aux difficultés que les protestants de Pamiers traversèrent à cette époque.

Il avait épousé Suzanne Mauclair qui lui donna deux fils :

1. Laon.

a) *Eléazar de Campdomerc*, médecin à Châlons, qui épousa à Puylaurens, le 18 juin 1637, Jeanne de Vialattes ;

b) *Jérémie de Campdomerc*, marchand drapier à Paris, qui épousa :

1° En juillet 1642, Marie Pacquet ;

2° En juillet 1647, Anne Lamonon.

2° *André de Campdomerc*, docteur en droit, lieutenant principal au comté de Caraman, qui épousa Marie de Greffeuille.

3° *Eléazar de Campdomerc*, qui suit.

III. — *Eléazar de Campdomerc*, naquit à Puylaurens en 1581 ; il termina ses études à Lescar, en Béarn et obtint le diplôme de maître ès arts libéraux le 4 août 1600, puis il alla poursuivre ses études de médecine à Montpellier où il fut reçu bachelier, licencié et docteur en 1605¹. Il exerça la médecine de Puylaurens, et y jouit d'un tel renom qu'il jugea préférable de s'établir à Castres, vers 1635 ; il avait du reste, pendant qu'il résidait encore à Puylaurens, acheté aux portes de Castres, le 13 avril 1632, la métairie de Mélou qui appartenait au chapitre de l'abbaye Saint-Benoît de Castres ; mais il ne résida pas sur ce domaine, qui ne contenait alors que des bâtiments d'exploitation ; son domicile à Castres était dans sa maison de la rue des Panadeutes (aujourd'hui rue Borel).

En 1640, il fut nommé seigneur engagiste des biens nobles de Labastide Saint-Amans, confisqués à Jacques de Génibrouse.

Il se maria deux fois : en premières noces, en 1615, avec Rachel de Clarenx, de Foix ; en deuxième noces, avec Sara de Terson, fille de David, bourgeois de Puylaurens ; celle-ci lui donna une nombreuse famille et mourut veuve à Castres le 30 décembre 1680.

Lui-même mourut en 1667, si estimé et regretté que Bouffard-Madiane lui consacra plusieurs lignes de son livre de raison. Nous donnons ici le fragment tout au

1. Tous les diplômes d'Eléazar et un grand nombre de papiers le concernant sont conservés en très bon état, aux archives de Mélou.

long, aussi bien pour juger de la valeur du médecin défunt que pour profiter des renseignements que nous pouvons ainsi glaner sur sa famille :

« 1667. — Le lendemain après Pasques, M. M^{re} Eléasar de Candoumerc, médecin illustre, consommé aux sciences et belles-lettres, est décédé à sept heures trois quarts du matin, comme nous allions au presche, ayant baillé un cartel pour faire prier pour luy croyant qu'il eust quelque temps à vivre. Il estoit asgé de quatre-vingt-cinq ans six mois et quelques jours, réduit à tenir la chambre depuis environ cinq semaines à cause de la faiblesse procédant de son grand âge passé dans une vie active et infatigable pour servir les malades, de jour et de nuict, dedans et dehors, sans considération de temps ni saison. Il estoit sorti le vendredi précédent en chaise pour aller voir M^{me} de Faure et en vouloit faire autant le samedi pour M. de La Barthe, si on luy eust voulu fournir la chaise. Il disoit qu'il mourroit debout, en rue ou en chemin et qu'il se vantoit d'être le doyen des médecins de France et de la Faculté de Montpellier. Il estoit originaire de Tolose. Son père pourvu d'un office de conseiller au Parlement abandonna cela et son bien pour la religion, embrassa la théologie avec zèle, y servist dignement et laissa trois enfans très-savants chacun en sa profession : l'un ministre qui a servi longtemps et finist ses jours à Nettancourt, en Champagne, où il servit soixante ans et a laissé un fils médecin à Châlon qui suit les traces de son oncle, et un autre marchand et bourgeois de Paris. Le second fils du conseiller fut un très-savant jurisconsulte, juge-mage de Caraman, fort entendu aux langues. Le défunt a esté un prodige de savoir en médecine. Il eust pu restablir Hippocrate s'il se fust perdu dans le monde. Très-savant, aux langues et en histoire, il a laissé trois fils : l'ainé, avocat ; le second, homme d'espée, et le dernier estudiant en théologie avec grande espérance de réussir. -- Je l'ay sensiblement regretté pour son mérite et les tesmoignages de bonne volonté et d'estime qu'il m'avoit données continuellement. Il estoit versé dans la religion et est mort avec édification, plaint de tous les gens de bien et de ceux qui l'ont cognu. »

Il laissait de son second mariage un grand nombre d'enfants :

1^e *Marie de Campdomerc*, née à Puylaurens, qui épousa en 1664 Paul de Terson, seigneur de Lalbarède ;

2^e *Anne de Campdomerc*, née le 5 mai 1637 à Castres,

comme tous les suivants, aussi baptisés au temple de Castres; elle épousa en décembre 1654 Isaac Barrau, médecin à Puylaurens;

3° *André de Campdomerc*, auteur de la branche qui s'est perpétuée jusqu'au xix^e siècle, qui suit (IV);

4° *Jean de Campdomerc*, né le 26 novembre 1642, qui prit le titre de seigneur de Belvèze, et devint officier; il épousa le 26 mai 1665 Anne de Larroque, de Puylaurens; lors de la Révolution, il se réfugia en Hollande. Le lieutenant « Candomère » était en 1704 l'un des officiers mis par la Hollande et l'Angleterre à la disposition du duc de Savoie et faisait partie de l'expédition destinée à favoriser le mouvement camisard par une descente sur les côtes du Bas Languedoc. Cette expédition, commandée par le marquis de Guiscard, venu d'Angleterre comme Campdomerc, échoua par suite des vents contraires et de la vigilance des chefs français. Aussi Jean de Campdomerc revint-il en France vers 1705 : « Un sieur de Campdomerc, près de Castres, fugitif, revint en France comme André Campdomerc, de Castres. » (Arch. Hérault C. 274), celui-ci était le neveu de l'officier réfugié et le fils aîné du pasteur.

On voit à Mélou un portrait d'officier et celui de sa femme, tous deux peints sur la même toile et se faisant vis-à-vis; la tradition les désigne comme ceux des Campdomerc qui sont revenus de Hollande. Il s'agirait donc, selon nous, de Jean, sieur de Belvèze et d'Anne de Larroque, sa femme; nous ignorons le lieu et la date de leur mort;

5° *Esther de Campdomerc*, née le 15 octobre 1644, probablement morte en bas âge;

6° *Pierre de Campdomerc*, le pasteur réfugié sur lequel nous nous étendrons plus loin;

7° *Pauline ou Paule de Campdomerc*, née le 12 juin 1649, qui épousa en 1669 Gaillard de Salvignol, sieur de Roque-maure, de Puylaurens;

8° *Catherine de Campdomerc*, née le 30 avril 1651, qui épousa Pierre Boyer, procureur;

9° *Jeanne de Campdomerc*, qui épousa François d'Espérandieu, sieur de Lacalm, d'Aiguefonde ;

10° *N... de Campdomerc*, qui épousa Pierre de Larivoire, seigneur de Lamouzié.

C'est probablement une de ces sœurs remariée, qui se réfugia en Suisse après la Révocation et qui est ainsi signalée : « M^{me} Cadomergue, veuve de Portal, ministre de Montpellier, réfugiée à Morges en 1698. » (Chavannes. *Les réfugiés français dans le pays de Vaud*, p. 292.)

Pierre de Campdomerc, sixième enfant du docteur Eléazar, naquit à Castres, le 2 mai 1646, il était étudiant à l'Académie de Puylaurens dès 1662; il fut admis au saint ministère par le Synode de Saint-Antonin, le 15 septembre 1772, et fut nommé la même année pasteur à Aiguefonde, dont la famille seigneuriale venait de s'allier à la sienne par le mariage de sa sœur Jeanne.

Il ne desservit que pendant deux ans l'Eglise d'Aiguefonde et fut nommé en 1674 pasteur de Roquecourbe; peu après il se maria avec Isabeau de Lespinasse, de Castres, qui lui donna pendant son séjour à Roquecourbe quatre enfants : André, Jean-Jacques, Marie et Henri.

La fatale année 1685 amena l'édit de Révocation; Pierre résolut d'émigrer avec sa femme et ses trois aînés; il obtint alors un passeport à destination de l'Angleterre pour lui, sa femme, deux garçons et une fille, ceux-ci âgés de sept, six et cinq ans. Il se résigna à laisser en France, à cause de son jeune âge, son fils Henri, à peine âgé de quinze mois. Ce n'est toutefois pas vers l'Angleterre que se dirigea le pasteur de Roquecourbe, mais vers la Hollande où il arriva avec sa famille à la fin de 1685; nommé bourgeois d'Amsterdam le 18 février 1686, il prêcha aussitôt devant un auditoire de réfugiés. En 1689, il lui naît un cinquième enfant, Marc-Antoine, à Amsterdam. Malgré l'exil, il garde des rapports avec ses parents de Castres, du reste son jeune fils, Henri, viendra plus tard vers 1710 le rejoindre en Hollande, tandis qu'au contraire son aîné, André, rentre en France, s'y établit et s'y marie.

Le 8 octobre 1709, il est naturalisé à Amsterdam avec sa femme et ses enfants : Jean-Jacques, Marie et Marc-Antoine. La même année, il publie un sermon, dont un des rares exemplaires connus est à la bibliothèque de Leyde. « Les Gabaonites vengez, sermon prononcé le 3 novembre 1709 dans le grand Temple de l'Eglise wallonne d'Amsterdam sur ces paroles du second livre de Samuel ch. 21, vers. 1 et 2, par Pierre de Campdomerc, — A Amsterdam, chez Jacques Desbordes, marchand libraire sur le Pont de la Bourse joignant le comptoir de Cologne, 1709¹. »

Son talent lui valut d'être enfin nommé en 1712 pasteur extraordinaire de la paroisse de Louwiersgracht, à Amsterdam; il exerça cette charge pendant six ans, puis, ayant complètement perdu la vue, il passa pasteur émérite le 21 juin 1718; il mourut le 2 juin 1727, âgé de quatre-vingt-un ans et fut inhumé à Amsterdam. De 1686 à l'année de sa mort il avait touché une pension de 400 florins payée par le bureau des biens ecclésiastiques de Delft; sa veuve, Isabeau de Lespinasse, mourut à Amsterdam le 11 janvier 1734. Voici quelle fut la destinée de leurs cinq enfants :

1° *André de Campdomerc*, né à Roquecourbe le 17 mars 1678, porta le titre de seigneur de Labastide; à l'âge de sept ans, il suivit ses parents en Hollande et fut reçu membre de l'Eglise d'Amsterdam par confession le 3 octobre 1696. Pour une cause que nous ignorons, probablement pour prendre possession des biens paternels, il rentra en France à l'âge de vingt-deux ans, et « fit son devoir de catholique » à l'église de La Platé, à Castres, en 1701; dans cette même église, il épousa (ses parents étant hors du royaume, dit l'acte) le 8 février 1703 Judith de Lavaysse, fille de feu Philippe, bourgeois de Castres, et de Judith Donadiou de Pélissier; il en eut deux filles, nées à Castres :

a) *Élisabeth*, née le 4 juin 1706;

b) *Rose*, née en 1716.

1. Voir plus loin, la *Note* sur ce sermon.

Il mourut en 1692, laissant de son second mariage, un fils, *David*, qui suit.

V. — *David de Campdomerc*, né en 1677, qualifié du titre de bourgeois de Castres, épousa à l'Eglise de la Platé, le 14 mai 1696 Marie d'Armengau, fille d'Henri d'Armengau, avocat à la Cour, et de Marthe de Bouffard¹. Il mourut le 6 septembre 1747, âgé de 70 ans, « dans une chambre de sa metlairie de Melou », ayant eu cinq enfants, tous baptisés à la Platé.

1° *Marthe de Campdomerc*, née le 23 février 1697.

2° *Henri de Campdomerc*, né le 8 juillet 1698.

3° *Pierre de Campdomerc*, né le 1^{er} février 1700, décédé le 15 août 1700.

4° *Alexandre de Campdomerc*, qui suit.

5° *Isabeau de Campdomerc*, née le 30 juillet 1703.

VI. — *Alexandre de Campdomerc*, naquit à Castres le 26 juin 1701 et fut baptisé à l'Eglise de la Platé ; il fut avocat au Parlement.

Ce fut lui qui fixa définitivement la famille sur le domaine de Mélou, par les constructions qu'il y éleva ; il bâtit d'abord la métairie actuelle dont une inscription porte la date de 1762 ; ce fut très probablement à la même époque qu'il éleva la maison d'habitation, de style Louis XV, aux vastes proportions ; l'escalier notamment a grand air ; la date qui surmontait la porte d'entrée fut grattée lors de la Révolution ; l'aile du nord, élevée postérieurement, porte la date de 1772. Désormais les Campdomerc n'auront pas d'autre résidence que Mélou qu'ils embelliront toujours davantage.

Alexandre de Campdomerc épousa Louise de Cabrol, fille d'Alexandre de Cabrol et de Suzanne Siguier, d'Es-

1. Cette famille d'Armengau était très considérée à Castres ; M^{me} Campdomerc avait plusieurs sœurs, dont l'une mariée dans la famille de Mascarenc.

La famille d'Armengau s'établit dans l'Ariège, où elle existait encore au milieu du xix^e siècle. Le 21 novembre 1850, M. d'Armengau résidant au château de Pesques, près Saint-Girons (Ariège) écrivait aux Campdomerc de Mélou, demandant des détails sur la parenté qui les unissait. « Votre père, disait-il, a été parrain d'une de mes filles morte le 22 septembre 1804. » Archives de Mélou.)

pérausses ; il mourut à Mélou le 13 février 1780 ; sa femme l'avait précédé dans la tombe le 4 décembre 1763, âgée de 67 ans.

De ce mariage naquirent trois fils :

1° *Jacques de Campdomerc*, qui suit.

2° *Marc-Antoine*, qui se qualifiait de noble, et portait le titre de seigneur de Belvèze, du nom d'une terre de famille qu'il possédait dans la région de Castelnaudary et dont il fit sa résidence habituelle ; il n'était même connu que sous le nom de M. de Belvèze. C'est à lui que l'on attribue la plantation de l'allée et du parc de Mélou, dont les beaux pins font l'originalité et le charme de cette habitation. Son portrait au pastel est conservé dans le salon de Mélou ; il resta célibataire, et assista, octogénaire, au mariage de son neveu en 1817 ; il mourut peu après sur sa terre de Belvèze.

3° *Jean-Louis de Campdomerc* qui embrassa la carrière des armes ; son brevet d'ayde-major dans le régiment d'infanterie du Béarn, octroyé le 24 novembre 1770 est conservé à Mélou ¹.

VII. — *Jacques de Campdomerc*, né en 1735, épousa le 31 décembre 1766 au Désert de Castres, Marguerite Brun ou Le Brun, fille d'Etienne et d'Elisabeth de Robert, résidant aux Bouissets, terre de Carla, diocèse de Rieux. Il fut nommé, le 4 octobre 1795 membre du Consistoire de Castres et prêta souvent sa terre de Mélou pour la tenue des assemblées, avant la construction du temple.

Marguerite Le Brun décéda à Mélou le 21 janvier 1796 ; lui-même vécut assez pour assister au mariage de son fils, mais il mourut peu après, à Mélou, le 23 février 1821, âgé de 86 ans.

De leur mariage étaient nés deux enfants :

1° *Alexandre de Campdomerc*, qui suit.

2° *Marie-Antoinette-Elisabeth-Sophie de Campdomerc*,

1. Le 3 novembre 1763, il écrivait à son père, M. Alexandre de Campdomerc, à Mélou, au sujet de la mort de sa cousine *de Latour* (il s'agit probablement des Calvayrac de Latourette, d'Espérausses.) Cette lettre était datée de Calais.

née le 10 juillet 1778, qui épousa Marc-Antoine de Lacger, seigneur de Navès.

VIII. — *Alexandre de Campdomerc*, avec lequel s'éteignit le nom de la famille, car il ne laissa pas d'enfants, naquit à Mélou le 12 juin 1773 ; ses parents voulurent l'élever dans un milieu protestant et il quitta Mélou pour la Suisse, à l'âge de douze ans ; un ami de la famille, M. de Gervain, l'accompagna durant ce long voyage ; il fut placé, au commencement de 1785 dans la pension du pasteur Monneron, à Wufflens-la-Ville, (canton de Vaud) pension qui fut transférée peu après dans le village voisin de Cossonay ; les archives de Mélou ont conservé les lettres écrites par les professeurs du jeune Alexandre et relatives à ses études ; par la lettre du 6 avril 1790 écrite par Monneron, nous savons que le jeune Alexandre « vient d'être reçu à la communion dimanche dernier, jour de Pâques, dans d'excellentes dispositions ». Ce fut alors qu'il se décida à étudier la théologie à l'Académie de Lausanne et fut mis en pension chez M. le professeur Durand, de cette ville ; il y demeura jusqu'en juillet 1795 puis quitta brusquement la Suisse pour rentrer en France, « peut-être pour s'enrôler », écrit M. Durand à son père, le 15 juillet 1795.

Alexandre rentra à Mélou qu'il ne quitta plus jusqu'à sa mort ; quoique bachelier en théologie, il n'exerça pas le saint ministère, mais s'intéressa toujours beaucoup aux choses religieuses ; il vécut célibataire jusqu'à l'âge de 44 ans, mais, dit la tradition, ayant eu l'occasion d'offrir ses soins à une jeune fille de Castres qui, se promenant, avec sa belle-sœur aux abords de Mélou, s'était foulé un pied, il se résolut à épouser cette jeune personne appartenant à une très honorable famille de Castres. Le 1^{er} septembre 1817 se célébrait son mariage avec M^{lle} Marthe Milhau, âgée de 34 ans et orpheline, fille de de feus Joseph Milhau, marchand, et de Marthe Austry.

Alexandre avait, paraît-il, de beaux bijoux, notamment des boucles d'oreilles dont il aimait à se parer ; il mourut à Mélou, âgé de 80 ans, le 30 août 1853, et fut inhumé

dans le parc de la propriété. Par son testament il fit plusieurs legs charitables, notamment un très important à l'Orphelinat protestant de Castres; en outre il légua à sa femme toute sa fortune, y compris la propriété de Mélou, possédée aujourd'hui par les représentants actuels de la famille Milhau.

Marthe Milhau, veuve, mourut à Mélou, le 28 janvier 1866, à l'âge de 84 ans.

GASTON TOURNIER
(Castres, Octobre 1917.)¹

Appendice

Note sur le Sermon

« *Les Gabaonites vengez.* »

Campdomerc prit pour texte cette famine qui se produisit au temps de David, auquel Dieu, consulté, répondit qu'elle était due au manque de parole de Saül qui avait essayé d'exterminer les habitants de Gabaon malgré la parole donnée — crime que David fit alors expier à la maison de Saül en faisant exécuter sept descendants de ce roi parjure.

L'orateur y rappelle un passage d'une Lettre pastorale de Fléchier alors évêque de Nîmes, et c'est certainement pour répondre à ce prélat que le sermon fut prononcé et publié. Fléchier, dans son mandement, retraçait tout au long cet épisode de l'histoire sainte semblant vouloir dire que les malheurs dont souffrait la France avaient dû justement être expiés et arrêtés par le traitement qui fut infligé aux protestants depuis la Révocation, justes persécutions que certainement Dieu ordonnait pour que le royaume retrouvât sa prospérité.

Il ne fut pas difficile à Campdomerc de réfuter ce travestissement de l'histoire sainte et la fausse application

1. Ces lignes étaient à peine écrites que la terrible explosion d'un dépôt de munitions situé aux abords de Mélou détruisait en juillet 1918 cette belle habitation, avec ses archives, ses souvenirs et ses peintures.

que Fléchier avait voulu tirer de cet épisode. Quoique en termes voilés et en tout cas très mesurés, Campdomerc n'eut pas de peine à placer ses auditeurs devant l'actualité de ce trait du règne de David : en France, c'était le parjure royal, la promesse de respecter à jamais l'édit de Nantes outrageusement violée, par Louis XIV, crime d'où découlaient tous les malheurs survenus au royaume, les disettes et notamment la terrible guerre qui durait en 1709, (on sait combien les dernières années de Louis XIV furent assombries par des fléaux et des calamités de toutes sortes).

La conclusion, sur laquelle l'orateur ne se prononce pas, est qu'il faudra bien que les coupables ou leurs descendants expient cela un jour, et nous savons maintenant que le chatiment divin a fondu terriblement à la fin du XVIII^e siècle, et sur la famille royale, et sur la Cour, et sur le Clergé.

Mais le sermon de Campdomerc n'est pas un discours politique, et c'est à peine s'il y est fait allusion aux circonstances qui l'ont fait naître et que nous rapportons ci-dessus. C'est avant tout une œuvre d'édification, se terminant par un appel chaleureux à la repentance et à la conversion.

Ces pages du pasteur du Refuge sont éloquentes, bien écrites, pleine de sève biblique et tout à fait édifiantes.

Sources

Archives de Mérou.

Archives Wallonnes.

Ancien état-civil de Castres, et à la Biblioth. municipale, et au Greffe du Tribunal civil.

Livre de Raison de Bouffard-Madiane, publié par Pradel, p. 46.

Les Réfugiés Castrais, par Rey-Lescure, art. Campdomerc.

France Protestante, 2^e édit, art. Campdomerc.

Chavanne. — *Réfugiés français dans le pays de Vaud*, p. 292.

Nicolas. — *Hist. de l'Académie de Montauban*, p. 301, 420.

Rabaud. — *Hist. du protestantisme dans le Lauragais*, tome I, 463 ; tome II, 76, 81, 432, 601, 602, 607.

de Félice. — *Les pasteurs*, etc., 223.

Bulletin Wallon, I, 114 ; III, 332.

Rabaud. — *Bonifas-Laroque*, 4, 24.

Estadien bleu, 7.

SÉANCES DU COMITÉ

21 juin 1921.

Assistent au Comité sous la présidence de M. F. Puaux, MM. H. Aubert, A. Mailhet, E. Morel, J. Pannier, H. de Peyster, R. Reuss, E. Rott, A. Valès, M. Vernes, J. Viénot et N. Weiss.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, M. Viénot informe le Comité qu'il croit que le général Nivelles est disposé à être des nôtres. Il voudra bien par conséquent lui annoncer officiellement sa nomination. M. Pannier entretient le Comité de Noyon. Après que l'alignement aura déterminé ce qui reste du terrain où s'élevait la maison de Calvin, il faudra que cet alignement soit approuvé par le Conseil d'État. D'autre part, M. Pannier a pu savoir que le comité genevois de l'Entr'aide s'occupe de la question, bien qu'à Genève on n'attache pas une grande importance aux vestiges matériels de l'existence du Réformateur ainsi que vient de le démontrer ce qui s'est passé à propos de la prétendue découverte de sa tombe. Le secrétaire informe ses collègues qu'il a pu acquérir un document qui jadis a dû avoir été soustrait des papiers Coquerel, c'est le procès-verbal par Lenoir, de son enquête à Maupertuis sur les restes de l'amiral Coligny. Il communique la lettre d'invitation de l'Eglise réformée de Belgique, de nous faire représenter au synode d'Anvers qui aura lieu le 30 juin et coïncidera avec le centenaire de l'inauguration du temple

d'Anvers. Le président demande au secrétaire de dire à nos coreligionnaires de la Belgique combien nous tenons à saisir toutes les occasions d'affirmer la communauté de nos intérêts et de nos aspirations. Le secrétaire ajoute quelques renseignements sur les obstacles que le maquis de la procédure oppose à ce que la Société entre en possession du legs Martin. M. Mailhet explique où il en est de son travail. Le président signale des phrases injurieuses pour les protestants dans un almanach du comité catholique de propagande à l'étranger publié avec l'appui et les subsides du service officiel de propagande auprès duquel il protestera contre cet usage des deniers de l'Etat. Il communique ensuite à la Bibliothèque et au *Bulletin*, de la part de M. René Puaux, une correspondance entre Boissy d'Anglas et Mgr Frayssinous à propos du projet des protestants d'Annonay d'organiser à Vernoux un établissement d'enseignement secondaire pour les enfants protestants de la région.

M. Pannier dépose la photographie d'un portrait de *Salomon de Caus* d'après l'original conservé à Heidelberg.

Enfin le président demande au comité s'il ne serait pas à propos de reprendre nos traditions d'avant la guerre et de tenir notre assemblée générale en province ou en Alsace. La question sera reprise à la prochaine séance.

25 octobre 1921.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. John Viénot, M. Frank Puaux étant retenu chez lui par une indisposition, MM. A. Lods, E. Rott, A. Valès, M. Vernes et N. Weiss, MM. R. Allier, E. Chatoney, J. Fabre, E. Morel, J. Pannier, R. Reuss et C. de Witt se font excuser.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, une conversation s'engage grâce à M. M. Vernes au sujet du volume de l'abbé Dedieu dont l'apparition coïncide avec toute une campagne de presse antiprotestante, qui est évidemment le résultat d'un mot d'ordre. Elle se manifeste jusque dans les productions purement littéraires qui jusqu'ici paraissaient étrangères à toute préoccupation confessionnelle. A la caricature du protestantisme ou du huguenot il ne faut pas se lasser d'opposer la réalité telle que nous la présente l'histoire et aussi le spectacle qu'offrent à bien des égards à nos délégués les pays protestants dont nous recherchons l'amitié.

Le secrétaire extrait de sa correspondance quelques lettres dont l'une, de la Tremblade, propose cette région pour notre prochaine assemblée générale. M. Gaston Tournier qui vient de

terminer une histoire de *l'Eglise réformée de Mazamet* nous offre de nous réunir dans cette ville où notre Société n'a jamais encore tenu d'assemblée générale, et met à notre disposition de quoi récompenser un travail historique que couronnerait notre Société. Le Comité remercie vivement M. G. Tournier de sa généreuse initiative et accepte en principe la convocation de la prochaine assemblée générale à Mazamet qui se trouve au centre d'une région jadis entièrement huguenote.

Le secrétaire a aussi été invité aux solennités qui ont accompagné la pose de la première pierre de la bibliothèque de Louvain, à la reconstitution de laquelle notre bibliothèque a pu fournir quelques centaines de volumes. Le secrétaire a eu le regret de ne pouvoir donner suite à cette invitation.

Bibliothèque. — Elle a reçu de M. Garreta, l'*Histoire de Neufchatel en Bray* publiée par la Société de l'Histoire de Normandie. Grâce à M. Louis Batcave qui a bien voulu se souvenir des relations qu'il avait eues avec le bibliothécaire, notre coreligionnaire M. Forsans (Vieilleville, près Lagor B.-Pyr.) a bien voulu faire don à notre bibliothèque d'un manuscrit renfermant les *procès-verbaux des synodes du Béarn depuis le xvi^e siècle* qu'il a acheté d'un libraire de Bordeaux et qui est provisoirement entre les mains de M. G. Cadier pasteur à Sauveterre-de-Béarn. Ce don important comblera une sérieuse lacune dans l'histoire du protestantisme béarnais. D'autres manuscrits sont parvenus à la Bibliothèque. M. l'ancien pasteur D. Bourchenin a pu acquérir pour elle, à des conditions très douces, la presque totalité de la *Correspondance* théologicoecclésiastique de *feu Michel Nicolas*, professeur à Montauban. Enfin M. le baron de Bethman a bien voulu lui offrir un volume de lettres du xvii^e siècle sur des sujets scientifiques. La plupart de ces lettres sont de *Henry Justel*, bibliothécaire du Roy à Paris et ensuite à Londres et fort connu de son temps dans la République des lettres. M. A. Lods veut bien remercier le secrétaire d'avoir si heureusement contribué à enrichir notre section de manuscrits.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

La Réforme en Italie, par E. Rodocanachi, Paris, Picard, 1920-21, 2 vol. in-16.

M^r E. Rodocanachi est un écrivain fécond et un travailleur infatigable. Les vingt-six volumes qu'il a publiés, depuis 1888, sur différentes périodes de l'histoire, concernent presque tous l'Italie, et les questions religieuses y occupent une place considérable. Il était entré, dès 1895, dans le champ de la Réforme en Italie, par la publication de son volume sur *Renée de France, duchesse de Ferrare, une protectrice de la Réforme en Italie et en France*, ouvrage couronné par l'Académie française.

Il vient de faire paraître deux volumes, intitulés *La Réforme en Italie*, le premier daté de 1920, et le second de 1921 qui comptent ensemble plus de mille pages (Paris, chez Auguste Picard, éditeur).

M. Rodocanachi examine d'abord le caractère de cette Réforme, et se voit forcé de reconnaître que, loin d'être partout le même, il change selon les régions de la péninsule, selon la forme du gouvernement et selon les relations avec l'étranger. Dans plusieurs cas purement anticléricale, ailleurs il est dogmatique, ou moral, ou mystique.

Parmi les causes qui favorisèrent la Réforme, il examine successivement l'état général du pays, les défauts et les vices du clergé, le mouvement littéraire et philosophique.

Sans tenir compte des mouvements précédents, tels que celui des Patarins et celui des Vaudois, qui s'étendit depuis les Alpes jusqu'en Calabre et dans les Pouilles, l'auteur établit que la Réforme se répandit en Italie par des traductions d'ouvrages des réformateurs, ou par des livres spéciaux; parmi lesquels un rôle important appartient au *Beneficio di Cristo Crocifisso* et au *Sommario della Sacra Scrittura*¹. Un autre moyen de propa-

1. Dont un exemplaire, différent de celui dont M. Benrath a fait reproduire le titre, se trouve dans la Bibliothèque de notre Société, R. 12933. (N. W.)

gande fut la *prédication*. Sous ce titre, l'auteur unit, en un groupement quelque peu factice, non seulement Mainardi, Valdes, Ochino, Vermigli, Vergerio, Paleario, Curione, mais encore Carneseochi, Caracciolo, Flaminio, et même Giulia Gonzaga, Vittoria Colonna, Renée de France, Olympia Morata. Au reste, il donne de chacun de ces *principaux opérateurs de la Réforme* une esquisse biographique intéressante.

Le premier volume se clôt par des extraits des écrits d'Ochino et de Contarini et par la bibliographie des principaux écrivains réformés italiens.

Dans le deuxième volume, l'auteur raconte rapidement les progrès de la Réforme au temps des divers Papes, de Léon X à Paul IV, puis il examine le fonctionnement et l'action de l'Inquisition, surtout à Naples et en Sicile, la fondation en la réforme des Ordres religieux, particulièrement des capucins et des jésuites, pour reprendre, avec Pie IV, la série des papes auxquels ces nouvelles armes, la paix de Cateau-Cambresis et le concile de Trente permettent d'arrêter le mouvement réformateur et d'inaugurer une régression violente et systématique.

Dans ce récit, l'auteur intercale des chapitres sur telle et telle région particulière, comme le Mantouan, Bologne, Milan, la Toscane, le Piémont et Venise. Il nous semble qu'il aurait pu faire une plus grande place au Piémont, où la Réforme a eu le plus d'étendue et de durée, puisqu'elle y persista jusqu'à nos jours. Il serait à désirer qu'une troisième partie complétât la revue des États italiens par rapport à la Réforme.

Le morcellement de l'Italie à cette époque et le fait que les archives principales, celles de l'Inquisition, sont fermées aux chercheurs, amènent forcément les historiens à donner à leurs travaux un aspect fragmentaire, au lieu d'un récit suivi.

La méthode suivie par l'auteur qui parle d'abord des personnages de la Réforme, puis des efforts de l'Église Romaine contre eux, pour finir par la chronique régionale, l'oblige, en outre, à revenir plus d'une fois sur les mêmes personnes ou les mêmes événements et empêche le lecteur de se faire une idée générale du développement de la Réforme.

Ces imperfections dépendent en partie de l'état actuel des sources mais n'empêchent pas qu'M. Rodocanachi ait bien mérité de ceux qu'intéresse la Réforme en Italie. Ils trouveront dans ses deux volumes beaucoup d'informations, ainsi que des données bibliographiques très précieuses.

Un détail : il est regrettable que les noms italiens ainsi que quelques autres comme Benciun, soient trop souvent estropiés.

A propos de la suppression des Jésuites¹

M. J. de Récalde vient de consacrer une fort intéressante brochure à l'étude du fameux bref de Clément XIV, dont « tout le monde a entendu parler, mais presque personne ne l'a lu ». Il a été dénaturé, mal interprété, tronqué par la plupart des commentateurs, même par un écrivain sérieux comme M. Jean Guiraud, dont les réflexions à ce sujet *Histoire partielle, histoire vraie*, IV, p. 383 aboutissent rigoureusement, comme M. de Récalde le montre plaisamment, à la conclusion que les rites idolâtres ne sont pas contraires à la foi, que les maximes prosrites par le Saint-Siège comme « scandaleuses et manifestement préjudiciables à la règle des mœurs » ne sont pas un enseignement contraire aux mœurs, que Clément XIV disant que douze de ses prédécesseurs publièrent en vain des constitutions très salutaires pour défendre le commerce aux Jésuites et « éteindre les troubles et querelles très graves qu'ils avaient violemment excités », ne fait que rappeler les accusations des ennemis de la Compagnie, sans se les approprier ! La même logique et la même bonne foi inspirent les considérations du P. de Ravignan, de l'abbé Maynard, du P. Brucker S. J., de M. Fernand Mourret, etc. Conclusion : « Si, dans un cas aussi facile à vérifier, les défenseurs des Jésuites ont pu impunément faire accepter des conclusions aussi contraires à l'histoire vraie, qu'ont-ils dû faire dans les cas plus compliqués, où la vérité ne s'impose pas avec la même évidence » !

C'est très bien. Mais là où M. de Récalde montre un peu de naïveté, c'est quand il croit que ce système de contradictions et de falsifications, de parti-pris et de partialité ne s'étale que dans l'histoire des Jésuites : qu'il étudie n'importe quel autre point d'histoire controversé et excitant encore les passions et les préventions, partout il verra « un fond identique d'arguments ressasés, de thèmes usagés », une tradition adoptée, les yeux fermés, par les plus perspicaces et dont « le gros des vulgarisateurs ne prend même pas la peine de renouveler les termes, un lot commun de gentillesse de circonstance », partout la « conjuration contre la vérité, la désinvolture à l'égard des faits, des textes de toute évidence », etc. Sans doute, ici, tout cela prend une teinte et une allure spéciales : car il s'agit des destinées de l'Église : « Tout le monde le sait, mais il ne faut pas le dire » !

1. *Le Bref « Dominus ac Redemptor » portant suppression de la Compagnie de Jésus*, avec une Introduction et des Notes. Texte latin et traduction française. In-16 de 166 p. — 3 fr. — Paris, Éditions et Librairie, 40, rue de Seine.

Émules et partisans s'accordent à passer à côté de cette grosse mise en question, et tous tombent d'accord pour se mesurer dans les à-côtés, sur un terrain plus ou moins périlleux. Pour les uns et pour les autres, il s'agit de dégager à la fois de l'évident dilemme le Saint-Siège et les Jésuites. Une discrète complicité fixe, grâce à ce compromis, une solution pseudo-catholique de tout repos, commode pour la controverse... »

Non, le Bref n'est pas « un acte de faiblesse, une de ces injustices fameuses que l'irrégion a extorquées à la Papauté contre une Société, la plus haïe en raison de ses services même, et qui se serait dévouée, par un sublime renoncement, pour le salut commun ». C'est là une des innombrables légendes qui encombrant l'Histoire, aussi bien la politique que la religieuse. Clément XIV « fut un religieux d'une piété douce et d'un esprit aimable, cultivé, éloquent, un cardinal appliqué et habile aux affaires; un pape diligent et diplomate. Mais le plus persistant malentendu semble à tout jamais épaissi, par un commun accord, à l'égard de ce malheureux pontife. Amis et ennemis ne le voient que défiguré... C'est l'aveugle passion qui entraîne ici, dans un sens ou dans l'autre, les esprits sans critique, sans clairvoyance et sans bonne foi ».

La suppression fut nécessaire (p. 12), elle fut un châtement (p. 18) et répondait au sentiment personnel du pape (p. 28); telle est la triple thèse que l'on trouve abondamment prouvée dans cette remarquable brochure qui constitue à la fois un acte de bonne foi et un acte de courage. Nous ne saurions trop en recommander la lecture, avec cette simple réserve, déjà formulée, que les phénomènes psychologiques qu'elle étale se révèlent dans tous les domaines, car ils tiennent à la trop naturelle faiblesse humaine.

TH. SCH.

La résistance au Concordat de 1801.

Sous ce titre (in-16 de 243 p. et de 12 fr., chez Plon), M. René de Chauvigny, auteur d'*Une page d'histoire religieuse pendant la Révolution* et de *La Mère Le Belloy et la Visitation de Rouen*, a tracé des *profils d'évêques et de prêtres* (c'est son sous-titre) en racontant l'histoire de la Petite Eglise dissidente de Vendôme. Ces profils sont ceux de Bernier, évêque d'Orléans, de M. de Thémynes, évêque de Blois, de l'abbé Beaunier, du prêtre Gourdet, des curés Thoinier et Hersant, de l'abbé Habert, de Moulmier, maire de Meslay, du prêtre Compoin, de l'abbé Turmeau, etc., et même d'un arrière-petit-fils de Racine, Louis

Mirleau, châtelain des Radrets, près de Sargé, mort le 27 septembre 1829 et inhumé sans l'assistance du clergé paroissial. Les derniers représentants de ce mouvement séparatiste, qui fut soutenu par quelques femmes exaltées, semblent avoir été un ancien instituteur, M. Goguet à la mort duquel (21 septembre 1868, 91 ans), « s'exhale le dernier souffle des Dissidents Vendômois » et un Lyonnais, Philippe Giraud, mort sept ans auparavant ; ces deux mystiques entretenirent à partir de décembre 1855, une intéressante correspondance, qui fut conservée par M. Rabouin, notaire honoraire, auteur d'une étude abrégée sur *la Petite Eglise dans le Vendômois* et communiquée à M. de Chauvigny par M. Hubert, pharmacien à Bonneval. On peut s'étonner de l'ardeur que mit Napoléon à faire poursuivre ces pauvres gens qui ne semblent guère avoir été dangereux et qui ne tirèrent leur importance que des persécutions dont ils furent les objets ¹.

Dans cette galerie de prêtres plus ou moins intéressants qui défilent ici sous nos yeux « il convient de faire une place à part à M. Beaunier, par ce double motif qu'il survécut à ses confrères et qu'il était le chef d'une Église indépendante. Il tomba sur le champ de bataille au cours d'une de ses tournées apostoliques, le 30 décembre 1852, à la Bazoche-Gouet ; il était âgé de 79 ans » (p. 228). La localité dont on vient de lire le nom est dans la partie percheronne d'Eure-et-Loir, au canton d'Authon, jadis petit centre huguenot tout à la frontière du Loir-et-Cher, qui constitue, comme on l'a vu, le centre du mouvement anticoncordataire. Ces récits intéresseront donc surtout les lecteurs qui ont des attaches dans la région en question et qui pourront suivre en pensée les recherches policières et vivifier par le souvenir le détail, monotone pour les autres, des noms de lieux et de personnes.

Un dernier mot : Il aurait été bon de joindre une explication à la mention « de ces portraits au physionotrace qui avaient alors tant de vogue et que livrait Chrétien dans les vestiges du cloître Saint-Honoré disparus aujourd'hui ». Tout le monde n'est pas tenu de comprendre de prime abord les allusions que fait cette phrase. Au reste, c'est un livre rédigé avec soin, dont la lecture est facile, attrayante et instructive et qui prouve une fois de plus la difficulté de créer une dissidence dans un pays sur lequel pèsent si lourdement tant de traditions multiséculaires, un pays où les esprits semblent et se croient si indépendants et sont au fond si asservis.

TH. SCH.

1. La page 217 réserve au lecteur la surprise du nom de Franchet d'Espéret, sans doute un ancêtre de notre illustre contemporain.

Les amis oubliés de Port-Royal.

Ces amis sont, d'après M^{me} Julie Berliet (1), auteur d'une *Vie de la mère Angélique*, S. François de Sales, M^{me} de Chantal et l'abbé de S. Cyran, amis oubliés volontairement ou même niés par « une presse soi-disant religieuse », qui « croyant la cause oubliée et le moment venu de lui donner le coup de grâce, a organisé et poursuivi une campagne de calomnies et de faux historiques ». C'est donc un ouvrage de polémique que nous signalons, de polémique gallicane et pro-janséniste contre la pseudo-historiographie jésuitique et ultramontaine, représentée par Mgr Bougaud, biographe de *Sainte Chantal*, par Mgr Ricard dans *Les premiers Jansénistes et Port-Royal*, qui a copié Mgr Bougaud, et par M. L. Monlaur, qui « les a copiés tous deux ». Dans le premier de ces ouvrages, le seul qui compte réellement, « les documents consultés et donnés en fragments ont été si ingénieusement présentés qu'ils ont l'air de dire le contraire de ce qu'ils disent en réalité ». Telle est la thèse défendue par M^{me} Berliet avec courage, franchise, à propos, clarté et autorité. au point qu'elle semble en effet, comme l'annonce la « Prière d'insérer » de l'éditeur, avoir dit « le mot définitif qui met fin à toute à controverse sur ce sujet ».

Son livre se compose de trois « études extraites de son ouvrage » : S. François de Sales et la Mère Angélique, la Mère Angélique et la Visitation, Sainte Jeanne de Chantal et M. de S. Cyran. Ces études nous apportent de larges extraits de la correspondance de ces personnes et à la fin de chacune d'elles, une comparaison des textes publiés ici et des fragments tronqués par Mgr Bougaud montre « comment a été faussée l'histoire des relations de Port-Royal avec la Visitation ».

Quelques jugements que nous allons soumettre au lecteur vont lui faire sentir mieux quel esprit cette polémique manifeste :

« La généralité des hommes pardonnent rarement la supériorité et l'indépendance, et cette tendance est exagérée dans le monde ecclésiastique, où l'habitude d'imposer des dogmes et de diriger des consciences prédispose à la domination, si la sainteté ne vient pas faire contrepoids. C'est une double peine de voir des écrivains religieux rendre mesquine l'idée chrétienne si féconde et si large, céder à des questions de coterie ou d'ambition, taxer d'orgueil chez ceux qui échappent à leur influence, ce qui est orgueil en eux-mêmes. N'est-ce pas cette indépendance chré-

tienne que les adversaires de Port-Royal lui ont le moins pardonnée ? » (p. 19).

On voit ce fait étrange que ce livre est imprégné d'esprit religieux, mais non d'esprit romain, et notre surprise est grande; car combien rare est un tel esprit dans le catholicisme actuel! On aura bientôt fait de l'en éliminer comme on en élimine tout ce qui pourrait le fortifier et le vivifier. Car « qui veut défendre l'Eglise de Dieu, se voit mis hors de celle des hommes » (p. 21).

La figure de S. François de Sales a aussi été déformée. Il « n'a point travaillé à établir une religion commode pour des âmes sans zèle et des cœurs sans vertu, comme voudrait le faire croire la majeure partie de la littérature actuelle » (p. 25). Voir, page suivante, l'énergique réponse qu'il fit aux Bernardines contrariées de se voir imposer une austérité pénible. Bref, on trouvera dans ce beau livre un saint, « à peu près inédit » (p. 28), gémissant des désordres de la cour de Rome, affirmant la subordination du pape au Concile, accusant « les excès de ceux qui sont devenus plus politiques qu'ecclésiastiques » (p. 30). Cette attitude toute nouvelle du saint est si bien confirmée par les lettres de M^{me} de Chantal que Mgr Bougaud, « ne pouvant les concilier avec ses attaques contre Port-Royal, dont elles sont un éclatant démenti, en est arrivé à cet expédient de les présenter au public comme fabriquées ou falsifiées par Arnaud d'Andilly, dans l'édition des lettres de M. de S. Cyran de 1645 » (p. 31).

Des déformations analogues sont relevées dans la *Vie de sainte Chantal* par M. l'abbé Henri Brémond (p. 53). Notons aussi, en passant, la jolie historiette qui explique, de façon si amusante, pourquoi il y a toujours du vent devant le collège des Jésuites à Rome (p. 33, n° 3).

Les rapports entre M^{me} de Chantal et la Mère Angélique ont encore été, à un autre point de vue, présentés sous un faux jour : « Il semble, à lire les historiens modernes, que la supérieure de la Visitation ait fait beaucoup d'honneur à la réformatrice de Cîteaux en contractant avec elle une liaison d'amitié. Mais l'histoire des temps montre les faits sous un aspect tout autre... Malgré la différence d'âge, la célébrité de la Mère Angélique semble avoir dépassé celle de M^{me} de Chantal, à ce moment-là du moins... Aujourd'hui, grâce à la campagne de calomnies et de faux historiques menée avec impudence pendant plus de deux siècles, le public confond et bouleverse les rôles » (p. 83).

Voici encore une remarque qui mérite d'être notée : « L'ignorance, habilement exploitée, orientée vers la superstition et le fanatisme, est le plus sûr moyen de dominer et d'entraîner les masses. C'est pourquoi toutes les religions officielles,

dont les buts voilés sont le pouvoir et l'argent, redoutent et persécutent ceux qui, en dehors d'elles (lapsus : d'eux), suivent la voie (lapsus : voix) qui mène à la connaissance. Elles savent bien que ceux-là sont des semeurs d'idées et qu'elles n'ont aucun bénéfice à attendre de la moisson qu'ils préparent » (p. 111). Mais ceci est mieux encore : « Il est intéressant de comparer les expressions si énergiques et si belles qui viennent tout naturellement sous la plume d'un François de Sales, d'une Jeanne de Chantal, d'une Angélique Arnauld, avec la fade littérature de dévotion de notre époque... Cette matérialisation de la pensée chrétienne a donné lieu à une religion toute de sens, d'actes extérieurs. De là une multitude d'ouvrages de dévotion où l'ignorance religieuse, le grotesque et l'absurde se disputent la première place. Faut-il rappeler ici le culte du Sacré-Cœur imaginé par la société de Jésus, les Horloges de la Miséricorde en usage dans certains couvents... La sensualité de l'esprit se plaît aux belles cérémonies... mais ce n'est là que culte idolâtre de l'homme envers lui-même... Beaucoup de catholiques sont fiers de constater que les églises sont plus fréquentées que jamais ; combien parmi eux étudient les résultats au point de vue du travail ascensionnel accompli par les âmes ? » (p. 113-115). Et p. 117 : « Il y a toute une étude à faire sur la pureté des origines de la Visitation comparées à son état actuel. La source limpide du commencement est devenue bourbeuse en traversant certains marécages que les deux fondateurs eussent considéré comme pestilentiels. » Et, p. 120 : « Port-Royal non persécuté aurait probablement connu le relâchement ; calomnié, en proie à toutes les violences, il s'est épuré, a rayonné et rayonne encore avec une intensité dont il n'existe pas de précédent ». Enfin p. 126 : « L'autorité est un aimant dangereux que les êtres de valeur fuient ou manipulent avec précaution... tandis que les êtres médiocres, affolés par le désir de la posséder, sont toujours prêts à s'en emparer, grisés par des effets dont ils ne connaissent pas les contre-coups ».

Voilà un livre qu'on ne recommandera guère en chaire ni dans les confessionnaux et qu'on tâchera de tuer par la conspiration du silence ; mais la vérité finit tout de même par sortir de son puits et la voix du prédicateur dans le désert a parfois des échos inattendus et vengeurs.

P. 24, l. 5, le terme « d'attrempance » aurait besoin d'être expliqué, le nom de Marie-Claire (p. 37) aussi. P. 254, l. 13 de la note, lire *sympathique*, et *Vischering* dans la note de p. 260.

CORRESPONDANCE

Les Poitevines irréductibles expulsées de Picardie en 1688 (voy. plus haut, p. 156-166). — Notre fidèle correspondant, M. le pasteur Th. Maillard nous écrit de Pons où il s'est retiré :

Au nombre des huguenotes expulsées des couvents et prisons de Picardie en 1688, il y en a six qui portent des noms bien poitevins. Le fait que l'intendant de la province est mentionné dans les états des frais pour les conduire à la frontière, avec ordre de faire rembourser aux parents sans doute, tout ou partie, selon la coutume, est déjà une forte présomption. Mais, si elles portent des noms poitevins, nous ignorions leur arrestation et leur incarcération. Ces six poitevines sont :

I. *Perret Charlemot* (p. 162). — Il y a là, à n'en pas douter, un nom estropié. Il s'agit évidemment de *Perrette Chalmot des Donnières*, fillè présumée de Philippe Chalmot, sieur d'Aigonnay et de Jacquette Bonneau, mariés en 1667 (*France prot.*, 2^e éd., II, 803). C'est elle qui, attachée à son lit par les dragons, « après avoir souffert tout ce qu'une femme peut souffrir », consentit, pour qu'on la laissât aller sans abjurer, à garder « un charbon vif » sur la main ouverte pendant qu'elle dirait le Notre Père. Arrivée au bout de ce supplice sans faiblir, un de ses bourreaux lui demanda de recommencer pendant qu'il répéterait beaucoup plus lentement la même prière. « Enfin un autre soldat, vaincu par un exemple d'un courage si extraordinaire, blâma celui qui récitait l'oraison si lentement, fit sauter le charbon de dessus la main et ils la quittèrent¹ ».

II. *Dauzy* (p. 163). — Ce pourrait être *Élisabeth d'Auzy*, veuve d'un sieur de la Fontenelle, remariée à Anne Durcot sieur du Plessis-Puytesson qui avait été arrêtée le 5 octobre 1685, au bourg de Montebert (Montebourg, près Valognes, Manche) avec quatre de ses enfants, son beau-frère et ses deux filles, etc. (*Franc. prot.* 2^e éd. I, 597).

1. Jurieu, *Lettres pastorales*. 3^e éd. Rotterdam 1688, I, 215. Cf. E. Benoit V, 889, qui ne parle pas de son emprisonnement. Voir aussi, *Bull.* 1902, 346 ; Lièvre, *Martyrs poitevins*, 2^e éd. 128 ; *Fr. prot.*, 2^e éd. III, 1013, etc.

III. *La Largère* (p. 161). — Le *Bulletin* de 1870-1871, a publié p. 121, une lettre et une élogie que, pendant sa captivité à Fontenay-le-Comte, Samuel Poitevin de la Gaillarderie, ministre de Nesmy, adressa, en mai 1669, à *Madame de La Largère* dont il dit « qu'elle fait de la prière ses principales délices, et qui est très sensiblement affligée de la froissure de Joseph ». En 1887, le même *Bulletin* a publié la requête suivante, aux États généraux de Hollande, datée du 17 août 1688 : « Le sieur de *La Largère-Puychenin*, gentilhomme de la province de Poitou, après avoir, avec sa femme, soutenu deux différens logemens de dragons pendant un mois, ils furent ensuite mis, luy en prison et elle dans un couvent, où ils ont été retenus vingt-sept mois; ils en furent tirés au mois de mars dernier pour estre bannis du royaume de France où ils ont laissé sept jeunes enfans qu'ils espèrent en retirer moyennant la grâce de Dieu; ils ont choisi la ville d'Utrecht pour y demeurer ¹ ».

IV. *La Taillée* (p. 161). — Il s'agit probablement de *Marguerite Mercier*, veuve de Simon Lemaçon (sieur d'Espesses, maître d'hôtel du roi, qui épousa en secondes noces, à Charenton, en mars 1660, *Louis du Fay* sieur de la Taillée, d'Echiré, lequel fut converti par le curé de Cherveux, le 11 décembre 1685 (*France prot.*, 2^e édit. V, 675; — *Bull.* 1900, 198; — 1905, 506) ce qui explique que l'intendant Foucault fut chargé de lui réclamer la pension de sa femme (cf. *Bull.* 1905, 306 et Lièvre, *Martyrs poitevins*. 2³ éd. 107).

V. *Bournizeau* (p. 162-163). — Est-ce une parente de Théodore du Bellay sgr. de Montbrelais qui finit par obtenir un passeport en 1685, fut nommé conseiller de légation à Berlin et dont une sœur est appelée M^{lle} de *Bonnizeau* (*Bull.* 1902, p. 122)? Un de Bournizeaux faisait partie du Refuge à Berlin en 1690 (*Bull.* 1867, p. 305). Dans Erman, t. IX, p. 45, nous trouvons « Charles Henri Fouquet, chevalier, seigneur de Bournizeaux, conseiller de cour et d'ambassade, natif de Thouars en Poitou. Sa mère était Charlotte du Bellay. Il avoit épousé une Marconnay et sa fille fut mariée à M. de Bonneval. v. d'Agout ».

VI. *De Vezançay* (p. 158, 161, 162). — Il y eut quatre dames de ce nom. Elles étaient d'une famille *Gigou de Vezançay*, des environs de Melle, anoblée pour ses services par Henri IV. « Une

1. Dans une plaquette, *Lettre d'un protestant de France réfugié à Londres*. 1686, p. 14 on lit : « Monsieur de la Largère, gentilhomme d'un mérite et d'une piété exemplaire, a croupi plus de quinze jours sur de la paille dans cette même prison (de la Flosselière), d'où on l'a transféré en Oleron, parce qu'il ne veut pas se rendre » (Cf. *Bull.* 1905, 353). Parmi les réfugiés en Angleterre, où ils avaient formé une Société dite du Poitou, présidée par des directeurs, le *Bulletin*, a signalé (1860, 225) M. de la Largère (1722). J'ai complété, à partir de ce nom, les indications de M. Maillard. N. W.

demoiselle de *Briou* (et non *Brion* comme je l'ai lu dans le document que j'ai publié), dit M. A. Lièvre (*Hist. des prot. du Poitou*, III, 204), qui était, croyons-nous, fille de Théodore Gigou de Briou, fut enfermée dans le couvent des Ursulines d'Amiens avec sa mère qui y mourut. A la même époque, deux demoiselles de Vezaucay, cousines apparemment de la précédente, furent aussi reléguées dans des couvents; mais comme ces trois demoiselles refusèrent énergiquement de renier leur foi, on les expulsa du royaume l'année suivante. Peut-être, au dernier moment, l'une d'elles préféra-t-elle l'apostasie à l'exil; toujours est-il qu'en 1688, une demoiselle de Vezaucay recevait une pension de 200 livres pour prix de son abjuration¹. Cette demoiselle de Vezaucay qui abjura (Arch. de la Vienne, C. 49), était la fille de « *Dame Louise Aubry*, marquise de Vezaucay, âgée de quarante-cinq ans — a son mari prisonnier à Salins, demeurant cy-devant à Briou en Poitou, à 12 lieues de Poitiers; a 2 garçons et une fille qui a abjuré. Elle a une terre, nommée de Vesencé, ne sait ce qu'elle vaut. Arrêtée à Briou en février 1686 et menée à Dieppe le 21 avril 88. » (*Noms, surnoms, âges, qualités de ceux de la R. P. R qui sont de présent au château de Dieppe, par ordre de M. Fcydeau de Brou, Intendant de la généralité de Rouen, en avril 1688 — à la suite des mêmes noms embarquez par le même ordre, le 27 avril, pour être transportez en Angleterre. Voy. R. Garreta, La seconde partie de l'Histoire de l'Eglise réformée de Dieppe, 1660-1685, Tome second, Rouen, Société rouennaise des Bibliophiles, 1903, p. 139*). Voir aussi *Bull.*, 1868, 361; — 1876, 68; 1887, 420 n.; — 1889, 538; — 1896, 359 n.; — 1898, 548; — 1902, 120; — 1905, 354 n. — Erman, VII, 242 et IX, iv et 49 et *France prot.*, 1^{re} éd. V, 264.

M. le pasteur A. Hammel qui a eu le privilège peu enviable d'avoir passé 26 mois de la guerre dans le secteur de *Nieuport* m'informe, à propos de ma note de la page 160, que sur la route de Nieuport à Furnes et à un kilomètre à peine de la première ville, il y a un pont, dit le *pont du Pélican* à l'entrée sud duquel se trouvait une ferme *Au Pélican*. C'est donc là qu'on déposa les huguenotes obstinées détenues à Abbeville et à Montreuil-sur-Mer.

N. WEISS.

1. Voir même volume, p. 340. Élie Benoit dit V, 892 : « Des dragons ayant lié la dame de Vezaucay à la quenouille de son lit, lui crachaient dans la bouche quand elle l'ouvrait pour parler ou pour soupirer ».

Famille de Bils (*Bull.* 1920, p. 45). — Dans le *Bulletin de la Comm. de l'Histoire des Eglises wallonnes*, V (1892), 219-20, on trouve mentionnés :

Bils (de), Juste, de Gand, marchand et Charles, marchand frères, fils de Pierre et de Jeanne de la Bogne. Juste décéda en 1639, à 56 ans chez Charles son frère, paroisse Saint-Vincent et celui-ci, en 1653, à 80 ans, paroisse Saint-Lô.

Bils (de), Pierre, fils de Charles et d'Elezine Folet (*et non Noble!*), baptisé à Quevilly le 28 mars 1624, est frère de Louis, seigneur de Coppensdamm et Bonem.

Ce Pierre de Bils épousa Madeleine Roussel, d'où une fille, née en 1658 : Catherine, laquelle, en 1682, devint la seconde femme de *Samuel de Peyster*.

R. GARRETA.

Sépultures protestantes. — Dans le *Bulletin et Mémoires de la Société Archéologique et Historique de la Charente*, MM. de Massoungnes, Favraud et Jeandel expliquent (p. xxviii-xxix, xxxv) la présence, auprès de beaucoup de vieux logis charentais d'un ou de plusieurs cyprès. Ceux-ci indiquent des sépultures de protestants qui, contraints d'enterrer leurs morts plus ou moins clandestinement auprès de leurs habitations, plantèrent des cyprès pour marquer ces emplacements. On sait, en effet, que lorsqu'à la fin du xvi^e siècle l'Eglise catholique s'avisait de confisquer les cimetières pour elle seule en les déclarant sacrés moyennant certaines cérémonies arbitraires, les non catholiques en furent exclus, sous prétexte de profanation, grâce à l'appui du pouvoir civil, jusqu'au xix^e siècle.

A propos d'un certificat soi-disant adressé à Calvin et à Bèze par les Anglais réfugiés à Genève en 1555. — Au moment où M. Charles Martin préparait son ouvrage sur les *Protestants anglais réfugiés à Genève au temps de Calvin*, j'avais examiné de concert avec mon confrère et ami, M. Théophile Dufour, la pièce publiée dans le N° 3 de 1921 du *Bulletin*, p. 152-153. Nous sommes arrivés à la conclusion, partagée par M. Martin, qu'il y a là une tentative de mystification intéressée. Ce soi-disant témoignage n'émane pas des Anglais dont les noms figurent comme signataires. C'est un document très probablement forgé par un Italien (on constate nettement plusieurs italianismes et non pas des anglicismes, dans le texte) qui avait eu connaissance, on ne

sait comment, des noms de quelques Anglais réfugiés à Genève au milieu du xvi^e siècle, et qui aura remis, en manière de lettre d'introduction, ce document à quelque compère qu'il voulait faire bien venir du vieux Bèze. Ils spéculaient sur l'âge avancé du réformateur, alors dans sa quatre-vingt-quatrième année, et s'étaient dit que, vu sa sénilité, il ne démêlerait pas la supercherie. Car la dernière ligne, citée seulement en note p. 153 : *Adi 30 Settember 1602 en Basilea*, est bien contemporaine de la rédaction du texte, et de la même écriture.

Or, à cette date John Knox était mort depuis trente ans. A l'époque où il avait vécu à Genève, Bèze habitait Lausanne et, d'après une lettre de Peter Young (*Junius*) à Bèze, de 1579, il semble bien que Knox et Bèze ne s'étaient pas rencontrés. Cette lettre que nous avons communiquée au biographe de Knox, M. Hume Brown a été publiée par lui (*John Knox a Biography*, 1895, t. II, 320).

H.-V. AUBERT.

Si, malgré la rédaction et l'allure insolites de ce document, je me suis décidé à le publier dans le *Bulletin*, c'est que je ne vois pas très bien dans quel but on l'aurait forgé et conservé. Ne serait-ce pas une lettre de remerciement présentée à Th. de Bèze à *Lausanne*, par les signataires qui séjournèrent en Suisse et n'arrivèrent ou se fixèrent à Bâle que beaucoup plus tard ?

N. WEISS.

La conjuration d'Amboise et Genève

Sous ce titre M. Henri Naef, docteur ès lettres a soumis à une nouvelle enquête cet événement qui fut, sinon l'origine, du moins, en un sens, le point de départ des guerres de religion en France. De nombreux documents inédits, découverts à Genève, lui ont permis de préciser la situation, périlleuse à ce moment, de cette ville, l'attitude des réformateurs et le rôle que jouèrent, dans ce soulèvement contre le despotisme guisard, le chef et les principaux personnages de la conjuration. Il en est résulté un volume de près de 400 pages dont beaucoup de textes inédits, qui renouvellent l'histoire de cet épisode.

Ce volume va paraître, accompagné de tables, dans les *Mémoires et Documents de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève* et en tirage spécial chez E. Champion, 5, quais Malaquais, Paris, VI^e au prix de 15 francs en souscription jusqu'au 31 janvier 1922 et de 20 francs en librairie.

NECROLOGIE

Armand Dupin de Saint-André. — M. Alfred Leroux

Le 22 novembre dernier s'est éteint, aux environs de Tours, un de nos anciens collaborateurs et, depuis 1902, membre honoraire de notre Société, Armand Dupin de Saint-André. Né en 1840 à Saint-Antonin de Rouergue il fut, après Albi et Sauveterre de Béarn, pasteur, de 1876 à 1911 à Tours, une des villes de France les plus cruellement intolérantes pour le protestantisme aux xvi^e et xvii^e siècles. M. Dupin de Saint-André sut y faire respecter les survivants de la grande tourmente et les représenter avec dignité comme vice-président de la Commission de l'Hospice général, membre du Conseil départemental de l'Instruction publique, fondateur et président de la Société de géographie, etc. Il rendit à son Eglise un autre service en retraçant, d'après les documents contemporains, son douloureux passé, dans son *Histoire du Protestantisme en Touraine*, son *Cinquantenaire de l'Eglise réformée de Tours* (Bull. 1885, 610 et 1888, 326, cf. 1895, 57 et 1901, 7) et ses articles sur les *Eglises disparues de la Touraine* (Bull. 1890, 23 et 1893, 113 et 477).

Avec M. H. Dupin de Saint-André et Edmond Stapfer son excellent prédécesseur à Tours, avec Paul de Félice et John Wheateroft, longtemps leurs voisins à Mer et à Orléans, disparaît un petit groupe de bons amis qu'unissait, malgré des opinions divergentes, un même amour pour le petit troupeau et la grande patrie d'autrefois et d'aujourd'hui. C'est avec une reconnaissance émue pour tant de bonnes heures passées ensemble qu'un des derniers survivants évoque, non sans mélancolie, leur souvenir.

N. WEISS.

On m'apprend, au moment où j'allais signer cet article, la mort, le 2 décembre, après une opération qui paraissait comme toujours, avoir réussi, de M. Alfred Leroux qui vient d'être inhumé

à Bordeaux le 5 décembre. Il avait 66 ans. Ancien archiviste de la Haute-Vienne il s'était librement rattaché au Protestantisme, à l'histoire duquel — surtout dans le Limousin — il consacra plusieurs publications de grande valeur. Nos lecteurs savent qu'à Bordeaux il s'efforça de tirer de l'oubli les destinées à peu près inconnues du protestantisme dans cette ville aux xvii^e et xviii^e siècles. Après la mort de sa femme il venait de prendre sa retraite définitive à Bergerac d'où nous attendions un texte que nous lui avions envoyé et qu'il devait annoter. Comme tous les hommes de conscience, M. A. Leroux était un modeste pour lequel l'histoire et la vie sont des écoles de vérité et de justice. Aucun de ceux qui l'ont connu ne penseront à lui sans s'incliner avec respect devant l'énergie et la probité avec lesquelles il est resté fidèle à cet idéal.

N. WEISS.

Le gérant : FISCHBACHER.

CHEMINS DE FER PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

Train Côte d'Azur rapide de nuit

La Compagnie P.-L.-M. informe le public qu'en raison de l'importance du mouvement des voyageurs vers le littoral, le train « Côte d'Azur rapide de nuit » composé de voitures de lits-salon, couchettes, wagons-lits, 1^{re} classe et wagon-restaurant, sera mis en marche les lundi, mercredi et samedi de chaque semaine.

Ce train aura lieu pour la première fois :

Le lundi 14 novembre au départ de Paris : départ à 17 h. 35, arrivée à Nice 10 h. 43; Menton 11 h. 54.
Le mercredi 16 novembre au départ de Menton : départ de Menton 13 h.; de Nice 14 h. 15; arrivée à Paris à 9 h. 10.

La faillite de l'Allemagne

La chute continue du mark suscite, en France et au dehors, la crainte d'une faillite allemande qui entraînerait fatalement la liquidation de ses dettes intérieures, mais qui n'annulerait évidemment pas ses dettes extérieures. Les droits de ses créanciers étrangers ne seraient nullement atteints par la crise monétaire qui suivrait, comme en Russie et en Autriche, la débâcle de sa banque d'émission. Si l'Allemagne était incapable de nous payer en espèces, elle devrait nous payer en nature.

Tout le monde reconnaît, d'ailleurs, que la crise monétaire de l'Allemagne a été provoquée par la mauvaise volonté de ses nationaux non seulement à payer leurs impôts, mais à souscrire aux emprunts publics. Pour faire face à ses paiements, le Reich a dû contraindre sa banque d'émission à escompter les Bons du Trésor que le public se refusait à acheter et à se procurer ainsi des billets dont le pouvoir d'achat ne cessait de diminuer. Si nous avons pu échapper à un pareil fléau, c'est parce que nous avons mieux compris nos devoirs de solidarité en répondant avec empressement aux appels du Trésor. L'épargne française préservera notre pays des dangers qui menacent tant d'autres nations de l'Europe, et elle l'aidera à maintenir son crédit intact en continuant à souscrire largement aux émissions de Bons de la Défense Nationale.

JUBOL

Régulateur de l'Intestin
fixe une heure constante
aux Jubolisés.

**Constipation
Entérites
Migraines**

E^{te} Chatelain, 2, r. Valenciennes
Paris — T^é 6'50, les 3 T^é 18 fr.



Rééduque l'Intestin

HUITRES FINES de Marennes

CHEMINS DE FER PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

Train de luxe "Calais-Méditerranée"

La mise en marche du train de luxe Méditerranée » annoncée comme devant avoir lieu à partir du 25 novembre 1921, sera avancée au 19 novembre au départ de Calais et de Paris le 21 novembre (au lieu du 27) au départ de Calais.

Ce train compose exclusivement de voitures de 1^{re} et d'un wagon-restaurant, suivra l'horaire ci-dessous :
A l'aller : Calais-départ 12 h. 33, Nice-arrivée 12 h. 45; Paris-départ 17 h. 45, Menton-arrivée 12 h. 45; Au retour : Menton-départ 12 h. 20, Paris-arrivée 13 h. 30, Calais-arrivée 14 h. 45.

GLOBEOL

fortifie

**Anémie
Croissance
Tuberculose
Neurasthénie
Convalescence**

Le Flac^{on} : 7 fr.
Les 3 fl^{acons} 19'50.



Etablissements CHATELAIN, 2, R. de Valenciennes

L'Heure du R



A 10 h. du soir, prenez un verre d'URODO

Produits de GASCOGNE sélectionnés

L'UNION

SIÈGE SOCIAL : 9, Place Vendôme, PARIS

Compagnie d'assurances sur

LA VIE

Entr. privée, assuj. au contrôle de l'État,
fondée en 1829

Fonds de garantie : 252 Millions

Revenus Viagers payés annuellement :

6 Millions 1/2

M. BOISSARIE (Joseph) o. s. s., Direc-
teur.

M. AU'ERBE (Henri), Sous-Direct-
leur.

Compagnie d'assurances contre

L'INCENDIE

fondée en 1828

Capital social : 20 Millions

Reserves : 42 150.000

Sinistres payés depuis l'origine de
la Compagnie :

627 Millions

MM. ALBY, o. s. s., Directeur.

POTTIER (A.), Direct.-Adjoint.

VINCENT (A.), Sous-Directeur.

Compagnie d'assurances contre

LE VOL ET LES ACCIDENTS

fondée en 1909

DÉTOURNEMENTS. — DÉGÂTS DES EAUX.
BRIS DES GLACES

Capital social : 10 Millions

M. ALBY, o. s. s., Directeur.

M. A. POTTIER, Direct.-Adjoint.

M. A. VINCENT, Sous-Directeur

CONSEIL D'ADMINISTRATION DES TROIS COMPAGNIES

MM.

Dervillé (Stéphane), G.O. o. s. s., Président de la Cie des chemins
de fer de P.-L.-M., Régent de la Banque de France, Vice-
Président de la Cie Univ. du Canal mar. de Suez, ancien
Président du Trib. de Commerce de la Seine, *Président*.
Mirabaud (Albert) o. s. s., de la Maison Mirabaud et Cie, Banquiers,
Administrateur de la Compagnie des Chemins de fer
de P.-L.-M., et de la Compagnie Algérienne, *Vice-Président*.
DeLaunay Belleville (Robert), O. o. s. s., Administrateur général de
la Soc. Anonyme des Etablissements DeLaunay Belleville.
Jameson (Robert) o. s. s., de la maison Hottinguer et Cie, Ban-
quiers, Administrateur du Comptoir d'Escompte de Paris.

MM.

Mallet (Jacques), de la maison Mallet Frères et Cie, Banquiers.
Yontferand (Marquis de) o. s. s., ancien Inspecteur des
Finances, anc. en Directeur de l'Union-Vie.
Neufize (J. De) o. s. s., de la maison De Neufize et Cie, ban-
quiers.
Thurneysen (Auguste), Vice-Président de la Société des
Vosges Feerées des Landes et de la Banque Transatlan-
tique, Régent de la Banque de France.
Vernes (Félix) o. s. s., de la maison Vernes et Cie, banquiers.
Administrateur de la Compagnie du Chemin de fer du
Nord et de la Banque Impériale Ottomane.

ASTHMATIKES! LA POUDRE

Louis LEGRAS

calme instantanément les plus violents accès d'ASTHME,
la TOUX des VIEILLES BRONCHITES, L'EMPHYSEME et
guérit progressivement. Résultats merveilleux.

La Boîte : 2 fr. 95 dans toutes pharmacies.



Epuisement nerveux suite de grandes
fatigues, de cha-
grins ou de surmenage, vite guéris et la santé
rétablie en prenant pendant un mois quatre à six
Pilules GIP par jour, le meilleur reconstituant

La Santé parfaite n'existe que si l'intel-
ligence fonctionne régulièrement.
Le meilleur régulateur et le plus efficace est le GR-
DE VALS. Un seul avant le repas du soir donne un
sultat le lendemain matin. 2 fr. le fl^{on} pour 3 mois,
le fl^{on} p^r 6 mois. 11, r. Joseph-Bara, Paris. F^{on} domic.

CROIX HUGUENOTES ANCIENNES

Reproductions Fac-Similé

Recommandées comme cadeaux de toutes circonstances
pour Dames et Jeunes Filles (PENDENTIF)
Messieurs et Jeunes Gens (BRELOQUES)

OR CONTRÔLÉ, jaune mat

I. CROIX DU LANGUEDOC

XVIII^e s. écle. Le plus beau spécimen contr-
av. col. bombée, h. 30 m/m poids 3 gr 5 97 50

II. AUTRES CROIX ANCIENNES

Colombe bombée ou larme

a) haut. 33 m/m poids 3 gr 7 95

b) haut. 29 m/m poids 3 gr. 90

c) haut. 26 m/m poids 3 gr. 85

d) haut. 18 m/m poids 2 gr. 80

ARGENT CONTRÔLÉ

Colombe ou larme

1. Croix du Queyras 17^e s. écle. 17 50

2. Croix Cénévole, h. 30 m/m 18

h. 26 m/m 17

3. Croix Ancienne, h. 18 m/m 16 50

COLLIERS

Argent forçat, long. 45 c/m. 15

Or forçat, l. 45 c/m., p. 3 gr 50 92 50

N. B. — Tous ces prix s'entendent
taxe de luxe incorporée.

CROIX DU LANGUEDOC

Envoi franco — contre mandat-poste — M. STREET, 200, Rue Rivo-
— adressé à — PARIS (1^{er} ar-
Bureaux de vente : à l'entresol, à gauche.

TABLES

1. TABLE ALPHABÉTIQUE

DES NOMS DE PERSONNES, DE LIEUX, ET DES PRINCIPALES MATIÈRES

QUE RENFERME LE TOME LXX (ANNÉE 1921)

du *Bulletin historique et littéraire de la Société de l'Histoire
du Protestantisme français*

Abbeville, 1688, 160, 252.
Acturel, (Symon), 1562, 24.
Agout (d'), 251.
Aguzac (château d'), 85.
Aigaliers (Jean Jacob, baron et François d'), seigneur d'Airan, 75.
Aigonnay (Philippe Chalmot sieur d'), 250.
Aiguefonde (Eglise d'), Tarn, 230.
Aigues-Mortes, 1686, 62.
Ailesbury (marquise d'), 7.
Airan (baron d'), voy. Aigaliers, 75.
Aix (archevêque), 1824, 142.
Alais 80 (baron d'), 84.
Albermale (Henri d'), duc de Fitz James, 1700, 79 n.
Albiousse (d'), 73 n.
Alençon (et Charles d'), 1524, 208.
Allier (Raoul), 54, 240.
Amboise, (La Conjuración d'), et Genève, 254.
Amiens, 1688, 158, 165.
Amonet, 1688, 158, 165.
Amsterdam, 1686, 225, 230 ss.
Amy (Pierre), franciscain, 1524, 210.
Aneau (Barthélemy), **Picta Poesis**, 1552, 117.
Angélique (La mère), 247.
Angoulême (Marguerite d') à Lyon, 1524, 206.
Anguien (duc d'), prince de Condé, 1643, 215.

Anhalt Dessau (prince et princesse d'), 40, 41.
Annonay (Ardèche), 1824, 136.
Antesignanus (Pierre), libraire, 184.
Anvers (Augustins d'), 205. n. (synode d'), 1921, 239.
Arande (Michel d'), 197 ss.
Architecture et ordonnance de la grotte rustique... de Palissy, 7.
Ariol (Jean d'), moine bénédictin, 179.
Armengau (Marie d'), ép. David de Campdomerc, 234.
Arminianisme (L.), 59.
Arnaud (E.), 195 n. d'*Andilly*, 248.
Arnauldeau (François), 1562, 23.
Aubert (Henri) imprimeur, 1627, 127.
Aubert (Hippolyte), 116, 130, 194, 195, 239, 254.
Aubeterre (Jean d', sa sœur Antoinette), 10 n.
Aubigné (Elisabeth d'), 108 n.
Aubry (Louise), marquise de Vezançay, 252.
Audiart (Louis), 6.
Audibert (Marie d'), née Lussan 1702, 79.
Austreberthe, (Sainte), Pas-de-Calais, 163.
Austry (Marthe née Milliau), 1817, 236.
Authon (Eure-et-Loir), 246.
Auvergne, 1523, 205.

- Auzon* (Gard), 83-84.
Auzy (Elisabeth d'), 1685, 160, 165, 250.
B
Baguenault de Puchesse (G), 189.
Bdle, 59, 89, 202, 254.
Baragnon, 75 n.
Barbot (Amos), 1562, 16.
Barboyre, 202.
Barnave 1884, ss.
Barrau (Isaac), 1654, 229.
Barrilliot (Jacques), 1728, 109.
Bas Limousin, 188.
Barbies (Les), V. *Esbaty*, (Côte-d'Or), 1566, 69.
Basville (M. de), 1703, 87.
Batcave (Louis), 241.
Baudet (André et Mathurin), 11 n.
Baudrillart (Mgr), 177.
Bauquemare (Nicolas), conseiller, 1562, 40.
Bazoche Gouet, v. *La Bazoche*, 246.
Beaugrand (Jean de), calligraphe, 175.
Beaujon (Jean Jacques), 1727, 232.
Beaumont-les-Valence (Drôme), 117.
Beaunier (l'abbé), 245.
Beauvoir du Roure (Jacques et Alexandre de), 1702, 74.
Bédarieux (Hérault), 60.
Belvèze (M. de = M. A. de Campdomerc), 235.
Bérard, 92 n.
Beringhen (Pierre de), 1601, 196.
Berliet (M^{me} Julie), 247.
Bernard, commis à la recette d'Amiens, 164.
Berne, 1357, 1597, 89, 125.
Bernier (l'abbé), 66, évêque d'Orléans, 245.
Berry (duché de), 1524, 206.
Bérseur (Le), 1560, 29.
Berton (Barthélemy), imprimeur, 7.
Bessinges, 152.
Bethman (baron de), 241.
Bétrine, 61.
Bèze (Théodore de), 14 ss., 32, 90, 124 ss., 152, 183, 190 ss., 253.
Bidgrain (M^{lle} S.), 167.
Bienfaite (Château de), 37.
Bigot, avocat, 1562, 28, 39 n.
Bils (famille de), 253.
Blanque (M^{me} de la), 85.
Blauzac (M^{me} de), 160 162.
Blois, 1524, 210.
Boffres (Ardèche), 117.
Bohème (La), depuis la Montagne blanche, 70.
Boissy d'Anglas 138, 240.
Bonneval (de), 251.
Bonaparte et Joseph, 66.
Bonnizeau v. *Bournizeau*, 251.
Bouissets, (Ariège), 235.
Bordedux (Parlement), 6, 43.
Bossu (château), v. *Boussu*, 158.
Bossuet, 130, 132, 178, 190.
Bost (Ch.) 60 ss.,
Botha (Graham), archiviste, 63.
Boucher (Geneviève), 1587, 124.
Bouffard (Märthe de), 1696, 234.
Bouffard-Madiane (M. de), 215 n.
Bouillon (duc de), 1560 26.
Bouillon (cardinal de), 181.
Bouillon (Frédéric Henri, duc de), 216.
Bouillon (duchesse de, sœur de Turenne), 214 n.
Boulay de la Meurthe (comte), 65.
Bourbon (Nicolas), poète, 210.
Bourchenin (D.), pasteur, 241.
Bourdeloys, 1524, 205.
Bourges, 184, 1523, 206.
Bourgogne (duchesse de), 73.
Bourgogne (Assemblées huguenotes en 1566), 69.
Bournisieux ou Bournizeaux (de), 1690, 251.
Bousquet (bois du), Gard, 84.
Boussu (Belgique), 158 n.
Bowes (M^{me} de), 1558, 153.
Boyer (Guillaume), vicaire, 1523, 198.
Boyer (Pierre), procureur, 1651, 229.
Boysson (Richard de), 188.
Boyssonné, procureur, 1563, 20.
Brabant (duc de), 1612, 168.
Brackenhoffer (Elié), 153, 213.
Bradby (Miss), 184.
Brailier (Pierre), apothicaire, 8.
Brémond (Abbé Henri), 248.
Breuillet, Char.-Inf., 92.
Brédevent, lieutenant-général, 1560, 27.
Brzcsé-Lilewski (Brest-Litowsk), Pologne, 183.
Brignonnet (Guillaume), évêque, 206.
Brion (M^{lle} de), fille de M^{me} de Vezançay, 161.
Broudequin, 1561, 39.
Brousson (Claude), 62.
Brown (Hume), 254.
Brückner (A.), 183.
Brueys (Pierre de), sr de la Tour, 1702, 75.
Brugni (M^{me} de), 158.
Brun ou *Le Brun* (Marguerite), fille d'Etienne et Elisabeth de Robert, 1766, 235.

Brutails (J. A.), archiviste, 40.
Bruzelles, 168.
 Bueil (François de), archevêque, 1523, 206.
 Buisson (Ferd.), 56.
 Bullant, architecte, 13 n.
 Bullinger, 128.
 Burnier (Th.), 63.
Cabantous, pasteur, 69, 116.
 Cabrol (Louise de), fille d'Alexandre et Suzanne Siguier, 234.
Gadets de la Croix, 81.
 Cadier (G.), pasteur, 241.
Caen, 1560, 135, 1795, 186.
Cafres (voyage à la coste des...), 1686, 41 ss.
Calvados, 1795, 186.
 Calvayrac de Latourette d'Espéran-
 ses, 235.
 Calvin, 10; — et Castellion, 57; —
 1557, 89; — tombe de, 133, 191; —
 maison de, 174, 239; — et la Po-
 logne, 184, 193; — et Servet, 57; —
 122, 152, 253.
Camisards, 61, 74 (noirs), 81.
 Canistrot, 166.
 Campdomerc (famille), 226 ss.
Cap de Bonne Espérance, 1688, 220.
 Cappel (Louis), 57.
Caraman (Hte-Garonne), 226.
Cartigny (canton de Genève), 122.
 Casaubon, 167.
 Castellion (Sébastien), 56 ss.
Castelnau (*Castelnau-Valence*, Gard),
 82.
Castres (Orphelinat de), 237.
Cateau-Cambrésis (Paix de), 243.
 Catherine de Bourbon, duch. de Bar,
 126.
Caudebec (Seine-Inf.), 38.
 Caumont (Jacques Nompars de), 1643,
 216.
 Caus (Salomon de), 167 ss.
 Cavalier (Jean), 80 ss.
Célestins (Abbaye des), à Lyon, 209.
 Cellier (H.), 53.
**Censure de l'advertissement im-
 primé au Pont-à-Mousson**, 117.
 Chenu (Guillaume), de Chalezac, sci-
 gneur de Laujardièrre, 40, 97, 219.
 Chalezac (M^{lle} de), 40.
 Chalmot des Donnières (Perrette), 250.
 Chamillart (M. de), 87.
Champagne, 1524, 205.
Chancy, près Genève, 122.
 Changuilain (M^{me} de), 163,

Chantal (M^{me} de), 247.
 Chapuis (Jean), consul, 1514, 199.
Charenton, 1645, 153, 213.
 Charlemot, voy. Chalmot, 162, 250.
 Charles III, duc de Savoie, 200.
 Charnier (M^{me}), 160.
 Charnisay (baronne de), 73-88.
 Charpentier (Joachim), curé, 1567, 134.
 Chastanier, notaire, 1702, 74.
 Chatillon (maréchal de), 155.
Chatillon (Loiret), 216 n.
 Chatoney (E.), 54, 174, 240.
 Chauvigny (René de), 246.
 Chavay (A.), professeur, 192.
 Chelsea (Henriette), comtesse de
 Dorchester, 79 n.
 Chenu (Guillaume), 40, (Suzanne), 93.
 Chermeson, 150.
 Chérubin (Père), 125.
 Chezal, 150.
 Clarenx (Rachel de), 1615, 227.
 Claude (Jean), pasteur, 55, 117.
Clermont (Hérault), 83.
 Clermont d'Amboise (Henri de)...,
 marquis de Gallerande, 215 n, 218.
 Clugny (Guillaume de), baron de
 Conforgien, 69.
 Coct (Ennemond ou Anémond de), et
 Hugues, S^r du Chatelard, 197.
 Colbert de Livron, intendant, 1667, 95.
 Coligny (l'amiral), 189 et 239; (maré-
 chal), 216.
 Colladon (Pierre), 109.
 Collard (Pierre), conseiller, 1566, 69.
 Collardeau (Magon), prêtre, 1562, 23.
 Colomb (Fernand), 211.
 Combes (Antoine de), 124.
Compagnie des Indes, 220.
Compagnie du Saint-Sacrement, 213.
 Compoin, prêtre, 1801, 245.
Concordat (1516), 206 (1801), 65, 245.
 Condé (prince de), 1702, 79, 1562, 90.
 Conforgien (baron de), V. Clugny, 69.
 Constans (Pierre), pasteur, 93.
 Contarini, 243.
 Conrart, 1646, 214 n.
 Coquillard, 159.
 Cornu, 150.
 Corteiz, 61 ss.
 Consalvi, 66.
 Cosnac (Daniel de), évêque, 176.
Cossonay (canton de Vaud), 236.
 Coucis (Charles de), 1562, 18.
 Cour (La), voy. Lacour, 158.
 Court (Antoine), 60.
Cracovie (Libraires, prot. à), 184.
 Crépin (dame), ép. A. Huart, 108.

Cretat, conseiller d'Etat, 66.

Croix (La) de Pierre, à Rouen, 29.

Cromwell, 217 n.

Cuny (Dominique de), 1702, 75.

Cyran (Saint), 247.

Czubek (J.), 183.

Daillé, 63.

Damours conseiller, 1562, 39 n.

Dampierre (Jean), 1524, 210.

Dardier (Ch.), 60.

Dauphine, cocher, 78.

Dauphiné, 1524, 205.

Dauzy (M^{me} et M^{lle}) voy. Auzy, 160, 165, 250.

Dedieu (abbé J.), 175 ss, 240.

Delessert (baron), 172.

Delft (bureau des biens ecclésiastiques de), 231.

Denis (Ernest), professeur, 70, 116.

Des Barres, 92.

Desbrosses, 92.

Desbordes (Jacques), libraire, 231.

Des Gallars, 1557, 90.

Désiron, 75.

Des Mimeures, 69.

Des Plantes, 82.

Dialogues (Recueils de), de Castellion, 58.

Dieppe, 1562, 38.

Dietrich, maire, 1685, 185.

Dijon et Bossuet, 131.

Dolet (Etienne), 5, 210.

Douai, 181.

Douen (O.), 57, 157.

Drakenstein (vallée du Cap), 63.

Dracqueville, conseiller, 1562, 26.

Drelincourt, pasteur, Lettres, 213 ss.

Du Bartas, 167.

Du Bellay, S^r de Montbrelais (Théod.), 251.

Duberté (M^{me}), 1688, 160.

Dublet (Antoine), 1524, 210.

Dubois (cardinal), sa pension anglaise, 181.

Dubuisson d'Yquelon, 1562, 30.

Duchesne (Joseph), sieur de la Violette, 125.

Du Fay, 251.

Dufour (Nicolas), conseiller échevin, 1562, 40.

Dufour (Théophile), 152, 253.

Du Moulin (Pierre), 62, 167, 213; (Marie), 214.

Dupin de Saint-André (Armand), nécrol., 255.

DnPort (Adrien), 184.

Dupuy (Ernest), 6

Durand, professeur, 1795, 236.

Duras (le sieur), 1567, 196.

Durcot (Anne), sieur du Plessis-Puytesson, 250.

Dussaud (Vve), 117.

Edit de Saint-Germain, 1561, en Normandie, 36.

Edouard VI et Calvin, 58.

Emery (d'), médecin, 93.

Erasmus, 1524, 210.

Esbaty, v. *les Basties*, (Côte-d'Or), 69.

Escale, voy. L'escalade, 108.

Escalade (Nuit de l'), 126.

Espagne (abbesse d'), 1688, 163.

Espérandieu (François d'), s^r de L'calme, 230.

Espérausses, Tarn, 235.

Espesses (sieur d'), voy. Lemaçon (Simon), 251.

Estienne (Robert), 5.

Estrées (Gabrielle d'), 125.

Etampes, (S.-et-O.), 1567, 134, 196.

Eugène (le prince), 181.

Eyguières, (Bouches-du-Rhône), 142.

Fabre (Jules), 116, 240.

Fabri (Christophe), pasteur, 1557, 89.

Fabricius (Jean-Albert), 1718, 110.

Falaise (Calvados), 1561, 35.

Farel (G.), 90, 197 ss.

Favarger, sculpteur, 192.

Fauguerolles (de), conseiller, 1563, 21.

Faure (M^{me} de), 1667, 228.

Favier, notaire, 1702, 74.

Félice (Paul de), 255.

Ferry (Paul), 129, 132.

Fervacques (abbesse de), 165.

Feurs (Loire), 1583, 123.

Feydeau de Brou, intendant, 352.

Fléchier, évêque, 237.

Floquet (parlement de Normandie), 26 ss, 135.

Florence, 168.

Florentins, 81.

Floriot ou Fleuriot (Marie), 159, 165.

Folion (Nicolas), pasteur, 195.

Fontbonne, pasteur, 187.

Fontenay-le-Comte, 251.

Fontenelle (la) v. La Fontenelle, 250.

Forsans, 241.

France (Anatole), 8 n.

Fort, 150.

Forteau (Ch.), 134.

Foucault, intendant, 164 n, 251.
 Fouquet, 96 (Ch. Henri), s^r de Bour-
 nizeau, 251.
 Fouquières, 169 n.
 Franchet d'Espéret, 246 n.
 Franciscains Observantins, 199.
 François I^r, 1522, 207.
 Frayssinous (Mgr), 138, 240.
 Frédéric V, 172.
 Frédéric Henri, stathouder, 216 n.

Gabaonites (Les) vengez, sermon,
 G 231.
 Gabelle (La révolte de la), 1548, 13.
 Gallars (Nicolas des), pasteur, 90.
 Gap (Hautes-Alpes), 197.
 Garreta (R.), 54, 117, 174 ss, 241,
 252, 253.
 Gassion (Jean, maréchal de), 214.
 Gaudon, procureur, 207.
 Gaujac (baronne de), dame de Pio-
 lenc, 73.
 Gautier (Jean-Antoine et Lucien), 191.
 Genève, 107, 122, 226 (*Petite*) en
 Saintonge, 92.
 Génibrouse (Jacques de), 227.
 Gervain (M. de), 236.
 Gibert (dame), 1688, 160, 163.
 Gigou de Briou et de Vezançay
 (famille), 251, 252.
 Giran (Etienne), pasteur, 56, 149 n.
 Girault (Guillaume), 1558, et (Pierre),
 prêtre, 1563, 12, 23.
 Giret, carrossier, 160.
 Gobet, 1777, 7.
 Goetz (Jacob), 1557, 89.
 Goguet, instituteur, 1868, 246.
 Goiraud (Jeanne Pernelle), 108.
 Gosselin (Nicolas), procureur, 28, 40.
 Gouffier (M^{re} de), 1688, 163.
 Goulart (Simon) et sa famille, 121 ss.
 Goulden (pasteur et Dr. Jean), 117.
 Gourdet (prêtre), 1801, 245.
 Greffeuille (Marie de), 227.
 Grenoble, 1605 et 1524, 127, 197 ss.
 Groslet (Jacques), bailli, 1524, 210.
 Gruchet de Soquence, conseiller
 échevin, 1562, 27.
 Guerre de religion (Première) en
 Saintonge, 6 ss.
 Guibourg (Pasquier), 1561, 39.
 Guibray (Calvados), 1560, 35.
 Guillonneau (M^{me}), 1688, 159.
 Guiraud (Jean), 244.
 Guiscard (marquis de), 1704, 229.
 Guitard ou Quitard, 39.

Guitard des Brousses (Charles), séné-
 chal et Louis, son frère, 17.
 Guitonneau (M^{re}), voy. Guillonneau,
 164.
 Guyenne, 1524, 205.
 Gwalther, théologien, 128.

Habert (abbé), 1801, 245.
 Hamelin (Philbert), martyr, 7 n.
 Hammel (A.), pasteur, 252.
 Hanotaux (Gabriel), 131.
 Haultin (Jérôme), imprimeur, 123.
 Haussmann (baron), 173.
 Haut-Quercy, 188.
 Havre (Le), 1562, 38.
 Heidelberg, 167 ss.
 Heidenstam (O. G. de), 184.
 Henri (II) 89; (IV), 125 ss.
 Herpin (Mathurin), choriste, 24.
 Hesdin (vieil Hesdin, Pas-de-Calais),
 199.
 Heudier (Michel), 1560, 30.
 Hipotiposes ou Institutions pirro-
 niennes, 107 ss.
 Hohenlinden, 66.
 Hollande, 117.
 Huart (Claude) et sa famille, 167 ss.
 Huguenots (Les) et l'étranger, 189.
 Ilus et les Hussites, 70.

Illustrations. — L'emplacement de
 la maison de Calvin, d'après G.
 Compiègne, photographie à Noyon,
 71; — Fac-similé des signatures
 du contrat de mariage de M^{re} de
 Mirman, 76; — Reproduction du
 portrait de Salomon de Caus, de la
 collection palatine au Musée de la
 ville de Heidelberg, 171; — Cro-
 quis du monument de Pierre Viret
 à Lausanne, 193; — Vue de l'Eglise
 Saint-André à Grenoble, d'après
 une photographie, 201.
 Inbart de la Tour, 175.
 Inquisition (L') en Italie, 243.
 Institution harmonique (L'), 1615,
 169.
 Isle (Isaac), marquis de Loire, 95 n.
 Italie (La Réforme en), 242 ss.

Jacques I^r (VI d'Ecosse et II d'An-
 gleterre), 167, 79 n.
 Jalla (J.), professeur, 243.
 Jamblin, pasteur réfugié, 187.
 Jamets (Maillard), 158-9.
 Jamestown (Etats-Unis), 68.
 Jamon (Madeleine), 226.

Jaucourt de la Buissière Villarnou (D^{lle}), 160, 163.
 Japin (Bernardine), 233.
Jarilière (la), Vienne, 134.
 Jeanne d'Arc, 130.
 Jésuites (suppression des), 244.
 Jones (Leonard Chester), 121 ss.
 Juranville (D^{me} de), 124.
 Jurien, 177 ss.
 Justel (manuscrit de Henry), 241.

Kemperus (Otto), 133.
 Knox (John) 1558, 152 et 254.
 Kot (Stanislas), 183, 194.
 Krop, pasteur, 54, 117.

La Barthe (M. de), 1667, 228.
Labastide Saint-Amans (Tarn), 227.
La Batie de Crussol (Drôme), 117.
La Bazoches-Gouet (Eure-et-Loir), 246.
 La Blanque (M^{me} de), 85.
 La Broue (H. de), pasteur, 1735, 233.
 Lacalm, voy. Espérandieu, 230.
La Chapelle des Pots (Saintes), 18.
 Lacerger (Marc-Antoine de), 236.
 Lacombe (Bernard de), 211 n.
 Lacour (Anne de), 158.
 La Croix (Gaspard, baron de), seigneur de Gaujac, et (Jeanne de), 73 et 75.
 Ladame (Dr. P. L.), 191.
 La Faye (Antoine de), 124.
La Flosselière (prison de), 251.
 Lafontaine (M^{me} de), 1688, 166.
 La Fontenelle, 250.
 La Force (maréchal de), 1643, 216.
 Laguet, 158.
La Haye, 1643, 216.
 La Largère Puychenin et sa femme, 1688, 158, 251.
 La Martinière (M^{me} de), 1688, 166.
 Lambert (François) d'Avignon, 195, 200.
 Lambert (Catherine), 93.
 Lameth (Théodore de), 184.
Languedoc, 1524, 205.
 Lanthois, pasteur, 1825, 150.
 Lanzac de Laborie (M. de), 65.
Laon (Aisne), 1573, 227.
 Larivoire (Pierre de), s^r de Lamouzié, 230.
La Rochelle, 1562, 15 ss.
 La Rochefoucauld (François de), 14.
 Larroque (Anne de), 229.
 La Tour d'Auvergne (le Prince de), 181.
 La Tour du Fau, voy. Mirmand, 74.

La Trye, 1560, 28.
Laon pour *Laon* (Aisne), 226.
 Laujardièrre (M. de), voy. Chalezac, 41.
Laumes (Les) Côte-d'Or, 69.
 La Valette (Marie de), 1728, 108.
Lausanne, 89, 124, 183, 236, 254.
 Lavaysse (Judith de), 1703, 231.
 Le Brodeur (Nicolas), 1558, 12.
 Lecourt (Etienne), 1524, 211 n.
 Leconseil (veuve), née Guillemette Patronne, 11.
 Lecocq (M^{me}), 1688, 158.
 Le Coq, médecin, 93.
 Leduc (Antoine), 160.
 Le Faucheur, pasteur, 1718, 233.
 Lefèvre d'Étapes, 206 ss.
 Lehr (Henry), 153, 213.
 Lemaçon (Simon), s^r d'Espesses, 251.
 Le Maire (Jacques), 1611, 168.
 Lemaistre (Françoise), 159, 165.
 Le Masson (Joseph fils et Legier), 12.
 Lemonnier, 1560, 30.
 Lenoir, 239.
 Lenôtre (G.), 184.
 Léon X et la Réforme en Italie, 243.
 Le Riche (Etienne), réfugié, 184.
 Le Roy de Cionac (Jeanne), 233.
 Leroux (Alfred), 20, 188, 255.
 Le Parquier (E.), 26, 40, 135.
Lepelican proche *Nieuport*, 160.
 Lescale (Judith de), 108.
Lescar en Béarn, 227.
 Lespinnasse (Isabeau de), 1674, 230.
 Lespinasse (Samuel), 1710, 232.
 Lestrade (D^{lle} de), 1688, 166.
 Le Tellier, lieutenant criminel, 1560, 27.
 Letonnellier (G.), archiviste, 198.
 Liévin (Valentin), inquisiteur, 1520, 211.
 Lismanninus, 194.
 Locke, 109.
 Lods (A.), 54, 174, 240.
 Loire (marquis de), voy. Isle, 95.
 Lok (Anna, Henry et Michael), 153.
 Lombard, instituteur, 138; (Antoine), pasteur, 141.
 Longueval (M. de), 162.
 Lorraine (cardinal de), 26, 89.
Louvain (Bibliothèque de), 175, 243.
 Lucas (M^{lle} Suzanne), 1688, 158.
 Lullin (Marc) et ses fils, 108.
 Luther (brochures de), 5; (son influence), 200.
Lyon, 184, 202.
Lyonnais, 1524, 205.

Mackall (Léonard L.), 133.
Madère (île de), 43.
 Mailhet (A.), 54, 174, 239, 240.
 Mailhetard (Dr. Martial) 23, n.
 Maillard (1688), 159; (Th.) pasteur, 94, 250, 251 n.
 Maillefer (P.), syndic, 192.
 Malingre (Claude), 117; (Thomas dit Mathieu), 210.
 Marc (R. P. de Saint-Claude), 83; voiturier, 158.
 Marconnay (Du Bellay), 251.
Marengo, 66.
 Maret, secrétaire d'État, 66.
Marey-sur-Tille (Côte-d'Or), 69.
 Margot (M^{me}), 1688, 159.
 Marie-Antoinette et Barnave, 184 ss.
 Marion-Suart, 37.
 Marion (Guillaume), prebtre, 1562, 25.
 Marlborough (duc de), 181.
 Marot (Clément), 117 et 210 n.
Marseille, 1559-1921, 194.
Martinville (dame de), 125.
 Marteau (Jean), past. du Désert, 134.
 Martin (Charles), 253; (Louis), 78; (René), 192 (legs), 240.
 Marty (Jacques), pasteur, 117.
 Marx (Jean), 204 ss.
 Masaryk, 72.
 Mascarene d'Armengau, 234 n.
 Massanne (dame Claire de), 1702, 77.
 Mathieu (cardinal), 65.
 Mathiez (M.), 186.
 Matignon (M^{me} de), abbesse du Paraclet, 161.
 Mattey (Daniel Henri), 187.
 Maublair (Suzanne), 226.
 Maudot (Colette), ép. Mœthurin Seurin, 12.
 Mauger (Richard), 1561, 39.
Maupertuis, 239.
Mazamet (Eglise réformée de), 241.
Meaux, 1524, 197 ss.
 Médicis (Catherine de), 1562, 9, 196 n.
 Meigret (Aimé), 197 ss.
 Meinier, 1702, 75.
 Melfort (duc de), 79 n.
Mélou, 226 ss.
 Mérez (M^{me} de), 83.
 Merlat (pasteur), 93.
 Merle (François), 1730, 108 n.
 Meschinot (M^c Michel), 11 n.
 Mesmes (Henri de), 1621, 173.
 Mestrezat, pasteur, 63.
 Meusnier (Ester), 1688, 159, 164.
Middelbourg, 225.

Migneau (pasteur), 1576, 196.
 Milhau (Marthe), ép. de Campdormerc, 236.
 Milo, sculpteur, 192.
Mimeure (Côte-d'Or), voy. *des Mineures*, 69.
 Mirat (demoiselles), 191.
 Mirleau (Louis), châtelain des Radrêts, 246.
 Mirman (famille de François de), 73 ss.
 Mirot (Léon), 13 n.
 Monaco (prince de), 73.
Moncarret (Registre de l'Eglise de), 1657-1683, 55.
Mondidier, — *Montdidier*, (Somme), 159.
 Monneron, pasteur, 236.
 Monod (Albert) 60; (Gabriel), 186.
Montauban, 1664, 96.
 Montausier (duc de), 179.
 Montbason (Hercule de Rohan, duc de), 218.
Montbéliard, 1524, 197.
Monteber, voy. : *Montebourg*, 250.
 Montchrestien, 167.
Montebourg, Manche, 250.
Montvilliers, Seine-Inférieure, 1562, 38.
 Montgomery, 1562-1567, 38, 134.
 Montmorency (Anne de), 13; (François de), 9.
Montpellier, 88, 227, 228.
 Montpensier, 1562, 15.
Montreuil-sur-Mer, Pas-de-Calais, 252.
Moreaucourt, Somme, 161.
 Morel (E.), 54, 117, 239, 240.
 Morisel (M^{me}), 1688, 160.
 Moulmier, maire de *Meslay*, 245.
 Musset (G.), 6.
 Mustel de Boscroger, procureur, 27.

Nacart, lieutenant, 160.
Næf (Henri), 254.
 Nagerel (chronique de), 38.
 Napoléon I^r, 130, 174, 246.
 Nassau (M^{me} la Princesse douairière de), née Princesse d'Orange, comtesse de Dietz, 41.
 Naudin, notaire, 7.
 Navarre (roi de), 1561, 37.
Nettancourt (Meuse), 226, 228.
Neufchatel-en-Bray (Seine-Inférieure), 38, 89.
Nevers, 195.
 Nevo (M^r), 1645, 154.
 Nicolai (frère Gilbert), 205, 21.
 Nicolas (Michel), prof. 241.

Nieuport (Belgique), 252.

Nîmes, 69.

Nivelle (général), 117, 174, 239.

Nodier (Charles), 57.

Nogeret, 1562, 14.

Normandie, 1524, 205; 1561, 36 ss.

Nouvelle-Angleterre, 67.

Noyon, 70, 122, 239.

Ochino, 243.

Oechsly (Louis), député, 1557, 89.

Oecolampade, 202.

Oléron. (île d'), 251.

Olivet (A.), 60.

Omelin (M^{me} Marie), 1688, 160.

Orange (Guill. d'), 177, 216.

Orbec (Calvados), 37.

Orillard (M^{re}), 1688, 158, 161.

Orléans, 1524, 210.

Palissier, voy. Palissy, 21.

Palissy (Bernard), 6 ss.

Pamiers, (Ariège), 226.

Pannier (J.), 54, 116, 173, 196, 214, 239, 240.

Papillon (Antoine), 210; (Richard) conseiller, 39 n.

Papin, 173.

Paris, 1557 et 1615-1621, 89, 167.

Parthenay l'Archevêque (Jean de) s^r de Soubise, 10.

Patronne (Guillemette), 1558, 11.

Patry (H.), 6-25; (Raoul), 186.

Paul IV, 243.

Pays-Bas (Les), et Castellion, 59.

Pazanan, voy. Beauvoir du Roure, 74.

Péanne (Anne), 93.

Peirot, 150.

Pelican (Pont du), Belgique, 252.

Pellican, réformateur, 210.

Pères Pèlerins (Les), 54, 67.

Péricart, conseiller, 35, 39 n.

Périgord, 188.

Péronne, Somme, 159.

Perrault (M^{re}). 1688, 160, 163.

Perrier, 150.

Perrineau (François), 1562, 24.

Perrinet (Adam), 118.

Perrot (Charles), 127.

Perrotat (demoiselles et David de), 73 et 75.

Peseau, (château de), 118.

Petit (Guillaume), dominicain, 207.

Pétremol, 1562, 26.

Peyster (Henri de), 117, 174, 239.

Pfister, doyen, 117.

Philippe (Jean et Benjamin), 44.

Philippin (Elie), 1557, 89.

Picardie, en 1688, 156; en 1524, 205.

Picot (Suzanne), 122.

Pie IV, 243; VII, 66.

Piolenc (dame de), b^{re} de Gaujac, 73.

Plessis-Puytesson (Anne Durcot, s. du), 251.

Plymouth (Etats-Unis), 68.

Poiron (M^{re} de ou du), 158, 162.

Poisaille (D^{lle} Michelle), ou *Poupaille*, 159, 164.

Poitevin de la Gaillarderie (Samuel), ministre, 251.

Poitewines (Les), irréductibles... 1688, 250.

Poitou (Lieu d'Assemblée du désert en...), 134.

Pologne (Réforme et Refuge en), 183.

Pons (Antoine de), 12; (synode de), 25 juin 1667, 94.

Pont de Camarès, (Aveyron), 60.

Portal (pasteur réfugié), 230.

Porto Santo (île de), près *Madère* 430.

Port Royal (les amis oubliés de), 247.

Poupaille (M^{re}), voy. *Poisaille*, 159.

Prague, 72.

Prioleau, pasteur, 93.

Prudhomme, archiviste, 198.

Ptasnik (J), 184.

Puaux (F.), 54, 81 n, 117, 149, 174, 182, 239, 240, (René), 138, 240.

Puylaurens. (Tarn), 1574, 226.

Quevrin auj : *Quiévrain* (Nord), 159.

Quibout, 1562, 39.

Quitard, voy. *Guitard*, 1562, 39.

Rabastens (Tarn), 184.

Rabaut (Paul), 60 (St-Etienne), 62; (Camille), 60, 136. (Dupuy), 55, 61; (Pomier), 94 n.

Rabotteau (Jehan), 92 ss.,

Radziwill (Bible de), 1563, 183,

Ragon (H.), 55.

Rahir (Edouard), éditeur, 7.

Rainguet (abbé), 92.

Rakonitz (baron de), 154.

Rangeard, médecin, 93.

Raoullin, 30.

Ratisbonne (Calvin à), 57.

Rébelliau (A.), 132, 190.

Récalde (M. J. de), 244.

Réfugiés en Pologne, 184.

Renée de France, 242.

Reuss (R.), 54, 117, 128, 174, 239, 240.

- Reynie (Fiacre Hugon de la), 69.
 Ribaud (Madeleine), 159, 165.
 Richard (Simon), prêtre, 77.
 Richelieu (Antoine de), 15.
 Richmond (Angleterre), 167.
 Riollot, médecin, 93.
 Ritter (Eugène), 115.
 Rivet (André), 214 ss.
 Robert (Etienne et Elisabeth), 235.
 Robiac (M^{me} de), 1702, 86.
 Rochegude, 62.
 Rochefort (François de), 210.
 La Rochelle, 7 ss.
 Rocroi (Victoire de), 214.
 Rodocanachi (E.), 242 ss.
 Rolland, camisard, 82.
 Romier (L.), 69.
 Rondelet, pasteur, 93.
 Roques (Théodore Guillaume), pasteur, 233.
 Roquecourbe (Tarn), 230.
 Rott (E.), 239, 240.
 Rouen, 1560-62, 26 ss.
 Rouillé (Vienne), 134.
 Rouvière (Christophe de), juge, 78.
 Roux (Paul), pasteur au Cap, 64.
 Rouzières (Sébastien du), prebtre 25.
 Royel de Sanzette (de), 83.
 Royer (Jacques), pasteur, 127.

Sabatier (Auguste), 62,
 Sabonadière, pasteur, 187.
 Sagiensis (de Séz), 211 n.
 Salvignol (Gaillard de), sieur de Roquenaure, 229.
 Sains, (Aisne), 166.
 Saint Angel (M^r de), 20.
 Saint Ambroix, Gard, 74.
 Saint Antonin (synode de), 15 sept. 1772, 230.
 Saint Félix de Chateaufort, (Ardèche), 117.
 Saint-Fort-sur-Gironde (Char. Inf.), 92.
 Saint-Florent (Gard), 81.
 Saint-François de Sales, 247.
 Saint Germain-en-Laye, 79 n.
 Saint-Jacques, Assemblée de la rue), 89.
 Saint-Jacques (île), 45.
 Saint-Jean-d'Angély, (Char.-Inf.) 92 n.
 Saint-Jullien (couvent des filles de), 162.
 Saint-Léger (M^{me} de), 1688, 158, 162,
 Saint-Marsault (Deux-sèvres), 10 n.
 Saint-Maurice (Gard), 80.
 Saint-Mesmin (abbaye de), 210.
 Saint-Quentin (Aisne), 159.
 Saint-Seurin d'Uzel (Char.-Inf.), 94,
 Saint-Vénérand (Char.-Inf.), 23.
 Sainte-Beuve, 185.
 Sainte-Croix (rade de), 43.
 Saintes (Char.-Inf.), 1562 6 ss.
 Saintonge, 6 ss., 92.
 Sarrut, 55, 174.
 Saules (M. de.), voy. Des Gallars, 91.
 Saumur, 57.
 Savoie (duc de), et Genève, 125 :
 (Louise de), 206.
 Scaliger (Joseph Juste), 129.
 Schaffhouse, 89.
 Schnetzler (Ch.), 192 ss.
 Schobiger (Sébastien), de St-Gall, 129.
 Schoell (Ph.), 56, 65, 185, 187, 245, 246, 249.
 Sécart, grand-vicaire, 39 n.
 Séz (évêque de), 211 n.
 Sellon (J. J.), comte, 191.
 Selves (M. de), 172.
 Senlis, (Somme), 121.
Sépultures protestantes, 253.
 Seriau ou Serieux (Renée), 1688, 159, 164.
 Serpilius (Rev. Georg), 133.
 Serre (Le), ou Montagne de Bouquet, 79.
 Serres (Jean de), 123.
 Servet, 133, 191.
 Setzepand (R.), 41.
 Seurin (Mathurin), boucher, 12.
 Séville, 211.
 Sévin, fam. orléanaise, 210.
 Sextus Empiricus, 107.
 Sibiville (Pierre de), 197 ss.
 Signier (Suzanne) ép., de Cabrol, 234.
 Simler (Josias), 123, 128 ss.
 Simon (Pierre), pasteur, 64 ; (Richard), 57.
 Simondium (au Cap), 64.
Société des Nations (la), et l'histoire, 118 ss.
 Socin (Fauste), 59.
 Sorel (Albert), 81.
 Soubise (Jean Parthenay-Larchevêque sr. de.), 10 n.
 Soudier de Montmort (Abraham de), 232.
 Soustelle (M^{me} de), 88.
 Spalatin, 200 n.
 Speyr (Eugène de), 133.
 Spina (Msgr.), 66.
 Stapfer (Edmond), pasteur, 255.
 Statorius (Pierre), professeur, 183.
 Stel (William Adriaan van der), 64.

Strasbourg, 153.

Stucki (Guillaume), 129.

Sturm en Pologne, 183.

Sully, 118.

T*agaut* (Jean), 122.

T*aillée* (M^{lle} de la), voy. du Fay, 159, 161, 251.

Tallemant des Réaux, 213.

Tarnow (comte Jean de), 193.

Taur (Claude de), 206.

Tchèques (Les), et la France, 72.

Ténaud (Jean), réfugié, 184.

Ternent, 30.

Terraudière (la), Vienne, 134.

Terson, famille, 227-233.

Tertulli de Saignon (Gabrielle de), 75.

Tesse (Moyse et Pierre), 78.

Thémines (M. de), évêque, 245.

Thoinier, curé, 245.

Thonon (dispute de), 1598, 125.

Thouars (Deux-Sèvres), 251.

Thréti, 183.

Toiras (Marquise de), 84.

Tonneville (Seine-Inf.), 183.

Tournier (Gaston), 237, 240.

Tranchant (Mathurin), 11 n.

Transylvanie, 183.

Trémilly (Ille.-Marne), 1583, 123.

Trémoile (M^{me} de la), 216 n.

Trémolet (Antoine de), 73.

Trente (concile de), 243.

Trinité (cimetière de la), à Paris, 173.

Tronchin (Théodore), 128, papiers, 152.

Turenne, 214 n.

Turmeau (abbé), 245.

U*zés* (château d'), Gard, 73 ss.

V*aals* (Limbourg), 233 n.

Valès (A.), 54, 116, 174, 239, 240.

Vallette de Geoffroy, 1702, 75.

*Varenn*es (Meuse), 184.

Vasse (Antoine), martyr, 195.

Vaudois (Les), et l'Inquisition, 203 ss.

Vaulchier (M. de), 69.

Veal (Louise), 1688, 159, 165.

Veau (Laurens), 25.

Vega (Jean de), 1559, 105.

Vendôme (Loir-et-Cher), Dissidents de 245.

Vendras (Gard), 79, 82.

Ver, pasteur, 55.

Vercil (Italie), 66.

Vergt (Dordogne), 14.

Vernes (Maurice), 54, 116, 174, 239, 240, (Charles), 174.

Vernoux (Ardèche), 141.

Veyrel (Nicolas), apothicaire, 12.

Vezeau (James de), 1688, 158, 161, et 252.

Viénot (John), 54, 116, 174, 239, 240.

Villarnou (M^{me} de), 1688, 160 163.

Villars (maréchal de), 87.

Villette (M. de), 1686, 43.

Villey-sur-Tille (Côte-d'or), 69.

Vincent (Marie), 1688, 165.

Viret (Pierre), son monument, 192.

Vivier (Estienne et Jean), 95.

Vrillière (M. de la), 216.

Vuillencourt (Abbesse de), 162.

W*allace* (Hugh), ambassadeur, 67.

Weiss (N.), 5 ss., 40 ss., 63, 69, 70, 89, 97 ss., 116-120, 130-134, 136-137, 152, 156, 166, 174, 183, 189, 194, 197-212, 239, 241, 250, 252, 254, 255.

Welvert (E.), 184.

Wheatcroft (John), pasteur, 255.

Williston Walker, 192.

Witt (C. de), 54, 240.

Willemberg, 198.

Wufflens la Ville (Vaud), 236.

Wyss (Jean), député, 89.

X*aintes et Xaintonge*, voy. *Saintes*, 95.

Y*oung* (Peter), ou *Junius* 254.

Z*apolya* (prince de Transylvanie), 184.

Zeller (Edouard), 110.

Zurich, 89, 200.

Zwingli, 200.

2. TABLE ALPHABÉTIQUE

DES COLLABORATEURS AU TOME LXX

Aubert (Hippolyte), 121-130, 193, 253.	Patry (Henri), 6-25.
Bost (Charles), 60-63.	Puaux (Frank), 138-151, 175-182.
Brackenhoffer (Elie), 153.	Ritter (Eugène), 107-115.
Cellier (H.), 53.	Schnetzler (Ch.), 192.
Charnisay (baronne), 73-83.	Schoell (Th.), 56, 65, 184, 244.
Garetta (R.), 253.	Tournier (Gaston), 226, 239.
Jalla (J.), 242.	Weiss (N.), 5 ss, 40 ss, 63, 69, 70,
Le Parquier (E.), 26-40.	89, 97 ss, 116-120, 130-134, 136, 137,
Maillard (Th.), 92.	152, 156-166, 183, 189, 194, 197-212,
Pannier (Jacques), 167-173, 196, 213-219.	239-241, 250, 252, 254, 255.

3. TABLE

GÉNÉRALE ET CHRONOLOGIQUE

1921

N. WEISS. — A nos lecteurs.	3
— Pour la fête de la Réformation.	137
— Séances du Comité 18 janvier, 3 mai, 21 juin, 25 octobre 1921.	116, 173, 239

ÉTUDES HISTORIQUES

H. PATRY. — La captivité de Bernard Palissy pendant la première guerre de religion 1562-1563.	6
BARONNE DE CHARNISAY. — L'assassinat de M ^{me} de Mirman 1703.	73
FRANK PUAUX. — Boissy d'Anglas et Mgr de Frayssinous.	138
N. WEISS. — Les débuts de la Réforme en France d'après quelques documents inédits, VI. — Les premiers missionnaires : Pierre de Sibiville, Michel d'Arande, Aimé Meigret 1523-1524.	197

DOCUMENTS classés par ordre chronologique.

Voy. aussi la *Correspondance*.XVI^e SIÈCLE

N. WEISS. — L'entrevue avec le cardinal de Lorraine des Suisses envoyés à Paris pour intercéder en faveur des victimes de l'assemblée de la rue Saint-Jacques, 6 novembre 1557.	89
N. WEISS. — Un certificat adressé à Théodore de Bèze et à Calvin par les Réfugiés anglais à Genève 1558.	152 et 254
H. V. AUBERT. — Une lettre inédite adressée de Pologne à Calvin, 3 mars 1560.	193
E. LE PARQUIER. — Les sources de l'histoire du parlement de Normandie de Floquet de 1560-1562.	26
II. PATRY. — Arrêt du parlement de Bordeaux ordonnant la mise en liberté provisoire de Palissy et Extraits des faits justificatifs et objectifs du même, 24 mars 1563.	21

XVII^e SIÈCLE

TH. MAILLARD. — Un médecin huguenot saintongeais au XVII ^e siècle, Jehan Rabotteau, sieur de la Rousserie.	92
J. PANNIER. — Une panique à Charenton après l'avènement de Louis XIV, le 24 juin 1643.	213
ELIE BRACKENHOFFER. — Charenton en 1643, récit d'un voyageur alsacien, par H. LEHR.	153
N. WEISS. — Les huguenotes irréductibles expulsées des couvents et prisons de la Picardie en 1688.	156
N. WEISS. — Les aventures de Guillaume Chenu de Chalezac, seigneur Laujardièrre, au pays des Cafres, 1686-1689.	40 et 219

MÉLANGES

EUGÈNE RITTER. — Claude Huart, traducteur des Hypotyposes de Sextus Empiricus.	107
JACQUES PANNIER. — Salomon de Caus, ingénieur, architecte et musicien ; ses travaux à Richmond, Heidelberg et Paris.	167
GASTON TOURNIER. — La famille de Campdomerc.	226

CHRONIQUE LITTÉRAIRE ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

H. CELLIER. — La cantilène huguenote, par M. Ver.	55
TH. SCHOELL. — Sébastien Castellion et la Réforme calviniste. Les deux Réformes par E. Giran.	56
CH. BOST. — Camille Rabaud : Paul Rabaud, apôtre du Désert.	60
N. WEISS. — Les réfugiés huguenots du Cap, par G. Botha.	63
TH. SCHOELL. — Histoire de la Négociation du Concordat de 1801, par le comte Boulay de la Meurthe.	65
N. WEISS. — Les origines historiques de la Société des Nations. Les Français à la recherche d'une Société des Nations.	118
H. AUBERT. — Simon Goulart, d'après une biographie récente de M. L. Chester Jones.	121
F. PUAX. — Abbé J. Dedieu. Le rôle politique des protestants français.	175
N. WEISS. — La Réforme en Pologne, revue trimestrielle.	183

TH. SCHOELL. — Barnave et Marie-Antoinette (G. Welvert). — La première séparation de l'Eglise et de l'Etat dans le Calvados (R. Patry).	184
J. JALLA. — La Réforme en Italie, par E. Rodocanachi.	242
TH. SCHOELL. — A propos de la suppression des Jésuites. — La résistance au Concordat de 1801. — Les amis oubliés de Port-Royal. .	244

CORRESPONDANCE ET NOTICES DIVERSES

HUGHES WALLACE. — A propos du III ^e Centenaire des Pères Pèlerins. .	67
N. WEISS. — Lieux d'assemblées huguenotes en Bourgogne en 1566. Notes complémentaires. — Dons de Nîmes et Tunis. — Noyon, ce qui restait de la maison de Calvin en mars 1920.	69
Napoléon I ^{er} . — Bossuet. — Servet. Note bibliographique. — La tombe de Calvin. — Lieu d'assemblée du Désert du Poitou. — Etampes en 1567. — A Caen en 1560.	130-134
Les Huguenots et l'« appel à l'étranger ». — Bossuet. — Servet. — La tombe de Calvin.	189-191
TH. SCHNETZLER. — Le monument de Pierre Viret, à Lausanne. . .	192
H. V. AUBERT. — Une lettre inédite adressée de Pologne à Calvin, le 3 mars 1560.	193
N. WEISS. — A quoi sert le Bulletin ? Quelques réflexions à propos du synode de Marseille de 1921.	194
J. PANNIER. — Etampes en 1567.	196
TH. MAILLARD et N. WEISS. — Les poitevins irréductibles expulsées de Picardie en 1688.	250
R. GARRETA. — Famille de Bils. — Sépultures protestantes.	253
H. V. AUBERT et N. WEISS. — A propos d'un certificat adressé à Calvin et à Bèze par les Anglais réfugiés à Genève en 1555. — La Conjurat	254

NÉCROLOGIE

N. WEISS. — M. Ernest Denis.	70
— M. Camille Rabaud	136
— H. Dupin de Saint-André. — M. Alfred Leroux.	255

ERRATA

P. 93, l. 6 lisez *Pons* au lieu de Paris ; p. 95, note 2, Aulnis ; — p. 123, l. 31, l. Haultin ; — p. 134, l. 5, l. *vénérable*..., venu d'Avignon ; — fin de la p. 243, l. Jalla ; — p. 254, l. 15, l. Brown.

Le gérant : FISCHBACHER.



